

EN ILE-DE-FRANCE

## aden

Tout le cinéma et une sélection de sorties



JEAN-LOUIS PEP

VIVENDI

17 milliards d'euros de pertes p. 27

PROCHE-ORIENT

Crise économique en Israël p. 24

EUTHANASIE

La Cour européenne refuse le « droit à mourir » p. 23

FOOTBALL

Issa Hayatou à l'assaut de la FIFA p. 31

GOÛTS

Choisir son vin selon son fromage p. 32

PORTRAIT

Robert Guédiguian p. 37

France.....	2	Aujourd'hui.....	31
Horizons.....	14	Météorologie-Jeux.....	33
International.....	23	Culture.....	34
Entreprises.....	26	Carnet.....	38
Communication.....	28	Abonnements.....	38
Marchés.....	29	Radio-Télévision.....	39

# La France qui dit « non » à Le Pen

Forte mobilisation dans les syndicats, les partis de gauche, les lycées et les universités pour le 1<sup>er</sup> Mai

SOMMAIRE

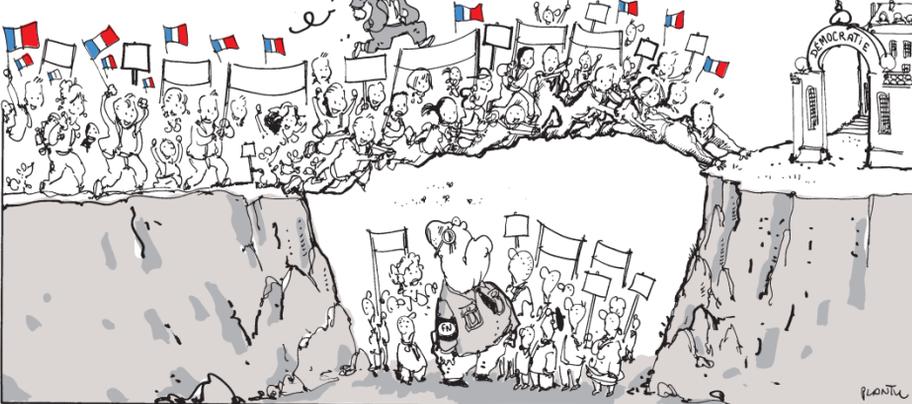
**Le poulx du pays.** Montpellier, Lille, Brest, Marseille, Mulhouse... : tour de France d'un pays en ébullition depuis le 21 avril. Paroles d'électeurs et de militants de tous bords. Manifestations lycéennes. Les syndicats mobilisent. Chez Peugeot, à Poissy. Adhésions dopées dans les partis politiques. p. 2 à 4

**Témoignages.** Marie, Clément, Caroline, Erwann, Julie... ces jeunes qui sont entrés en politique au soir du premier tour. Leurs itinéraires, leurs réflexions, leurs prises de conscience politique. p. 6 et 7

**Le Pen.** Comment le FN a préparé son 1<sup>er</sup> Mai. Le DPS, service d'ordre de l'extrême droite, renforcé par des sociétés privées et des jeunes « radicaux ». Un ancien responsable du FN-jeunes écroulé pour assassinat. p. 8

**A droite.** Jacques Chirac prépare les législatives. Entretien avec Jean-Pierre Raffarin. p. 13

## Pont du mois de mai



**A gauche.** Les débats au PCF. Le vote blanc grossirait le score Le Pen.

**Horizons.** Enquête : les lepénistes des beaux quartiers. Débats : André Glucksmann, Jean-Noël Jeanneney, Raymond Forni, Viviane Forrester, Marc Abélès, Mario Vargas Llosa. Notre éditorial. p. 14, 19 à 22

**La presse du FN.** La presse d'extrême droite a du mal à sortir de la confidentialité. Extraits de Minute, Rivarol, Présent, National Hebdo... Radio-Courtoisie ou l'art de frôler les limites de la loi. p. 28

► De Lille à Marseille : notre voyage à l'intérieur d'un pays en ébullition

► Paroles de jeunes qui sont entrés en politique le 21 avril

► La droite se concentre sur l'affrontement avec la gauche

► Débats : de Glucksmann à Vargas Llosa

## Chômage et conflits sociaux en hausse

**CHÔMAGE** en hausse, dépôts de bilan en augmentation et conflits sociaux en nombre : l'actualité économique et sociale qui reste difficile. Selon les statistiques du ministère de l'emploi publiées mardi 30 avril, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté en mars de 0,8 % (+ 17 700 personnes par rapport à février 2002). Cela porte le taux de chômage à 9,1 % de la population active. Le chômage des jeunes de moins de 25 ans augmente de 1 % par rapport à février.



MARTA NASCIMENTO/REA

Cette progression du chômage est conforme à une situation globale qui voit une quarantaine de grosses PME en difficulté, dans les services comme dans l'industrie. Certaines zones rurales, dans lesquelles l'usine reste le seul élément de richesse et d'emploi, sont particulièrement touchées par une série continue de restructurations et de plans sociaux. Les syndicats entendaient mercredi ne pas oublier ce front-là lors des manifestations du 1<sup>er</sup> Mai.

Lire page 26

CINÉMA

## « Wesh Wesh » : un film pour plonger au cœur des cités



**DANS** la cité des Bosquets, à Montfermeil (Seine-Saint-Denis), où il a grandi, Rabah Ameur-Zaïmeche a réalisé son premier film. Il pose un regard lucide et provocateur sur une jeunesse qui a grandi après l'effondrement des illusions militantes, qui vivote grâce au trafic de haschisch. Autres sorties : *Femme fatale*, de Brian De Palma, et *Bridget*, d'Amos Kollek. Lire pages 34 à 36

## Les malheurs de Lionel Jospin font le bonheur de José Maria Aznar

MADRID, de notre correspondant

Dire que le malheur des uns fait le bonheur des autres est un peu rude, aussi les Espagnols se sont-ils inventé un dicton bien pratique selon lequel « *il n'existe pas de malheur d'où un bien ne provienne* ». Mais, version édulcorée ou pas, le résultat est le même. Lionel Jospin en sait quelque chose qui, sans l'avoir voulu, vient, dans ses mésaventures électorales, de fournir des arguments sur un plateau à la propagande de son ancien alter ego ibérique, le centriste-conservateur José Maria Aznar.

M. Aznar, dont l'une des grandes obsessions concerne les immigrants clandestins - il a fait « blinder » en vain, avec barbelés, miradors et vedettes rapides, le détroit de Gibraltar et promu une loi sévère et controversée sur l'immigration - a profité de la montée de l'extrême droite de Jean-Marie Le Pen en France pour fustiger à plusieurs reprises « *la mauvaise politique française en matière d'immigration, qui donne ensuite des arguments à l'extrême droite*

*raciste et xénophobe* ». Comprenez : à force d'ouvrir la porte à n'importe qui et n'importe comment on suscite des réactions auxquelles il fallait s'attendre, y compris électorales. Mettant immédiatement en pratique ce nouvel argument inespéré, Javier Arenas, le secrétaire général du Parti populaire, qui règne avec la majorité absolue sur l'Espagne, a aussitôt mis vertement en garde le discret chef de l'opposition socialiste, José Luis Rodríguez Zapatero, contre « *les politiques démagogiques et irresponsables en matière d'immigration que l'exemple français ne peut que déconseiller* ».

Moyennant quoi le gouvernement a continué sur sa lancée éducative. La semaine dernière, M. Aznar annonçait que 89 % des personnes placées en détention préventive durant le trimestre écoulé étaient « *des étrangers* ». Statistiques précisées par le ministre de l'intérieur, Mariano Rajoy, pour qui, sur plus de 300 000 détenus en 2001, près de la moitié étaient « *étrangers* ». Enfin, le représentant du gouvernement à Melilla, l'enclave espagnole

en Afrique du Nord, Arturo Esteban, expliquait que 90 % des délits commis en ville étaient « *l'œuvre de citoyens marocains* ».

L'Espagne n'aurait peut-être pas pu se permettre pareils constats formulés aussi abruptement il y a deux ans, lorsque les échos des trois jours de « *ratonnades* » d'El Ejido en Andalousie étaient parvenus jusqu'au Parlement européen, qui avait dépêché des observateurs sur place. Mais à présent que le thème de l'immigration - du moins c'est la lecture que certains veulent en faire en Espagne - est tout à la fois une des raisons de la chute de Jospin, une sérieuse préoccupation européenne et le cheval de bataille de droites extrémistes en pleine expansion, adieu les finesses de langage du politiquement correct. Comme le disait un commentateur : « *Ce n'est pas la France, ancienne donneuse de leçons en la matière, subitement contrainte à plus de modestie, qui pourra critiquer.* »

Marie-Claude Decamps

DESSINS

## Superdupont par cent



**CENT** dessinateurs se mobilisent autour du personnage de Gotlib. Sélection de leurs dessins. Lire pages 16 et 17

ANALYSE

## L'économie, la morale et la République

**DISONS-LE** d'emblée, le retour au « socialisme national de droite », au racisme, à la xénophobie, au protectionnisme, en bref, au repli sur soi et à la haine des autres, n'est pas un avenir pour la France ni pour l'Europe. Ce serait aujourd'hui, comme ce fut le cas dans le passé, le prélude aux plus grandes catastrophes, aux plus immenses tragédies. Ce n'est donc pas ainsi qu'il faut lire le message exaspéré des électeurs en date du 21 avril.

Lorsque la société n'entend pas parler de ses fractures, c'est elle qui vous en parle. Et elle en parle fort, puisque apparemment c'est la seule façon de se faire entendre. Elle vote aux extrêmes du spectre politique, elle fait résonance aux positions les plus radicales. Dans les manifestations, les slogans rai-

sonnables ont peu de chance d'être écoutés, seuls les plus réducteurs le sont. Au fur et à mesure que le débat politique s'apaise, alors que les mêmes questions demeurent lancinantes, l'exaspération monte, et la société devient plus violente. Les élections, au lieu d'être l'occasion d'un choix réfléchi, deviennent celle d'une gigantesque manifestation contre ce qui est perçu à tort ou à raison comme une absence de choix.

Sur quelles fractures il fut fait silence pendant ces élections ? J'en vois au moins trois : la première est économique - l'importance de la question de l'emploi ; la seconde est démocratique - l'ambiguïté sur le racisme ; la troisième est républicaine - le renoncement à l'intégration sociale et, en conséquence, la

culpabilisation de l'autorité. Sur la première, j'avais déjà eu l'occasion de souligner à propos des élections municipales (*Le Monde* du 30 mars 2001) que le retour de la croissance, condition nécessaire, était un peu court pour réparer les dégâts que deux décennies de montée du chômage et des inégalités avaient produits sur la société française. Et qu'il fallait encore beaucoup de persévérance avant que les Français puissent avoir le sentiment de vivre dans une société plus juste.

Les cinq dernières années ont permis de faire un bout du chemin, mais un tout petit bout seulement.

Jean-Paul Fitoussi pour *Le Monde*

Lire la suite page 22

# La Pléiade Shakespeare

## Tragédies

Édition bilingue

Établie sous la direction de Jean-Michel Déprats, avec le concours de Gléole Venet.

**Tome I**  
Titus Andronicus, Roméo et Juliette, Jules César, Hamlet, Othello

**Tome II**  
Le Roi Lear, Macbeth, Timon d'Athènes, Antoine et Cléopâtre, Coriolan

Ces volumes constituent les deux premiers tomes d'une nouvelle édition des Œuvres complètes de Shakespeare, préfacées par Anne Barton.

**Gallimard**

# PRÉSIDENTIELLE

## LA MOBILISATION

De Lille à Marseille, de Brest à Mulhouse, en passant par Paris la **MOBILISATION** pour un 1<sup>er</sup> Mai anti-Le Pen s'organise. A l'appel d'une soixantaine d'organisations syndicales, d'associations et de partis politi-

ques, les manifestations prévues à l'occasion de la journée internationale des travailleurs devraient marquer un **TEMPS FORT DE LA PROTESTATION** contre la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de

l'élection présidentielle. 3 500 policiers et gendarmes sont prévus pour encadrer les cortèges. Le 1<sup>er</sup> Mai est aussi la date à laquelle le **FRONT NATIONAL** organise traditionnellement son défilé. Daniel Vaillant,

ministre de l'intérieur met en garde contre d'éventuels **DÉBORDEMENTS**. A droite, on se refuse à participer à ces protestations qui, selon elle, sont susceptibles d'apporter des arguments à l'extrême droite.

## La France mobilisée pour un 1<sup>er</sup> Mai anti-Le Pen

Alors que le Front national devait défilé, mercredi matin à Paris, pour son hommage traditionnel à Jeanne d'Arc, de nombreuses organisations politiques, syndicales et associatives appelaient à manifester contre l'extrême droite et à voter, le 5 mai, pour Jacques Chirac

**DÉPART PRÉVU** à 15 heures, place de la République. Au rendez-vous du 1<sup>er</sup> Mai, à Paris, la journée des travailleurs s'efface derrière la campagne présidentielle, réduite, pour quelques jours encore, à une mobilisation pour ou contre l'extrême droite. Les organisateurs attendaient 300 000 personnes, venues de tous horizons politiques et géographiques. Mardi soir 30 avril, un groupe de chanteurs et de personnalités du spectacle – parmi lesquels Charles Aznavour, Henri Salvador et Gérard Jugnot – devait entonner *La Marseillaise* sur le parvis du Trocadéro. De nombreux mouvements d'intellectuels et d'artistes ont appelé à rejoindre le cortège, dans lequel toutes les organisations de gauche étaient annoncées.

Aux quatre coins du pays, revue de détail d'une mobilisation qui s'est parfois heurtée au scepticisme, mais qui semble avoir gagné du terrain, et revêtu des formes multiples.

### MONTPELLIER : AVEC DES LYCÉENS

Répétition générale sur la place de la Comédie. Vendredi 26 avril, à 18 heures, ils ne sont que quelques-uns au rendez-vous quotidien des opposants à Le Pen. Florian, lycéen de 20 ans, porte un grand panneau en carton : « *La démocratie est une passion à défendre chaque jour, alors nous manifestons chaque jour.* » Le lendemain, ils sont plus de 10 000. Laura, élève de seconde veut montrer « *que la jeunesse est contre ces idées-là* » ; avec ses deux copines, elle a apporté des banderoles : « *Hitler, Musso-*

*lini, Le Pen, on ne veut pas de cet avenir-là* ». Gérard, 42 ans, distribue des coupures de presse : « *Il y a plein de gens qui ne savent pas, explique-t-il. Ça coûte 25 francs les 100 photocopies. Pendant la semaine, on peut bien faire ça.* » Rendez-vous est pris pour le 1er Mai. A l'université Paul Valéry, syndicats d'étudiants et de professeurs se sont regroupés dans un collectif pour appeler à faire barrage à Le Pen dans les urnes. Le choix a été discuté en assemblée générale.

« **La démocratie est une passion à défendre chaque jour, alors nous manifestons chaque jour** »

### TOULOUSE : AVEC RAS L'FRONT ET LES MOTIVÉ-E-S

René, Michel et Patrick militent à Ras l'front. Ce matin, ils se retrouvent au local de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) pour confectionner une banderole. Prêté gracieusement, le local de la LCR, est orné d'un portrait du Che Guevara. Sur une table, un drapeau palestinien. Et partout, des affiches d'Olivier Besancenot. Les trois militants s'étonnent du calme qui a entouré les manifestations de la première semaine : « *Les gamins ont tout compris. Ils savent que tout débordement profiterait au FN* » remarquent-ils.

A Toulouse, ils prévoient une « *manif monstre* ». Dès le soir du premier tour, une quarantaine d'associations avaient convoqué leurs troupes. « *On s'est rendu compte tout de suite que ça allait prendre* », dit Michel. Il espère 50 000 personnes, peut-être plus – Ici, d'ordinaire, un 1<sup>er</sup> Mai, c'est 3 000 personnes au maximum. La banderole achevée, ils s'inquiètent : « *C'est quoi la météo de mercredi ?* »

A l'autre bout de la ville, les Motivé-e-s s'arrachent les cheveux. Réunis en assemblée générale, quelque 150 militants essayent de trouver une formulation pour appeler à voter Chirac sans que ce mot d'ordre passe pour un soutien. La moindre virgule est discutée. On règle aussi les derniers détails de la manifestation à venir. Une dizaine de pancartes sont prêtes : sur l'une d'elles, un dessin représente une machine à laver et précise : « *Le FN n'a qu'un programme, faire bouillir la haine* ». Avec Avec Hakim, chanteur de Zebda, Salah Amokrane, tête de liste des Motivé-e-s aux élections municipales de 2001 et Taïeb préparent l'organisation du concert des Motivé-e-s (le groupe), prévu mercredi à 14 heures, place du Capitole. Le concert durera une heure quinze et il y aura « *un morceau surprise* ».

### PARIS : PREMIERS DÉBRAYAGES

Chaque année, depuis 1997, l'association « *Nantes est une fête* » organise un « *réveillon anticapitaliste* » à la veille du 1<sup>er</sup> Mai, place de la Bourse. Après le premier tour, tout

a été chamboulé. Le mot d'ordre est devenu : « *Réveillons la démocratie* ». Droit au Logement (DAL), Act-Up et le réseau samizat se sont associés à l'opération. Au programme : forums de rue, concerts rap et techno. Les jeunes « *apprentis agitateurs pour un réseau de résistance globale* » (Aaarg) et le Festival de résistances alternatives ont prévu une *street-parade* dans les rues de Paris. « *Amenez de quoi vivre, nourriture, boisson, idées* », dit l'invitation.

Pour l'occasion, la CNT rejointe par Sud a décidé d'appeler les salariés de la Cité des sciences et de l'industrie de la Villette à cesser le travail durant une heure, au moment du rassemblement du Front national. Un même appel au débrayage a été lancé parmi les personnels de la Sofres. Y a-t-il des « *sans-opinion* » ?

### BREST : ON DÉFILERA EN FAMILLE

La mobilisation n'aura pas résisté aux attraits du week-end. Samedi, 300 personnes à peine pour manifester. Julie, lycéenne de 17 ans, y voit « *la preuve que certains jeunes ont manifesté pour sécher les cours* ». La présidente locale de l'Unef, Céline Emery, étudiante en ethnologie, est moins sévère. « *Il y a eu une grosse manifestation jeudi, maintenant, il faut préparer le 1<sup>er</sup> Mai* », expliquait-elle, annonçant « *une forte mobilisation* ». Kevin, 20 ans, élève en BEP, s'en dit convaincu. « *Ce sera une manifestation familiale, prédit t-il. Beaucoup de gens qui n'ont pas pu venir à cause du boulot seront là avec*

*nous. Ma mère par exemple, est d'origine étrangère. Elle était vraiment étonnée par le résultat de l'élection. Mercredi, c'est sûr, elle sera là* ». « *Il y aura aussi la majorité des profs, assure Julien, 17 ans. Beaucoup nous ont dit qu'ils nous soutenaient depuis le début de la semaine.* »

Le mot d'ordre de la manif organisée par l'intersyndicale est clair : voter Chirac pour faire barrage à l'extrême droite. Même message sur les tracts diffusés à l'université. Céline craint pourtant que le jour

que *c'était encore donner le beau rôle à la droite. En analysant la situation, je me dis qu'il y a un vrai danger politique, que ce serait une grosse erreur politique de se mettre à l'écart.* »

### LA TRINITÉ-SUR-MER : CHEZ JEAN-MARIE LE PEN

Dans la commune natale de Jean Marie Le Pen, qui vote traditionnellement à droite, certains ne cachent pas leur inquiétude, une fois passés « *les grands discours républicains* ».

### Zinedine Zidane : « C'est pas jouable »

Zinedine Zidane a incité les Français à aller voter, lundi 29 avril sur Radio-France, en estimant que le Front national ne correspond « *pas du tout aux valeurs de la France* ». « *Il faut simplement dire aux gens qu'il faut qu'ils votent, c'est très important, et surtout penser aux conséquences.* (...) *C'est grave quand on voit qu'il y a 30% d'abstentions et qu'à l'arrivée ça fait un deuxième tour en tête à tête entre Chirac et... l'autre* », a affirmé le meneur de jeu de l'équipe de France de football. « *C'est pas possible, c'est pas jouable* », a-t-il ajouté.

« *Attristé* » par cette prise de position, le directeur de campagne de M. Le Pen, Bruno Gollnisch, a précisé sur LCI que « *M. Zidane n'a, évidemment, rien à craindre de l'arrivée de Jean-Marie Le Pen à la fonction présidentielle* ».

du défilé, tous ne crient pas d'une même voix. « *L'assemblée générale organisée à l'université a été profitable. Elle a permis de recadrer le débat chez les étudiants. Mais, il y a toujours des gens qui ne comprennent pas l'enjeu et restent hostiles à un front républicain* ». Romain, militant de la LCR depuis trois ans, s'est laissé convaincre de voter pour « *super menteur* ». « *Au début, pour moi, c'était impensable, raconte-t-il. Voter pour un escroc pour contrer un fasciste, je me disais*

« *Les gens feraient mieux de ramasser leurs gamins. J'ai appelé ma fille pour lui dire qu'elle avait intérêt à ramasser son fils* », dit Albertine, la soixantaine. Une « *dame qui travaille avec Jean-Marie [Le Pen] à Paris* » lui a dit « *que les adhésions vont bon train* » au Front national. Michel Dor, secrétaire départemental du MNR, s'empare contre « *ces profs qui se mettent en grève pour permettre aux élèves d'aller manifester et tenir des propos injurieux, infâmes contre Jean Marie Le Pen* »

## M. Vaillant, M. Schrameck et les « manifs »

**MERCREDI 1<sup>er</sup> MAI**, ni Olivier Schrameck, le directeur du cabinet de Lionel Jospin, ni Daniel Vaillant, le ministre de l'intérieur, ne seront dans la rue. C'est la journée de tous les dangers, le travail ne manquera pas. Mais, pour Olivier Schrameck, cette absence est presque un regret. Ce vif pourfendeur de la cohabitation, qui sera assesseur, dimanche, dans son bureau de vote, afin de marquer à sa manière son engagement contre le Front national, a expliqué et milité devant son cabinet, dès dimanche soir, pour « *voter Chirac* » au second tour. De son bureau de Matignon, où il assure paisiblement, jusqu'au lundi 6 mai, la « *continuité de l'Etat* », M. Schrameck se réjouit secrètement de voir une nouvelle génération politique se former dans la rue – « *quelque chose d'aussi important, en son temps, que mai 68 ou la guerre d'Algérie* ».

Le ministre de l'intérieur, lui, n'est pas emballé de voir la France dans la rue. D'abord, parce qu'il n'aura peut-être jamais autant travaillé que durant cette dernière semaine de gouvernement. Tandis que les autres ministres se préoccupent surtout à trouver des postes pour leurs conseillers, avant le déménagement du 6 mai, Daniel Vaillant prépare le second tour de l'élection présidentielle, s'active à la surveillance des lieux de culte juifs et musulmans, observe les centaines de milliers de manifestants qui défilent depuis une semaine et prépare, surtout, les défilés du 1<sup>er</sup> Mai. Pour la première fois

lors d'une Fête du travail, le centre opérationnel Beauvau, déjà utilisé au moment de la Coupe du monde de football, en 1998, qui centralise en temps réel les informations de toute la France, sera activé. 3 500 policiers et gendarmes seront mobilisés (*Le Monde* du 30 avril).

### « LOURDS DE DANGERS POLITIQUES »

Surtout, M. Vaillant partage davantage les réserves de Lionel Jospin que les enthousiasmes d'Olivier Schrameck. Il l'a dit à sa manière, mardi 23 avril, devant le conseil national du PS. « *Ces manifestations [face] au danger de l'extrême droite peuvent présenter des aspects positifs. Mais les débordements qui ont entaché la fin de certains cortèges à Paris sont lourds de dangers politiques. Méfions-nous d'une agitation non maîtrisée débouchant sur des affrontements ou des agressions qui ne pourraient qu'apporter de nouveaux suffrages d'extrême droite et de droite. Soyons à l'initiative nous-mêmes aux côtés des grandes centrales syndicales le 1<sup>er</sup> Mai, mais évitons les tristes images qui ne font que conforter ceux qui se sont laissés aller au vote Le Pen. Camarades, je veux vous le dire, le seul slogan "halte au fascisme" est trop court.* » A Matignon, M. Schrameck jouera la tour de contrôle. « *Notre dernier gros souci* », lâche-t-il. Mais il ajoute : « *Heureusement qu'ils sont là ! C'était le seul moyen de laver l'affront fait à la France.* »

Ariane Chemin

## A Paris, lycéens et étudiants font leur rentrée dans la rue



Lundi 29 avril, entre 40 000 jeunes – selon la police – et 100 000 – selon les organisateurs – ont manifesté de la place de la République à celle de la Nation. Ils ont défilé aux cris, entre autres, de « première, deuxième, troisième génération, nous sommes tous des enfants d'immigrés ».

**PENDANT** leurs vacances, ils avaient dû se contenter de regarder les lycéens et les étudiants des académies de province manifester contre la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Revenus en cours lundi 29 avril au matin, 40 000 jeunes, selon la police, 100 000 selon les organisateurs, ont défilé l'après-midi à Paris, entre la place de la République et celle de la Nation, à l'appel des syndicats de lycéens (FIDL et UNL) et d'étudiants (UNEF). Tendus en tête de cortège, festif dans le corps de la manifestation, le défilé s'est dispersé sans incidents notables.

Venus de Paris et de tous les départements limitrophes, les manifestants ont repris une fois, dix fois, cent fois le slogan devenu cri de ralliement : « *Première, deuxième, troisième génération, nous sommes tous des enfants d'immigrés.* » Bricolées avec des bouts de draps, les banderoles disent « *Non à Le Pen* ». Des petites pancartes distribuées par les syndicats et des vieux cartons sur lesquels on a griffonné à la hâte quelques mots témoignent de la colère des lycéens et des étudiants. « *On ne discute pas cuisine avec des cannibales* », résume l'un d'eux.

Sur le boulevard Voltaire, un jeune lycéen grimpe sur un abri-bus pour faire acclamer sa pancar-

te « *Halte au FN* », dessinée comme un sens interdit. Une clameur le salue. De jeunes collégiennes du lycée Montaigne ont tracé sur leur visage « *FN non* » au marqueur rouge. Plus loin, un groupe martèle son djembé. Le cortège s'arrête pour danser. Des drapeaux sont agités dans la foule : certains sont français, d'autres algériens. Un jeune Noir très grand brandit en l'agitant un bout de papier : « *Arrêtons la flamme.* »

### « NON AU F. HAINE »

Devant le cortège de l'UNL, la sono chante « *Hasta la vista* » de MC Solaar. Les clameurs montent et descendent quand, à une fenêtre, on affiche sa solidarité ou une banderole « *Non au F. Haine* ». Un groupe de lycéens noirs passe avec une pancarte « *voter blanc, c'est voter petit-blanc* » et « *Chirac, je ne t'aime pas, mais je vais voter pour toi.* » Partout, la nécessité de voter le 5 mai revient dans les slogans. Beaucoup de jeunes manifestent pour la première fois. « *Toute ma classe est partie pour aller à la Bastille. Là-bas, les mecs de la FIDL nous ont entraînés vers la République* », explique Guillaume en classe en seconde option audiovisuel au lycée Paul-Valéry à Paris. Greg, élève de première S à Maurice-Utrillo à Stains (-Seine-Saint-Denis) assure que

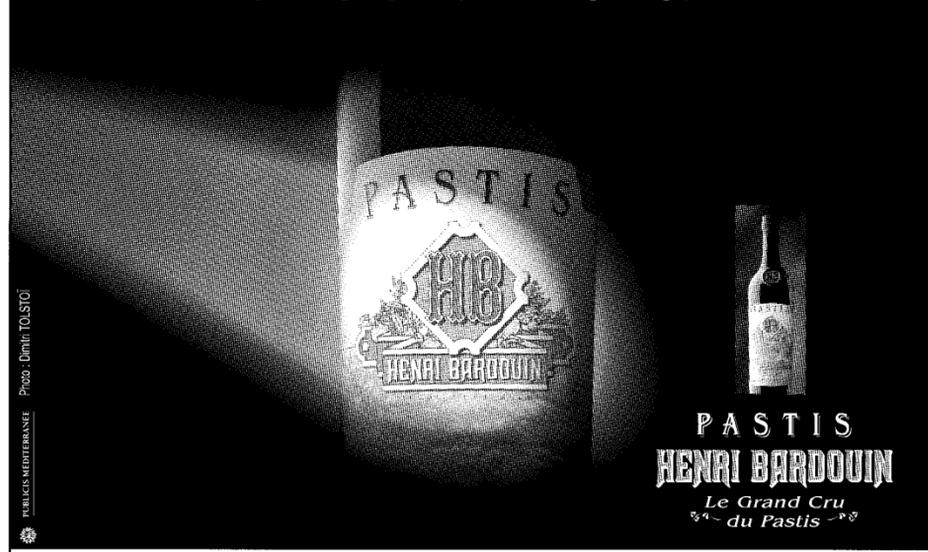
« *pratiquement tout [son] lycée est là* ».

Une quarantaine de jeunes plus excités ont laissé craindre des dérapages pendant le défilé. « *Dieu était avec nous* », sourit a posteriori un des responsables policiers. Abrisée derrière de grands boucliers-paravents transparents, une rangée impressionnante de CRS est restée au contact permanent de la première ligne de manifestants. Ce qui a donné lieu à des scènes étonnantes : à chaque fois que les CRS reculaient d'une trentaine de mètres, ils semblaient poursuivis par des milliers de jeunes hurlant leur plaisir de faire reculer les forces de l'ordre. « *On leur fait peur !* », se réjouit un lycéen venu d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). « *Tu vas faire gagner Le Pen en faisant le con comme ça* », rétorque vivement une lycéenne.

« *C'était la seule façon de faire face à une manifestation sans réel encadrement* », assure ce même responsable policier, resté en contact physique permanent avec les jeunes les plus remontés. Une vitrine a été brisée et quelques projectiles lancés mais les CRS avaient reçu l'ordre de ne pas riposter. De fait, commencé dans une ambiance tendue, le défilé s'est achevé sans accrochages sérieux.

Luc Bronner et Sylvia Zappi

**VOUS VENEZ DE DÉCOUVRIR UN GRAND PASTIS.**



L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. A CONSOMMER AVEC MODERATION.

## PRÉSIDENTIELLE LA MOBILISATION



A la Friche de la Belle-de-Mai, centre culturel alternatif à Marseille, le festival Logique Hip-Hop se prépare. De jeunes rappeurs discutent des résultats du premier tour. A l'improvisiste, Abdou, un jeune vigile, scande : « On ne bougera pas d'ici. C'est notre pays. Vive la France ! ».



Un agriculteur sur son exploitation, sur les coteaux marmandais dans le Lot-et-Garonne. Il n'ira pas manifester parce que ce n'est « pas dans sa culture » : « Nous, on respecte ce qui s'est dit dans l'urne et, le reste du temps, on se tait », ajoute-t-il.

### CONDRIEU : LE CURÉ CONTRE LE « RACISME »

Le père Chaize est curé de Condrieu, au sud du département du Rhône, terre de vignes. Dimanche 28 avril, il a choisi, lui, d'envoyer un « signal fort » au cours de son sermon, pour réveiller « ceux qui croient qu'être chrétien, c'est seulement aller à l'église ». Il n'a pas parlé politique, mais a rappelé « l'engagement du croyant à dire non à un certain nombre de choses, au premier rang desquelles le racisme ».

### LYON : SUR LES PENTES DE LA CROIX-ROUSSE

Deux jours après la grande manifestation du 25 avril (25 000 personnes place Bellecour), la gauche protestataire bat encore le pavé pour mobiliser les abstentionnistes. « Dans les assemblées générales, on est déjà passé au stade de l'analyse, explique le président de l'UNEF lyonnaise, Bruno Julliard-Landeau. Les étudiants voudraient savoir ce qu'on leur propose, en termes d'offre politique. Le problème, c'est qu'on ne voit rien venir du côté de la gauche

gouvernementale. » Au siège de la Fédération anarchiste, sur les pentes de la Croix-Rousse, David, jeune prof d'histoire-géo au collège du Mas du Taureau, à Vaulx-en-Velin s'est employé à rassurer les élèves. Non, ils ne risquent pas d'être expulsés avec un aller simple pour le bled ; non, on ne peut pas leur enlever la nationalité française. Si les plus jeunes ont été déboussolés par les résultats du 21 avril, David reconnaît que la mobilisation reste encore limitée chez les aînés. « Le lycée de Vaulx-en-Velin a refusé de se mettre en grève pour ne pas créer de situations d'affrontement », dit-il.

### L'ÎLE-DE-NOUAN : CHEZ LES RAVEURS

Massés par grappes devant d'immenses murs de son, plus de 15 000 « raveurs » dansent sur l'Île-de-Nouan (Loir-et-Cher). La « génération Ecstasy », individualiste et peu politisée, a voulu marquer le coup. A travers le campement, des affichettes lancent des slogans : « Contre Le Pen de mort, votez », « Fuck Le Pen », ou encore « Le 5 mai, teuf

interdite. 100 % contre Le Pen. Votez. » La dernière fois que Céline a manifesté, c'était en juin 2000, pour protester contre la loi censée encadrer les raves-parties. « La prochaine ce sera le 1<sup>er</sup> Mai, promet-elle. Depuis un an, le discours sécuritaire gangrène la scène politique. Il n'y a rien d'étonnant à ce que Jean-Marie Le Pen se retrouve là où il est. »

### GIVORS : AVEC UN ANCIEN RÉSISTANT

Dans la vallée du Rhône, à Givors, bastion du PCF, les vieux militants cherchent à mobiliser pour le 1<sup>er</sup> Mai. L'Humanité à la main, Paul Masson, ancien résistant et communiste depuis 1953 essaie de « rappeler les gens au civisme » pour « préserver la liberté chèrement acquise par les anciens ». Il voudrait « mettre à bas la société à deux vitesses ».

### MARSEILLE : CHEZ LES MILITANTS RPR

A la Friche Belle-de-Mai, centre culturel alternatif, le festival Logique Hip-Hop se prépare. A l'improvisiste, Abdou, un jeune vigile, prend le

micro et scande : « On ne bougera pas d'ici. C'est notre pays. Vive la France ». Ici, justement, le président du FN a fait mieux que Jacques Chirac (23,34 % des voix) au premier tour. Dans l'immeuble où est installée la fédération du FN, il y a beaucoup d'immigrés. Six petites filles observent les « voisins d'en face » en demandant : « Vous croyez qu'ils peuvent venir nous chercher pour nous emmener ? » Sonia, Asma et Nadia, lycéennes, le jurent : « Dès qu'il y aura un truc anti-Le Pen, on sera là. » Elles en sont à leur deuxième manifestation. « On a la rage, c'est tout. Comme on peut pas voter, c'est notre seul moyen d'action », dit Sonia. La moyenne d'âge des manifestants a augmenté depuis la semaine précédente. Prof, élus, syndicalistes sont venus en renfort des lycéens. Une jeune femme n'en revient pas d'être là : « C'est la première fois que je m'engage. Avant, je n'avais jamais voté ! » « Il ne faut pas s'abstenir, dit Juliette. Les électeurs d'extrême droite, eux, ne s'abstiendront jamais. »

A la section RPR du 3<sup>e</sup> secteur de

Marseille, omelette et jambon dans les assiettes, verres de vin, discussion informelle entre le responsable de la section Jean Vincetti, adjoint au maire de secteur, Michel Fabrigoule, président des sections professionnelles du RPR, et quelques militants. L'un d'entre eux, Jean-Jacques, indique : « Le RPR ne bouge pas sur les manif. Peut-être, individuellement, ceux qui sont syndiqués. » M. Fabrigoule répond : « On n'a pas besoin des votes de gauche. Même sans eux, on gagnerait. Dans la situation inverse, je voterais, bien sûr, mais blanc. » Jean-Jacques Gentili confirme : « On votera jamais à gauche, nous. Mais on surveillera que la démocratie est respectée. »

### MULHOUSE : SYNDICALISME ET PIQUE-NIQUE

Samedi 27 avril, la manifestation anti-FN a un air de répétition : tous les esprits sont tournés vers le grand défilé unitaire du 1<sup>er</sup> Mai. « Nous défilons avec tout le monde, affirme Maïté Jean, présidente de la section locale de Ras l'Front local. Ce sera un peu différent. Les syndicats inter-

viendront, et il y aura des arrêts réguliers pour que chacun prenne la parole. A la fin, un monument à la tolérance sera érigé. » Un homme prévient : « Attention, c'est avant tout la fête des travailleurs, à l'initiative des syndicats : nous ne voulons pas les doubler, mais être présents. » Au Mouvement des jeunes socialistes, on travaille d'arrache-pied. « Nous n'avons pas l'habitude de manifester ce jour-là, explique Amal, l'animatrice du bureau. Mais nous voulons montrer que nous sommes là. Et avant tout, appeler à voter le 5 mai. » Des artistes et des musiciens sont prévus pour animer la manifestation. Ainsi qu'un apéritif, un pique-nique et des animations pour les enfants.

### SENS : LE FN AFFRÈTE TROIS CARS

Les gamins des cités HLM profitent du petit train qui sillonne la foire annuelle pour interpellier les passants, aux cris de : « A bas Le Pen ! » Dans cette ville de 30 000 habitants, le FN a obtenu plus de 18 % des suffrages. « Allez faire la

« Il ne faut pas s'abstenir, dit Juliette. Les électeurs d'extrême droite, eux, ne s'abstiendront pas »

révolution ailleurs, bande de parasites ! », lance un exposant. Ici aussi, la mobilisation est venue des lycéens. C'est de la classe de Mathilde, 20 ans, que tout est parti. « On a commencé par rédiger un tract, en cours, lundi matin. Le proviseur l'a approuvé, alors il en a convoqué quelques-uns pour leur donner des numéros de téléphone de responsables politiques. Il a aussi appelé la police pour que la manifestation soit encadrée. » Les militants du FN parlent de « manipulation ». « Les enfants de Pol Pot, à l'éducation nationale, ils ont bonne mine de nous traiter de nazis », dit l'un d'eux. Pour le 1<sup>er</sup> Mai, la fédération départementale du FN affrète trois cars pour Paris. ●●●

## Les syndicats défilent « contre Le Pen » et « pour le progrès social »

DE MÉMOIRE de syndicaliste, rarement les défilés traditionnels du 1<sup>er</sup> mai avaient suscité autant d'effervescence. « Inédite » pour Maryse Dumas, numéro 2 de la CGT, qui a comptabilisé soixante-dix rassemblements à travers la France, ou « exceptionnelle » pour la CFDT, cette journée devrait rassembler des centaines de milliers de personnes à Paris comme en province, à l'appel de l'intersyndicale CFDT, CGT, FSU et UNSA. Si FO n'a pas souhaité signer cet appel commun, son secrétaire général, Marc Blondel, a cependant annulé son déplacement à Bordeaux pour rallier le cortège parisien et se placer à la tête de ses troupes. Et comme en Île-de-France, ses adhérents seront présents dans toutes les manifestations.

A l'exception de la CFCT, qui a maintenu son défilé solitaire dans la matinée, et de la CGC, qui refuse de s'engager, l'heure est à l'unité contre l'extrême droite. « Dans les entreprises, des assemblées générales ont été organisées par deux, trois, parfois quatre organisations syndicales », se félicite Joël Biard, secrétaire général de l'union régionale Île-de-France CGT. Pour la première fois, le Groupe des Dix-Solidaires (dont les SUD) sera intégré dans les cortèges syndicaux, derrière la CFDT. Pour la première fois, également, les responsables des services d'ordre de la CGT et de la CNT (anarcho-syndicalistes), frères ennemis, se sont entretenus en marge de la manifestation parisienne du 27 avril. « Une ren-

contre historique », souligne, non sans ironie, Julien Terzics, un responsable de la CNT.

A Paris, le rassemblement, prévu à 15 heures place de la République, se fera derrière la bannière de l'intersyndicale : « Pour le progrès social et pour faire barrage à l'extrême droite. » Pour la majorité des syndicats, en effet, la mobilisation contre le FN ne doit pas faire oublier les revendications sur l'emploi, les salaires ou les retraites. Mais en raison d'une affluence record, les organisateurs envisageaient de dévier la manifestation par la gare de Lyon pour atteindre la place de la Nation, en passant par la Bastille.

### UN MILLION DE TRACTS

Comme à l'accoutumée, la CNT et tous les libertaires, dont le nombre grossit, se retrouveront, en compagnie des sections parisiennes du Scalp (Sections carrément anti-Le Pen) et d'Act-Up, un peu plus tôt dans la matinée, place des Fêtes, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, avant de rejoindre le cortège principal. Les responsables syndicaux Nicole Notat (CFDT), Bernard Thibault (CGT), Gérard Aschieri (FSU) et Alain Olive (UNSA) se placeront en tête. « Il y aura quelques personnalités, sur invitation des organisations syndicales, comme le représentant de la Ligue des droits de l'Homme, c'est tout », prévient Jean-Luc Descamps, responsable du service d'ordre de la CFDT. Viendront ensuite, dans l'ordre, la délégation FSU, l'UNSA, la CGT,

l'UNEF, la CFDT, le Groupe des Dix, FO. Puis les « autres syndicats », dont la CNT, les associations et les partis politiques.

« Nous ne sommes plus dans le cadre des 1<sup>er</sup> mai classiques », souligne Alain Olive, qui estime à « 200 000 ou 300 000 » le nombre de personnes qui pourraient battre le pavé parisien, sous un flot de tracts. Depuis le début de la campagne présidentielle, la CGT affirme en avoir tiré pas moins d'un million. Ceux de FO, qui revendiquent également un tirage de un million, proclame « La République toujours, les revendications tout de suite ». A la CFDT, ils s'en prennent à l'« abstention, piège à cons », et invitent ouvertement à voter Jacques Chirac. L'UNSA a prévu de manifester avec des affiches contre « l'Affront national » en lettres bleues sur fond blanc et de distribuer « 150 000 » tracts sur le même thème. Louchant sur les adhésions enregistrées en ce moment par les partis politiques, certains, comme à la CGT, invitent les lecteurs à les contacter.

A situation exceptionnelle, mobilisation exceptionnelle : 2 000 syndicalistes assureront le service d'ordre de la première partie du défilé, les associations, et surtout les partis politiques, étant invités à en faire autant. Ces précautions prises, beaucoup tempèrent cependant les discours alarmistes, « le nombre » atténuant les « risques ».

Isabelle Mandraud

## Les « Peugeot » entre peur, colère et rancœur

Dans l'usine de Poissy, certains cachent mal leur satisfaction de voir M. Le Pen au second tour

IL Y A les anciens, souvent d'origine immigrée, pour qui la manifestation du 1<sup>er</sup> mai est une évidence. Ahmed est tôleur depuis trente et un ans. Il a vécu la grande grève de 1983 dans ce qui était, alors, Talbot-Poissy. Et n'a pas oublié qu'au plus fort du conflit des militants d'extrême droite avaient investi l'usine et s'affrontaient aux grévistes au cri de « immigrés à la Seine, immigrés au four ». Marocain et socialiste, il ne peut pas voter, mais il a demandé à sa fille de mettre, le 5 mai, un bulletin Chirac dans l'urne. Syndiqué à la CFDT, il se désole de l'abstention des jeunes, des « mensonges » des sondages et des abandons du gouvernement Jospin, qui a si mal « ficelé les 35 heures ».

« Ici, la réduction du temps de travail a été une catastrophe pour les ouvriers », renchérit Michel, militant cégétiste. « Entre les jours bloqués pour le chômage technique, les

samedis travaillés, les changements d'horaires et les heures supplémentaires obligatoires, les 35 heures ont créé un ressentiment très fort contre les socialistes », ajoute ce quinquagénaire, qui veut en découdre avec l'extrême droite.

Il y a les plus jeunes, comme Fouad, 27 ans, « retoucheur » dans une entreprise sous-traitante de Peugeot, qui ne peut pas voter, mais battra le pavé parisien. « Il faut résister. L'extrême droite, ce n'est pas envisageable », ajoute l'intérimaire, heureux de voir des collègues se mobiliser et bien décidé à convaincre son ami de voter, dimanche, pour le président sortant. D'autres jeunes Français d'origine maghrébine, comme lui, se sont réveillés le 22 avril au matin avec une « vraie gueule de bois ». Prêts à manifester, ces abstentionnistes hésitent à voter au second tour. Et se

sentent, comme le dit l'un d'eux, « complètement largués ».

Dominique, 29 ans, ne s'est pas déplacé le 21 avril. Il restera chez lui le 1<sup>er</sup> et le 5 mai. « Je me repose et je m'occuperai de mes enfants », précise, satisfait, ce conducteur d'installation entré chez Peugeot en 1999. « La politique, ce n'est pas mon truc. Moi, j'ai quitté le 78 [les Yvelines], parce qu'il y avait trop de délinquance dans ma cité. Ma femme et moi, nous voulions être plus tranquilles. Nous avons déménagé dans le 95 [Val-d'Oise]. C'est la même chose. Alors, nous en avons ras-le-bol. »

### OPTIMISME DE RIGUEUR

Combien sont-ils, comme lui, à se sentir abandonnés et à ressasser leur rancœur ? A 28 ans, dont dix années de galère entre petits boulots et intérim, Christian, lui, s'étonne que l'ampleur du vote Le Pen

puisse encore surprendre. « Eh oui, cela arrive », commente-t-il sarcastique, dissimulant à peine sa satisfaction, quand d'autres, honteux, refusent d'avouer leur sympathie FN. « Ces dernières années, analyse Farid Borsali, secrétaire général de la section CGT, le travail intérimaire s'est beaucoup développé. Dans certains ateliers, il concerne un ouvrier sur deux. Il y a beaucoup d'inquiétudes et de désarroi. » Mais le syndicaliste refuse de baisser les bras et se dit optimiste pour mercredi : « Les équipes militantes se mobilisent. On sent un regain d'intérêt pour le 1<sup>er</sup> mai », assure-t-il. « On ne sera sûrement pas 300, mais il y aura du monde », lâche un autre cégétiste. Pourtant, 300 manifestants sur une usine de 5 900 ouvriers, ce ne serait déjà pas beaucoup...

Claire Guélaud

# SCIENCE & VIE

Nouvelle formule

## Et si la bible disait vrai...

Les plaies d'Égypte expliquées par la science

Et aussi

Le point sur l'effet de serre : vrais chiffres, prévisions et enjeux.

Preuve à l'appui : l'expérience qui contredit Einstein.

En pratique : pourquoi les régimes ne marchent pas.

En vente chez tous les marchands de journaux

### ... A AGEN : « TOUT MAIS PAS ÇA »

Autour de Bernard Villes, maire (PS) de Laplume, bourgade de 1 300 habitants proche d'Agen, la conversation s'enflamme. Aller manifester ? Les plus âgés sont réservés. « Pour quoi faire ? Pour renforcer Le Pen ? », demande l'un. « Les jeunes, ils feraient mieux de travailler à l'école, plutôt que de descendre dans la rue, et ils n'avaient qu'à pas s'abstenir ! », râle un autre. Conseiller général de Lavardac, André Touron s'inquiète. « Attention ! prévient-il, plus on va les harceler, plus on va accroître le décalage entre ceux qui votent pour Le Pen et le reste du monde... » Vendredi, mille personnes se sont rassemblées à l'appel du PCF, à Agen, sur la place des Laitiers. Dans la foule, on brandissait L'Humanité. Pierre, 11 ans, s'est mêlé aux plus grands, en expliquant que Le Pen, « c'est un gros con » et que « Mamie, elle a failli avoir une crise cardiaque quand elle a vu les résultats... » Dans les rangs serrés, au milieu des militants et sympathisants du PS, des Verts, de la CGT, de Ras l'front, André, ancienne résistante de 80 ans, a eu les larmes aux yeux : « Tout mais pas ça !, a-t-elle lancé. Les gens qui ont voté Le Pen n'ont pas de mémoire. »

### A L'ACADÉMIE DES SCIENCES LA RECHERCHE EXIGE LA LIBERTÉ

Lundi 29 avril, jour de séance plénière. A l'ordre du jour, une session privée extraordinaire consacrée au vote d'une motion solennelle : « L'Académie des sciences tient à rappeler que l'activité scientifique exige une totale liberté de pensée comme de mouvement. Dans les circonstances exceptionnelles que nous connaissons, l'Académie appelle les scientifiques à voter Jacques Chirac, seul candidat républicain, seul capable de permettre le développement de la recherche. » Dans les laboratoires, une pétition de scientifiques signée par cinq Prix Nobel et trois Médailles Fields, appelle à « faire du 5 mai un référendum pour défendre la République et la démocratie » et donc « à mettre dans l'urne sans hésiter un bulletin Chirac ».



A Givros, bastion du PCF, « L'Humanité » à la main, Paul Masson, ancien résistant et communiste depuis 1953, essaie de « rappeler les gens au civisme » pour « préserver la liberté chèrement acquise par les anciens ».

### A GRENOBLE : LE SOUFFLE DE LA RÉSISTANCE

Samedi 27 avril, 25 000 personnes selon la police, plus de 40 000 selon les organisateurs, sont descendues dans la rue pour dire « non » au FN. « C'est la manifestation la plus importante que la ville ait connue depuis la Libération », s'est félicité le maire (PS), Michel Destot. En 1984, 8 000 personnes avaient défilé alors que M. Le Pen tenait un meeting au Palais des sports. Le 9 décembre 1996, ils étaient encore 20 000 pour protester contre sa venue, à l'occasion de l'inauguration du siège départemental du FN.

Le 1<sup>er</sup> Mai, l'objectif est de faire à nouveau de Grenoble un exemple. Cosmopolite (moins de trois sur dix sont de souche dauphinoise), Grenoble a voté « oui » à 62 % pour Maastriht. Elle a classé Lionel Jospin en tête du premier tour, avec plus de 20 % des suffrages. Mais jamais elle n'oublie qu'elle a été résistante et à ce titre, une des rares villes Compagnon de la Libération. Symboliquement, le 27 avril, une cinquantaine de résistants, déportés et enfants de déportés, certains portant un carton

barré : « Plus jamais ça », marchaient en tête, tandis que du cortège montait le refrain : « Nous sommes tous des enfants d'immigrés ». « Aujourd'hui comme alors, ce sont de nouveau les jeunes qui résistent les premiers », lancera au micro le docteur Pierre Fugain, ancien résistant, père du chanteur. Noémie, élève de

### « Le 5 mai, n'ayez pas honte, transformez ce deuxième tour en référendum pour la République »

1<sup>er</sup> lui répondra : « Nous n'acceptons pas que Le Pen parle en notre nom. »

### A DIJON : UN RÉFÉRENDUM POUR LA RÉPUBLIQUE

Les organisations syndicales CGT, CFDT et FSU espèrent mobiliser 10 000 personnes le 1<sup>er</sup> Mai avec l'appui des partis de gauche

et d'un collectif d'associations. Le Parti socialiste de Côte-d'Or qui défilera sans banderole compte sur cette journée pour motiver ses troupes à mettre le bulletin Jacques Chirac dans les urnes. « On n'a pas le choix », expliquent les militants aux plus réticents, « Pour-tant, l'heure n'est pas aux états d'âme », a prêché François Rebsamen, maire PS de Dijon « On peut être dans la rue le 1<sup>er</sup> Mai, mais surtout le 5 mai, n'ayez pas honte, transformez ce deuxième tour en référendum pour la République ». Une dizaine d'associations antiracistes, parmi lesquelles SOS-Racisme et le MRAP, accompagneront le mouvement qui se prolongera l'après-midi par un concert pique-nique. On devrait aussi remarquer une présence particulière des enseignants et personnels administratifs de l'université de Bourgogne participant au comité de vigilance contre l'extrême droite, créé en 1998 lors de l'élection, avec les voix du FN, de Jean-Pierre Soisson à la présidence du conseil régional de Bourgogne. Malgré les circonstances, il n'est pas question pour



Le père Chaize est curé de Condrieu, dans le Rhône, il tente de convaincre ses fidèles de voter contre le FN et tente de réveiller « ceux qui croient qu'être chrétien, c'est seulement aller à l'église ».

la droite locale de se joindre au mouvement. « Le 1<sup>er</sup> Mai doit rester la Fête du travail et sa symbolique ne doit être occultée par un message politique », a commenté un responsable politique

### LILLE : DE LA MAISON DE DE GAULLE AU DÉFILÉ

« Un moment de recueillement et de réflexion silencieuse » devant la maison natale du général de Gaulle, rue Princesse, dans le Vieux Lille. C'est la manière « différente » par laquelle les gaullistes « et ceux qui soutiennent depuis le début la campagne de Jacques Chirac » ont choisi de se manifester, le 1<sup>er</sup> Mai. Une façon de « signifier notre détermination à contrer l'extrémisme, mais aussi notre refus de participer aux manifestations », précise la fédération RPR du Nord dans un communiqué publié lundi 29 avril. A gauche, la mobilisation est beaucoup plus traditionnelle. Les socialistes lillois seront « aux côtés de ceux qui, dans la rue, entendent non pas remettre en cause le vote des électeurs, mais redire fortement que le vote Le Pen va à l'encontre de toutes les valeurs

portées par la République depuis des siècles », a annoncé Martine Aubry. « Dans cet esprit, a-t-elle ajouté, nous appelons à la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai, derrière les organisations syndicales, dans la gravité et la convivialité et non pas dans la haine et la violence ». De la LDH et du MRAP à AC ! et aux parents d'élèves de la FCPE, de nombreuses associations ont lancé le même mot d'ordre. Reste à savoir ce que décideront les lycéens. Au lendemain du vote, 8 000 à 10 000 jeunes et adultes avaient crié, lundi 22 avril leur révolte dans les rues de Lille. Mais le dernier défilé unitaire anti-Le Pen, organisé vendredi soir par les partis de la gauche plurielle et les syndicats dont l'UNEF, n'y a réuni que 2 000 à 3 000 personnes derrière Martine Aubry et Pierre Mauroy. Les lycéens, dont les manifestations animaient le centre de la ville depuis le début de la semaine, étaient absents ce jour-là.

Récit du service France avec nos correspondants et la promotion 2002 (presse écrite) du CFJ

## A Marseille, la percée du FN dope les inscriptions dans les partis politiques

### MARSEILLE

de notre envoyée spéciale

Coup de fouet ou douche froide, l'issue du premier tour a suscité de nouvelles vocations militantes. « C'est un défilé continu », affirme Jackie Blanc, secrétaire départemental Front national (FN) des Bouches-du-Rhône. Au siège de la fédération, en plein 1<sup>er</sup> arrondissement de Marseille, la porte s'ouvre régulièrement sur des sympathisants venus signer leur fiche d'inscription.

« Depuis lundi dernier, on a eu 80 demandes, et on en attend d'autres de toute la région »,

constate M. Blanc. Les nouveaux adhérents viennent renforcer les rangs d'une base militante déjà importante à Marseille, ville dans laquelle Jean-Marie Le Pen a totalisé, devant Jacques Chirac, 23,34 % des voix. Pour M. Blanc, c'est « la victoire qui attire les gens ». C'est aussi elle qui, en donnant au FN une légitimité nouvelle, décomplexe ses électeurs.

Jérôme a repris sa carte vendredi. A 25 ans, il a « toujours voté pour le Front national », mais après une première inscription il y a quatre ans, il n'avait pas renouvelé son adhésion.

« C'est parfois difficile pour nous, on subit des insultes », explique-t-il. Le résultat de dimanche a réussi à allumer un « enthousiasme nouveau ». Depuis, il n'a plus honte de dire qu'il vote FN, et même qu'il y militait. « Je ne suis pas fasciste, je ne veux tuer personne. Je pense juste qu'être français ça se mérite un peu, quand même », affirme-t-il.

Et, même s'il ne croit pas à une victoire de son candidat au second tour, Jérôme est catégorique : « Je veux aider, faire ce que je peux. » Il commencera par passer la journée du 5 mai comme assesseur dans

un bureau de vote marseillais.

Si la percée du FN galvanise ses militants, au PS c'est plutôt l'effet « défaite » qui joue un rôle d'entraînement. « Depuis la claque de dimanche, on a eu beaucoup d'adhésions », confirme Marc Valle, secrétaire de la fédération PS des Bouches-du-Rhône. Une quarantaine de personnes se sont directement adressées à la fédération, sans compter celles qui sont passées par le bureau national. En temps normal, les adhésions spontanées sont rarissimes : ce sont les sections qui se chargent de recruter.

### « ILS VIENNENT PAR SOLIDARITÉ »

Selon Pauline Banzo, secrétaire de la section du 1<sup>er</sup> arrondissement de Marseille et secrétaire fédérale, la majorité des nouveaux adhérents n'ont jamais milité au PS auparavant. La démarche de ces néophytes, dont la moyenne d'âge oscille entre 35 et 50 ans, repose sur une double motivation : le rejet du FN, accompagné d'une culpabilité latente pour ceux qui n'ont pas « voté utile » au premier tour. Face à ces réactions, M<sup>me</sup> Banzo préfère rester « prudente ». « Ils viennent par solidarité, un peu comme quand il y a une catastrophe dans un pays du tiers-monde ! », s'exclame-t-elle. Elle craint que, passée la lutte anti-FN, cet engagement ne « s'évapore » face à la réalité du terrain.

« C'est un engagement sur le long terme », promet pourtant Victor-Eric Gioia. Ce trentenaire a pris sa carte après le premier tour. Mais l'opposition au FN n'a été tout au plus qu'un déclic. Sa démarche est plus globale : lassé de la politique politicienne, selon lui attisée par la droite, il juge « qu'il faut passer à l'action ». Même version des choses pour Mylène Ardid, professeur de français, qui veut ainsi « reprendre le débat en main ».

Mais il n'y a pas que les situations extrêmes qui incitent à l'action. Au RPR des Bouches-du-Rhône, on comptabilise, selon l'assistant parlementaire de Renaud Muselier, Jean-Philippe Ansaldi, « deux cents renouvellements » et « une centaine d'adhésions ». De quoi assurer sa « position d'arbitre » en tout confort.

Caroline Veunac

## Entraînement au « vote Chirac » dans une section du PS parisien

AU FOND de la salle, une urne en carton a été confectionnée par un militant socialiste « pour exorciser le vote du 5 mai ». « Entraînons-nous à voter qui vous savez », lit-on au marqueur sur les parois de l'urne. Lundi soir, 29 avril, il y a beaucoup de monde à la section du PS du 20<sup>e</sup> arrondissement, à Paris, rue du Cambodge. « Plus que d'habitude », observe une habituée. Les murs sont encore couverts d'affiches de Lionel Jospin rappelant ses « dix engagements ». Dans cet arrondissement, le candidat du PS est arrivé en tête (22,24 % des suffrages exprimés) le 21 avril, devant Jacques Chirac (16,36 %), Jean-Marie Le Pen (10,5 %), et Noël Mamère (9,66 %). Mais le « vote Chirac » s'impose comme le sujet du jour, en présence du maire socialiste de l'arrondissement et député, Michel Charzat, et de David Assouline, PS également, adjoint au maire de Paris.

Avant de donner la parole aux militants, on leur donne les consignes de la semaine : s'inscrire pour le service d'ordre de la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai, car « certains ne sont pas ravis de voir le PS dans les cortèges ». Etre « bien présent dans les boulevards périphériques pour aller voir les classes populaires ». « Le 1<sup>er</sup> Mai, il y aura un tract appelant à voter... euh, à faire barrage au Front national », annonce François Kalfon, proche de M. Charzat. Justement, la formule n'est pas du goût de tous les militants. Ainsi, Joseph se dit « un peu déçu » que le tract national du PS se contente d'appeler à « faire barrage à l'extrême droite », et n'appelle pas « clairement à voter Chirac ». Il pointe le risque du vote blanc. « Moi, pour-suit-il, j'utilise le tract de la CFDT, qui dit les choses. » « Moi aussi », murmure un voisin.

A son tour, Frédéric dénonce le « tract illisible » : « Il faut avoir fait Sciences-Po pour comprendre qu'il faut voter Chirac ! » « Le 5 mai, prenez le bulletin de vote C-h-i-r-a-c », propose la maire adjointe, Danièle Simonnet, en détachant chaque lettre. « Ca veut dire quoi ça ? », raille un militant.

« Nous allons utiliser le vote Chi-

rac pour éliminer Le Pen », finit par lâcher M. Charzat. Les militants sont amers. Frédéric regrette la « campagne au centre » menée par Lionel Jospin. Denis, « 37 ans, homosexuel, séropositif », avoue que, le 21 avril, il a « voté pour un ouvrier de la vie » [Olivier Besancenot, candidat de la LCR], car « le gouvernement a été de moins en moins social ». Il demande que la gauche soit « unie ». « Changeons la Constitution !, calmons la mondialisation ! », conclut-il. Patrice, instituteur en Seine-Saint-Denis, propose que le PS passe un « accord avec l'ensemble de la gauche, y compris avec la LCR », et « pas seulement au deuxième tour des législatives, dans un bureau » : « Ne disons

### « Quand un candidat du PS est capable de dire "mon projet n'est pas socialiste", il est en rupture »

pas simplement : à bas Le Pen ! », plaide-t-il. Damien, 23 ans, dit avoir été « effaré » par la campagne « archisécuritaire » du PS : « On a en partie lépénisé les esprits. On a oublié le peuple. Quand un candidat du PS est capable de dire : "Mon projet n'est pas socialiste", il est en rupture, ajoute-t-il, en colère. »

Une nouvelle militante évoque « la dynamique née à Seattle », en décembre 1999, contre la mondialisation libérale. « Est-ce que notre candidat a su incarner cette dynamique ? Je ne le pense pas », ose-t-elle. Vers 22 h 30, la salle commence à se vider. Des militants discutent sur le trottoir. Au bout d'un moment, David Assouline leur demande de « faire moins de bruit », car il ne faudrait pas, ajoute-t-il en souriant, « donner trois voix de plus au Front national ».

Clarisse Fabre

A l'initiative de

**Marianne**

**GRANDE REUNION PUBLIQUE**

**Mercredi 1<sup>er</sup> mai 2002, à 20 h 30**

**Au Bataclan**

50, boulevard Voltaire, Paris 11<sup>e</sup>

**“Le Pen, pourquoi ? Et maintenant, quelle République ?”**

Avec

**François Bayrou (UDF) - Max Gallo (Pôle républicain)**

**Noël Mamère (Les Verts) - Jean-Pierre Raffarin (UPM)**

**Dominique Strauss-Kahn (PS)**

**Nicolas Baverez (économiste) - Daniel Bensaïd (philosophe) - Alain Finkielkraut (philosophe)**

**Bernard-Henri Lévy (philosophe)**

**Jean-François Kahn (Marianne)**

**Edwy Plenel (le Monde)**

Débat animé par Nicolas Domenach et Maurice Szafran

# Ces jeunes qui sont entrés en politique au soir du premier tour

Ils ont de 17 à 25 ans, manifestent pour la première fois, et pas toujours avec la bénédiction de leurs familles. Parole à ces jeunes qui, pour certains d'entre eux, ont brutalement découvert les enjeux électoraux et l'action militante le 21 avril, et s'en souviendront probablement longtemps

► **Marie, 22 ans, étudiante en maîtrise d'histoire à Lyon-II.** Pour cette jeune femme, issue d'un milieu bourgeois, conservateur, catholique et proche du FN, les résultats du premier tour ont été un choc, politique, bien sûr, mais aussi psychologique et familial.

Un peu avant les élections, j'ai commencé à me sentir très isolée au sein de ma famille. Chez moi, avant on ne parlait pas ouvertement de politique. Tout était affaire de sous-entendus. Bien sûr au moment de l'adoption du pacs, j'ai relevé beaucoup de propos homophobes qui m'ont heurtée, mais jamais de déclarations claires en faveur de Le Pen. Puis, au fur et à mesure que la campagne avançait, les discussions se sont durcies. Au cours d'un repas familial, ma tante s'est mise à faire le procès des musulmans et des Arabes, les présentant comme des gens diminués intellectuellement, affirmant qu'il était dans leur culture d'escroquer tout le monde.

Elle a poursuivi en prédisant que la France allait s'islamiser, que les francs-maçons allaient prendre le pouvoir, que les salariés devaient tout aux patrons. Je leur ai dit que je ne voulais pas entendre de propos racistes. Ils ont continué, alors j'ai quitté la table. Le 21 mars, j'ai décidé d'aller avec des amis au meeting de Jospin à Marseille, en cachette, sans le dire à mes parents. Mais mon frère l'a su et l'a rapporté : deux jours après, mon père a débarqué chez moi pour me dire que ce n'était pas dans la tradition familiale. Nos relations se sont tendues. J'ai compris qu'ils étaient réellement racistes, que sans doute ils avaient voté pour le FN. J'ai espacé mes visites.

Quelques jours avant le premier tour, je me suis rapprochée du MJS, j'avais rencontré une étudiante qui était adhérente et avec laquelle pour la première fois j'avais senti une communauté d'idée. Le premier tour a consolidé ma volonté de m'engager vraiment. J'ai adhéré au MJS, le Mouvement des jeunes socialistes, et au Parti socialiste. Maintenant je n'ai plus l'impression d'être seule. Longtemps, au sein de ma famille, je me suis demandé si ce n'était pas moi qui étais anorma-



J.-C. PATTACINI / URBA IMAGES

le. Toute ma scolarité, je l'ai faite dans des écoles catholiques, où on m'a appris la tolérance, le respect de l'autre, la solidarité envers son prochain. Alors je ne comprenais pas le racisme familial. Jusqu'à mon entrée à la fac, je n'avais pas de conscience politique. En terminale, les cours de philosophie m'ont con-

duite à me poser mes premières questions. Et puis, en première année universitaire, un cours de sociologie sur l'histoire des femmes a été déterminant. J'ai réalisé la place que m'avait attribuée ma famille : accomplir des tâches familiales pendant que mon frère et mes cousins jouaient au ballon. J'ai aus-

si compris, à travers l'histoire du féminisme, que c'était à chacun d'agir si l'on voulait faire évoluer la société. Mais mes parents finançant mes études, j'ai hésité à m'engager dans un syndicat étudiant. Je ne voulais pas renier ma famille, seulement pouvoir m'affirmer et ne plus être associée à leurs idées. Le pre-

mier tour a levé mes doutes. Dimanche soir, j'ai rejoint un rassemblement spontané dans le centre de Lyon. C'était la première fois de ma vie que je manifestais. Devant cet instant historique, j'ai senti que c'était l'occasion ou jamais de m'émanciper et de fixer ce moment dans ma vie. Un moment crucial, où chacun devait se positionner. Ça m'a donné du courage. En France, les jeunes qui s'engagent dans une action sociale sont bien vus, mais ceux qui choisissent un engagement politique, c'est-à-dire citoyen, sont considérés comme des sectaires. Je suis inquiète pour l'avenir. Les jeunes sont déterminés mais les lepénistes se sentent de leur côté légitimés. J'espère que ce séisme va rapprocher la gauche de sa base. Comme militante au MJS, je ne me vois pas comme une colleuse d'affiches, mais comme une force de proposition. Le 5 mai ? J'aimerais déjà y être. J'espère que la démocratie l'emportera et que mes parents m'appelleront en me disant : « On t'accepte telle que tu es. »

► **Virginie, 23 ans, étudiante en lettres classiques à la Sorbonne, à Paris.** Elle manifestait samedi à Paris et veut devenir enseignante.

C'est ma première manif. Je n'ai jamais ressenti jusque-là le besoin de m'engager. Et puis j'ai toujours eu peur des mouvements de foule. Là, c'est nécessaire de montrer notre refus de l'intolérance et d'un parti extrémiste. Le premier tour a été un gros réveil pour moi. La jeunesse s'était endormie en se reposant sur nos parents qui, eux, ont l'habitude de voter, comme si on avait pensé que les valeurs de la démocratie n'étaient plus à défendre. C'est sûr que ce qui se passe peut me conduire à un engagement. Dans un syndicat, parce que, dans l'éducation nationale, ils sont très forts. Ou peut-être en politique mais là je sais pas trop bien comment. Les syndicats, le problème, c'est qu'ils ne représentent que des intérêts particuliers. Mais je n'ai pas trouvé de partis qui représentent mes idées. Le danger, c'est d'en rester à sa petite vie. Je sais pas trop comment, mais j'aurais envie de m'engager pour défendre les chômeurs ou m'occuper de problèmes

de logement. Quelque part, nous, les jeunes, on devait avoir besoin d'être remués. Pour voter, j'ai regardé les seize candidats. J'en ai éliminé sept et gardé neuf. J'ai voté à droite, mais pas pour Chirac. Mes parents sont sans engagement mais plutôt à droite. Après le premier tour qui m'a fait honte pour mon pays, je veux montrer qu'on n'acceptera pas l'intolérance. Je n'irai pas manifester le 1<sup>er</sup> mai parce que j'ai peur de la foule et que je pense que ce sera plus tendu.

► **Antoine, 17 ans, lycéen en seconde à Montreuil (Seine-Saint-Denis).** A manifesté à Paris samedi.

Je me souviens d'avoir déjà manifesté par le passé, mais je ne sais plus pourquoi ou contre quoi c'était. Là, c'est différent : je me souviendrai que j'étais là contre Le Pen. C'est trop grave, si un truc comme la présence de Le Pen ne nous fait pas bouger, alors qu'est-ce qu'il faut ? Je suis là aujourd'hui

« Je suis inquiète pour l'avenir. Les jeunes sont déterminés, mais les lepénistes se sentent de leur côté légitimés »

parce que je n'ai pas le droit de vote et que je ne peux pas m'opposer directement à l'extrême droite. Je pense que je vais m'engager peut-être à Attac, que je ne connaissais pas avant, parce qu'il paraît que c'est bien. On m'a dit qu'ils veulent créer une taxe spéciale [taxe Tobin], et je suis plutôt pour. Je sais pas encore si je vais adhérer. Lundi c'est sûr, j'irai m'inscrire à SOS-Racisme. Ils font quelque chose contre l'extrême droite. Ils font aussi du démarchage auprès des lycéens. Le premier tour est un coup de pied pour tous ceux qui n'ont pas voté.

Propos recueillis par Sophie Landrin et Luc Bronner

Propos recueillis par Sophie Landrin et Luc Bronner

## « A ceux qui sont en âge de voter de corriger cette erreur catastrophe »

► **Clément, 16 ans, élève en 1<sup>er</sup> L au lycée Claude-Nicolas-Ledoux à Besançon (Doubs).**

La politique m'intéressait un peu. Je suivais l'actualité à la télé, dans les journaux, mais sans être vraiment connaisseur. A table, dans ma famille, nous en parlions peu. Le dimanche 21 avril, quand les estimations ont été connues à 20 heures, j'ai été surpris de voir la photo de Jean-Marie Le Pen à côté de celle de Jacques Chirac. Comme tout le monde, je m'attendais à un second tour avec Lionel Jospin. En découvrant ce drame, ce séisme, j'ai ressenti révolte et colère. J'en ai parlé avec mes parents, avec mon correspondant allemand qui était avec moi, avec des amis au téléphone. Comme j'écris dans le journal du lycée, il m'a paru indispensable de rédiger un article pour donner mon sentiment. Comment, en France, pays dans lequel le sang a coulé pour imposer la démocratie, avait-on pu laisser ainsi passer un parti extrémiste ? J'ai trouvé scandaleux qu'il obtienne tant de voix, qu'il y ait tant d'abstentions, 40 % chez les plus jeunes électeurs. En arri-

vant au lycée, le lendemain matin, j'ai eu une autre surprise, agréable cette fois, en observant la réaction des élèves. Même s'ils n'avaient pas le droit de vote, ils étaient capables de se rassembler ! Cette manifestation du lundi à Besançon a été la plus belle parce qu'elle était spontanée, pacifique. Je suis retourné défilier le jeudi, mais l'ambiance n'était plus la même. Le relais avait été pris par des organisations structurées. Je crois qu'il aurait mieux valu qu'elles appellent à ne pas s'abstenir, qu'elles délivrent un message plus positif, qu'elles soulignent le caractère sacré du droit de vote.

### MONTRÉS DU DOIGT

J'ai écrit mon article que j'ai titré : « Le Pen, facho, le peuple aura ta peau ! » C'est un peu simplificateur, mais le fond de l'article est mieux construit. En fait, même si je sais que ma voix n'aurait été qu'une parmi les autres, je trouvais frustrant de n'avoir pas pu aller voter. Cette mobilisation collective des jeunes, elle m'a paru éga-

lement importante vis-à-vis de l'étranger. Nous avions trop critiqué les autres, l'Italie et l'Autriche notamment, sans penser que la même chose pouvait arriver chez nous. Aujourd'hui, la plupart des pays d'Europe nous montrent du doigt, avec raison. Il fallait qu'ils voient que nous n'acceptons pas le résultat de ce vote, que nous réagissons avec force et intelligence. C'est fait et je crois qu'il ne sert à rien d'aller manifester tous les jours. Sinon, les gens vont penser que nous voulons sécher les cours, et notre message, l'impact de notre action vont s'en trouver dévalorisés.

Mais j'irai probablement défilier le 1<sup>er</sup> mai, car c'est une date symbolique. Ensuite, c'est à ceux qui sont en âge de voter qu'il appartiendra de corriger cette erreur catastrophique. Malgré ce qu'on peut penser de Chirac, il faut y aller pour exprimer son refus de l'extrême droite. Le but n'est pas simplement d'empêcher Le Pen d'être élu, c'est de faire en sorte qu'il soit écrasé !

Propos recueillis par Jean-Pierre Tenoux

## « Les élections, ce n'est pas un jeu de l'oie ni de Monopoly »

► **Céline, 25 ans, étudiante en DESS de psychologie sociale à l'université Bordeaux-II :**

Je fais partie de la « génération Mitterrand », pour laquelle la démocratie a toujours été quelque chose d'acquis. Alors, depuis le 21 avril, je suis sous le choc. Je suis allée voter comme à chaque occasion depuis mes 18 ans, et je n'arrive pas à comprendre pourquoi tant de jeunes se sont abstenus : on ne peut pas se sentir vertueux sans être responsable. Je suis particulièrement en colère quand, parmi mes connaissances, des gens de haut niveau d'études ne sont pas allés voter. C'est facile ensuite de critiquer la démocratie !

Dans ma famille - mes parents sont enseignants et de gauche -, personne n'a oublié de voter. Comme la politique de Lionel Jospin ne m'a pas convaincue et que j'ai trouvé sa campagne décevante, j'ai choisi le candidat de la LCR, Olivier Besancenot, pour ses discours construits et ses idées. De toute façon, les jeunes ne peuvent pas se reconnaître dans le clivage classique PS-RPR. C'est important d'avoir un vote de plaisir.

On ne peut pas avoir la même conscience et cette envie d'être raisonnable, stratégique, que les personnes plus âgées, et voter utile dès le premier tour. C'est la démocratie, et c'est sain, non ? Pourtant, depuis l'annonce des résultats, je me mords les doigts d'avoir fait le choix de la LCR, car Jospin est un homme politique intègre et honnête. Il ne méritait pas ça.

Je suis tout aussi dépassée par les 20 % d'électeurs qui ont voté pour Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret, aux discours flatteurs, populistes et simplistes. Mes deux grands-mères, âgées de plus de 80 ans, étaient, elles, affolées : elles considé-

rent que voter pour l'extrême droite c'est de la régression et de l'amnésie politique. Mais il ne faut pas insulter ceux qui ont voté FN ou MNR, et je peux comprendre que des gens se sentent largués. Ces électeurs-là ont besoin de repères simples, alors que la politique est complexe. En dépit du fait que je prépare mes examens, je suis allée manifester dans les rues à trois reprises. Mais je reste attentive car certains slogans risquent de faire le jeu de Le Pen.

### « J'EN DORS MAL LA NUIT »

Chaque jour depuis une semaine, je me demande quoi faire. La question m'obsède. Je me sens stupide et dépossédée. J'en dors mal la nuit. Je ne sais pas comment faire pour dire à ces gens que les discours de M. Le Pen sont populistes et dangereux. Je ne veux pas non plus faire du prosélytisme, encore moins prendre ma carte au Parti socialiste, pas pour le moment en tout cas. C'est égoïste, mais mes études d'abord ! Je vais peut-être m'investir dans le milieu associatif, car on ne peut pas être surpris devant de tels résultats et ne s'engager qu'une fois tous les cinq ou sept ans.

Une chose est sûre : dimanche 5 mai, je vais voter pour Jacques Chirac, le candidat le moins pire, et pour un candidat socialiste aux législatives. Je souhaite que les abstentionnistes tirent des leçons de cette catastrophe, notamment les jeunes. Il est temps qu'ils comprennent que les élections, ce n'est pas un jeu de l'oie ni un Monopoly. Ceux qui disaient ne pas s'intéresser aux élections n'ont plus ce même discours aujourd'hui. Mais c'est dommage qu'il ait fallu en arriver là.

Propos recueillis par Claudia Courtois

## Caroline, 24 ans : « Aujourd'hui, je me sens coupable de ne pas avoir voté »

► **Caroline, 24 ans, est aide-éducatrice à l'école maternelle du Plessis-Cellier, dans le quartier HLM de Bellevue, à Nantes.**

Mes parents étaient très politisés. Avant d'avoir leurs enfants, ils ont été militants, plutôt communistes, trotskistes, voire maoïstes, et la politique était resté un sujet de conversation fréquent. Mais ils se sont battus à une époque où la réalité était très différente. Je ne les juge pas, mais je ne me retrouvais pas dans leurs discours. Au lycée, j'ai manifesté contre le CIP [le contrat d'insertion professionnelle de M. Balladur en 1994], et petit à petit je suis devenue désenchantée. J'ai cru, d'une certaine façon, être plus radicale que mes parents en me désintéressant de la politique. J'ai préféré aller sur le terrain. J'ai animé des camps, des colonies, j'ai été bossier aux Restos du cœur. A dix-huit ans,

je ne me suis pas inscrite sur les listes électorales. Je n'y pensais pas. Quand il y a eu les élections municipales, je ne voyais pas l'enjeu. Je connaissais bien toutes les inégalités, mais je ne comprenais pas l'utilité d'aller voter pour un maire.

L'école où je travaille depuis un an en emploi-jeune est située en zone d'éducation prioritaire. C'est dur, il y a beaucoup de tensions, les enfants ont une violence entre eux qu'il faut canaliser, mais nous sommes très solidaires et c'est passionnant. J'ai essayé de regarder les émissions de télévision sur la campagne électorale, mais très vite je zappais. J'étais dégoûtée par la manière dont on parlait des quartiers, sans donner les bonnes explications aux problèmes. Personne ne disait que les enfants de ces quartiers ne reçoivent pas une éducation qui leur permet de s'épanouir. Je ne faisais plus la diffé-

rence entre les deux principaux candidats sur l'insécurité, alors que, pour moi, la gauche, c'est penser à ceux qui sont le plus en difficulté, c'est la tolérance, l'entraide, le mélange des cultures. Je n'ai pas entendu ça chez Jospin. J'aurais peut-être voté Besancenot si j'avais pu.

### DANS LA RUE

Il y a dix jours, nous avons visité l'Assemblée nationale avec une classe de CM2. C'était beaucoup plus intéressant que lorsque nous avions des cours d'éducation civique, quand il fallait apprendre la différence entre le maire et le député sans comprendre l'importance que cela peut avoir. C'est des choses comme cela qu'il faut faire pour intéresser les jeunes. Sinon, cela leur paraît trop loin.

En décembre dernier, mes parents m'ont dit plusieurs fois d'aller m'ins-

Propos recueillis par Dominique Luneau



Depuis le soir du 21 avril, les jeunes occupent la rue. Les étudiants de l'Ensad, à Paris, y voient l'occasion d'exprimer leur engagement en tant que citoyens.

## « C'est précisément parce que nous ne pouvons pas voter que nous voulons réagir »

► **Sigrid, 17 ans, terminale littéraire au lycée Pierre-Forest de Maubeuge (Nord).**

A Maubeuge, Le Pen a obtenu 27,23 % des voix, et il était déjà en tête à l'élection présidentielle de 1995. J'étais très jeune à l'époque, mais ça m'a quand même marquée, même si je ne comprenais pas tout quand mes parents en parlaient. Je connais beaucoup de jeunes qui ont voté FN le 21 avril, alors que c'était le premier scrutin auquel ils participaient. Je pense qu'il s'agissait, pour eux, d'un vote contestataire. Pour ma part, je n'avais pas encore vraiment réfléchi. Je ne me sentais pas vraiment concernée, dans la mesure où je ne votais pas. Au lycée, nous ne parlions pas beaucoup de politique. Cette fois, c'est différent. Nous avons tous été choqués.

Je m'étais déjà engagée à l'occasion d'une grève au lycée pour des problèmes d'insécurité, il y a environ un mois. Cela avait commencé par une histoire de portable volé que nous avions signalée au proviseur, sans aucun résultat. Puis une fille de la classe et son copain s'étaient fait agresser sans raison par cinq ou six personnes. Je me suis retrouvée, avec quelques autres, à la tête du mouvement. J'ai pris la parole avec un mégaphone ; nous avons manifesté en ville, fait un sit-in devant la mairie, et avons été reçus par le maire socialiste, qui a bien réagi. Il nous a organisé une réunion avec le recteur et des responsables de l'administration. Nous avons obtenu notamment un poste de surveillance et une formation pour les vigiles, qui avaient aussi peur que nous.

Lundi, après le premier tour, j'avais rendez-vous avec l'attachée de presse du maire pour une entrevue à Paris avec Lionel Jospin, qui devait recevoir des représentants

d'associations. Au vu des résultats, nous sommes plutôt allés manifester à Lille. Jeudi matin, dès mon arrivée au lycée, des élèves se sont précipités vers moi en me disant : « Alors, on fait grève, on manifeste ? » Je n'étais pas au courant. Ils m'ont montré un tract distribué par des adultes de 25 ans que personne ne connaissait. Nous en avons immédiatement rédigé un autre, appelant à manifester dans le calme et la dignité, sur un parcours défini avec les autorités locales, qui évitait le centre-ville, de crainte des heurts. Nous étions mille, mais la manifestation a dégénéré. Les élèves se sont laissés entraîner vers le centre. Ceux du lycée Lurçat, qui avaient pourtant un service d'ordre avec des brasseurs, ont aussi été débordés. Des casseurs ont brisé des vitres de voiture et d'autobus. Les CRS ont chargé et ont interpellé des manifestants, un copain a pris des lacrymogènes plein les yeux alors qu'il voulait s'interposer. Je suis dégoûtée. Ces gens-là ont fourni de nouvelles voix à Le Pen.

### « CRIER QUE NOUS EXISTONS »

Je manifesterai quand même le 1<sup>er</sup> mai. Nous allons préparer des mots d'ordre et des banderoles. On m'a dit qu'il s'agit de manifestations contre le suffrage universel. On m'a dit aussi que je n'ai rien à faire dans les manifestations, car je n'ai pas le droit de vote. Mais, c'est précisément parce que nous ne pouvons pas voter que nous voulons réagir. Pour crier que nous existons nous aussi et que nous n'avons pas envie que le FN arrive au pouvoir. Il y a, chez les lycéens, comme un besoin de rêve, d'idéal. Le retour de la mode des années 1970, l'intérêt de beaucoup d'entre nous pour les idées et le mode de vie de l'époque, la culture hippie, en est sans doute un signe.

Je ne sais pas encore comment je voterai plus tard. A gauche, c'est sûr : je ne me suis jamais sentie concernée par la droite. Besancenot a quelques bonnes idées, mais je suis plutôt attirée par le PS ou par les Verts. Pour l'instant, je préfère privilégier le dialogue entre lycéens, pour qu'ils prennent conscience que, même s'ils n'ont pas encore le droit de vote, ils doivent se sentir concernés par l'avenir du pays.

Propos recueillis par  
Jean-Paul Dufour

## Erwann, 18 ans : « J'étais tout seul devant ma télé, j'ai halluciné »

Sa majorité, il l'a fêtée le 21 avril. Trop tard pour voter. Mais ce fils de communistes compte se rattraper aux législatives

► **Erwann, 18 ans, en terminale S.**

J'ai fêté mes dix-huit ans le 21 avril, le jour du premier tour de l'élection présidentielle. Mais je n'ai pas pu voter, à quelques heures près. Pour pouvoir s'inscrire, il faut en effet avoir 18 ans révolus le jour du vote, m'a-t-on dit à la mairie. Je n'ai pas le droit de voter non plus le 5 mai, pour le second tour, car cela fait partie du même scrutin. Par contre, j'aurai ma carte d'électeur pour les législatives.

J'ai manifesté pour la première fois de ma vie samedi 27 avril, à Paris. J'y suis allé avec un copain de ma classe de terminale S, au lycée Hoche, à Versailles, pour montrer que les jeunes s'intéressent à la politique. Même si je ne me suis jamais engagé, on a toujours discuté politique chez moi. Mes parents sont communistes, mon père, qui est en retraite aujourd'hui, a même été militant actif jusque dans les années 1990 et était délégué CGT quand il était technicien chez Renault. Moi, je ne suis jamais impliqué dans une action, je ne me suis jamais pris en main, même si, depuis quelque temps, j'avais envie de faire quelque chose.

Paradoxalement, mes parents ne m'ont jamais poussé à être actif, en pensant que cela viendrait de moi-

même. Ils avaient raison. Le soir du premier tour, j'ai eu vraiment peur. J'étais tout seul devant ma télé et j'ai halluciné. Ces résultats, ça me donne envie de faire plein de choses. Ce que je veux, maintenant, c'est rencontrer des gens, discuter, voir les actions concrètes qu'ils proposent. Lors de la manifestation, samedi, j'ai pris pas mal de renseignements et de numéros de téléphone, auprès de SOS-Racisme, d'Attac, des Jeunes communistes, de SUD, du syndicat lycéen FIDL aussi. A priori, je suis plutôt plus attiré par une organisation que par le Parti communiste.

### 500 FRANCS POUR LE PCF

C'est sûr, les 3,4 % du PCF m'ont énormément déçu. D'abord, parce que, à titre personnel, le PCF m'a beaucoup apporté. Ensuite, parce que, s'il disparaissait, il y aurait un gros manque au niveau de l'éventail politique. Je compte d'ailleurs apporter une contribution personnelle à leur souscription, aux alentours de 500 francs. Personnellement, j'aurais voté pour Olivier Besancenot. Jusqu'ici la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) me paraissait plutôt trouble. Mais j'aime la clarté du message de Besancenot. Son slogan, « Nos

vies valent plus que leurs profits », est parfait. Pour les législatives, je voterai PCF ou LCR. Pour me déterminer, j'attends de voir comment la LCR se comporte. Contrairement à Lutte ouvrière, elle m'est apparue assez ouverte. Mais je veux être sûr que ce n'est pas juste un groupe d'opposition et qu'elle jouera le jeu au sein de l'Assemblée nationale.

Samedi, à la manifestation, j'ai été impressionné par le monde. Côté ambiance, ça m'a fait penser à la Fête de l'Humanité, où je vais depuis que je suis tout petit. En revanche, j'ai été déçu qu'il n'y ait que des syndicats et des associations de gauche. C'est dommage, parce que je pense que, au-delà des idées, tout le monde avait sa place pour manifester ce jour-là. Cela dit, la droite est certes fautive par son absence, mais la gauche l'est aussi par ses slogans. A part les sans-papiers, qui avaient vraiment leur place parce que ce sont les premiers concernés, certains n'ont pas hésité à faire de la récupération en mettant en avant leurs propres thèmes, comme la CNT par exemple. Ce n'était pas le lieu pour ça.

Propos recueillis par  
Marie-Laure Phélippeau

## Choisir des consultants qui ne vous laissent pas le choix, est-ce vraiment un choix ?



Chez Unilog Management nous vous conseillons, nous agissons, mais vous gardez la maîtrise. Nous vous permettons de choisir dans le fonctionnement des structures prescrites tout en vous relayant sur les conséquences de ces choix.

Vous êtes donc présente dans la mesure dans les projets grâce à une répartition des tâches équilibrée et à l'issue de notre intervention, les compétences nécessaires vous sont transférées.

Avec nos BLUE consultants, nous vous aidons à faire émerger vos projets en Europe et à les mener dans une cohérence d'ensemble. Nous les rendons indissociables de résultats tangibles. Les nouvelles méthodes de votre entreprise sont mises au cœur de la réussite de vos projets. **Notre ambition ? Etre le catalyseur des idées et des énergies.**

# Unilog

## Julie, 17 ans : « Au départ, la politique, ça m'emmerdait »

► **Julie, 17 ans, est élève en terminale littéraire au lycée de l'Elorn, à Landerneau (Finistère).**

C'est vraiment le résultat de ce premier tour qui a été un élément déclencheur. Juste après l'annonce des scores, j'ai écouté attentivement les analyses politiques, chose que je n'aurais pas faite en temps normal : au départ, je m'étais mise devant la télé juste pour savoir qui serait président : la politique, ça m'emmerdait. Des fois, mon père me proposait de lire *Le Nouvel Observateur* ou *L'Express*, mais je ne l'ai jamais fait. D'ailleurs, pendant la campagne, je ne me suis pas vraiment intéressée. La seule chose dont j'étais sûre, c'était mon hostilité au Front national. J'ai grandi dans une famille de post-soixante-huitards et je pense que j'ai été plutôt influencée par des valeurs de gauche. Même si l'on ne parlait pas souvent du FN en famille, j'étais contre les idées de Le Pen. Pour le reste, je ne savais pas trop qui était de droite ou de gauche.

### « JE VAIS EN TEUF TECHNO »

D'ailleurs, ça me stresse de parler de politique. J'ai bien eu des cours d'éducation civique au lycée mais, à part un débat sur le vote, j'ai trouvé cela plutôt rébarbatif. Alors quand je tombais sur un débat à la télé, je zappais, même si j'étais sensible à certains thèmes comme la mondialisation. Et puis j'avais - et j'ai encore - le sentiment de ne pas être représentée

par les politiques. Ils ne sont pas à l'écoute, notamment des jeunes : je vais souvent en teuf techno, et quand on voit comment ils traitent ce mouvement... Sans parler des promesses qu'ils ne tiennent jamais, on a le sentiment d'une énorme tromperie. C'est un peu le problème aujourd'hui avec le mouvement. Je crois que beaucoup de jeunes gueulent leur hostilité à Le Pen sans se reconnaître dans l'appel au vote Chirac. En fait, beaucoup ne veulent ni Chirac ni Le Pen et voteront blanc. Pour qu'il y ait quelque chose après. Je sais pas, une révolution...

Je crois qu'il y a beaucoup d'anarchistes dans ma génération. En tout cas, cette élection, ça aura remué beaucoup de choses. Je vois rien que chez moi, on a commencé à parler politique en famille alors que ça n'arrivait pas avant. Moi, j'essaie de me renseigner, de regarder les infos. J'aurai 18 ans le 10 mai : j'étudierais les programmes, alors que si tout cela n'était pas arrivé je crois que j'aurais voté blanc. Maintenant je veux faire en sorte d'avoir un vote plus orienté, parce que les législatives seront décisives. Peut-être que mon père m'aidera à y voir plus clair. Je pense que je suis plutôt à gauche, plus pour le social. En tout cas, ceux qui votent pas ne sont pas en droit de critiquer. Ils n'ont qu'à se taire.

Propos recueillis par  
Nicolas Reynaud

# Au défilé du 1<sup>er</sup> Mai, M. Le Pen veut gommer son image d'extrémiste

Le candidat du Front national souhaite répliquer, avec sa manifestation, avec sa manifestation, avec sa manifestation. Ce sera, selon lui, celle du « peuple » contre les « syndicats des privilégiés du système ». De jeunes extrémistes de l'ex-GUD devraient participer au service d'ordre

DEPUIS le soir du premier tour de l'élection présidentielle, les militants et les sympathisants du Front national (FN) rongent leur frein. Jean-Marie Le Pen aussi. Ils préparent avec impatience le 1<sup>er</sup> Mai. A cette date, depuis 1988, le mouvement frontiste défile à Paris pour fêter Jeanne d'Arc. Cette année, il entend bien faire de ce rassemblement un événement exceptionnel, pour soutenir le candidat de l'extrême droite mais aussi pour occuper le terrain face aux manifestations d'hostilité envers leurs idées qui se sont multipliées à travers la France depuis le 21 avril.

Dès dimanche 21 au soir, Jean-Marie Le Pen avait appelé à ce rendez-vous annuel. Un appel renouvelé le lendemain sur un mode qui se voulait une réponse à des adversaires qui l'accusent de « racisme », d'« antisémitisme » et de « xénophobie ». « Nous avons appelé à cette manifestation pour (...) démontrer au peuple français que des gens de toutes races, de toutes religions et de toutes origines sociales sont capables de communier dans les mêmes idéaux », avait-il déclaré.

Depuis, il ne cesse de vilipender les manifestants et de s'interroger sur la « légalité des manifestations » face au verdict des urnes. Ces mouvements, selon lui, ont été « initiés par Jacques Chirac » et organisés par « les milieux syndicaux extrémistes et marxistes de l'éducation nationale ». « J'attends que les citoyens se prononcent malgré un délire soviétique, soviétique de l'ensemble des forces de l'établissement français qui s'unissent main dans la main : le Medef avec le parti communiste, Mgr Lustiger avec les loges maçonniques », a lancé le fondateur du FN, lundi 29 avril sur Europe 1. « Il s'agit là du syndicat des privilégiés du système (...) contre le peuple », a-t-il répété avant d'affirmer : « J'attends le verdict des urnes. Je ne fais pas de politique dans la rue. »

Il n'empêche que Jean-Marie Le Pen espère bien pouvoir rassembler 100 000 personnes mercredi matin pour sa manifestation du 1<sup>er</sup> Mai. A circonstances exceptionnelles défilé exceptionnel. Le trajet sera le même que celui suivi depuis 1996. Il partira de la place du Châtelet et finira place de l'Opéra. En revanche il n'y aura pas comme les années passées de Jeanne et de chevaliers à cheval.

Jean-Marie Le Pen sera seul en



Jean-Marie Le Pen à Béziers, le 24 mars, avec, en arrière-plan, son garde du corps. Dimanche 21 avril, un mois après ce meeting dans l'Hérault, il appelait à faire du rassemblement annuel du Front national, le 1<sup>er</sup> Mai, un rendez-vous exceptionnel. Le trajet de la manifestation du FN sera néanmoins le même que depuis 1996 : de Châtelet à Opéra, en passant devant la statue de Jeanne d'Arc, place des Pyramides.

tête de cortège du 1<sup>er</sup> Mai avec sa femme, Jany. Il sera suivi des jeunes portant un Tee-shirt frappé d'un « Le Pen président », puis d'une délégation des DOM-TOM. De même sera-t-il seul sur le podium dressé devant l'Opéra, où il prononcera son traditionnel discours. Il était question, lundi soir, de ne même pas mettre de pupitre afin de montrer que « contraire-

ment à Jacques Chirac, M. Le Pen improvise et n'a pas besoin de prompteur », explique Jean-Michel Dubois, le secrétaire national chargé des grandes manifestations.

Enfin, il n'y aura pas ce fameux podium, place des pyramides, du haut duquel, accompagné de son bureau politique, il regardait les années passées défilé les troupes de son parti et les sympathisants.

## Une « fête du travail et de Jeanne d'Arc »

● **Création.** Le 24 avril 1988, au 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle, Jean-Marie Le Pen recueille 14,4 %. Il organise une manifestation entre les deux tours, le 1<sup>er</sup> Mai, qu'il présente comme la « fête du travail et de Jeanne d'Arc » et réunit plusieurs dizaines de milliers de personnes, entre l'Opéra et la Concorde.

● **Contre-manifestations.** Les organisations syndicales ne parviennent pas à s'entendre sur une riposte commune. En 1991, répondant à l'« Appel des 250 », un rassemblement intitulé Ras l'front est interdit par la préfecture. Le 1<sup>er</sup> mai 1995, un groupe de militants de Ras l'front déploie une banderole « Non au racisme, non au fascisme »

au-dessus du podium où le chef du FN doit prononcer son discours. ● **Meurtre.** Le 1<sup>er</sup> Mai 1995, un groupe d'extrémistes se détache du cortège et jette dans la Seine, à hauteur du pont du Carrousel, un Marocain de 30 ans, Brahim Bouraam. Les auteurs du crime étaient venus de Reims dans un bus affrété par le FN. Certains avaient déjà prêté main forte au service de sécurité du FN.

● **Dérapages.** Les néo-nazis les plus radicaux paradent régulièrement aux abords du cortège officiel. En 1998, des représentants du Renouveau étudiant, branche étudiante du FNJ, posent bras tendu devant les photographes. Depuis, les militants d'Unité radicale

« Jean-Marie Le Pen doit apparaître comme le candidat de rassemblement des Français et non d'un parti », décrypte M. Dubois. Lundi 29 avril au soir, on s'activait fébrilement, au Paquebot, aux préparatifs. Recensement des cars : « entre 50 et 100 », selon M. Dubois, qui soulignait que cette année, ils seront gratuits ; mise au point finale des slogans et des

(ex-GUD) ou autres groupuscules ultras tels que Résistance défilent en fin de cortège, séparés par un important cordon sanitaire.

● **Décorum.** Jusqu'à présent, les sympathisants du FN défilent derrière leur chef, précédé par une Jeanne à cheval. Le cortège est organisé par « provinces ». Mise à l'honneur de la famille, des anciens combattants menés par Roger Holleindre, et des « cadets de la nation ». Passage en revue des troupes du haut d'une estrade, face à la statue de Jeanne d'Arc, place des Pyramides. A l'arrivée, un immense podium est dressé : flammes, oriflammes, fresques et entrée martiale sur l'air du Nabucco de Verdi, harangue du chef.

banderoles qui, selon les responsables frontistes, devraient être d'une sobriété exemplaire afin de montrer que M. Le Pen et avec lui le FN ne sont pas « ce qu'on dit. »

Les problèmes de sécurité semblaient obséder les organisateurs. Afin d'éviter les incidents, le FN a renforcé son service d'ordre, le DPS, et passé un contrat avec des sociétés extérieures. M. Dubois affirme que des consignes ont été données aux secrétaires départementaux pour qu'ils s'assurent que les personnes présentes dans les cars sont bien des adhérents du FN ou des sympathisants. « Afin d'éviter la provocation de 1995 », ajoute-t-il, en faisant référence aux skinheads qui, le 1<sup>er</sup> mai, étaient venus avec le FN et avaient, après s'être détachés du cortège, jeté un jeune Marocain dans la Seine.

M. Dubois affirme aussi avoir donné des consignes pour « livrer à la police toute personne qui dans le cortège ferait de la provocation ». Seraient visés les représentants d'Unité radicale (UR), militants antisémites, vivier du GUD, que le FN a accepté dans ses rangs, et dont, en apparence, il se méfie afin de mieux s'en désolidariser en cas d'incidents. Reste que

certaines membres d'UR auraient été recrutés pour le service d'ordre du FN. Un contact devait être pris à ce sujet, mardi 30, entre le patron du DPS, Jean-Pierre Chabrut, et Fabrice Robert pour Unité radicale.

Pendant que le parti organisait le 1<sup>er</sup> Mai, M. Le Pen continuait, lundi et mardi, d'enregistrer les clips officiels et se consacrait à une campagne centrée sur les médias. De leur côté, Carl Lang, le secrétaire général, et Bruno Gollnisch, le délégué général, s'exprimaient eux aussi à la radio et à la

## Jörg Haider : Le Pen est trop « raciste »

Le leader populiste autrichien Jörg Haider cherche à fédérer l'extrême droite en Europe pour les élections européennes de 2004, mais il refuse de faire cause commune avec Jean-Marie Le Pen. Une euroliste d'extrême droite est « concevable », voire « nécessaire », déclare le gouverneur de la province de Carinthie dans un entretien publié, lundi 29 avril, par l'hebdomadaire autrichien Profil. « Il suffirait de quelques noms connus qui présenteraient leur candidature dans leur pays sous le nom "Nouvelle Europe", ajoute-t-il, évoquant un « énorme potentiel au Danemark, aux Pays-Bas et en Italie ». S'agissant de M. Le Pen, celui-ci « a, dans son programme, des positions racistes », déclare M. Haider, qui avait pourtant jugé, après le 21 avril, que sa percée constituait une « victoire pour la démocratie » en France. Toutefois, un proche de M. Haider, Andreas Mölzer, estime, dans un entretien à l'hebdomadaire News, qu'il « serait absurde de lancer une candidature européenne [d'extrême droite] sans le Front national ». — (AFP.)

télévision. Invité de France 2, ce dernier s'est moqué des attaques de M. Seillière, le président du Medef – qui a jugé que le projet économique du FN aurait « des effets désastreux » – en le priant d'« exercer ses talents (...) auprès de sa propre entreprise (AOM-Air Liberté), qui est « dans une situation catastrophique. » Il a prévenu que M. Le Pen, s'il était élu président, ferait des économies en supprimant « progressivement » un tiers des fonctionnaires.

Christiane Chombeau

## Un service d'ordre affaibli par la scission de 1999

Le DPS a été renforcé par des sociétés privées et des jeunes « radicaux »

LE DÉPARTEMENT Protection Sécurité (DPS) a été l'une des principales victimes de la scission entre les partisans de Jean-Marie Le Pen et ceux de Bruno Mégret en janvier 1999. Le service d'ordre du Front national (FN), qui se voulait la garde rapprochée de M. Le Pen au point de revendiquer pour son sigle DPS la signification de « Dépend du président seulement », a enregistré une fuite des cadres. Longtemps à la tête du DPS, Bernard Courcelle, qui s'était donné pour mission de donner un visage respectable à ses troupes, a d'abord rejoint le camp du président du Mouvement national républicain, M. Mégret, qu'il a ensuite à son tour abandonné. Le MNR a créé son propre service d'ordre, le Département Protection Assistance (DPA).

Selon le rapport, publié en mai 1999, de la commission d'enquête parlementaire consacrée au DPS, présidée par Guy Herminier (PCF, Bouches-du-Rhône), le service d'ordre du FN ne rassemblait plus alors qu'environ 300 membres. Trois ans plus tard, cette hémorragie des effectifs n'a pas été compensée. Pour encadrer le défilé du 1<sup>er</sup> Mai, le DPS reconnaît avoir eu recours aux services de sociétés de sécurité privées. « On ne manque pas d'effectifs, a affirmé Jean-Michel Dubois, membre du bureau politique du FN chargé de l'organisation des manifestations nationales, et si nous sommes provoqués par des casseurs ou des gauchistes dans notre cortège, on ne les accueillera pas avec du muguet. »

En octobre 1996, à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), une vingtaine de membres du DPS avaient été poursuivis pour « usurpation d'uniforme » pour avoir revêtu des tenues ressemblant à celles des CRS. En avril 1998, quatre membres du DPS avaient été condamnés pour « arrestation illégale » : en mars 1997, ils avaient contrôlé, près de Strasbourg, deux militants de Ras l'front en se faisant passer pour des policiers.

### DES LIENS ANCIENS

Le FN et son service d'ordre entretiennent des liens anciens avec plusieurs sociétés de sécurité privées, qualifiées par le « rapport Herminier » de « sociétés amies ». Les parlementaires citaient notamment le Groupe Onze France géré par Nicolas Courcelle, frère de Bernard, la société Normandy, qui s'était fait connaître par une intervention nocturne en février 1982 contre les grévistes d'une fromagerie d'Isigny (Calvados), la Société de prestations de gardiennage et de maintenance (SPGM), dont l'un des membres du DPS était actionnaire. Des sociétés de sécurité sont directement gérées par des militants du FN, notamment pour assurer la protection des députés européens.

Jean-Pierre Chabrut, patron du DPS depuis le 1<sup>er</sup> mars 1999, avait admis, devant la commission parlementaire, avoir entretenu des relations avec des membres du Groupe Onze. Selon des sources policières, le DPS ne s'en est toutefois pas

tenu à ces appuis extérieurs. Il aurait également eu recours à des volontaires du DPA, le service d'ordre du MNR. Une information contestée par M. Dubois : « Nous ne voulons pas de ces gens-là, ce sont des traitres. » D'après les mêmes sources, le DPS aurait aussi fait appel à des jeunes d'Unité radicale, l'ex-Groupe Union Défense (GUD), pour encadrer le cortège du 1<sup>er</sup> Mai. Depuis le 1<sup>er</sup> Mai 1995, et la noyade de Brahim Bouraam en marge de la manifestation frontiste, le DPS s'était attaché à prendre ses distances avec les éléments les plus radicaux, proches de la mouvance néonazie. M. Courcelle avait alors prêté son assistance aux enquêteurs de la brigade criminelle pour identifier les meurtriers de Brahim Bouraam. Et le DPS s'était donné pour consigne de tenir à l'écart les jeunes militants de l'ex-GUD, qui défilaient à part en queue de cortège.

Selon les policiers, un accord aurait cependant été conclu entre le FN et Unité radicale. Ces derniers se seraient engagés à ne pas provoquer de troubles à l'intérieur et aux alentours du cortège. En échange, plusieurs dizaines d'entre eux auraient été intégrés dans le service d'ordre. Ce dispositif n'est pas confirmé au FN. « Nous avons donné des consignes claires, s'est contenté de dire M. Dubois. Tout fauteur de troubles sera interpellé et immédiatement remis à la police. »

Pascal Ceaux

## Un ancien responsable du FNJ du Val-de-Marne écroué dans l'enquête sur un assassinat

DES AVEUX imprévus, un homicide inconnu, un corps introuvable : les enquêteurs de la direction régionale de la police judiciaire (DRPJ) de Versailles (Yvelines) sont allés de surprise en surprise après l'interpellation de trois hommes présentés comme proches de l'extrême droite, le 24 avril. Parmi eux figure Gaël Maubert, un agent de sécurité de 25 ans, ancien secrétaire départemental du Front National de la jeunesse (FNJ). Les deux autres personnes interpellées, Vassilios Bazos et Jean-Louis Ravaud, apparaissent comme d'anciens membres de l'ex-Groupe Union Défense (GUD), groupuscule radical d'extrême droite aujourd'hui rebaptisé Unité radicale. Sollicité par Le Monde, mardi matin, le FNJ a confirmé l'appartenance passée de Gaël Maubert à ce mouvement, sans pouvoir préciser la date à laquelle il l'avait quitté.

Les policiers agissaient dans le cadre de l'enquête sur l'attentat au colis piégé qui avait causé la mort d'un employé du syndicat intercommunal de La Baule (Loire-Atlantique), au mois de novembre 2000. Cet attentat avait en réalité pour cible le maire (RPR) du Croisic, Christophe Priou. Principal suspect dans cette affaire, Philippe Rivet avait été mis en examen à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) et écroué le 2 juin 2001 pour « assassinat, tentative d'assassinat, destruction de biens ayant entraîné la mort d'autrui ».

Les policiers nantais étaient à la

recherche d'un témoin important. Ils espéraient que les trois hommes interpellés le 24 avril, tous proches de Philippe Rivet, leur permettraient de localiser le disparu. Mais leur interrogatoire a donné lieu à un coup de théâtre : l'un d'eux, Jean-Louis Ravaud, a avoué le meurtre de ce témoin, qu'il aurait attribué à des raisons d'ordre privé. De source proche de l'enquête, on indiquait au Monde, mardi matin 30 avril, que les deux autres hommes, qui auraient participé à l'assassinat, n'avaient fait aucune déclaration.

Pour l'heure, malgré les indications de Jean-Louis Ravaud, le corps de la victime supposée n'a toujours pas été retrouvé. De source judiciaire, on indique néanmoins que le meurtre aurait été totalement prémédité. Les trois suspects auraient attiré leur victime en pleine forêt, après y avoir creusé une tombe. Le mobile précis du crime demeure, lui, inconnu. Les policiers rejetaient toute connotation politique dans cette affaire, brutalement surgie trois jours après le premier tour de l'élection présidentielle, qui a vu le chef du Front national se qualifier pour le second tour. « Les individus sont les mêmes que dans l'affaire de La Baule, mais aucun lien n'est établi », indiquait-on de source proche de l'enquête. La thèse d'un conflit sentimental semblait privilégiée.

Les investigations sur l'attentat de La Baule sont menées sous la conduite de la juge de Saint-Nazaire

re Muriel Le Strat. Le 7 août 2000, des employés du syndicat intercommunal de la Côte d'Amour et du pays guérandais avaient découvert un colis adressé au maire (RPR) du Croisic, Christophe Priou. Il contenait une minichaîne hi-fi d'un modèle ancien. Trois mois et demi plus tard, le 24 novembre 2000, le colis piégé explosait et tuait un employé du syndicat. Les enquêteurs avaient rapidement concentré leur attention sur la personne de Philippe Rivet, opposant local à M. Priou. Lors d'une perquisition au domicile de ce militant d'extrême droite à L'Étang-la-Ville (Yvelines), les policiers avaient découvert des articles sur l'attentat et sur M. Priou, ainsi qu'un pot de 5 kilos de chlorate de soude et un mélange de 750 grammes de ce déséchant avec du sucre, mixture qui peut servir à fabriquer un explosif rudimentaire (Le Monde du 5 juin 2001).

Lors d'une perquisition au domicile de Gaël Maubert, il y a quelques jours, les policiers ont découvert de la documentation émanant du Parti nationaliste français et européen (PNFE), groupuscule néonazi créé en 1987 par Claude Cornilleau, qui fut condamné par contumace à vingt ans de prison pour sa participation au putsch des généraux d'Alger, en avril 1961, et qui avait été lié aux attentats commis, au début des années 1990, contre des foyers d'immigrés de la Côte d'Azur.

Piotr Smolar



## A Saint-Denis, des communistes ouvrent le débat sur la construction d'une gauche alternative

Après le traumatisme provoqué par les résultats du premier tour, la direction du PCF s'engage à tenir une « conférence nationale » après les élections législatives

**HORS LES MURS.** Les communistes se sont offert, lundi 29 avril, dans la soirée, une sorte de pré-Congrès extraordinaire. Et c'est tout un symbole : ce n'est pas la place du Colonel Fabien, le siège du PCF, mais la bourse du travail de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), qui a accueilli cette réunion inédite. Pas moins de 500 personnes se sont rendues à l'invitation des auteurs du manifeste *Il doit se passer quelque chose au PCF*, rédigé après le score historiquement bas enregistré par Robert Hue à la présidentielle.

Ce texte initié par plusieurs responsables communistes parmi lesquels Patrick Braouezec, Alain Bertho ou Pierre Zarka, appelle entre autres à la construction « d'une démarche et d'une organisation radicalement contestataires et modernes » et réfléchit à une gauche « alternative », ouverte notamment aux écologistes, à l'extrême gauche et aux mouvements sociaux.

Dans la salle, il y a un mélange de communistes encartés, de communistes ayant pris leurs distances et de non-membres du PCF. Michel Laurent, le patron de la fédération de Seine-saint-Denis, Michel Dufour, et Patrice Cohen-Seat sont venus écouter, dépechés par la direction. Lundi matin, au vu des discussions engagés depuis huit jours dans les sections du PCF, du choc provoqué par les résultats du premier tour, de l'effervescence critique qui a gagné le « le parti profond », la numéro un du parti, Marie-George Buffet s'est engagée à permettre un débat « sans tabous et sans question a priori irrecevables ». La direction du PCF envisage notamment de tenir « une conférence nationale », après les législatives



La secrétaire nationale du PCF, Marie-George Buffet, à la sortie du conseil national de son parti, qui s'est tenu à Paris lundi 29 avril. Après la débâcle électorale de Robert Hue au premier tour de la présidentielle, M<sup>me</sup> Buffet s'est engagée à ouvrir un débat « sans tabous et sans questions a priori irrecevables ».

des 9 et 16 juin, « non pas afin de clore ce débat, mais pour l'organiser, décider de quelle manière il sera finalisé, sur quoi il débouchera et comment les communistes prendront leur décision ».

### UN PEU AMÈRE

Dans les travées de la bourse du travail, on croise des syndicalistes CGT, le patron de la FGTE-CFDT Claude Debons, le politologue René Mouriaux. Tous venus « par curiosité ». Parmi les responsables communistes présents, plusieurs sensibilités cohabitent : André

Gérin, député et maire de Vénissieux, Jean-Jacques Karman, élu d'Aubervilliers et animateur de la Gauche communiste, Michel Deschamps, proche de Robert Hue, cotoient des figures de l'ancien courant des rénovateurs tels Roger Martelli, ainsi que plusieurs « jeunes turcs » du parti tels Jacques Perreux de la fédération du Val de Marne ; Gilles Alfonsi de Seine-Saint-Denis, ou Malika Zediri membre du conseil national.

« L'idée est d'abord de créer un espace, un réseau, une manière de faire, que nous souhaitons nouvelle

pour réfléchir sur l'avenir du communisme », explique M. Alfonsi.

Christophe, un militant CGT de l'hôpital Avicenne est le premier à prendre la parole. « Autour de moi personne n'a voté pour les partis de gouvernement », témoigne-t-il. « Je suis là, non pas pour un café philosophique », explique-t-il, mais « pour voir s'il y a une alternative à ce que la direction du PCF nous a proposé depuis trop longtemps ».

A ses yeux, cette alternative passe « par un nouveau Congrès et un changement de direction ». André Gérin demande, lui aussi, à la direction de « remettre son mandat ». Pour Stéphane Peu, autre responsable communiste, « le PCF de demain se reconstruira plus dans un nouveau rapport à la société et au mouvement social qu'à travers d'interminables débats internes ». « Il faut que les communistes aient enfin la direction à laquelle ils aspirent », indique Christian Martin de la Sarthe.

Pour Jacques Perreux, « ce qui est en cause n'est pas la participation au gouvernement mais la stratégie qui privilégie les rapports avec le PS ». Il réclame un « processus de regroupement avec toutes les forces anticapitalistes ». Le président de l'association de chômeurs Apeis, Philippe Vilchallanne, qui se définit comme « un communiste non membre du PCF » et s'exprime « à titre individuel, sans engager son association », appelle à un rassemblement dans les rues de Paris au soir du 5 mai. Lorsqu'il constate : « Jamais on n'a autant parlé d'exclusion que ce soir au PCF. Les 3,4 % ont peut être du bon », la salle sourit. Un peu amère.

Caroline Monnot

## Le vote blanc grossirait mécaniquement le score de Jean-Marie Le Pen

La loi ne permet pas leur comptabilisation

**MÊME** Geneviève de Fontenay, la patronne des Miss France, lâche Arlette Laguiller ! La porte-parole de Lutte ouvrière (LO) est la seule sur l'échiquier politique à appeler à voter blanc le 5 mai, pour le second tour de l'élection présidentielle. Elle a été huée, samedi 27 avril, par les manifestants anti-FN, pour cette consigne de vote qui, si elle était appliquée, ferait mécaniquement monter le score de Jean-Marie Le Pen (Le Monde du 30 avril).

Lundi, la présidente du comité Miss France a déclaré à l'AFP, à l'attention de la candidate qu'elle avait soutenue au premier tour : « Votre attitude me déçoit. Le vote blanc ou l'abstention profitera à Le Pen. » Arlette Laguiller a néanmoins réaffirmé que « la gauche plurielle conclut sa propre débâcle par un ralliement lamentable à Chirac ».

A gauche, François Hollande a jugé bon de faire de l'explication de texte. Le premier secrétaire du PS a souligné, lundi sur RTL, que « voter blanc ou nul n'était pas suffisant ». Pédagogique au point de ne pas craindre la répétition, M. Hollande a précisé : « Il faut utiliser le bulletin Jacques Chirac et faire en sorte que Jean-Marie Le Pen fasse le moins de votes possible, ce qui veut dire que l'autre candidat doit faire le plus de votes possible. » A droite, Jean-Pierre Raffarin s'est mobilisé contre l'abstention, mais pas contre le vote blanc, qu'aucun leader de la droite ne combat explicitement.

Selon l'article L66 du code électoral, « les bulletins blancs [et nuls] (...) n'entrent pas en compte dans le résultat du dépouille-

ment ». Conséquence : avec le même nombre de voix, si le vote blanc est élevé, un candidat peut recueillir un score pouvant varier de dix points ou plus. Jérôme Jaffré, dans une analyse publiée dans *Le Monde* (daté 28-29 avril), donne un exemple clair. Pour 10 millions d'électeurs, si Chirac obtient 7 millions de voix et Jean-Marie Le Pen 3, le résultat est de 70 % pour l'un et de 30 % pour l'autre. Si, en revanche, explique le directeur du Cecop, 2,5 millions d'électeurs de gauche votent blanc ou s'abstiennent pour ne pas voter Chirac, avec le même nombre de voix, M. Le Pen monte à 40 %.

Codifiée pour la première fois en 1852, la non-reconnaissance du vote blanc ou nul est en France une tradition, contre laquelle se battent les Verts, CPNT et le Parti blanc. Dans une réponse à une question écrite du sénateur Henri Collette, en octobre 1991, le premier ministre Edith Cresson expliquait que la prise en compte du vote blanc pourrait conduire à ce qu'aucun des deux candidats du second tour n'obtienne la majorité absolue des suffrages, nécessaire à son élection.

Cela aurait été le cas en 1995 pour Jacques Chirac. Son score, calculé, comme c'est la règle, par rapport aux suffrages exprimés, était de 52,63 %. S'il avait été déterminé par rapport aux votants, donc en prenant en compte les blancs et nuls (qui ne sont pas différenciés), M. Chirac aurait obtenu 49,5 % des suffrages... et n'aurait pu être élu.

Béatrice Gurrey

## Chez les militants à Bobigny : « La direction doit démissionner en bloc »

**CE NE SONT PAS** des funérailles, mais les visages dans l'assistance témoignent d'une tension et d'une tristesse rares. Une centaine de militants communistes de Bobigny (Seine-Saint-Denis) se sont réunis, jeudi 25 avril, pour se compter, faire un bilan - désastreux - du premier tour de la présidentielle et envisager l'avenir du Parti communiste français. Dans ce bastion rouge, Robert Hue n'a recueilli que 11,14 % des voix, contre 24,20 en 1995 ; de quoi ébranler les communistes les plus ardents, même s'ils se refusent à envisager la disparition du PCF.

Comment pourrait-on s'y résoudre lorsque, comme Maurice Chanon, on a cinquante-cinq ans de militantisme derrière soi ? A 81 ans, cet ancien salarié de Thomson balaie d'un revers de main décharnée toute allusion à la mort programmée du Parti. « Ah, non, alors ! On a déjà eu des coups durs et on va remonter, même si je dois recoudre dans la rue pour coller des affiches, s'exclame-t-il. Ce résultat nous fait mal au cœur, mais il n'est pas étonnant. Vous vous souvenez des élections juste après mai 68 ? A la télévision, Poujade martelait qu'on allait égorger les paysans et tout nationaliser. Là, on nous a assommés avec l'insécurité. Chirac va être élu alors que son programme consistait à foutre la chiasse aux gens. »

La réunion de section de Bobigny commence par un discours de son responsable, Daniel Rustin. Son ton monocorde est ponctué de quelques moments d'autocritique, notamment sur la désertion du terrain. « La bataille des idées se mène au corps-à-corps, et pas dans les médias et les meetings », conclut-il.

Commence alors une longue séance de doléances. Le micro passe dans les rangées, allumant des foyers de colère. Principale cible : la direction du PCF, accusée de planer au-dessus du quotidien des électeurs. Certains lui reprochent également de ne pas avoir dit avec suffisamment de clarté qu'il fallait voter pour Jacques Chirac le 5 mai. Jean-Thomas Laurent, jeune président de l'office HLM de Bobigny, clame qu'il votera pour le président sortant « sans états d'âme », tant la menace FN lui semble grande. « J'ai fait 42 réunions de locataires dans le cadre de mon mandat électif, explique-t-il. On ne me parle que de qualité de vie et d'insécurité. »

### COMPROMISSION

Laurence, militante trentenaire très émue, partage son point de vue. « Je n'ai pas oublié les déclarations de Chirac sur le bruit et l'odeur des étrangers ni les lois Pasqua-Debré. Chirac doit faire le plus gros score possible, car ce ne sera pas son score. C'est un référendum. » Laurence l'avoue : pendant la campagne, elle s'est sentie « incapable de porter la candidature de Robert Hue. » « Ça ne tient pas à la personne, précise-t-elle. Ça tient à la fatigue. J'en ai marre de dire des choses et de ne pas être entendue. On a été sanctionné parce qu'on est un parti comme les autres. A un moment, Hue a été un des plus gros cumulards de France ! La seule raison pour laquelle j'ai voté PC, c'est pour que le Parti continue à exister. »

Puisqu'il s'agit de tirer les conclusions de l'humiliation électorale subie par Robert Hue et le PCF, les militants de Bobigny s'interrogent sur

les cinq années au pouvoir de la gauche plurielle. A la fois responsable et opposant de la politique du gouvernement Jospin, le PCF a perdu toute lisibilité, laissant la LCR et LO cueillir les fruits de la colère à gauche. Emile, par exemple, représente la branche dure du PCF, celle qui considère la participation au gouvernement comme une compromission. « Il y a cinq ans, dans cette même salle, je faisais partie de l'infime minorité des gens qui étaient opposés à l'entrée au gouvernement. Je suis désespéré d'avoir eu raison. La direction du Parti n'a plus qu'une possibilité : démissionner en bloc. Il est inacceptable d'avoir mené le Parti à la catastrophe puis de dire que la ligne était correcte. »

Jean Moulin, également militant de longue date, juge que le Parti « a laissé passer des choses graves au gouvernement. Si les listes uniques aux législatives doivent servir à cautionner l'arrivée de Fabius à Matignon, ça me pose problème. Des gens comme ça, je m'excuse, mais ils ne sont pas différents de Chirac. » Comme d'autres militants amers de Bobigny, où Le Pen a pratiquement réalisé son score national (16,55 %), Jean Moulin regrette que le PCF ne se soit pas emparé, avec ses idées, de la question de l'insécurité. « Regardez les gens qui ont voté Le Pen : les chômeurs, les personnes précaires et âgées. Ce sont les laissés-pour-compte de la période qu'on vient de vivre, ceux qui subissent l'incivilité et l'insécurité. Je veux bien qu'on me dise que les médias en ont trop fait, mais c'est tout de même un problème énorme ! »

Piotr Smolar

## Les partis de gauche tentent de s'entendre pour les législatives

Face à la menace du FN, les socialistes et leurs alliés envisagent des candidatures uniques

**LA RECONSTRUCTION** de la gauche, placée face à la montée du Front national, passe aussi par la cuisine électorale. Les secrétaires nationaux chargés des élections du Parti socialiste, des Verts, du Parti communiste et du Parti radical de gauche, devaient se réunir, mardi 30 avril, rue de Solferino - sans les chevronnés - pour parvenir à « un rassemblement de la gauche » pour les élections législatives.

Cette réunion, qualifiée de « technique » par l'ensemble des participants, puisque François Hollande a déjà rencontré chaque dirigeant de la gauche plurielle et Jean-Pierre Chevènement, doit servir à déterminer des « candidatures uniques » dans les circonscriptions où une dispersion de la gauche conduirait à son élimination, au profit du Front national. Dans d'autres circonscriptions, à défaut d'être

« unie », la gauche pourrait être « rassemblée », un candidat étant investi par deux ou trois formations. Le PS voudrait dégager une stratégie avec ses partenaires d'ici à son conseil national du 7 mai, consacré à l'adoption de sa plateforme pour les législatives.

### LES DEUX EXIGENCES DU PCF

Le PCF se refuse pour l'instant à parler de candidatures communes. Il préfère se cantonner aux « candidatures uniques » motivées par une situation exceptionnelle. Il est également opposé à ce que cette stratégie électorale débouche sur une plateforme commune. La direction du PCF doit composer avec deux exigences : d'une part sauver son groupe parlementaire, d'autre part tenir compte des inquiétudes des militants qui répugnent à ce que « l'identité communiste » soit une nouvelle fois diluée

dans une nouvelle gauche plurielle.

« Notre disposition d'esprit est de retirer notre candidature là où il y a péril », affirme Jacques Archimbaud, conseiller politique de Dominique Voynet. Mais les Verts, seuls à avoir progressé au premier tour de la présidentielle, veulent en tirer un bénéfice : ils estimeraient justifié de voir un des leurs porter les couleurs de la gauche unie dans une trentaine de circonscriptions. Les Verts ont également un souci financier : plus ils présenteront de candidats, plus ils bénéficieront des subventions publiques, calculées sur la base du nombre de voix obtenues. Mais c'est encore plus un tracas pour le PCF, qui ne sera pas remboursé de ses frais de campagne présidentielle.

Avec le Mouvement des citoyens (MDC) de Jean-Pierre Chevènement, les relations sont au point

mort. En annonçant son intention de transformer le Pôle républicain, en un nouveau parti « au-dessus du clivage gauche-droite », le député de Belfort n'a pas enterré la hache de guerre. Et son mauvais résultat au premier tour (5,3 %) encourage plutôt le PS à rester ferme sur les prix. La rencontre, jeudi 25 avril, entre MM. Hollande, Cambadélis, Sarre et Chevènement, n'a débouché sur aucun accord général. Seuls des « arrangements locaux », sur une base « strictement républicaine » - où le Front national constitue une menace - sont actuellement envisagés. Le congrès constitutif du nouveau parti de M. Chevènement a été repoussé à l'automne, une manière, pour le député de Belfort, d'adapter sa stratégie au nouveau paysage politique issu de la présidentielle et des législatives.

Ch. G., B. G., M. N. et C. M.

## Jacques Chirac juge « indigne » d'aller voter avec des gants

**PEUT-ON** se rendre devant les urnes, le 5 mai, avec une pince à linge sur le nez, ou des gants de vaisselle, voire déguisé en clown, pour signifier que l'on vote pour Jacques Chirac à contrecœur, dans le seul but de barrer la route au Front national ? Ludique, au départ, le débat prend une tournure plus grave. Un nombre croissant d'électeurs redoutent que ces comportements n'entraînent des incidents durant les opérations de vote, et n'aboutissent à l'annulation des bulletins. Mardi 30 avril, sur RTL, Jacques Chirac a déclaré que ce type de comportements « est tout à fait indigne et tout à fait ridicule ».

L'article 59 du code électoral dispose que « le scrutin est secret » et la loi punit ceux qui « auront violé ou tenté de violer le secret du vote » (article 116) d'une peine d'un an d'emprisonnement et/ou d'une amende de 15 245 euros (article 113). Alors que le bureau des élections du ministère de l'intérieur assurait, le 26 avril, que « rien n'empêche » un électeur d'aller voter avec un signe distinctif si « l'on ne trouble pas les opérations de vote » (Le Monde du 27 avril), Françoise Billon, militante du PS, qui présidera dimanche un bureau de vote dans le 12<sup>e</sup> arrondissement de Paris, a alerté la rédaction du Monde.

« Le 5 mai, il y aura des délégués du Front national dans chaque bureau de vote. Ils s'efforceront de faire constater que l'électeur arrivant avec une pince sur le nez contre-

vient aux règles de droit. Ils feront tout pour que son vote soit refusé. Chaque bulletin "Chirac" jugé nul sera une voix de plus pour Le Pen. Le FN compte beaucoup là-dessus pour améliorer son score », explique cette économiste à la retraite.

Le FN a prévu d'envoyer des « délégués » dans les 64 000 bureaux de vote du territoire français. Le candidat ou son « représentant » - le délégué - « a le droit de contrôler toutes les opérations de vote, de dépouillement des bulletins et de décompte des voix (...) ainsi que d'exiger l'inscription au procès-verbal de toutes observations, protestations ou contestations » (article L. 67).

Au moment du dépouillement, ajoute M<sup>me</sup> Billon, « tout signe extérieur sur un bulletin et sur une enveloppe - y compris une enveloppe froissée - entraînera sa nullité » (article L. 66). « Le moyen le plus sûr d'exprimer son mécontentement est d'envoyer le bulletin Le Pen à l'Elysée », conclut-elle.

« L'idée du gant et de la pince à linge a permis de faire passer la pile du vote Chirac à bon nombre d'électeurs qui souhaitaient s'abandonner dans le vote blanc, nul ou dans l'abstention », explique Philippe Blet, militant PS, à Calais, qui appelait il y a quelques jours à voter de manière « ludique ». Aujourd'hui, on peut lire sur son site « Calais opinions » un message appelant à la « vigilance ».

Clarisse Fabre

### ILS ONT DIT

■ **Arlette Laguiller** (porte-parole de LO) : « L'ensemble de la gauche plurielle conclut sa propre débâcle par un ralliement lamentable à Chirac. » (déclaration à la presse, 29 avril)

■ **Carl Lang** (secrétaire général du FN), sur les manifestations : « Ces jeunes sont manipulés. On les amène dans la rue en réaction, ce qui peut se comprendre, au fascisme, au racisme et à l'antisémitisme. Et certains d'entre eux, de bonne foi, descendent dans la rue en croyant qu'ils mènent un combat de résistance. Le Front national, ni de près ni de loin, ne peut être lié aux idéologies totalitaires du XX<sup>e</sup> siècle. » (France 2, 30 avril)

■ **Marie-France Stirbois** (membre du bureau politique du FN) à propos de l'éventuelle présence de skinheads dans le cortège du FN, le 1<sup>er</sup> Mai : « En tout cas, ça ne viendra pas de notre fait, et ces skinheads seront peut-être manœuvrés [par ceux qui s'opposent au FN]. » (BFM, 30 avril)

■ **Nicolas Sarkozy** (député RPR), à propos de Lionel Jospin : « Sa réaction est humainement compréhensible mais au regard de la France, c'est une faute. Le propre d'un homme d'Etat est de faire des choix sans ambiguïtés. » (Le Figaro, 30 avril)

## De Chaulnes à Chamonix, les polémiques locales ont pesé sur le vote du 21 avril

Dans la Somme, M. Le Pen a profité de l'opposition au projet de troisième aéroport. En Haute-Savoie, grâce à ses positions sur le tunnel du Mont-Blanc, M. Mamère a fait une percée

ICI, pas de quartiers difficiles ni d'immigrés, mais de riches terres à betteraves et à blé jusqu'à l'horizon ! Pourtant, la déferlante Le Pen a aussi frappé le Santerre, région agricole à l'est de la Somme, en Picardie. C'est que le gouvernement de Lionel Jospin y a prévu, malgré de vives oppositions locales, l'implantation du troisième aéroport du Bassin parisien : dans le canton de Chaulnes, choisi pour accueillir cette nouvelle infrastructure, le candidat d'extrême droite obtint 20,55 % des voix, son meilleur score du département. Il est en tête dans 17 communes sur 22.

Jacques de Villeneuve, porte-parole de Sana Terra, une association opposée au projet, estime que « l'aéroport a amplifié le vote protestataire. C'est un dossier qui écœure les gens. Ils trouvent que l'on joue avec eux, qu'il n'y a pas eu de concertation, que ce projet va détruire leur pays ». Philippe Cheval (divers), conseiller général de Chaulnes, président de la même association, renchérit : « Les électeurs ont tapé sur la table ! Les griefs contre les hommes politiques, en particulier de gauche, qui nous ont imposé l'aéroport, y sont pour quelque chose. » L'éventuel transfert des cimetières civils et militaires (ceux de la bataille de la Somme de 1916) ajoute au désarroi d'une population attachée à sa terre.

### « À BOUT, EXASPÉRÉS »

Ailleurs dans la Somme, à Abbeville, sinistrée par les inondations du printemps 2001, le mécontentement a plutôt profité à Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT). Les 14,1 % de Jean Saint-Josse (12,10 % pour l'ensemble du département) s'expliqueraient par une sorte d'osmose « chasse-inondations », de nombreux chasseurs vivant dans les zones sinistrées.

Ainsi Rouvroy et Menchecourt, deux quartiers populaires parmi les plus touchés par les inondations, jusque-là plutôt à gauche, ont voté CPNT. « Comme ils le font depuis 1989 aux élections européennes », corrige Michel Blondin, vice-président (CPNT) du conseil régional de Picardie et adjoint au maire d'Abbeville.

A Rouvroy, l'accueil de Lionel Jospin, lors d'une visite aux sinistrés, en mars 2001, avait été mouvementé : « Les gens étaient à bout, exaspérés », se souvient Michel Blondin. « S'il peut y avoir un impact des inondations sur les élections, il vient de ce que des sinistrés se sont aperçus que notre pays n'est pas toujours à même de gérer ce



genre de situation, estime Jean-Philippe Damien, qui préside une fédération de quatorze associations de sinistrés. Certains ont mal vécu la lenteur avec laquelle le dispositif social s'est mis en place. »

Ainsi, en Haute-Savoie, les tergiversations du gouvernement autour de la réouverture du tunnel du Mont-Blanc ont pesé. La prise de position intransigeante de Noël Mamère sur le retour des camions

### Vote sanction contre la gauche dans la Manche

Dans la Manche, la crise de l'emploi n'a pas été sans conséquence sur la circonscription de Cherbourg. La tradition ouvrière reste forte dans ce petit coin de Normandie, où règnent encore deux citadelles syndicales, l'arsenal et l'usine de retraitement de la Cogema. Mais, en cinq ans, l'arsenal a vu disparaître 3 000 emplois. Le nucléaire en a perdu 5 000 en sept ans, avec la fin des grands chantiers. Le chômage, un moment jugulé, est reparti à la hausse. La situation est à ce point dégradée que le président PS de la communauté urbaine, Bernard Cauvin, s'avoue aujourd'hui convaincu que « le bassin d'emploi va crever ».

La population, habituée à vivre des commandes de l'Etat, a décidé de sanctionner une gauche qui n'arrive plus à la nourrir : le 21 avril, extrême droite et extrême gauche sont arrivées à égalité et totalisent 30 % des suffrages exprimés, du jamais vu dans cette presque traditionnelle ancrée à gauche.

A Fontaine-sur-Somme, l'un des villages les plus touchés en 2001, le maire, Patrick Poliautre (divers), se rappelle que « les élections, c'était 50-50 ! Droite et gauche faisaient part égale. Il est évident que Fontaine-sur-Somme ayant reçu M<sup>me</sup> Chirac deux fois, cela a peut-être influencé quelques personnes. » Le candidat Chirac y dépasse Jean Saint-Josse de deux voix seulement !

Ailleurs en France, dans d'autres territoires frappés par un événement ou un traumatisme particulier, les enjeux locaux ont également influé sur le vote, de manière évidente ou simplement marginale.

a été payante, puisque le candidat des Verts arrive en tête, devant Jean-Marie Le Pen, à Servoz et aux Houches, deux des trois communes de la vallée de Chamonix.

A Chamonix, M. Mamère est en deuxième position derrière Jacques Chirac, avec plus de 16 % des voix. A contrario, il réalise des scores médiocres, inférieurs à 5 %, dans la vallée de la Maurienne (Savoie), qui conduit au tunnel du Fréjus et réclame un partage du trafic des poids lourds.

Dans le bassin d'Albertville (Savoie), touché par la plus grave épisode de pollution à la dioxine

enregistré en France, M. Mamère réalise également des scores supérieurs à sa moyenne départementale, notamment à Gilly-sur-Isère et à Grignon, à proximité du four d'incinération fermé en octobre 2001. Mais c'est Jean-Marie Le Pen qui arrive largement en tête dans ces deux communes.

Dans le Sud-Ouest, à Toulouse, le traumatisme de l'explosion de l'usine AZF a eu une incidence marginale sur le scrutin. Lionel Jospin a toutefois perdu 3 points de plus dans cette ville que dans le reste du pays : ses hésitations sur le sort du pôle chimique ont mécontenté à la fois les partisans de la réouverture et ceux de la fermeture. M. Mamère, aux positions plus tranchées, a recueilli 8,7 % des suffrages, le double du score de Dominique Voynet en 1995.

En revanche, en Aquitaine, la polémique sur la chasse, qui a fait rage ces derniers mois dans la région, n'a pas eu l'effet escompté dans les urnes. En Médoc, où on pouvait s'attendre à un vote massif en faveur de Jean Saint-Josse, le premier tour de l'élection présidentielle a révélé une nette progression du FN, qui arrive en tête dans beaucoup de petites communes et cantons. Selon des élus locaux, le dossier chasse n'apparaissait pas fondamental pour cette élection, moins en tout cas que le dossier sécuritaire, tandis que certains chasseurs irréductibles se sont reportés vers l'extrême droite, jugeant CPNT trop mou.

### FIER DE SON PASSÉ

De même, dans les Pyrénées-Atlantiques, les vallées d'Aspe ou d'Ossau n'ont pas été influencées par l'affrontement sur la réintroduction de l'ours. Tout juste a-t-on pu constater une percée d'Olivier Besancenot (LCR), qui s'explique dans ces zones montagnardes par l'attachement à la fonction publique, préoccupation plus forte que le sort de l'ours.

A l'autre bout de la France, à Nanterre, dans les Hauts-de-Seine, difficile de dire si la tuerie de la nuit du 26 au 27 mars a pesé sur le vote : dans ce fief de gauche, M. Jospin arrive en tête, devant M. Chirac, améliorant sa moyenne nationale de quelque 3 points. Et si M. Le Pen passe devant M. Hue, qui chute comme partout, les deux candidats de l'extrême droite gagnent moins d'un point.

A l'inverse, le traumatisme subi par la petite ville de Villers-Cotterets, dans l'Aisne, depuis que M. Chirac a annoncé le transfert au Panthéon des cendres de l'enfant du pays, Alexandre Dumas (*Le Monde* du 22 mars), explique probablement le bond de M. Le Pen. Dans l'Aisne, le candidat du FN a recueilli 21,22 % des voix. A Villers-Cotterets, il atteint 25,8 %. Comme si la ville craignait qu'on lui vole une part d'un passé dont elle est fière.

### De nos correspondants

## CNP Assurances

1<sup>er</sup> assureur de personnes en France

25 000 points de vente

136 Mds € d'actifs gérés

14 millions de personnes assurées

+ 11 % de bénéfice net total

Dividende net proposé

1,39 €

par action

+ 29%

mis en paiement

à partir du 7 juin 2002

Actionnaires de CNP Assurances, vous êtes invités à

l'Assemblée Générale

le 4 juin 2002 à 14 h 30

Palais des congrès, 2, place de la Porte Maillot - 75017 Paris

CNP Assurances vous facilite les procédures de participation. Pour toute information, contactez le service Relations Actionnaires. Une documentation relative à l'Assemblée Générale vous sera personnellement adressée.

N° Vert 0 800 544 544

www.cnp.fr



## La FNSEA et la Confédération paysanne se rejoignent dans le front anti-Le Pen

Dans plusieurs régions, le discours du FN a séduit les agriculteurs

TRADITIONNELLEMENT tourné vers le centre droit, le monde agricole a-t-il été tenté par les discours de Jean-Marie Le Pen, inspirés d'un « plan » conçu par l'un de ses proches, Jean-Claude Martineau, professeur d'université et député au Parlement européen ? Méfaits de l'« euromondialisme de Maasticht », « retraites de misère », des exploitants, « poids étouffant » de la fiscalité, erreur des 35 heures sont évoqués dans ce texte.

« Chez beaucoup d'agriculteurs pour qui, jadis, le monde était stable, les organisations socioprofessionnelles structurées et rassurantes, tout bascule parce que tout est incertain, analyse le sociologue Roger Le Guen. Alors ils sont soit révoltés, soit prostrés. Les responsables politiques et l'Europe n'apportent pas de réponse. Et le fait que Jean Glavany ait été directeur de campagne de Jospin a peut-être amplifié chez certains un rejet et une défiance dont n'a pas toujours profité Chirac. »

« Nous étions riches, nous sommes devenus pauvres, tranche Jacques Rebillard, député (RCV) de Saône-et-Loire, confronté à la crise bovine. Nous avons moins qu'ailleurs, dans l'Ouest par exemple, une tradition d'organisation économique et de structuration syndicale faisant rempart, ce qui explique que nos électeurs en désarroi peuvent être une

proie facile. » Pour François Sauvaudet, député (UDF) de Côte-d'Or, « le ras-le-bol et l'exaspération s'expriment surtout dans les régions en crise, qui ont le sentiment d'avoir été marginalisées, voire abandonnées. Il faut affirmer d'une voix forte l'importance de la ruralité française en Europe, car les agriculteurs ne sont pas, dans leur grande majorité, anti-européens ».

### « VOTE SANCTION »

« La révolte contre l'insécurité, le laxisme, s'exprime aussi bien dans les campagnes que dans les villes, et un autoradio volé dans un village ça fait autant de dégâts que dix voitures brûlées dans une banlieue », affirme Christian Jacob, député (RPR) de Seine-et-Marne. Là où, par tradition, le radicalisme de centre gauche l'emportait, comme dans le Lot-et-Garonne, les campagnes ont exprimé « un rejet » contre tout ce qu'on ne « comprend pas ». « Ici, c'est la Coordination rurale qui a joué le rôle de relais de Le Pen », dit un syndicaliste.

Le Cantal chiraquien est, lui aussi, touché par la montée de la droite extrême. « En janvier, aux élections professionnelles, la liste poujadiste dite du « Rassemblement des mécontents du système agricole » a fait battre, avec 13 % des voix la liste officielle de la FNSEA et c'est précisément le

score de Le Pen », remarque un dirigeant de la chambre d'agriculture.

Jean-Luc Duval, président des Jeunes agriculteurs, remarque : « Dans ses discours, Le Pen a toujours un mot pour les agriculteurs, essayant de mordre chez nous. Il n'avait pas réussi jusqu'à maintenant. Et voilà le résultat : un vote sanction à la fois contre la droite et la gauche. » La Confédération paysanne, elle-même sévère pour les politiques suivies par la droite comme par la gauche, discerne « un rejet des partis traditionnels ».

François Lucas, président de la Coordination rurale, marquée à droite, ne dit pas autre chose : « Si les agriculteurs votent Le Pen, c'est à cause de l'insécurité économique, non de l'insécurité au sens courant ; eux aussi poussent des coups de gueule, mais ils n'adhèrent pas pour autant aux idées du FN. »

Dans la perspective du second tour, l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture présidée par Luc Guyau, la FNSEA de Jean-Michel Lemétayer, les Jeunes agriculteurs, aussi bien que la Confédération paysanne, ont rejoint publiquement le front anti-Le Pen. Seule la Coordination rurale ne donne pas de « consigne de vote ».

Gaëlle Dupont et François Grosrichard

# LES LEPÉNISTES

**I**LS ont de l'argent ou ils en ont eu. En tout cas, il leur en reste suffisamment pour habiter des appartements cossus, généralement dans les beaux quartiers de Paris, mais aussi en province, où ils entretiennent des résidences secondaires, souvent la propriété familiale. Ils sont médecins, magistrats, chefs d'entreprise. Aristocrates ou grands bourgeois, ces gens-là n'ont pas découvert Jean-Marie Le Pen le 21 avril. Ils lui sont fidèles depuis des années, parce que ses idées sont les leurs. Une surtout, par dessus toutes les autres, qu'ils résumant en deux mots : « La France ! »

« Quand on a compris ce qu'est le Front national, on y entre comme en croisade, comme en religion, pour le salut de la France », explique Jeanne de Chabot, princesse Armand-Louis de Polignac. La vieille dame reçoit sans façon dans son appartement du 9<sup>e</sup> arrondissement (« Nous vivons bourgeoisement et simplement »), mais elle ne craint pas la grandiloquence pour rappeler son engagement au FN « depuis qu'il existe ». Elle n'a plus la mémoire des dates, se souvient seulement avoir voté pour Tixier-Vignancour en 1965 : « C'est dire si je suis irrécupérable », rit-elle. « Et au deuxième tour, précise-t-elle, j'avais voté Mitterrand pour faire échec à de Gaulle. »

Le colonel Eric du Réau, 57 ans, n'a adhéré au parti lepéniste qu'il y a trois ans, après avoir quitté « cette pauvre armée que Chirac venait de brader ». Toutefois, reconnaît-il, « je suivais le FN depuis une vingtaine d'années ». L'ex-saint-cyrien assistait aux meetings « en civil » pour respecter son devoir de réserve, mais il ne s'abstenait pas devant l'urne : « J'ai voté pour la fausse droite jusqu'à Giscard. Une erreur que j'ai vite regrettée : VGE, c'était le socialisme rampant. La France aurait été moins socialisée avec Mitterrand. » Alors, en 1981, il a voté utile : « Mitterrand contre Giscard. » Depuis, il n'hésite plus : « Le Pen est le seul capable de mettre fin à la décadence morale et civique de notre pays. »

C'est aussi après avoir pris sa retraite professionnelle qu'André Gresse a affiché sa sympathie pour le Front national. Il n'a pas sa carte, mais accepte depuis 1995 de figurer au comité de soutien de Jean-Marie Le Pen. Un président de cour d'assises – celle de Paris de surcroît –, quel renfort de prestige ! Aujourd'hui âgé de 79 ans, l'ancien magistrat a trouvé dans cette famille politique un cadre idéal pour son « esprit rebelle ». « J'ai une fascination pour les exclus, les persécutés », raconte-t-il, expliquant que le combat politique frontiste, c'est « ceux d'en bas contre le château ».

Dans les années 1950, le jeune Gresse, magistrat outre-mer, avait adhéré à l'Union démocratique et sociale de la Résistance (UDSR) de François Mitterrand – « un très grand ministre de l'outre-mer qui a préparé la décolonisation de main de maître ». « Je suis resté longtemps proche de lui », dit-il. Mais ce sont les questions de justice qui ont précipité son divorce d'avec les socialistes, alors qu'il participait à des commissions d'études du PS : « Je me suis vite aperçu qu'ils avaient une vision de la justice pénale aux antipodes de la mienne : laxiste, rousseauiste, utopique et angélique. »

La rupture a été consommée avec le procès de Philippe Maurice et l'abolition de la peine de mort, « cette clé de voûte de notre système pénal ». Mais il reproche aussi à Mitterrand d'avoir « méprisé la magistrature » et « bafoué l'indépendance de la justice ». Il porte comme une blessure l'affaire de Broglie, « que le pouvoir, droite et gauche réunies, a tout fait pour étouffer ». Ce dossier inabouti était au cœur d'un livre brûlot qu'il écrivait en 1987 « sur les coulisses de la justice » (« Seule la vérité blesse »). Le scandale fut énorme : deux ans après avoir été mis en congé spécial – « on m'avait fait passer pour répressif » –, il se voyait refuser l'honorariat. Pourtant, promis-juré, son ralliement aux thèses du FN n'est pas une réaction d'homme amer et blessé : « Il y a d'autres raisons, comme la souveraineté nationale ou les valeurs spirituelles et morales. » « J'ai toujours été de la gauche patriotique, celle de Bourghès-Maunoury, Max Lejeune ou Lacoste, et qui n'existe plus. » Chez les partisans du FN, il a retrouvé « l'amour de la France, de l'Etat-nation ».

Marie-Christine Bignon est d'une autre génération, et d'un autre milieu. Cette femme élégante de 54 ans dirige une petite entreprise textile, spécialisée dans la lingerie haut de gamme, à Chauffailles (Saône-et-Loire). A son retour au pays, après plusieurs années passées au Québec puis en Normandie, elle a repris une société en faillite et adhéré au Front national. C'était à la fin des années 1980. « Je votais pour lui depuis longtemps ; j'ai toujours voté à droite, et je continue de le faire, car je ne me sens en aucun cas extrémiste. » Son père, petit concessionnaire automobile, était « socialiste bon teint », sa mère « très à droite », de même que sa belle-famille, « dont le vote fluctue entre Le Pen, Madelin ou Bayrou en fonction du climat politique créé par les médias ».

Depuis un an, elle est sortie de l'anonymat en devenant maire de sa commune, élue à la surprise générale dès le premier tour avec 60 % des voix. Son engagement politique à l'extrême droite n'effraie pas ses clients : « Ils le savent, et j'en informe moi-même les



**Ils sont ancien magistrat, ancien colonel, chef d'entreprise ou de vieille noblesse. A leurs yeux, le président du FN est le seul à incarner leur idéal pour la France**

## DES BEAUX QUARTIERS

nouveaux pour qu'ils ne l'apprennent pas par la bande. Nous avons parfois des discussions politiques, mais de bonnes relations. » Dans cette région rurale où la petite industrie textile a été sinistrée, c'est un combat quotidien pour maintenir son entreprise à flot. « Les PME meurent du fiscalisme, des 35 heures et du manque de liberté pour licencier, dit-elle. Le Pen est le seul qui a vécu l'entreprise, il est le seul à même de nous comprendre. » L'industrielle fait partie du club d'entreprises de son canton, mais, reconnaît-elle, « ce n'est pas dans ce milieu que je rencontre le plus d'idées correspondant aux miennes, c'est surtout chez

les artisans et commerçants » (représentés en force à son conseil municipal).

L'adhésion de Marie-Christine Bignon ne s'arrête pas au programme économique du leader du FN : « Je partage la plupart de ses idées. » Comme son mari, également industriel du textile, et ses trois enfants, âgés de 22 à 35 ans : « Ce sont de vrais patriotes, ils en feraient une maladie s'ils ne votaient pas. »

La fibre lepéniste est souvent familiale : « Mes quatre enfants sont très indépendants, mais nous avons beaucoup parlé avec eux », explique le colonel du Réau. « C'est un choix raisonné », assure la benjamine. Dans la

famille de M<sup>me</sup> de Polignac, Jeanne est longtemps restée un cas, mais il y a du mieux ces derniers temps : « Deux de mes trois filles ont voté Le Pen cette fois-ci ; auparavant, l'une votait Jospin et l'autre pour la droite molle. » La vieille princesse a reporté tous ses espoirs sur ses huit petits-enfants : « L'électorat de Le Pen, ce sont les grands-parents et les très jeunes, la génération intermédiaire est frileuse. »

Vivant dans des milieux favorisés, ces lepénistes convaincus n'ont aucune tendresse pour leur voisinage : « Je déteste la bourgeoisie, dont je fais pourtant partie, assure André Gresse. Ces gens dédaignent le peuple, vivent

en vase clos, ne voient plus la réalité, c'est l'esprit de la Croix-Catelan. » Allusion aux installations du Racing, club huppé dont ce notable amateur de sport fut un temps membre. Jeanne de Chabot moque « la gauche caviar et la droite saumonée », alors que « la bonne aristocratie est très proche du petit peuple ». Le peuple, les petites gens, telle semble être leur obsession. De passage ces jours-ci dans sa « campagne », en Vendée – son père a longtemps été député de la circonscription aujourd'hui détenue par Philippe de Villiers –, M<sup>me</sup> de Polignac en a rencontré à la pelle, de ces gens ordinaires – « des fermiers, le menuisier, le peintre » –, qui ont voté Le Pen le 21 avril « et qui continueront ».

« Ça me plaît de voir que le Front national a remplacé le Parti communiste chez les ouvriers, se réjouit M. Gresse. Avant ils votaient pour Moscou, au moins maintenant ils votent pour la nation. » En discutant avec ses employés et ses administrés, Marie-Christine Bignon s'est forgé une certitude : « Je m'attendais à un score surprenant au second tour. Que voulez-vous, les gens sont essouffés, éccœurés. » Tous en conviennent, le succès de Jean-Marie Le Pen se bâtit sur les thèmes de l'insécurité et de l'immigration, souvent

« Deux de mes trois filles ont voté Le Pen cette fois-ci ; auparavant, l'une votait Jospin et l'autre pour la droite molle »

JEANNE DE CHABOT

entremêlés. Même à Chauffailles, 5 000 habitants, où la délinquance est quasi inexistante : le deuxième policier municipal recruté par M<sup>me</sup> la maire (« mieux vaut prévenir que guérir ») vient de lui avouer qu'il s'ennuyait.

Sur l'immigration, ils sont intarissables, mais se dédouanent avec force : racistes, nous, jamais ! Aux murs de son salon, André Gresse montre les aquarelles de Madagascar, son île natale, et les objets décoratifs rapportés de sa carrière en Afrique. « Sans l'intervention de Mitterrand en 1958, j'aurais été exclu du ministère de l'outre-mer, car on me reprochait de prétendues idées marxistes, on m'appelait l'ami des nègres. »

**M**ARIE-CHRISTINE BIGNON vient de recruter deux assistantes maternelles pour une école de sa commune : « Les deux candidates que j'ai retenues sont algériennes, elles correspondaient aux critères professionnels que j'avais définis, et en plus elles étaient de Chauffailles. » La préférence locale plutôt que nationale ! Dans son entreprise, l'une de ses meilleures collaboratrices est maghrébine : « Si je dois licencier un jour, je ne commencerai pas par Aïcha, c'est sûr. »

« Je n'ai jamais été raciste, martèle aussi la princesse de Polignac. Pendant la guerre, nous avons caché des juifs, comme tous les Français. » Mais ce n'est pas une raison pour « devenir une république islamiste », puisque « ces gens se reproduisent comme des lapins ». La France de ses ancêtres « doit conserver sa culture judéo-chrétienne ». Pour la vieille dame, le regroupement familial a été « une folie ». Elle souhaite qu'on demande davantage l'avis du peuple sur les grands sujets comme celui-ci : « Je suis sûre qu'un référendum sur l'immigration aurait un grand succès. Vous ne trouvez pas ? En tout cas plus que le quinquennat. »

Ils ont beau chercher, ils ne voient personne d'autre que Jean-Marie Le Pen pour incarner leur idéal, cette France sauvée de la dissolution dans « l'euromondialisation », guérie de « l'affairisme », bref rendue au peuple de France. Pour André Gresse, les autres hommes politiques « n'ont que des plans de carrière ». Chevénement ? Il l'a trouvé ridicule « à vouloir se prendre pour de Gaulle ». Le député de Belfort est pourtant le seul à trouver grâce aux yeux des lepénistes. « C'est vrai, Chevènement est sympathique, admet Eric du Réau. Mais il s'est trop compromis avec tous les gouvernements de gauche. » Tandis que Le Pen, lui, « n'a jamais varié », se félicite M<sup>me</sup> Bignon. Et il ne s'est jamais trompé, renchérit le colonel du Réau : « Pour gouverner la France, il faut un visionnaire. Depuis vingt ans, il a toujours fait un bon diagnostic de la situation et il propose des remèdes simples. »

Jean-Jacques Bozonnet  
Dessin Sergueï



VATINE



GELUCK

# COUP DE 100



BARBE

Il y trente ans naissait, dans « Pilote », Superdupont, un Superman à béret basque et à baguette,

sous la plume de Gotlib et Lob. En 1990, Le Pen reprenait à son compte, le temps d'un meeting, les vertus du personnage, en déclarant « Superdupont, c'est moi ». Aujourd'hui, cent dessinateurs, mobilisés par le journal de bandes dessinées « BoDoï », ressuscitent ce Dupont volant, chacun à sa manière. « Le Monde » présente une sélection de ces dessins



VARANDA et ARLESTON



MOUCLIER et CONTREMARCHE



GOETZINGER



PARRAS



MOUSIS



MCBUS



MCBUS



PERU



ZEP



CABANES



BRIDENNE

# HORIZONS BD

DESSINATEUR:

TRAVAILLE  
À MAIN  
LEVÉE!



AL COUTELIS

COUTELIS



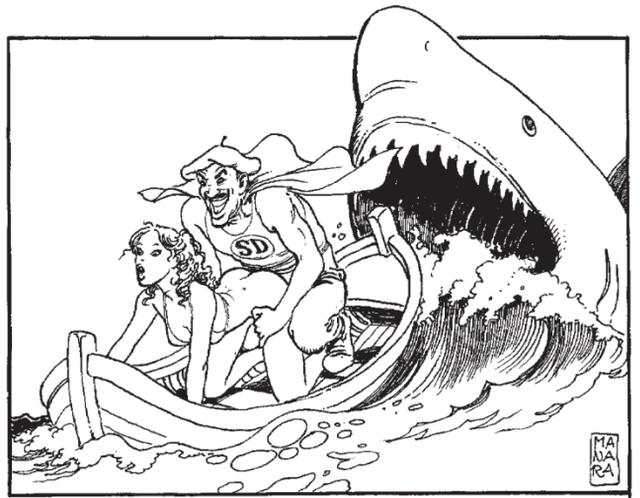
BOURGEON



AMOURIO



VANCE et YANN



MANARA



CABU



BESSADI



WALTER MINUS



LEPAGE



MARGERIN

F. Margerin

OÙ VA  
LE MONDE?

J'ESSAIE DE  
PRENDRE DES VACANCES  
EN FRANCE ENTRE DEUX  
PROUesses DE BUSH,  
ET PAF!!!  
VOUS VOTEZ  
LE PEN!

ATTENDS,  
PETIT!  
VOUS AVEZ EU  
QUINZE JOURS  
DE DÉPOUILLEMENT  
ENTRE BUSH ET GORE  
POUR ÊTRE SÛRS  
DE VOTRE ERREUR!  
NOUS, ON A  
QUINZE JOURS  
POUR ÉVITER  
D'EN FAIRE UNE



FRUCTUS 2002

FRUCTUS



MARC  
BOURGNE  
& LN

BOURGNE

# Et si la gauche votait Le Pen ?

par André Glucksmann

**I**NUTILE, d'ici au 5 mai, d'afficher de splendides et immaculés principes antifascistes si vous esquivez la question directe et brutale : « *Votons Chirac ou non ?* » La gauche est interpellée au premier chef. Ou bien elle mobilise pour un oui franc et massif, ou bien, tergiversations, réticences, finasseries, absentions aidant, elle ouvre un boulevard à Le Pen.

L'occasion est belle, probablement unique, d'entraîner ces 85 % de la population, qui depuis vingt-cinq ans n'ont jamais opté pour le Front national. La gauche raterait-elle la chance de repousser Le Pen dans les cordes (80 % contre 20 %) ? Nombre de ses dirigeants étaient leurs états d'âme plutôt qu'ils ne militent pour une décision claire, nombre d'alliés refusent de choisir, nombre d'électeurs, sachant qu'un oui est un oui, un non un non, hésitent et dérivent.

Comment expliquer tant d'impéritie ? Nos caciques ruminent-ils narcissiquement les pépins du premier tour, en attribuant leur « roulé-bouté » à d'autres ? Anticipent-ils une revanche aux législatives où ils imaginent retrouver leurs marques d'antan et les duels accoutumés entre la droite et la gauche ? Ignorent-ils que si l'élan lepéniste n'est pas brisé net ce 5 mai, les élections à venir se joueront entre le parti du président et un Front conquérant ? De multiples triangulaires reproduiront alors, circonscription après circonscription, le piège cruel du premier tour de la présidentielle. En refusant de transformer le 5 mai en plébiscite pour la démocratie, une grande partie de la gauche actuelle, chef du gouvernement en tête, se suicide. Après moi le déluge ?

Strange euthanasie volontaire ! Deux cent mille voix de plus eussent suffi pour coiffer Le Pen à l'arrivée. Ce 1/200<sup>e</sup> du corps électoral était facile à grappiller, sans même l'aide des alliés, au prix de quelques mesures simples :

1. Si les maires socialistes n'avaient pas patronné en dernière minute Olivier Besancenot afin d'embarrasser Arlette Laguiller, une partie de son électoral, des enseignants par exemple, n'eût pas manqué à Jospin.

2. Si le PS avait moqué et ridiculisé la comédie victimaire d'un Le Pen-sans-signatures persécuté par un pseudo-complot de l'Elysée, moins de chaland « déshérités » eussent été séduits par l'orphelin.

3. Si Bernard Kouchner, l'homme politique le plus populaire en France (sondages *Figaro* depuis des années), n'avait pas été soigneusement rangé dans un placard, il eût pu entraîner pas mal d'admirateurs du devoir d'ingérence, de la paix reconstruite au Kosovo ou des négociations correctement menées avec les infirmières ou les médecins. Le résultat s'étant joué dans un mouchoir, le PS s'est à maintes reprises tiré dans le pied avant de perdre sa course.

## AU COURRIER DES LECTEURS

### ILLUSIONS PERDUES

« *Que le parti socialiste soit digne du socialisme* » : c'est la dernière phrase du discours prononcé par Léon Blum, le 15 août 1945 à l'issue du congrès de la SFIO, à Paris. J'étais jeune. J'y étais. « *Vous n'aurez qu'un devoir* », nous avait-il lancé. Je l'ai rappelée récemment à M. Hollande. A quoi bon... J'ignorais que tant de déçus du PS actuel s'abstiendraient ou, comme moi, voteraient nul. Mais le candidat Jospin n'avait-il pas déclaré qu'il ne présentait pas un programme socialiste !

Au fil des ans, ils ont dénationalisé à tour de bras, diminué les impôts payés par les « riches » et les gens « aisés », sous le fallacieux prétexte de relancer la consommation et les bénéficiaires (dont je suis) se sont empressés de « placer » cet argent. Puis ils ont supprimé la vignette auto pour le plus grand profit des propriétaires de grosses cylindrées ou de plusieurs véhicules. Enfin, pour

Aucune fatalité économique, sociologique ou structurelle n'ayant prédéterminé le score de Jospin, convient-il d'incriminer une anodine erreur de casting ? Non. L'accumulation des incidents de parcours témoigne pour la continuité d'un style de travail. On choisit systématiquement de ne rien énoncer qui perturbe l'hémisphère gauche ou effarouche l'hémisphère droit d'un supposé électeur modèle. Petites ruses et arguments d'autorité tiennent lieu de dialogue.

La présence de Lionel Jospin au second tour aurait été garantie s'il avait respecté le calendrier initial – élections parlementaires d'abord, présidentielle dans la foulée, soit : débats en premier, union des gauches ensuite. En inversant l'ordre des scrutins le premier ministre, sûr de lui, voulut dominer tout, très tôt, et de trop haut. Il se prit les pieds dans ses ficelles. Son état-major de campagne parut afficher : « *Ici on ne pense pas, on fait voter.* »

« *Perrette sur sa tête ayant un pot au lait/ Bien posé sur un coussinet/ Prétendait arriver sans encombre à la ville...* » (La Fontaine).

## En refusant de transformer le 5 mai en plébiscite pour la démocratie, une grande partie de la gauche actuelle, chef du gouvernement en tête, se suicide. Après moi le déluge ?

Faire peu de cas de la réflexion entraîne des erreurs d'analyse. A l'œil nu, le résultat du premier tour laisse apparaître deux mouvements distincts. D'une part, un raz de marée frondeur qui prive, principalement par un record d'abstentions, les partis dominants de plusieurs millions de voix. D'autre part, une petite poussée Le Pen, qui gagne à peine 200 000 suffrages et passe de 11,8 % à 12,2 % des inscrits (13,2 % avec Mégrét).

Les esprits pressés – savants ou pas – amalgament les deux phénomènes. Du coup, tous ceux qui n'ont pas « bien » voté se voient regroupés sous l'enseigne d'un comportement « protestataire » ou « tribunitien », supposé un et indivisible, dont le FN passe allègrement pour l'expression, voire la porte-parole obligé. C'est faux. Même si on accole les extrémistes de gauche et de droite, l'analyse demeure erronée : le mouvement massif de désaffection des partis traditionnels – mouvement frondeur par excellence – est l'événement principal. L'effet Le Pen-second-tour suit quasi mécaniquement l'écroulement des partis, mais n'en est pas la cause. De grâce, ne plaçons pas la charrue devant les bœufs.

Tout le monde a pu lire que l'insécurité, le chômage, l'inégalité, l'immigration, la permissivité, la précarité, les injustices... « *expli-*

*quent* » le vote frontiste, fort de 20 % chez les jeunes. Allons donc ! Sont-ils à l'abri des difficultés, sont-ils privilégiés, immunisés, sont-ils inconscients, abrutis ou débiles, ces 80 % de jeunes restants qui, depuis que Le Pen est Le Pen, génération après génération, refusent ses délirés ? Les prétendues « causes » économiques et sociologiques banalisent l'extrémisme sans l'expliquer. Elles transfèrent abusivement l'exception en règle.

L'engagement extrémiste n'est pas le fruit spontané de conditions objectives malheureuses. Il ne reflète pas automatiquement une misère matérielle ou sociale. Il cristallise un choix positif, une volonté, statistiquement ultraminoritaire, mais d'autant plus déléguée, de « rompre » à tout prix. Le vote extrémiste est un vote kamikaze. Il ne s'encombre pas de référentiel et de programme, il se soucie peu de crédibilité, il se réclame d'un ras-le-bol intégral.

Ne demandez pas à Le Pen comment sa France « seule » pourrait survivre une fois les ponts coupés avec l'euro, l'Europe, l'OTAN et l'économie mondiale.

Ne demandez pas à un trotskiste par quel miracle sa révolution s'éparpillerait les océans de sang répandus au XX<sup>e</sup> siècle par des révolutionnaires aussi sincèrement convaincus que lui. Qu'importe : à l'extrême droite comme à l'extrême gauche, il ne s'agit pas de construire un avenir, mais de détruire le présent, soit, en termes galants, de se « libérer » (du monde et des réalités). Le vote kamikaze se moque du vote, il expose volontiers en plein vol. Demain, une grande part de l'extrême gauche s'abstiendra sans souci d'avantager l'extrême droite car plus tôt le « système » vole en éclats, mieux « *ça ira* ».

Le kamikaze vit et meurt hors du temps. Dans le Japon d'hier, il se sacrifierait pour l'empereur éternel.

Dans la région PACA, il rejoue la der des der qu'ont vécue des parents et des proches : vive l'OAS, la chasse au « *fellouze* » tourne à la traque au « *melon* ».

Dans l'Est, la « *préférence nationale* » a déjà blanchi en 1945 des « *malgré-eux* » qui malgré tout avaient servi les nazis. Excusés d'office parce que demeurés français sous l'uniforme allemand, de tels parents ou grands-parents n'ont pas su insuffler aux électeurs frontistes le tabou du racisme.

Dans le Nord et les banlieues ex-rouges, le Parti communiste a lâché les commandes sans auto-

examen ni remords ; une part de ses anciens fidèles conserve rancœurs et ressentiments en trouquant les drapeaux.

La carte du lepénisme est parlante : il fleurit dans les trous de mémoire. Vichy, guerre d'Algérie, Goulag, toutes les abominations qu'un pieux silence escamota

**ANDRÉ GLUCKSMANN** est philosophe et essayiste.

dans la conscience publique, han-tent le réel sous forme de pulsions nihilistes. Les kamikazes de droite et de gauche se choisissent fidèles à la race et à la classe, ils s'autorisent d'un héritage accepté sans inventaire et se laissent capter par lui.

Le fiasco du premier tour, la déroute des élites politiques témoignent pour une France qui ne pense pas. La campagne électorale s'est endormie dans un loft où les problèmes qui dérangent sont bannis, dans un Hexagone aux volets clos. 11 septembre 2001, le plus grand attentat terroriste de l'histoire ? Il n'en fut nulle question. L'élargissement de l'Europe, sa nécessité, ses périls ? Motus ! Un nouveau pouvoir fort à Moscou et une guerre génocidaire en Tchétchénie ? Bouche cousue ! L'ascension transfinitaires d'un islamisme exterminateur ? Ignorons ! Le conflit récurrent pour les « *lieux saints* » ? Aux Etats-Unis de faire un travail que nous critiquerons après coup.

A force de ne pas mentionner ni affronter l'insécurité planétaire, nos responsables politiques abandonnèrent le téléspectateur à son inquiétude. Et à ses fantômes. Et à ses fantômes. Et au risque d'importer à domicile les guerres d'ailleurs. Drôle de méthode pour sélectionner le premier d'entre nous désigné pour défendre la sécurité, la place et l'honneur de la France dans le monde !

La gauche française est tout bonnement en train de rater la chance de sa survie. Pourtant les premières manifestations d'étudiants et de lycéens dessinaient le moment où jamais de lever l'hypothèque frontiste en unissant les trois électeurs démocratiques, la « *fronde* », la droite et la gauche. Minaudante, indécise, la gauche laisse pressentir qu'elle a besoin de Le Pen et ne saurait se priver de cet épouvantail. Il meuble le discours des uns, il étoffe le vide des professions de foi, il permet de rêver à un « *troisième tour dans la rue* ». Qui n'a rien à dire crie au loup. Et, quelquefois, miracle des prophéties qui se confirment elles-mêmes, le loup survient. En refusant de s'engager pour un vote Chirac frôlant l'unanimité, notre gauche joue avec le feu et pour commencer s'y précipite, adieu gauche, cochons, couvée...

La Fontaine encore :

« *On m'élit roi, mon peuple m'aime/Les diadèmes vont sur ma tête pleuvant/ Quelque accident fait-il que je rentre en moi-même/ Je suis Gros-Jean comme devant.* »

moral, ceux-là mêmes qui, par leurs renoncements, ont jeté les classes populaires dans les bras du fascisme, achèvent aujourd'hui de brouiller les repères politiques et de discréditer l'idée démocratique.

**Frédéric Goldbronn**

Paris

### UNE SITUATION PEU DÉMOCRATIQUE

Est-il acceptable que, pour le second tour de l'élection présidentielle, près de la moitié du peuple français ne soit pas représentée dans ses aspirations, et ne puisse se reconnaître dans aucun des deux candidats en lice ? Les résultats du premier tour montrent que plus de 43 % des électeurs auraient pu se rassembler autour d'un candidat de gauche, alors que les deux protagonistes du second tour ne peuvent représenter au mieux que 37 % (droite démocratique) pour l'un et 19 % (FN) pour l'autre. Cette situation est inacceptable en démocratie, et remet en cause fondamentalement le fonctionne-

# Une leçon de Gambetta

par Jean-Noël Jeanneney

**A**

UX quelques-uns qui, à gauche, hésitent encore à voter le 5 mai prochain pour Jacques Chirac, je propose, à la

veille de la grande manifestation qui se prépare, le rappel d'un épisode ancien. Il me semble qu'il peut aider à dissiper le désarroi momen-

tané où la brutalité de l'inattendu plonge parfois la réflexion.

Il s'agit des funérailles de « *Mon-sieur Thiers* », le 8 septembre 1877, à l'aube de la III<sup>e</sup> République. Elles surviennent au cœur de l'affrontement qui s'est engagé, le 16 mai précédent, entre, d'un côté, les gauches républicaines, que Gambetta domine de sa haute stature, et de l'autre, la droite monarchiste regroupée autour de Mac-Mahon qui, bien que président la République, la déteste et ne songe qu'à la subvertir.

Nul ne l'ignore alors en France : après la dissolution de la Chambre des députés, le sort du régime et de la démocratie va se jouer dans quelques semaines selon un

qui eût prêté l'oreille dans les cabarets de Belleville en eût été bien sûr. Thiers n'a à Paris ni une rue ni un monument. Les faubourgs n'ont jamais pardonné. Oui, mais la dissidence ne fut pas montrée. »

Gambetta, dans une lettre privée, propose ce commentaire : « *Cette imposante manifestation*

**JEAN-NOËL JEANNEY** est historien, président de la Bibliothèque nationale de France.

(...) sera toujours pour moi un sujet permanent de souvenirs et de méditations ; on peut y penser longtemps et retrouver sans cesse de nouveaux sujets d'observation politique et sociale. Quoi de plus surprenant et de plus rassurant tout ensemble pour la politique que cette foule passionnée du peuple de Paris, bombardé, mitraillé, saigné à blanc par M. Thiers il y a six ans et puis trouvant dans sa raison et son patriotisme le courage d'amnistier son vainqueur et de lui décerner l'apothéose ? »

## 8 septembre 1877 : le peuple offre à Thiers, le massacreur de la Commune, dans un geste politique décisif, des obsèques grandioses

choc binaire, front contre front.

Or il se trouve que Thiers s'est rallié depuis quelques années à la « *République conservatrice* ». Pour sauver l'héritage des Lumières contre la « *réaction* », pour renforcer le camp des démocrates, les républicains ont besoin de lui – vivant ou mort. Mais comment n'hésiteraient-ils pas ? Thiers est l'ancien ministre de Louis-Philippe ; il est surtout le chef des versaillais de 1871, le massacreur de la Commune. Le souvenir des luttes antérieures est taraudant. Et cependant la gauche en lutte, affrontant un défi historique, ressent bien que, pour l'heure, dans cette conjoncture spécifique, il est vital pour elle et pour la République de surmonter son ressentiment, de ne plus considérer que l'essentiel, de ne pas se tromper d'adversaire.

La veuve de Thiers refuse les funérailles nationales que le gouvernement lui propose, parce que ce dernier interdit qu'y soient prononcés des discours républicains. Elle fait bien : le peuple offre au défunt, dans un geste politique décisif, des obsèques grandioses. Une foule immense accompagne le corbillard, affichant une unanimité et un ordre impressionnants. Gambetta est en tête, lui qui quelques années plus tôt avait si violemment affronté celui qu'on honore à présent.

Oh ! certes, comme l'écrit Daniel Halévy, « *rien n'était oublié, et*

Et Gambetta d'ajouter ceci : « *J'ai beau chercher dans ma mémoire d'homme vivant et de lecteur attentif du passé, je ne trouve rien d'égal et de comparable : un million d'hommes animés des mêmes passions pour la justice et la République, les uns oubliant leurs rancunes, les autres faisant taire leurs terreurs, tous unis, associés autour du même drapeau, acclamant le même symbole et donnant, à force de discipline et de sagesse, le spectacle d'un peuple dédaigneux des provocations brutales, sûr de la victoire comme de lui-même et prêt aux plus sublimes sacrifices pour la défense de ses idées.* »

Les observateurs étrangers furent nombreux à dire leur admiration pour cette journée. « *Depuis le couronnement de la reine Victoria*, écrit un Anglais, *je n'ai rien vu d'aussi splendide et rien ne m'a donné plus d'estime pour le caractère français.* » Cette estime extérieure dont nous sommes cruellement dépouillés, comme on sait, depuis le 21 avril.

Quant à la victoire de la gauche aux élections du 14 octobre 1877, quelques semaines plus tard, elle fut sans nul doute facilitée par le climat créé de la sorte et par la manière dont ses chefs et ses troupes avaient su, en l'occurrence, et s'agissant d'un choix autrement douloureux qu'aujourd'hui, maîtriser leurs réflexes et surmonter leur haut-le-cœur.

ment de la V<sup>e</sup> République. Ironiquement, on peut remarquer que si la présidentielle permettait une triangulaire comme les législatives, Jospin, loin d'être éliminé, serait le mieux placé pour être élu ! J'espère que nos futurs députés auront à cœur de corriger ce grave manque à la démocratie, tel qu'il est inscrit dans nos institutions actuelles.

**Noël Dolez**

Toulouse

### DIRIGEANTS IRRESPONSABLES

Après un tel échec électoral de la gauche, le seul à démissionner, Lionel Jospin, est le moins coupable. Le seul qui fasse preuve de droiture est celui dont la candidature était la seule logique, inattaquable, attendue. Mais lequel de ces responsables irresponsables des autres composantes de la gauche a-t-il démissionné, alors qu'ils devraient tous rentrer sous terre de nous avoir privé de notre candidat ? Certes, il n'y avait rien à attendre des responsables de la gauche extrême. Trop bornés. Mais de

**André Michard**

Paris

# Sauvons la République par Raymond Forni

**J**E ne suis pas né français. Fils d'immigrés italiens, j'ai choisi la France à l'âge de dix-sept ans, j'ai choisi avec fierté la République. Président de l'Assemblée nationale, député du Territoire de Belfort, maire de la commune de Delle, j'ai consacré ma vie à défendre les valeurs de la démocratie. Avec cœur, et avec honneur. C'est pourquoi je respecte les résultats du suffrage universel. Mais c'est aussi pourquoi je veux dénoncer le coup d'Etat légal que prépare aujourd'hui Jean-Marie Le Pen.

La présence du candidat du Front national au second tour de l'élection présidentielle est un terrible avertissement, dont il faudra tirer les enseignements. Républicains de droite comme de gauche, ne cédon pas trop vite à l'angélisme et à la bonne conscience démocratique : nous devons entendre la colère, l'amertume et la déception de tous ceux pour qui l'extrémisme est apparu le 21 avril comme un unique recours. C'est à eux que je souhaite aujourd'hui m'adresser.

Les propositions fascisantes de Jean-Marie Le Pen ne constitueront jamais une réponse à leurs inquiétudes, leurs peurs et leurs difficultés. Elles répondent à une seule ambition et au seul projet politique auxquels M. Le Pen a manifesté un constant attachement : mettre à bas la République et installer en France un régime fondé sur la haine, la violence et le rejet de l'autre.

Le FN emprunte aujourd'hui les habits de la démocratie. Son candidat se veut rassurant et,

che. Selon un scénario d'ores et déjà soigneusement établi, comme l'expose notamment la terrifiante brochure, publiée le 29 janvier, *Cinq référendums pour un quinquennat*, Jean-Marie Le Pen prépare les conditions d'un renversement des institutions républicaines.

La mécanique politique de son entreprise est d'une redoutable efficacité : s'appuyer d'abord sur le thème de l'insécurité pour prédir à notre pays l'anarchie et la guerre civile ; exploiter le climat

de désordres et de troubles à l'ordre public pour exiger des pouvoirs renforcés par un recours systématique et démagogique au référendum ; mener des réformes plébiscitaires pour inscrire le principe de préférence nationale dans la Constitution ; interdire l'avor-

tement ; supprimer l'euro ; rétablir la peine de mort et, surtout, dès 2003, après approbation par référendum, décréter l'état d'urgence.

Que chacun comprenne ce que cela signifie : fermeture de lieux publics, interdiction de réunions, atteinte à la liberté d'expression,

**RAYMOND FORNI** est président de l'Assemblée nationale.

censure de la presse... Libéré de tout contre-pouvoir démocratique, le candidat du FN pourrait alors livrer la France à son pouvoir personnel en toute impunité. Il aura tout loisir d'utiliser les mesures qu'il préconise aujourd'hui : les 150 000 hommes d'une « garde nationale de volontaires » et les 200 000 places de prison supplémentaires (cinq fois plus qu'aujourd'hui) qui seront alors à sa disposition.

Il est de ma responsabilité de président de l'Assemblée nationale, il est de mon devoir de citoyen, de dénoncer les risques et les dangers d'un tel scénario. La tradition républicaine de notre

pays est une force, une richesse, un rempart. La France doit garder bonne mémoire. Nous devons rappeler que les institutions et les procédures parlementaires sont les plus solides expressions de la démocratie : fruits de la souveraineté du peuple, elles garantissent la diversité et l'équité du débat ; elles contrôlent l'action du pouvoir exécutif ; elles votent des lois justes et utiles pour la République et pour chaque citoyen.

Le plébiscite est au contraire une arme dangereuse, une tentative périlleuse. Je n'ai pas besoin d'évoquer certains épisodes douloureux de notre passé. L'histoire nous a malheureusement montré où mènent ces mesures d'exception.

Je suis un homme de gauche. Je suis socialiste. Depuis longtemps, je mène avec ce parti et avec mes camarades le plus beau des combats politiques : celui d'une société plus juste, plus solidaire et plus fraternelle. Pourtant, au nom de la République et de ses idéaux, sans la moindre hésitation, sans le moindre état d'âme, le 5 mai, je voterai contre Jean-Marie Le Pen. Je voterai Jacques Chirac.

## La dernière chance

par Viviane Forrester

**E**TAT d'urgence. Contre Le Pen, il faut voter Chirac. Quelle que puisse être la réticence, ou même la douleur, de voter comme on n'aurait jamais cru devoir le faire, il s'agit bien d'un devoir, il n'y a pas le choix.

Jamais un bulletin de vote n'aura été aussi précieux, aussi utile. Jamais un vote n'aura été aussi grave que ce

**VIVIANE FORRESTER** est écrivain. Elle a obtenu en 1996 le prix Médicis essais pour *L'Horreur économique*.

vote contre Le Pen. Et le seul vote possible contre Le Pen, le seul barrage, c'est le vote Chirac. Non pas pour Chirac mais contre la fin de la République, la fin de toute politique, contre la dictature. De la part de démocrates, de la part de tout citoyen de gauche, s'abstenir, voter blanc ne serait pas seulement irresponsable, ce serait criminel.

Il s'agit de lutter immédiatement, encore une fois d'urgence, contre le pire des fléaux : la fin de la démocratie, le rejet des droits de l'homme. Ici, on ne choisit pas, on n'a plus le droit de « choisir », d'avoir des états d'âme, il n'y a qu'une issue : résister.

Ne l'oublions pas : les Hitler ne peuvent imposer leurs régimes que grâce au peuple, à sa non-opposition. Ensuite, ils savent demeurer par la terreur. Et cela va vite, très vite. Déjà, Le Pen renonce à son masque de prétendue respectabilité. Déjà, il parle de « camps d'enfermement ». Entendez-vous bien ? Des camps. Et des camps d'enfermement. Ces camps-là s'ouvrent à de plus en plus de catégories de gens, à tous ceux dont un régime brutal décide qu'ils sont gênants.

## Contre Le Pen, il faut voter Chirac

Non, il ne s'agit pas de jouer la coquetterie, d'hésiter, de penser : « *Moi, je ne...* ». Ceux qui s'abstiendront le 5 mai de voter ou qui voteront blanc, ceux qui ne voteront pas Chirac, risquent fort, bientôt, de ne plus pouvoir voter.

Nous avons la chance, peut-être la dernière, d'être en République, dans un régime démocratique, et cela représente aujourd'hui la chance, grâce à un vote massif contre Le Pen, c'est-à-dire un vote Chirac, de ne pas changer de régime, de ne pas aller vers un régime où nous n'aurons plus de voix.

Voter Chirac signifie avoir la possibilité de voter contre lui ensuite. Je le répète : ne pas voter ainsi, ne pas voter, voter blanc signifie le risque, le grand risque, de ne plus pouvoir voter bientôt.

## Le retour du politique par Marc Abélès

**A**UJOURD'HUI, le spectacle est dans la rue. Il y a moins de quinze jours, le politique était donné à voir sur le mode d'un spectacle entièrement réglé par les professionnels de la communication. Chaque meeting était soigneusement programmé, on déclinait des thèmes, on se répondait à coups de petites phrases. On s'angoissait sur l'impact négatif que pourrait avoir un mauvais bon mot. Mieux : la campagne a été à ce point parasitée par l'obsession du « communiquer plus, communiquer mieux », qu'on a fini par ne plus vouloir nous intéresser qu'aux coulisses. Pour la première fois, un spectacle politique était doublé d'une sorte de chronique faussement people. Cette luxuriance de petits riens, sur l'Atelier de l'un, le Tapis rouge de l'autre, les épouses, etc., nous était offerte, comme si les organisateurs du spectacle étaient persuadés d'avancer que les gens n'étaient pas concernés par le débat politique.

Depuis des années, les spécialistes ont décrété la fin des passions politiques. La France a changé, disaient-ils, la campagne est trop longue, il faut essayer d'amuser les gens : Guignols, Loft, les modèles ne manquent pas. Les communicants, les entourages ont décrété que la France s'ennuyait, qu'elle n'était plus dans la course. Chez Jospin et Chirac on a fait campagne comme on amuserait la galerie. Avant de passer aux choses sérieuses, au vrai affrontement d'homme à homme. Aujourd'hui les mêmes qui ont conçu ce mauvais divertissement viennent se plaindre des abstentions ou des votes extrêmes : ils vérifieraient,

ce qu'ils avaient postulé dès le début, le désintérêt des Français pour la politique, et qu'ils ont tenté d'exorciser par leurs « plans-com ».

Quand les gens se sont exprimés et ont voté Laguiller ou Le Pen, voilà qu'on nous dit qu'ils ont voté contre la politique. Ils ont exprimé de la mauvaise humeur. C'est ce que les bons esprits appellent du joli nom de « vote protestataire » qu'ils distinguent du « vote d'adhésion ». En d'autres termes, quand les gens ne votent pas ou ne font pas mine d'être sensibles à un débat ultrafabriqué où il s'agit avant tout de marquer l'adversaire, on les suspecte d'être allergiques à la politique. Et lorsqu'ils votent on considère qu'il ne s'agit pas d'un acte politiquement engagé.

## Durant ces dernières années, on a de plus en plus confondu la politique avec la gouvernance

Les discours réduisant le vote d'extrême droite à une simple expression de colère brute, rien de plus, qui prévalent dans les médias, procèdent de la même illusion qui a conduit à considérer qu'il ne se passerait rien d'autre qu'un spectacle au premier tour devant des citoyens plus ou moins blasés.

C'est le contraire qui s'est produit et que viennent confirmer les jours que nous vivons, passé le 21 avril. Plus que jamais, les Français font la politique : sous-estimer cette évidence serait rendre

un service supplémentaire à l'extrême droite. Ce serait aussi ignorer délibérément la crise qui secoue les forces de gauche. Le fait que, spontanément, tous ceux qui rejettent la peste brune s'accordent pour faire du 1<sup>er</sup> mai une grande journée antifasciste est symptomatique. Cette date a une qualité majeure (outre qu'elle se situe évidemment entre les deux tours) : elle marque le retour du symbolique, dimension essentielle de l'action politique.

Oui, le symbolique s'était progressivement évaporé dans ce septennat, battu en brèche par des méthodes qui conduisaient à réduire la représentation politique à son expression la plus pragmatique. Durant ces dernières années, on a de plus en plus confondu la politique avec la gouvernance.

térogénéité des demandes, comme on l'a vu ces derniers mois avec l'afflux des revendications catégorielles et les réponses au cas par cas.

Dans la représentation moderniste de la gouvernance (concept qui nous vient des milieux anglosaxons et qui est devenue l'anti-

**MARC ABÉLÈS** est directeur du Laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations sociales (Laios-CNRS).

ne des milieux dirigeants), on ne cesse de mettre l'accent sur l'idée que la société est complexe. En conséquence de quoi il faudrait se débarrasser de références considérées comme trop chargées symboliquement et inopérantes d'un point de vue analytique. Le problème est que, si la représentation politique abandonne le terrain du symbolique, elle s'autodétruit. Ce qui s'est produit dans la dernière période, c'est une désacralisation accélérée non seulement des grands symboles que manipulaient les élus, mais plus largement de ce qui fait l'essence même de notre système politique : l'élection.

Cette dernière a perdu son aura. La société du spectacle dont nous participons ne cesse, par médias interposés, de nous montrer l'envers du décor et de démythifier l'action politique. Le souci de mettre en parallèle dans la campagne le discours des candidats et leurs attitudes (la jambe de Chirac tressautant quand on évoque les affaires, Mamère s'ennuyant visiblement dans un décor champêtre) est révélateur. Le geste est censé trahir l'ar-

## AU COURRIER DES LECTEURS

### LÉGITIME REVENDICATION

Votre « stylos-trottoirs » à La Courneuve est à la fois vivant et instructif..., mais pourquo évoquer « le racisme ordinaire » de ces gens de la base (*Le Monde* du 26 avril) ? Il faudrait bien plutôt s'étonner de leur modération par rapport à la dégradation de leurs conditions de vie quotidiennes ! En moins d'une génération, les enfants de Thorez et de Duclos ont tout simplement constaté que leurs élus, locaux et nationaux, les avaient laissés progressivement devenir sinon étrangers dans leurs propres cités, tout du moins exposés en première ligne aux conséquences très souvent négatives d'une immigration massive, immigration toujours subie et jamais mise en débat par la classe politique.

Que les politiques aient donc le courage d'avouer qu'ils ne peuvent ou ne veulent stopper cette immigration de plus en plus difficile à intégrer et que les analystes

veillent bien ne pas stigmatiser ceux de nos concitoyens qui en subissent très directement les conséquences négatives et se bornent pourtant à une protestation électorale et silencieuse.

Là où vous semblez voir du racisme – sentiment de supériorité et volonté d'exclusion –, je vois plutôt l'aspiration légitime à (re)trouver un cadre de vie plus sûr et plus amène et, sans doute, moins « cosmopolite ». Cela est-il vraiment illégitime ? Au moins, débattons-en !

**Christian Piérard**  
Courriel

### LE FOND DU DÉBAT

J'ai voté Le Pen, malgré le personnage exécrable et ses propos abjects. Il fallait donner une claque à la classe politique actuelle, (...), à la corruption rampante de tous bords, à la manipulation de la justice, à l'immigration nécessaire mais souvent mal structurée, à l'expansionnisme européen précipité, au système de castes à la française avec des corporations intouchables et à la

délinquance (...). Au lieu de démoniser ce ridicule personnage et dévier ainsi le fond du débat, il faut s'attaquer aux problèmes et donner des solutions concrètes et rapides. Alors seulement tout extrémisme sera mis hors circuit.

**Christophe Schaefer**  
Zurich (Suisse)

### ECOUTEZ-NOUS

J'ai voté Le Pen au premier tour et je voterai Le Pen au second. Pour faire passer un message et enfoncer le clou. (...) J'ai trente-trois ans, le bac, et auparavant, j'ai voté Chirac, puis RPF. On m'a toujours roulé dans la farine. Depuis les élections municipales à Paris, j'ai le sentiment que pour me faire entendre, je n'ai plus d'autre choix que le FN. Peut-être pensez-vous que je suis un facho ou un nazi... Moi j'ai le sentiment d'être cent fois plus républicain et démocrate que tous les types qui gueulent dans la rue et qui ne sont pas venus voter. Pourquoi mépriser les gens comme moi ?

Pourquoi persister à refuser d'écouter ce que l'on a à dire ?

**Bruno Gheerbrant**  
Courriel

### VOTE RÉGIONAL

Il est intéressant de regarder la carte de France des résultats, par département, au premier tour de la présidentielle : on constate des concentrations selon des grandes zones : M. Chirac domine l'Ouest, M. Le Pen l'Est et le Sud, M. Jospin la lisière des Pyrénées et une partie du Centre. Il y a donc une nette régionalisation des comportements électoraux ; ceci va clairement à l'encontre de l'uniformisation que l'on attribue souvent à la mondialisation.

Beaucoup de sociologues et d'économistes affirment que l'information circulant de plus en plus vite et de plus en plus facilement, les comportements tendent à devenir les mêmes partout : on voit que cette affirmation est fautive et que les particularités régionales restent très vivaces.

L'élection présidentielle est à cet égard un excellent test : il s'agit

d'un choix national, à la différence de toutes les autres élections. Il serait intéressant de savoir si ces comportements régionaux se sont amplifiés ou résorbés au cours de ces trente dernières années.

**Bernard Beauzamy**  
Paris

### SAINT-POL ROUX ET EINSTEIN

Ainsi le programme culturel du Front national (si ces mots ont un sens) recommande la lecture de Paul Morand et de Saint-Pol Roux (*Le Monde* du 25 avril). Le premier a tout fait pour mériter ce déshonneur ; mais à propos du second, il faut rappeler qu'il fut victime en 1940 de la soldatesque allemande, et que dès 1933, dans le *Mercur de France* (puis en 1939 aux Editions Desresse), il publia un long poème intitulé *La Supplique du Christ*, dédié à Einstein, pour protester contre le sort des juifs en Allemagne. C'est donc insulter sa mémoire que mettre son nom au service d'idées funestes.

**Gérard Macé**  
Paris

### HISTOIRE BELGE

Pour moi qui ai vécu les premières années de ma vie en Belgique, Le Pen fait irrésistiblement penser à Léon Degrelle, qui mena la même politique dans les années 1930, avec son « rexisme » qui prétendait opposer le pays réel au pays pourri. En 1937, la Belgique s'est trouvée dans la situation de la France aujourd'hui, et tous les partis, y compris ceux de gauche, ont alors soutenu le catholique Paul Van Zeeland qui, grâce à ce ressaisissement de l'opinion, l'emporta contre Degrelle. Mais en 1940, sitôt la Belgique occupée par les Allemands, Degrelle revint et se rangea à leurs côtés, allant jusqu'à créer la sinistre légion Wallonie qui se porta sur le front de l'Est. Degrelle réussit à s'enfuir chez Franco à la fin de la guerre, et il prit la nationalité espagnole. Jusqu'à sa mort, en 1994, Le Pen alla le voir presque chaque année et, dit-on, le consulter... A méditer, mais vite, car, maintenant, chaque heure compte.

**Hubert Nyssen**  
Arles (Bouches-du-Rhône)



Le Monde  
ÉDITORIAL

## De la rue aux urnes

LA MANIFESTATION est une forme, parmi d'autres, de l'engagement politique. Dans une démocratie, elle n'est pas moins légitime que la participation à une élection, la signature d'une pétition ou l'adhésion à un parti. Contre Jean-Marie Le Pen, tous ces moyens sont utilisés, depuis le premier tour du scrutin, par un nombre croissant de Français, en particulier des jeunes, qui condamnent avec force le racisme et la xénophobie, proclament bruyamment leur attachement aux droits de l'homme, défendent ensemble les valeurs de la République.

Avant qu'elle ne se traduise dimanche dans les votes, les cortèges du 1<sup>er</sup> Mai vont être le couronnement de cette mobilisation, à la fois par le nombre de manifestants attendus, le jour même où le Front national organise son traditionnel défilé en l'honneur de Jeanne d'Arc, et par la signification symbolique donnée cette année à la non moins traditionnelle Fête du travail, qui devient aussi celle de la démocratie, bousculée, voire menacée, par la poussée de l'extrême droite.

Il n'y pas de raison d'opposer la rue aux urnes, comme le font plusieurs dirigeants de la droite. « Les manifestations de rue ne servent à rien, sinon peut-être à un peu plus d'agressivité encore de la part du Front national », estimait Alain Juppé dans *Le Monde* du 30 avril en jugeant les manifestants « un peu à côté de la plaque ». Aujourd'hui même, dans nos colonnes, Jean-Pierre Raffarin se dit préoccupé par « l'ampleur des manifestations », les risques de provocations et « l'effet boomerang »

qui pourrait profiter à Jean-Marie Le Pen.

Derrière ces arguments se dissimulent d'autres motivations : les chiraquiens redoutent qu'un Front républicain contre Jean-Marie Le Pen, même s'il ne dit pas son nom, ne conduise à transformer la fonction présidentielle, en obligeant son titulaire à se comporter non comme le chef du parti majoritaire mais comme un arbitre au service de la nation tout entière, droite et gauche mêlées. Or l'événement historique que vit actuellement la France et la crise de la démocratie dont il est l'expression appellent, à tout le moins, une réflexion sur le fonctionnement des institutions. Les manifestations du 1<sup>er</sup> Mai, si elles trouvent dans quelques jours leur traduction électorale, invitent à ce travail.

On objectera aussi que ces jeunes qui défilent dans les rues pratiquent un manichéisme réducteur et qu'ils opposent avec naïveté les bons aux méchants en négligeant la complexité du réel. C'est oublier que toute grande bataille politique efface, pour un temps, au nom des valeurs communes, les nuances entre combattants du même camp. Ceux qui se mobilisent pour la défense de la démocratie ne rejettent pas dans l'enfer du mal les électeurs du Front national en conspuant celui pour qui ils ont voté. Ils disent seulement que sont aujourd'hui en péril quelques-uns des grands principes de la République. Ils entendent proclamer haut et fort ce qui unit la collectivité contre ce qui la divise. Dans la rue et dans les urnes.

### Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.  
Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel  
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

#### Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet  
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin  
Directeur artistique : François Lolichon  
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

#### Rédaction en chef centrale :

Alain Deboue, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

#### Rédaction en chef :

François Bonnet (*International*) ; Anne-Line Roccati (*France*) ; Anne Chemin (*Société*) ; Jean-Louis Andréani (*Régions*) ; Laurent Mauduit (*Entreprises*) ; Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Franck Nouchi (*Culture*) ; Josyane Savigneau (*Le Monde des Livres*) ; Serge Marti (*Le Monde Economie*)

#### Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette  
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg  
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

### RECTIFICATIFS

**JEAN DE GAULLE.** Nous avons cité par erreur, dans *Le Monde* du 27 avril, Jean de Gaulle, député RPR de Paris, petit-fils du général, au nombre des députés européens du Front national. Il s'agit de son frère, Charles de Gaulle.

**JACQUES BLANC.** Contrairement à ce qu'indiquait le surtitre de notre reportage sur la mobilisation des acteurs culturels en Languedoc-Roussillon (*Le Monde* du 30 avril), le président du conseil régional, Jacques Blanc, n'est pas membre de l'UDF. Il a été exclu de cette formation après son alliance avec le Front national en 1998. Il est membre de Démocratie libérale.

**PRÉSIDENTIELLE.** Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle à Sarcelles (Val-d'Oise) publiés dans *Le Monde* du 23 avril étaient erronés. Voici les résultats corrects : I. 23 217 ; A. 35,9 % ; E. 14 575 ; Jospin, 3 639 ; Chirac, 2 207 ; Le Pen, 1 958 ; Madelin, 1 738 ; Taubira, 1 237 ; Bayrou, 729 ; Chevènement, 661 ; Laguiller, 589 ; Mamère, 471 ; Hue, 407 ; Besancenot, 377 ; Mégret, 216 ; Lepage, 147 ; Saint-Josse, 82 ; Boutin, 66 ; Gluckstein, 51.

**LE GRAND DOSSIER.** Dans notre dossier « La France de Jean-Marie Le Pen » (*Le Monde* daté 28-29 avril), le village des Alpes-Maritimes où le leader du FN a recueilli, le 21 avril, 27 voix sur 53 suffrages exprimés, est Roquestéron-Grasse et non Roquesteron.

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gunschbourg  
94852 Ivry cedex



Le Monde  
Président-directeur général : Dominique Alduy  
Directeur général : Stéphane Corte  
21 bis, rue Claude-Bernard - BP218  
75226 PARIS CEDEX 05  
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

BERTRAND POIROT-DELPECH, DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

## Etats d'âme

« JE VOTERAI sans état d'âme. »

A lire la presse, les historiens du futur risquent de se demander si cette façon de voter ne s'est pas ajoutée, entre le 21 avril et le 5 mai 2002, aux bulletins « blancs et nuls ».

Les électeurs accablés par le premier tour de la présidentielle, ceux du moins dont les médias nous offrent les affects en pâte quotidienne, se sont découvert cette sorte de privilège, de suffrage censitaire, consistant à voter avec ou sans restriction mentale, avec ou sans cœur en écharpe.

Il fallait s'y attendre, depuis que l'étalage de l'intime a envahi l'espace et l'esprit publics, à coups de « J'ai le sentiment », « J'ai envie de dire » ; depuis que le divan psychanalytique tient lieu d'agora et l'ego de rationalité.

Comme si un scrutin comptabilisait autre chose que de l'arithmétique ! Les sondeurs ont oublié cette évidence, en chiffrant des émotions masquées, et ils ont négligé la règle scientifique selon laquelle on devrait s'abstenir d'affirmer ce dont on doute. Quant aux orateurs politiques de tous bords, ils font tous mine d'ignorer les chiffres. Jamais les automatismes verbaux ne leur ont autant servi à masquer le creux des propositions. C'est un festival de « problèmes majeurs », de « messages clairs », de « mesures fortes ». Plus que quelques jours à tenir avec la « fin des idéologies », les « dialogues de proximité », les « dans ce pays ». Ah, ces « dans ce pays » ! Comme si nos experts cosmopolites ne faisaient qu'y passer, aurait pu ironiser le chantre de la glèbe...

Jour après jour, le langage des faits reprendra

le dessus. On saura si la présence affichée et consentie, aux meetings du gagnant probable, d'anciens partenaires du perdant annoncé préfigurerait des compromis compromettants. Si les votes « républicains » seront payés de retour lors des législatives, ou si leurs auteurs seront renvoyés à leur néant électoral, avec sécheresse et rancune. A propos de rancune, on attend toujours l'appel du seul ancien président de la République, qui doit passablement agacer la perspective d'un second mandat triomphal pour son ancien « tombeur » de 1981. Ne l'a-t-on pas vu récemment s'en prendre à un second couteau premier-ministère, tel un chasseur rentrant bredouille et passant ses nerfs sur les écureuils du jardin !

Seul ou presque – et son succès du premier tour vient sans doute de là –, le plus vieux cheval de retour de la compétition, étrangement perçu comme un homme neuf du fait de son constant éloignement du pouvoir, s'est offert le luxe d'employer des mots réputés maudits comme « travail », « famille », « patrie », ou « camp » et « train », tragiquement connotés. S'il l'a fait, lui qui maîtrise le vocabulaire comme personne, c'est, hélas, que, par intuition ou au vu d'enquêtes discrètes, il savait ne pas prendre tellement de risques, et susciter d'inavouables élans. Ses maîtres ne lui ont-ils pas appris que les Français avaient la « mémoire courte » !

Le meilleur remède aux perplexités du jour est de feuilleter les auteurs qui nous ont servi de boussole par le passé. Devant le risque que la réciproque du vote républicain ne joue pas aux légis-

latives, nous revient la lettre de Camus demandant la grâce de Brasillach précisément parce que le condamné, disait-il, n'avait pas signé en faveur des résistants. Il fait bon relire le droitier Raymond Aron sauvant, chez son « petit camarade » Sartre près de mourir, un certain « messianisme de l'histoire ». Revivant les amnésies des Roumains de Paris Eliade et Cioran, telles que les analyse magnifiquement Alexandra Laignel-Lavastine (PUF, *Le Monde* du 26 avril), on se prend à redouter que la tentation fascinante n'aille souvent de pair avec la crainte qui régnait à Bucarest dans les années 1930 et qui pourrait bien nous saisir, de ne plus compter dans le concert des nations.

A la veille du 1<sup>er</sup> Mai et de ses défilés, la supériorité avérée des faits sur les mots devrait nous faire redouter que chaque vitrine brisée en queue de cortège ne renforce le plus sécuritaire des candidats, à qui les faits divers du printemps ont déjà si bien profité, et qui s'y entend en provocations. Quant à la haine peureuse de l'étranger, ce pire des « états d'âme » actuels, on regrette que les esprits ouverts à l'immigration n'y aient pas opposé la comparaison historique, aussi sage que morale, de Claude Lévi-Strauss dans *Tristes Tropiques* : « Si une France de 45 millions d'habitants s'ouvrait largement, sur la base de l'égalité des droits, pour admettre 25 millions de citoyens musulmans, même en grande proportion illettrés, elle n'entreprendrait pas une démarche plus audacieuse que celle à quoi l'Amérique dut de ne pas rester une petite province du monde anglo-saxon »...

## Sortie des urnes

PAR GLEN BAXTER



## L'économie, la morale et la République

Suite de la première page

Or les indicateurs macroscopiques du bien-être en donnent une image déformée. Certes le chômage a baissé de 4 points, ce qui est considérable eu égard à la résignation qui s'était emparée des bons esprits sur le sujet, mais relativement faible au regard de la population qui se trouve dans la « pénombre » ou l'anti-chambre du chômage. Sait-on que 10 % de la population active est dans des dispositifs d'emploi aidés, pour la plupart précaires et très faiblement rémunérateurs ? Deux autres pour-cent sont en travail temporaire, et d'autres encore – dont l'importance statistique est difficile à mesurer – occupent des emplois précaires non aidés ou des temps partiels non voulus, etc.

Un rapport du Commissariat général du Plan (« Chômage : le cas français », par Robert Castel, Jean-Paul Fitoussi, Jacques Freyssinet et Henri Guaino) avait tenté de dénombrer ces populations, et le total apparaissait considérable. Si l'on ajoute aux quelques repères statistiques que je viens de donner les 9 % de chômeurs d'aujourd'hui, on perçoit effectivement ce qu'est le cas. Pour près d'un quart de la population active – 25 % ! –, l'emploi fait problè-

me, le présent est fait de difficultés financières, l'avenir est inquiétant.

Dire que la France va mieux – comme en attendent les fortes créations d'emplois des années 1997-2001 – ne signifie pas qu'elle va bien. Elle allait très mal, elle va aujourd'hui tout simplement mal. On a oublié que le retour du printemps fut sélectif et que nombre d'habitants vivaient en d'autres saisons.

La seconde fracture est celle de la banalisation du racisme, y compris sous des formes violentes, ce qui a rendu absolument non crédibles les discours sur l'exigence de sécurité. N'explique pas le crime, disait en substance Victor Hugo, car c'est déjà l'excuser. Sans aller jusque-là, s'il existe un domaine où l'injonction de Victor Hugo doit être prise au pied de la lettre, c'est bien le racisme. Depuis près de dix-huit mois, des actes antisémites sont perpétrés en France sans que les pouvoirs publics leur opposent une réaction à la mesure de leur gravité. Certes, les responsables politiques les ont solennellement condamnés, mais en se référant dans leur propos au refus de l'affrontement intercommunautaire. C'était à la fois leur trouver une explication superficielle et une excuse ancrée dans des événements lointains.

### L'INTERDIT DU RACISME

Comment ne pas comprendre que, par la porte de l'antisémitisme, on laissait s'engouffrer toutes les autres formes de racisme, au grand

bénéfice de Le Pen ? Or l'interdit du racisme devrait, dans nos sociétés, avoir la même force que l'interdit de l'inceste. Une démocratie où le racisme est toléré n'est plus vraiment une démocratie.

Nous avons beaucoup à apprendre de la réaction spontanée et immédiate des jeunes dès que furent connus les résultats des élections, puisque aussi bien nous avons été incapables d'une réaction laïque, forte et rapide à de tels événements. Les pouvoirs publics en portent une lourde responsabilité.

### RÉTABLISSEMENT DE L'AUTORITÉ

La troisième fracture est celle d'une démission devant le problème de l'intégration sociale, presque un renoncement. Depuis plus de vingt-cinq ans, les immigrés, fussen-ils français, sont accusés d'être à l'origine de nombre des maux de la société française, alors même qu'ils portaient plus que les autres le fardeau du chômage.

Comment imaginer que les enfants ne forment pas de ressentiments devant le sort injuste fait à leurs parents ? Et comment demander aux institutions de la République – l'école et la justice – de punir leur révolte avec sévérité lorsque le politique lui-même, par ses discours et ses renoncements, participe au problème ? L'insécurité est ainsi l'histoire d'une longue démission des pouvoirs publics : comment voulez-vous que, ne pouvant répondre aux aspirations légitimes de la société, ils décident par sur-

croît de la punir sans indulgence ? La culpabilisation du politique rend l'autorité molle et son durcissement peu crédible. C'est la dépréciation du futur, la perte de l'avenir qui se trouve à la racine de l'affaiblissement de l'autorité. Le rétablissement de l'autorité – plus que jamais nécessaire – exige que chaque acteur assume ses responsabilités, en premier lieu les gouvernements. Il est essentiel et urgent de mettre fin à l'insécurité, à toutes les formes d'insécurité : l'économique, la morale, et celle créée par la violence.

Le « programme » du candidat de l'extrême droite est-il susceptible de résoudre ces problèmes ? Ce serait confondre les moyens et les fins que de tenter de l'évaluer. Les mesures qu'il propose n'ont aucune cohérence, et la première d'entre elles – le protectionnisme et la sortie de l'Union européenne – suffirait pour plonger la France dans une situation catastrophique. Mais en réalité ces mesures ne sont pas faites pour être appliquées, mais pour accéder au pouvoir. Il ne faut pas être grand historien pour savoir que la stratégie de l'extrême droite est d'abord celle de promesses démagogiques pour conquérir le pouvoir et ensuite, une fois le pouvoir conquis, la violence dans toutes ses dimensions – ce qu'autrefois on appelait, dans les régimes non démocratiques, le rétablissement de l'ordre.

Jean-Paul Fitoussi  
pour *Le Monde*

# INTERNATIONAL

## JUSTICE

Le cas de Diane Pretty a relancé les débats sur l'euthanasie. Condamnée par une maladie neuro-dégénérative, cette Britannique demandait à la Cour européenne des **DROITS DE L'HOMME** que son mari puisse

l'aider à mettre fin à ses jours. Ce **SUICIDE ASSISTÉ** ou euthanasie active est considéré comme un crime en Grande-Bretagne, passible d'une peine de quatorze ans de prison. La Cour de Strasbourg a refusé de

légitimer un tel acte, estimant qu'il est impossible d'« obliger un Etat à cautionner des actes visant à interrompre la vie ». L'**EUTHANASIE** passive, par interruption de soins, est en revanche admise par les légis-

lations de plusieurs pays européens. Une autre Britannique est ainsi décédée, lundi 29 avril, après qu'un jugement a autorisé les médecins à débrancher l'**APPAREIL RESPIRATOIRE** qui la maintenait en vie.

## La Cour de Strasbourg refuse d'inscrire un « droit à mourir »

Condamnée par sa maladie, la Britannique Diane Pretty demandait à ce que son mari puisse l'aider à mourir dignement. La Cour européenne des droits de l'homme n'a pas voulu légitimer cette euthanasie active, ou suicide assisté

### BRUXELLES

de notre bureau européen

Brian Pretty ne pourra pas aider sa femme, Diane, à se suicider sans encourir de poursuites pénales. La Cour européenne des droits de l'homme a refusé de légitimer cette euthanasie dite active, parce qu'elle impliquerait un acte ou l'administration de substances entraînant la mort, dans un premier arrêt consacré à cette question éthique, lundi 29 avril. Cette cour, qui siège à Strasbourg, avait été saisie en décembre 2001 par Diane Pretty, une Anglaise de 44 ans atteinte d'une maladie dégénérative du système nerveux, et certaine de mourir bientôt dans une douloureuse agonie.

M<sup>me</sup> Pretty, qui est nourrie par un tube, et clouée dans un fauteuil roulant, ne peut plus parler. Mais ses facultés intellectuelles sont intactes, et elle communique au moyen d'un petit ordinateur portable. Elle dit qu'elle veut « choisir le moment de sa mort », pour éviter « la douleur et la perte de dignité » qui accompagneront ses derniers instants.

Ce désir d'une « mort digne » requiert un suicide assisté, l'état physique de M<sup>me</sup> Pretty ne lui permettant pas de mettre elle-même fin à ses jours. Elle demande que son mari, Brian, puisse l'y aider, sans

encourir la peine de prison de quatorze ans prévue au Royaume-Uni, où le suicide assisté est un crime. La Chambre des Lords, juridiction suprême, a refusé de garantir cette immunité à M. Pretty.

Le cas de Diane Pretty diffère de celui de M<sup>me</sup> B., autre Anglaise elle aussi totalement paralysée, à la suite de la rupture d'un vaisseau sanguin dans le cou, et elle aussi consciente. Elle ne survivait que grâce à l'assistance d'un respirateur artificiel et demandait que ce système soit débranché. La Haute Cour a accepté, le 22 mars, qu'un médecin procède à cette « abstention thérapeutique » ou suspension de soins qui caractérise l'euthanasie passive. M<sup>me</sup> B. s'est éteinte lundi, le jour même où la Cour de Strasbourg rendait son verdict négatif concernant le suicide assisté de Diane Pretty.

### DÉCISION À L'UNANIMITÉ

Les avocats de M<sup>me</sup> Pretty espéraient que la Cour, qui est la gardienne de la Convention européenne des droits de l'homme dans les quarante et un pays qui l'ont ratifiée, constaterait que le Royaume-Uni avait violé plusieurs de ses dispositions. C'est pourtant à l'unanimité que les sept juges appelés à statuer l'ont rejetée. Ces juges étaient

finlandais, britannique, suédois, polonais, luxembourgeois, andorran et moldave.

Les juges ont estimé que leurs collègues anglais n'avaient pas violé l'article 2 de la convention, qui prévoit que « le droit de toute personne à la vie est protégé par la loi ». Les défenseurs de M<sup>me</sup> Pretty affirmaient que cet article, dans la mesure où il « con-

sacre le droit à la vie, et non la vie elle-même », garantit « le droit de choisir de continuer ou de cesser de vivre », et reconnaît « comme corollaire du droit à la vie un droit à mourir de façon à éviter une souffrance et une indignité inéluctables ». La Cour, au contraire, considère que l'obligation positive de protéger la vie « ne saurait, sans distorsion de langage, être

interprétée comme conférant un droit diamétralement opposé, à savoir un droit à mourir ».

Pour les mêmes raisons, les juges considèrent que le Royaume-Uni n'a pas violé l'article 3 de la convention, qui interdit les traitements inhumains ou dégradants. « La Cour ne peut qu'éprouver de la sympathie pour la crainte de la requérante de devoir affronter une mort pénible si on ne lui donne pas la possibilité de mettre fin à ses jours », affirment-ils. Ils ajoutent toutefois qu'il n'est pas possible d'« obliger un Etat à cautionner des actes visant à interrompre la vie ».

La Cour admet que M<sup>me</sup> Pretty est victime d'une discrimination, dans la mesure où elle n'a pas le droit de se suicider, ce qui serait permis si elle était valide. Elle considère toutefois que « tenter d'inscrire dans la loi une exception pour les personnes jugées ne pas être à même de se suicider ébranlerait sérieusement la pro-

tection de la vie (...) et augmenterait de manière significative le risque d'abus ».

Des juristes évaluent diversement cet arrêt : pour certains, « la Cour fait preuve de prudence, parce qu'elle craint de valider un processus sans avoir prévu de garde-fous ». Elle « se contente de photographier le droit existant dans les différents pays et renvoie implicitement aux législateurs nationaux le soin de changer les lois ». C'est ce qu'elle a fait récemment dans une autre affaire, qui concernait cette fois l'adoption des enfants par des homosexuels.

A Londres, M<sup>me</sup> Pretty a fait part de son immense déception : « La loi m'a ôté tous mes droits », a-t-elle déclaré au moyen d'un synthétiseur vocal. Son mari a appelé à la signature, via Internet, d'une pétition réclamant la révision de la loi anglaise sur l'euthanasie.

Rafaële Rivais

## En Italie, la condamnation puis l'acquiescement d'un homme relance le débat

### ROME

de notre correspondante

Une récente décision de justice a relancé le débat sur l'euthanasie en Italie. Mercredi 24 avril, la cour d'appel de Milan a en effet acquitté, pour insuffisance de preuves, Ezio Forzatti, un ingénieur de 51 ans accusé d'avoir débranché l'appareil respiratoire de sa femme, dans le coma à l'hôpital de Monza (près de Milan) après un accident cérébral en juin 1998. L'homme avait été condamné en première instance à six ans et demi de prison. En appel, il a hérité d'une peine d'emprisonnement avec sursis, mais seulement pour port d'arme d'illégal et violence : il avait fait irruption dans l'établissement et menacé le personnel d'un pistolet afin de pouvoir réaliser son geste.

### « TESTAMENT BIOLOGIQUE »

Girolamo Sirchia, ministre de la santé et médecin, a exprimé, dans la presse, « une certaine perplexité » devant cette décision de la cour. « L'euthanasie est interdite chez nous (...). Le principe de la vie ne se discute pas. » Mais il a avancé

l'idée d'un « testament biologique », du genre de celui que l'on fait en matière de don d'organes, permettant de refuser « les soins disproportionnés, ceux qui, compte tenu du stade de la maladie, n'apportent plus aucun bénéfice au patient ». C'est exactement la raison invoquée par Ezio Forzatti, qui a également fait état des discussions de principe qu'il avait eues avant l'accident avec son épouse, une enseignante de 46 ans.

Le précédent ministre de la Santé, Umberto Veronesi, lui aussi médecin, mais laïque et de gauche contrairement à M. Sirchia, a salué le jugement de Milan, « historique et courageux ». Mais celui-ci divise l'opinion et les médias. Quand l'euthanasie avait été acceptée par les Pays-Bas, l'Église catholique avait aussitôt condamné, rappelant son dogme selon lequel tant qu'on enregistre un minimum d'activité cérébrale, la personne n'est pas morte. Et la réanimation, dans ces conditions, est une obligation thérapeutique.

Danielle Rouard

## Union européenne : des législations différentes

- **En France, l'euthanasie tant active que passive demeure interdite** et est qualifiée par le code pénal d'« homicide involontaire ».
- **Les Pays-Bas sont, depuis avril 2001, le premier Etat au monde à avoir adopté une législation libéralisant l'euthanasie.** Les médecins néerlandais peuvent interrompre la vie d'un patient à la demande de celui-ci, ou l'aider à se suicider, à condition de respecter des critères fixés par la loi et de signaler la mort à une commission de contrôle. Le médecin n'est pas obligé de céder à la demande du patient. Les mineurs de 12 à 16 ans peuvent réclamer l'euthanasie et leurs parents décident. A partir de 16 ans, le jeune décide, après concertation avec ses parents. Les deux tiers des demandes d'euthanasie ne seraient pas satisfaites aux Pays-Bas. Dans la pratique, les non-résidents ne peuvent réclamer l'euthanasie, la loi prévoyant l'obligation d'une « relation de confiance » entre le patient et son médecin traitant aux Pays-Bas.

- **Avant la loi, on estimait à 3 600 le nombre annuel de cas d'euthanasie dans le pays.**
- **La Belgique devrait lever prochainement l'interdit pénal** et adopter une loi censée réduire « une situation de semi-clandestinité ». Le texte prévoit l'instauration d'une commission de contrôle. La demande d'un patient devra être transmise à un deuxième médecin, à l'équipe soignante et aux proches. Une personne pourra faire une déclaration précisant qu'elle réclame l'euthanasie pour le cas où elle perdrait ses facultés mentales.
- **Grande-Bretagne : l'euthanasie active et l'aide au suicide** sont assimilées au meurtre.
- **Allemagne : le sujet est tabou** depuis l'époque du nazisme. L'ordre des médecins a toutefois défini des critères pour l'accompagnement des personnes en fin de vie.
- **Danemark : le pays débat de l'acharnement thérapeutique** et interdit déjà à un médecin de soigner un patient contre son gré.
- **Suisse : la législation distinguant entre l'euthanasie, qui est interdite, et le suicide assisté qui est lui admis.**

**L'ÉPARGNE SALARIALE**

CAFÉ COURT INSTANTANÉ SUCRÉ

CAFÉ LONG INSTANTANÉ SUCRÉ

CAFÉ AU LAIT INSTANTANÉ SUCRÉ

CAPPUCCINO (CAFÉ INSTANTANÉ + CACAO + LAIT) SUCRÉ

CAFÉ INSTANTANÉ DÉCAFÉINÉ COURT SUCRÉ

**LABEL SOCIALEMENT RESPONSABLE**

Le 9 avril 2002, le Comité Intersyndical de l'Épargne Salariale a décerné son label à la gestion socialement responsable de Crédit Lyonnais Asset Management.

## L'épargne salariale, un bon stimulant pour l'entreprise.

Les membres du Comité Intersyndical de l'Épargne Salariale ont attribué leur label socialement responsable à la gestion responsable de Crédit Lyonnais Asset Management. Ce label est un gage de confiance et de transparence pour les investisseurs. Avec le groupe Crédit Lyonnais, les salariés bénéficient d'une gestion de leur épargne salariale totale de 100 000 milliards de francs. Pour plus d'informations, contactez le 01 42 45 65 01 ou le médiateur salarié au 01 42 45 65 02.



**CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT**

# Israël adopte des mesures d'austérité pour faire face au coût de la guerre

L'offensive contre l'Autorité palestinienne pèse sur l'économie. La monnaie nationale, le shekel, continue de se déprécier par rapport au dollar, et des coupes budgétaires sévères sont en préparation. Après la récession de 2001, les perspectives d'une reprise s'éloignent

## JÉRUSALEM

de notre correspondant

La cote de confiance du premier ministre israélien est remontée en flèche avec l'opération « Mur de protection ». Mais pas celle du shekel, qui continue de s'effriter par rapport à la monnaie de référence en Israël : le dollar. Depuis plusieurs semaines, le cours de la monnaie israélienne plonge. Lundi 29 avril, il fallait presque 5 shekels pour obtenir 1 dollar, au lieu de 4,5 au début de l'année. L'annonce, le matin même, de l'adoption par le gouvernement de mesures d'austérité pour tenter de limiter le déficit budgétaire n'a pas convaincu : l'économie israélienne continue de susciter les doutes. L'agence de notation Standard & Poor's a d'ailleurs revu récemment à la baisse sa notation pour Israël.

Car la guerre a un coût. Avant même le lancement de la plus grande opération en Cisjordanie depuis la guerre de 1967, le premier ministre, Ariel Sharon, avait indiqué, en mars, que le budget de la défense pourrait enfler de 2 milliards de shekels (environ 500 millions d'euros)

pour l'année 2002. Après avoir envisagé un impôt de guerre, le ministre des finances, Silvan Shalom, a présenté, le 25 avril, un train de mesures visant à réduire un déficit qui gonfle sous l'effet conjugué de dépenses militaires supplémentaires, de la désorganisation de l'économie provoquée par le rappel de 30 000 réservistes à la fin du mois de mars et en raison de moindres rentrées fiscales.

## BAISSE DES RECETTES

Le marasme économique qu'entretient la situation incertaine est en effet à l'origine d'une baisse drastique des recettes, inférieures de plus de 7 milliards de shekels (environ 1,7 milliard d'euros) par rapport aux prévisions.

Dans ces conditions, le déficit budgétaire pourrait doubler (6 % du PIB, au lieu de 3 % dans le projet de budget pour 2002). La banque centrale israélienne a estimé que ce déficit pourrait se situer entre 8 et 11 milliards de shekels (entre 2 et 2,5 milliards d'euros environ) pour 2002.

Les modifications déjà apportées



Parachutiste israélien en patrouille dans une rue de Naplouse pendant l'opération « Mur de protection ». Le coût de l'offensive lancée par Tsahal en Cisjordanie, la plus importante depuis 1967, pourrait entraîner un doublement du déficit budgétaire prévu pour 2002.

CHRISTOPHER ANDERSON/VII

au plan du ministre témoignent de la difficulté de la tâche. M. Shalom a ainsi dû réduire ses prétentions en matière de réduction des allocations pour les familles ne comptant pas d'enfants dans Tsahal. Cette mesure, qui allait toucher principa-

lement les familles arabes israéliennes et celles des juifs orthodoxes – qui ne servent pas dans l'armée pour des raisons différentes – a fait les frais des feux croisés des travaillistes et du parti Shass, porte-parole des juifs sépharades. De

même, il a dû renoncer au gel autoritaire des salaires pour les deux années 2002 et 2003 devant les menaces de grève générale agitées par la centrale syndicale Histadrout. Tout d'abord épargnées, les aides fiscales dont bénéficient les

villes de développement israéliennes, mais aussi les colonies de Gaza et de Cisjordanie, devraient également être revues à la baisse. Ont été en revanche maintenues les hausses de la TVA, du prix des cigarettes et du fioul, ainsi que le projet d'une imposition sur les revenus du capital, de même que des coupes budgétaires dans la plupart des ministères.

## FÉROCES MARCHANDAGES

Le passage devant la Knesset devrait donner lieu à de féroces marchandages et risque d'atténuer la portée de ce plan d'austérité. Le gouverneur de la banque d'Israël, David Klein, a déjà vivement critiqué la résignation du gouvernement de laisser filer le déficit qui devrait, selon lui, entraîner une hausse des taux d'intérêts. Il a également estimé que les taxes supplémentaires que M. Shalom se propose de faire adopter pénaliseraient l'économie et repousseraient les perspectives d'une reprise, après la récession historique de 2001.

G. P.

## Shahnaz, « tuée » puis sauvée par des soldats de Tsahal

### NAPLOUSE

de notre envoyé spécial

Shahnaz Shatara cligne lentement des paupières. « Ils m'ont tuée, ils m'ont sauvée... » Si, finalement, personne n'a perdu la vie dans cette aventure, l'armée israélienne a bien failli décimer, sans raison, une famille palestinienne vivant dans le camp de réfugiés d'Askara, près de Naplouse. Shahnaz ne sait pas pourquoi les soldats de Tsahal ont agi ainsi : « Ils tirent partout ! » Elle sait en revanche que certains de leurs officiers et camarades lui ont sauvé la vie : « Ils étaient si gentils... » Elle ne comprend rien à cette guerre : « Nous sommes entre les mains de Dieu... » Elle caresse les cheveux d'Ala, son fils, silencieux.

C'était un mercredi, vers 10 h 30, il y a trois semaines, peu après le lancement de l'opération israélienne « Mur de protection ». « Il y a eu des tirs contre la maison. J'ai entendu des balles traverser des fenêtres, raconte Samer, l'époux de Shahnaz. J'ai vu des traces rouges sur le sol, puis mon fils Ala, âgé de 4 ans, qui crachait du sang. Il avait reçu une balle dans la poitrine. » Shahnaz croit qu'Ala est touché à cœur et panique. Elle veut aller chercher du secours, ouvre la porte de la maison. Une nouvelle salve est tirée et Shahnaz reçoit une balle dans la hanche. Elle hurle, d'autant plus qu'elle est enceinte de six mois et pense que le foetus est atteint.

### « ILS ÉTAIENT TRÈS GENTILS »

« Mon frère a crié aux soldats qu'une femme enceinte et un enfant étaient blessés. D'abord, ils ont tiré sur lui, puis ils ont écouté, poursuit Samer. Ils sont venus chercher nos blessés et les ont emmenés jusqu'à leur position, en face de notre maison. Un soldat, furieux, a jeté son arme au sol et enlevé sa veste de treillis ; il hurlait à ses camarades qu'il avait honte d'appartenir à une armée capable de se conduire ainsi. » Un officier arrive. Shahnaz et Ala sont emmenés à l'hôpital militaire de Hawara. « Un médecin militaire parlait arabe, raconte Shahnaz. Il m'a annoncé que mon fils et moi devions être opérés en urgence, et que nous allions être transférés. Un hélicoptère a été

mobilisé ! Les soldats étaient très gentils. A Tel-Aviv, j'ai été soignée comme une Israélienne, par des gens qui n'arrêtaient pas de s'excuser. Ils semblaient très surpris. Ils pensaient que leur armée arrête des "terroristes", car c'est ce que disent leurs médias, et non qu'elle tire sur les femmes et les enfants. »

Quand Shahnaz évoque des soldats « gentils », le salon des Shatara s'anime. « Non ! s'exclament en chœur frères et sœurs. Les soldats d'Israël, c'est tous la même merde ! Des tueurs ! » « Ce n'est pas vrai, rétorque calmement Shahnaz. Un soldat me caressait le front dans l'hélicoptère pour me reconforter, et m'a appris qu'Ala n'était blessé qu'à l'épaule, et non au cœur. » A Tel-Aviv, les opérations chirurgicales sont un succès, mais les médecins doivent provoquer l'accouchement prématuré du bébé de Shahnaz. Il pèse 1 kilo et a des problèmes cardiaques. Sa survie n'est pas assurée.

### « JE VEUX GARDER ESPOIR »

Ala retrouve goût à la vie depuis son retour à Naplouse. Pour lui, qui n'a connu que les territoires palestiniens, qui ne connaît d'Israël que le fracas des chenilles des chars et les cris des soldats, le séjour à Tel-Aviv a été synonyme de cauchemar. Il hurle en apercevant le drapeau israélien flottant au vent. Il pleure dès qu'une infirmière lui parle en hébreu. « Dans l'ambulance, sur le chemin du retour, il se cachait sous mon brancard, dit Shahnaz. Il entendait des conversations en hébreu et criait : "Maman, ils vont nous tuer ! Ils vont nous tuer ! Ils ne nous ramèneront pas chez papa !" Il ne s'est apaisé qu'une fois arrivé à la maison. »

Shahnaz ne s'est pas étonnée que Tsahal tire sur des civils, mais elle s'est montrée surprise d'avoir pu être sauvée grâce à des moyens militaires et sanitaires aussi importants. Ala a en revanche découvert le diable, celui qui désormais revient hanter ses nuits. « Je veux garder espoir en l'avenir, dit Shahnaz. Pour mes enfants. Inch'Allah ! »

Rémy Ourdan

## Ariel Sharon formule de nouvelles exigences à propos de la mission d'information de l'ONU à Jénine

### NEW YORK (Nations unies) et JÉRUSALEM

de nos correspondants

Aux Nations unies, personne ne croyait plus, lundi soir 29 avril, à l'envoi de la mission d'information de l'ONU à Jénine. Et désormais, personne n'accepte plus la responsabilité de sa création. Après un troisième report, cette mission, dirigée par l'ancien président finlandais Martti Ahtisaari, censée faire la lumière sur l'intervention des forces armées israéliennes dans ce camp, attend depuis dix jours le feu vert du gouvernement israélien qui « ne l'acceptera probablement pas » mais qui, tout aussi probablement, « ne la refusera pas non plus. »

Face à l'intransigeance d'Israël qui a avancé, lundi soir, de nouvelles exigences pour éviter au maximum que le travail de cette commission puisse le mettre en difficulté, le Conseil de sécurité se trouve dans une impasse et plusieurs de ses membres, en particulier les Etats-Unis, commencent déjà à prendre leurs distances vis-à-vis de la mission : « C'est une affaire entre le secrétaire général, Kofi Annan, et le gouvernement israélien », disent désormais les Américains. Les autres pays membres ne sont guère plus courageux : « L'initiative de cette mission vient de Kofi Annan, disent-ils : le Conseil n'a fait qu'endosser son idée. »

Cette version des faits soulève une question : si l'initiative est onu-

sienne et qu'elle est dangereuse, pourquoi Israël et les Etats-Unis l'ont-ils acceptée ? « Ils se sont trompés », répond un diplomate américain sous couvert d'anonymat. Il ajoute : « Et d'ailleurs, on les comprend ; quel gouvernement au monde accepterait une "enquête" internationale de l'action de son armée dans une guerre qu'il estime légitime ? » Selon cette source, après avoir accepté « le principe » de la mission de l'ONU, le gouvernement israélien s'est trouvé face à de « nombreuses interrogations » de ses conseillers juridiques sur, notamment, le risque de poursuites pénales. Pour sa part, le secrétariat de l'ONU réfute cette version de la réalité en faisant remarquer que le Conseil de sécurité a endossé, dans une résolution « adoptée à l'unanimité », l'envoi de la mission et doit donc « prendre la responsabilité de l'envoyer ».

### NÉGOCIATIONS GELÉES À BETHLÉEM

La mission d'information de l'ONU se trouve ainsi orpheline. Lundi soir, alors qu'il attendait toujours la décision du gouvernement israélien, Kofi Annan avait le choix entre : soit abandonner la mission, ce qui serait « suicidaire » ; l'envoyer sans l'accord du gouvernement israélien, ce qui semble « impensable », ou bien alors demander au Conseil de sécurité de se prononcer à nouveau sur ce qui serait « l'ex-mission d'information de l'ONU à Jénine », comme on ironi-

sait, lundi, à New York. Sur le terrain, l'attention se porte toujours sur Ramallah et les modalités qui devraient permettre la levée du siège imposé, depuis le 29 mars, au quartier général du chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. La levée de ce siège pourrait intervenir dans les quarante-huit heures, selon le ministre palestinien de l'information, Yasser Abed Rabbo. Il faut attendre que se concrétise le transfert, sans doute à Jéricho, des six activistes palestiniens réclamés par Israël et qui seront placés sous la garde de Britanniques et d'Américains.

Par ailleurs, alors que la réoccupation de la ville autonome de Hébron se poursuivait, mardi matin, les négociations sur la levée du siège de la basilique de la Nativité, à Bethléem, étaient au point mort. Les Palestiniens ont décidé, lundi, de les geler pour protester contre les tirs israéliens continus qui ont entraîné la mort d'un Palestinien, lundi, et contre le refus d'Israël d'autoriser le ravitaillement du lieu saint privé de vivres.

Le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, a estimé, lundi, qu'une solution rapide serait trouvée tant pour Ramallah que pour Bethléem. « Cela va se résoudre dans un avenir proche », a-t-il affirmé.

Afsané Bassir Pour et Gilles Paris

## Les Pakistanais appelés aux urnes pour plébisciter le général-président Moucharraf

Le chef de l'Etat, parvenu au pouvoir par un putsch en 1999, entend rester aux commandes du « pays des Purs » pour les cinq prochaines années

### ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale

Le général-président en grand uniforme, en treillis camouflé avec une guirlande de fleurs autour du cou, en turban baloutche, en shirvani (costume national) sombre aux côtés du fondateur du Pakistan, Mohammad Ali Jinnah, en costume-cravate, en grand, en petit... les Pakistanais ne risquent pas d'oublier leur président, qui les a appelés aux urnes, mardi 30 avril, pour répondre par « oui » ou par « non » à une longue question : « Pour la survie du système de gouvernements locaux ; la restauration de la démocratie ; la continuité et la stabilité des réformes ; l'éradication de l'extrémisme et du sectarisme, désirez-vous élire le président-général Pervez Moucharraf comme président du Pakistan pour les cinq prochaines années ? » Pour éviter toute ambiguïté, les bulletins de vote comportent deux cercles, un vert (couleur de l'islam) déjà coché qui signifie « oui », et un autre, laissé en blanc et marqué d'une croix, pour le « non ». Les électeurs doivent apposer un tampon sur le cercle de leur choix.

Rien n'a été négligé pour faire

un succès de ce référendum, annoncé il y a moins d'un mois par le général Pervez Moucharraf. Mobilisé en force, l'appareil d'Etat a fonctionné à plein régime. Les fonctionnaires ont été dûment priés de participer à des marches de soutien ; les militaires en civil ont assuré la claque dans les meetings, autorisés pour le seul président. Les hommes d'affaires ont rivalisé pour afficher leur soutien. Il est vrai que beaucoup ont des vieilles taxes impayées à se faire pardonner et qu'ils avaient été avertis que les dossiers pouvaient ressortir des tiroirs en cas de besoin.

Pour assurer une participation maximale de plus de 60 millions d'électeurs, plus de 90 000 bureaux de vote, dont certains mobiles, ont été déployés à travers le pays. La consultation se déroule sans liste électorale, et tout Pakistanais âgé de plus de 18 ans peut déposer son bulletin de vote où bon lui semble, puisque le pays est une circonscription électorale unique. Théoriquement, une marque d'encre indélébile devrait empêcher tout vote multiple, mais, expérience faite, rien n'est plus facile que de se rendre successivement dans plusieurs

bureaux de vote. Ouvert à 9 heures locales et jusqu'à 19 heures, le scrutin ne mobilisait pas les foules, mardi matin, à Islamabad, la capitale, et explique peut-être la chaleureuse réception de tout électeur potentiel, se fût-il déjà prononcé à plusieurs reprises. A quelques heures du scrutin, lundi soir, le général Moucharraf avait pourtant, dans un discours radio-télévisé, appelé une nouvelle fois les Pakistanais à voter massivement en sa faveur.

En cherchant à légitimer et pérenniser pour cinq ans de plus la place de président qu'il s'est octroyée en octobre 2001, après avoir renvoyé sans plus de formes le président Rafiq Tarar, le général Moucharraf a paradoxalement semé le doute chez les Pakistanais et réussi à unir contre lui une opposition politique jusque-là dispersée. « Il était accepté par le peuple, qui, majoritairement, soutient sa politique. Pourquoi s'est-il engagé dans ce simulacre de démocratie, cette farce qui rappelle les années noires [du dictateur] Zia Ul-Haq ? », commente un intellectuel qui veut garder l'anonymat. En 1984, Zia Ul-Haq avait organisé un référendum pour légitimer son

pouvoir absolu. On ne peut aujourd'hui comparer la dictature de Zia Ul-Haq à celle de M. Moucharraf, qui, tout en muselant toute opposition, laisse une assez grande liberté à la presse, malgré des tentatives d'intimidation musclées, et à la société civile en général. Mais il est certain que le précédent est dans tous les esprits. « La différence

« Il était accepté par le peuple. Pourquoi s'est-il engagé dans cette farce, ce simulacre de démocratie ? »

entre Zia et Moucharraf est plus de forme que de substance », affirme Afrasayab Khattak, président de la Commission indépendante des droits de l'homme, qui ajoute : « Comme l'ancien dictateur militaire Zia Ul-Haq, Moucharraf veut perpétuer son régime constitu-

tionnel et monopoliser le pouvoir. » Les grands partis d'opposition, qui ont tous perdu en appel devant la Cour suprême – celle-ci a jugé « valide » le recours au référendum –, ont appelé au boycottage du scrutin et ont d'ores et déjà dénoncé les irrégularités qui entourent son déroulement.

Au-delà de ce référendum, dont le résultat positif pour le général est acquis d'avance, c'est le futur des institutions politiques qui se joue. Il est clair que ce scrutin n'est qu'un premier pas pour la réforme des structures politiques que le général veut mettre en place. « Un ensemble d'amendements constitutionnels sera introduit avant les élections générales [en octobre] et un débat public sera ouvert », a-t-il affirmé, lundi.

La Cour suprême avait donné trois ans au général, qui a renversé le premier ministre élu, Nawaz Sharif, en octobre 1999, pour rétablir la démocratie : les élections d'octobre vont aboutir au rétablissement de l'Assemblée fédérale et des Assemblées provinciales. Auparavant, le général veut réformer la Constitution pour redonner des pouvoirs exécutifs au président

face au premier ministre et institutionnaliser un rôle pour l'armée dans les affaires publiques.

La victoire qui attend le président Moucharraf pourrait toutefois marquer le début des problèmes internes pour lui, tant la décision d'organiser ce référendum comme la campagne à laquelle il a donné lieu n'ont pas fait l'unanimité au sein même de ses proches. Certains militaires de haut rang s'inquiètent de la personnalisation du pouvoir, tout comme de l'engagement de plus en plus grand de l'armée dans l'administration quotidienne du pays.

En voulant d'autre part devenir un leader populiste, en promettant à chacun ce qu'il voulait, le général a écorné son image d'homme intègre, seulement préoccupé de l'intérêt du Pakistan. Les millions de dollars dépensés pour l'organisation de cette consultation sont regardés avec suspicion par les Pakistanais, qui attendent toujours du gouvernement militaire une quelconque amélioration de leur vie quotidienne, la seule chose qui aujourd'hui les intéresse.

Françoise Chipaux

## Les Etats-Unis se présentent en nouvel allié du Maroc sur la question du Sahara occidental

La diplomatie américaine tente d'imposer au Conseil de sécurité des Nations unies les vues de Rabat en faveur d'une « autonomie » du territoire dans le cadre institutionnel du royaume

LE MAROC compte un allié supplémentaire de poids dans sa quête pour faire reconnaître la « marocanité » du Sahara occidental par la communauté internationale. Les Etats-Unis ont en effet pris fait et cause en faveur de Rabat à l'issue de la visite que vient d'effectuer le roi Mohammed VI à Washington. Aux Nations unies, Washington défend désormais l'idée, préconisée par Rabat, d'une « autonomie » octroyée à l'ancienne colonie espagnole, mais dans le cadre du royaume du Maroc.

Ce projet de règlement pour un conflit vieux de plus d'un quart de siècle est aux antipodes de celui jusqu'ici privilégié par les Nations unies. Au nom du principe d'autodétermination, l'ONU a privilégié l'organisation d'un vote au Sahara occidental pour que les Sahraouis – moins d'un demi-million de personnes dont près de la moitié réfugiés en Algérie – choisissent librement

entre l'indépendance, prônée par le Front Polisario, ou le rattachement pur et simple au Maroc. Mais des années de querelles sur la composition du corps électoral ont empêché la tenue de la consultation.

Pour sortir de l'impasse, le représentant personnel du secrétaire général de l'ONU, l'ancien secrétaire d'Etat James Baker, avait proposé en juin 2001 un accord-cadre original dans la mesure où il octroyait une autonomie relative au Sahara occidental avant qu'un référendum ne vienne décider du sort définitif de ce désert vaste comme la moitié de la France, riche en ressources halieutiques, en phosphates et, peut-être, en pétrole. Les modalités du vote laissaient peu de chances aux indépendantistes de l'emporter.

C'est ce schéma que les Etats-Unis s'efforcent désormais de faire prévaloir à l'ONU. Depuis une semaine, les diplomates américains



ont tenté de rallier à leurs thèses une majorité au sein du Conseil de sécurité. Ils savaient pouvoir compter sur l'appui de la France, laquelle n'a jamais marchandé son soutien à Rabat, et de la Grande-Bretagne.

Pour autant, l'offensive américaine ne semble pas devoir aboutir. Prenant acte du rapport des forces au sein du Conseil de sécurité, Washington a retiré in extremis, lundi 29 avril, son projet de résolution pour imposer l'accord-cadre. Les Etats-Unis devraient se contenter, mardi, de plaider à l'ONU pour que le mandat de la mission des Nations unies déployée au Sahara occidental (Minurso) ne soit pas prolongé au-delà de trois semaines, un délai volontairement court pour permettre à la diplomatie américaine de revenir à la charge. A l'inverse, la Russie présentera une résolution en faveur d'une prou-

gation de six mois du mandat de la Minurso. De l'avis des diplomates, le conseil devrait couper la poire en deux.

### SOUTIEN DE L'ALGERIE

Si les Etats-Unis avaient réussi à obtenir du Conseil de sécurité qu'il soutienne l'accord-cadre, le Front Polisario, partisan de l'indépendance du territoire, avait indiqué qu'il demanderait le retrait des troupes de l'ONU du Sahara occidental, ce qui laissait planer la menace d'une reprise des hostilités entre le Maroc et le mouvement indépendantiste, alors qu'un cessez-le-feu existe depuis 1991.

L'échec – peut-être provisoire – de Washington prouve que le Front Polisario est loin d'être isolé sur la scène internationale. L'Espagne, ancienne puissance coloniale, continue à défendre le projet du référendum d'autodétermination sous l'égide de l'ONU. Attendu aux Etats-Unis début mai, le chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, devrait évoquer le sujet avec le président Bush.

Surtout, le Polisario peut compter sur le soutien de l'Algérie, ménagée par Washington en raison de ses ressources en hydrocarbures. Dans une lettre aux membres du Conseil de sécurité, Alger vient d'ailleurs de rappeler que « seule une solution unanimement acceptée par le Conseil de sécurité et par les parties intéressées peut être raisonnablement mise en place ».

Jean-Pierre Tuquoi

## Désarmement : des progrès, selon M. Rumsfeld

MOSCOU. Lors de son escale à Moscou, lundi 29 avril, après une tournée de quatre jours en Asie centrale, le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld (photo, à gauche), a indiqué que la Russie et les Etats-Unis font des « progrès » sur la voie d'un accord pour la réduction des armements nucléaires. « Les entretiens continueront cette semaine à Washington », a-t-il ajouté après une brève rencontre avec son homologue russe, Sergueï Ivanov. M. Rumsfeld a cependant précisé que c'est à Vladimir Poutine et à George W. Bush de prendre une décision finale. Fin mai, les deux chefs d'Etat doivent se rencontrer. A cette occasion, a indiqué le ministre américain, un accord formel « reste possible ». « Le président Poutine a pris l'initiative stratégique d'avancer vers l'Occident, a-t-il dit sans préciser les points de la discussion qui progressent, et il est important que nous tentions de le renforcer par différents moyens. » – (AFP.)



## La Turquie dirigera la force internationale à Kaboul

ANKARA. La Turquie a officiellement annoncé, lundi 29 avril, sa décision de diriger la Force internationale d'assistance pour la sécurité (ISAF) à Kaboul et ses environs pour une durée de six mois. Actuellement sous commandement britannique, l'ISAF est forte de 4 500 hommes dont moins de 270 soldats turcs. Ankara s'est engagée à renforcer sa présence. Le mandat britannique expire fin juin. La relève – la France y participe à hauteur de 550 hommes – n'implique à ce jour aucun projet d'extension géographique du déploiement de l'ISAF hors de Kaboul, malgré une demande du secrétaire général de l'ONU. En mars, la Turquie avait posé comme condition une clarification du mandat de la force et, surtout, un soutien financier de ses alliés, à commencer par les Etats-Unis, qui ont accepté de verser une contribution de quelque 228 millions de dollars. – (AFP.)

## Le TPIY n'aura pas accès aux archives secrètes yougoslaves

BELGRADE. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et la défense des inculpés n'auront pas accès aux archives secrètes yougoslaves, « qui resteront fermées pour tout le monde dans les vingt ou trente années à venir », a déclaré, lundi 29 avril, le ministre fédéral de l'intérieur, Zoran Zivkovic, sur les ondes de la radio B92. Il a ajouté qu'un bon nombre de documents seront disponibles, « conformément aux lois » selon une procédure relevant de la compétence d'un Conseil national pour la coopération avec le TPI, mis en place la semaine dernière à Belgrade et dirigé par le ministre yougoslave des affaires étrangères, Goran Svilanovic. Le Parlement yougoslave a lancé un appel à la reddition à 23 ressortissants yougoslaves et serbes de Bosnie et de Croatie, parmi lesquels six seulement se sont engagés à se présenter à La Haye. Le général Dragoljub Ojdanic, ancien chef d'état-major de l'armée yougoslave, inculpé de crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Kosovo, s'y est rendu volontairement jeudi dernier et a plaidé non coupable lors de sa comparution initiale. – (AFP.)

### DÉPÊCHES

■ **IRAN : un tribunal a condamné un journaliste favorable aux réformateurs**, Ahmad Zeydabadi, à deux années d'emprisonnement pour propagande contre l'Etat et injure aux autorités, a rapporté, lundi 29 avril, la presse de Téhéran. Ahmad Zeydabadi avait déjà été condamné à la même peine pour dissidence et était en liberté conditionnelle. Plus de 30 journaux du camp réformateur ont été interdits depuis 2000 par les conservateurs. – (Reuters.)

■ **ESPAGNE : soupçonnées par la police de faire partie d'un « réseau de financement » du « groupe terroriste ETA »**, onze personnes ont été arrêtées, lundi 29 avril, au cours d'un vaste coup de filet au Pays basque espagnol et en Navarre. Parmi elles figurent huit membres du parti Batasuna, la branche politique de l'ETA, qui a obtenu 10 % des voix aux élections régionales. Un projet de loi visant à interdire la formation basque a été soumis au Parlement le 19 avril par le conseil des ministres espagnol. – (AFP.)

■ **NATIONS UNIES : les Etats-Unis reviennent au sein de la Commission des droits de l'homme au terme d'un vote**, lundi 29 avril. Ils en avaient été écartés en 2001, après avoir siégé à la commission depuis sa création en 1947. – (AFP.)

■ **AFGHANISTAN : les forces spéciales de la coalition antiterroriste ont essuyé des coups de feu tirés par des « terroristes d'Al-Qaïda »** a annoncé, mardi 30 avril, un porte-parole militaire américain sur la base de Bagram (50 km au nord de Kaboul). L'incident s'est produit lundi matin dans le « nord-est de la province de Khost, à un ou deux kilomètres de la frontière pakistanaise », a précisé le porte-parole, ajoutant que les forces spéciales « ont répondu au feu, tuant ou blessant deux des agresseurs ». – (AFP.)

■ **RUSSIE : l'hypothèse d'un attentat est totalement exclue** dans le crash de l'hélicoptère qui a coûté la vie au général Alexandre Lebed, dimanche en Sibérie, a déclaré, mardi 30 avril, le ministre russe des situations d'urgence, Sergueï Choïgou. Selon lui, la lecture de l'enregistrement de l'une des boîtes noires de l'appareil a permis de confirmer que les pilotes ont aperçu au dernier moment la ligne à haute tension heurtée par l'appareil, et qui a provoqué sa chute.

## Pressions pour la refonte de la politique agricole commune

MURCIE. Les pressions s'accroissent pour une refonte immédiate de la politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne, à laquelle la France est opposée. Elles se sont exprimées lors du conseil informel des ministres européens de l'agriculture qui se tenait les 29 et 30 avril à Murcie, en Espagne, sur le thème du développement rural. Le commissaire européen Franz Fischler prévoit de prochaines empoignades sous la pression des Etats qui veulent profiter de la révision à mi-parcours du financement de la PAC pour lancer cette refonte. Huit grandes organisations environnementales européennes ont également plaidé pour une révision des objectifs de la PAC, lundi, dans une contribution commune à la Convention sur l'avenir de l'Europe. – (AFP.)

### La solution d'une partition provisoire

Dans une tribune publiée, samedi 27 avril, par le quotidien espagnol *El País*, un universitaire spécialiste du Sahara occidental, Vicenç Fisas, préconise une autre piste, d'ailleurs avancée par James Baker, celle d'un partage provisoire de l'ancienne colonie espagnole. Le Maroc, avance M. Fisas, récupérerait le nord, qui serait doté d'une large autonomie, tandis que le sud deviendrait une république sahraouie frontalière avec l'Algérie et le Maroc. Bénéficiant de la double nationalité (marocaine et sahraouie), les habitants seraient libres de s'installer dans l'une des deux entités. Au bout de cinq à dix ans, un référendum sous l'égide des Nations unies permettrait de dessiner une solution définitive pour le Sahara occidental : maintien de la partition, indépendance, rapprochement ou intégration au royaume du Maroc. Pendant la période intérimaire, l'armée marocaine quitterait la zone nord, démilitarisée, tandis que les forces sahraouies, au sud, seraient réduites en effectifs, et n'auraient plus qu'un rôle défensif.

## La Haute Cour constitutionnelle malgache change d'avis et proclame Marc Ravalomanana vainqueur de l'élection présidentielle

JOHANNESBURG

de notre correspondante

Le petit vendeur de lait devenu capitaine d'industrie, Marc Ravalomanana, maire d'Antananarivo, est « ému » et « surpris ». Le « président autoproclamé » de Madagascar a obtenu ce qu'il espérait depuis des mois : devenir un chef d'Etat légal. La Haute Cour constitutionnelle malgache (HCC) a proclamé, lundi 29 avril, sa victoire, cette fois dès le premier tour de l'élection présidentielle de décembre 2001, avec 51,46 % des voix, sur le président sortant Didier Ratsiraka. Le 25 janvier, cette même Haute Cour avait validé des résultats électoraux bien différents : M. Ravalomanana était déclaré en ballottage favorable avec 46,21 % des suffrages, contre 40,89 % à M. Ratsiraka, et un deuxième tour devait être impérativement organisé.

Ce revirement met fin à une longue polémique

sur le comptage des votes et la confrontation des procès verbaux électoraux. Peu d'explications ont été fournies par la Haute Cour sur ce nouveau résultat. Et le pays n'est pas pour autant sorti de la crise.

### « L'ESPRIT DE DAKAR »

M. Ratsiraka, au pouvoir pendant plus de vingt ans, avait par avance annoncé qu'il ne reconnaîtrait pas le verdict de la HCC. Son camp dénonce la violation de « l'esprit de Dakar », où un accord avait été signé, il y a dix jours, entre les deux hommes sous l'égide du président sénégalais Abdoulaye Wade. Il prévoyait un « décompte contradictoire » des résultats du premier tour. « Il y a ce qui est écrit, et ce qui a été dit à Dakar. Il était convenu que les deux candidats se représentaient devant le peuple », affirme Honoré Rakotomanana, président du Sénat. Marc Ravalomanana

était d'accord. Il a trahi la parole donnée. » Du côté de M. Ratsiraka, on dénonce la « partialité » de la HCC. Quatre des six membres de cette cour avaient participé, le 22 février, à la cérémonie « d'investiture » de M. Ravalomanana. Le président Ratsiraka, retranché à Toamasina comme la plupart de ses proches, ne s'est pas encore exprimé. Mais les « durs » de son camp ont déjà pris position. Le gouvernement d'Antsiranana a proclamé « l'indépendance » de la province. Quatre – sur les six que compte le pays – sont encore dirigées par des gouverneurs pro-Ratsiraka, prêts à se battre pour conserver leur poste. Les barrages installés près de Toamasina et qui coupent depuis des mois l'approvisionnement de la capitale ont été renforcés, contrairement à l'accord de Dakar, qui prévoyait leur « levée immédiate ».

Fabienne Pompey

## M. Schröder met Bruxelles en garde contre l'extrême droite

Le chancelier allemand invite la Commission à prendre en compte les intérêts des Etats membres

BRUXELLES

de notre bureau européen

La qualification de Jean-Marie Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle et ses diatribes contre l'Europe ont eu un effet immédiat : rapprocher l'Allemagne de la Commission européenne, à laquelle il a été beaucoup reproché ces derniers mois, outre-Rhin, de trop interférer dans les intérêts allemands, ceux de ses Länder ou de son industrie. A une semaine d'intervalle, le chancelier Gerhard Schröder mais aussi son adversaire aux législatives de septembre, le ministre président de Bavière Edmund Stoiber, sont venus plaider à Bruxelles pour une coopération mieux comprise entre Berlin et les institutions européennes.

Le chancelier, qui a dîné, lundi soir 29 avril, dans un restaurant bruxellois avec Romano Prodi, le président de la Commission, et ses commissaires chargés de la concurrence, du marché intérieur et de l'environnement, a cependant estimé que la situation actuelle justifiait ses critiques. « J'ai clairement fait comprendre que nous avions cette conversation dans un contexte alarmant où l'on voit 20 % des Français voter pour un anti-Européen », a-t-il commenté à l'issue du dîner. M. Schröder perçoit le succès de l'extrême droite en France comme un signe de la montée du nationalisme en réaction à l'intégration européenne. « En tant

qu'Européens, nous devons nous montrer prudents, car le changement obéit à un tempo si rapide que, souvent, les citoyens ne sont pas en mesure de l'absorber », a-t-il dit.

Le chancelier a demandé, en conséquence, aux dirigeants de la Commission de porter plus d'attention, dans la mise en œuvre des politiques européennes, aux intérêts et aux traditions des Etats membres. Il a préconisé une sorte de « système de pré-alerte » en vertu duquel la Commission engagerait un dialogue avec les pays membres avant de prendre des



« L'Europe ne peut pas adopter des mesures qui sapent sa compétitivité »

GERHARD SCHRÖDER

décisions sensibles les concernant.

Dans une tribune, publiée avant la rencontre par le *Financial Times*, M. Schröder avait explicité en termes fermes sa position, plaidant longuement pour une « une politique industrielle orientée vers la compétitivité » en Europe, à l'encontre du laisser-faire mais aussi des ayatollahs de la concurrence ou de l'environnement. « Les hommes politiques européens doivent écouter plus attentivement les besoins de l'industrie », écrivait-il.

M. Schröder prône une appro-

che réaliste. Il demande aux acteurs politiques de prendre en compte « les conséquences globales de leurs décisions ». « Protéger l'environnement et s'attaquer au réchauffement global sont des problèmes importants. Mais l'Europe ne peut pas adopter des mesures qui sapent sa compétitivité et menacent la création d'emplois et de richesses. Nous avons besoin d'une solution équilibrée à de tels problèmes », explique-t-il. Il se refuse ainsi à une lecture trop rigoriste du droit de la concurrence, en donnant l'exemple de la fusion entre Volvo et Scania, interdite en 2000 par Bruxelles. « Si deux constructeurs scandinaves de camions veulent fusionner, cela peut leur donner une position dominante sur le marché du nord de l'Europe. Mais les autorités de régulation devraient faire plus attention pour voir si l'entreprise combinée serait plus compétitive globalement ».

### « VISION STRATÉGIQUE »

Réhabilitant l'idée de politique industrielle, qui a souvent suscité beaucoup de méfiance outre-Rhin, il estime que l'Europe doit se fixer « des objectifs stratégiques », il vante le succès d'Airbus et le projet de localisation par satellite Galileo, pour casser le monopole américain. « L'Europe a besoin de faire des progrès en mettant en commun ses ressources et en développant une vision stratégique ».

Avant la réunion, Romano Prodi avait annoncé qu'il n'y aurait « pas

de traitement de faveur pour l'Allemagne ». « Dans l'élaboration des politiques en préparation, nous porterons sans nul doute une attention accrue à certains des points qu'il a soulevés », a cependant estimé le porte-parole du président de la Commission, Jonathan Fall, en commentant les propos du dîner. Celui-ci avait été convenu en marge du Sommet de Barcelone, à la mi-mars, après une série d'attaques répétées contre le travail de la Commission par le chancelier.

Ces attaques ont aussi permis au chancelier de couper l'herbe sous le pied à son adversaire de l'opposition conservatrice, Edmund Stoiber, président du parti social chrétien de Bavière, qui a souvent tenu lui aussi des propos très critiques à l'encontre des interférences de Bruxelles dans la politique allemande. Longtemps qualifié d'euroceptique, le conservateur Stoiber, depuis qu'il est devenu le candidat de l'opposition chrétienne démocrate à la chancellerie, a considérablement tempéré son langage. Au point, lors de sa visite à Bruxelles la semaine dernière, d'estimer qu'il retirait de ses conversations le sentiment qu'il avait eu gain de cause sur tous les sujets qui lui tiennent à cœur : la plus grande transparence des décisions de Bruxelles et la clarification de qui fait quoi en Europe, sujet que la Convention sur l'avenir de l'Europe est en train d'examiner.

Arnaud Leparmentier

Les annonces de **SUPPRESSIONS D'EMPLOIS** ont accentué, ces derniers mois, les tensions perceptibles après les conflits emblématiques des salariés de Moulinex, de Marks & Spencer et de Lu-Danone.

Dans certaines villes, comme Soissons ou **ROANNE**, les plans sociaux prennent des allures dramatiques. Dans le secteur des **TÉLÉCOMMUNICATIONS**, les restructurations à répétition découragent les sala-

riés, qui ont tenté de faire entendre leur voix avant le premier tour de l'élection présidentielle. Les **FAILLITES D'ENTREPRISES**, de plus en plus nombreuses depuis le printemps 2001, s'accroissent au premier tri-

mestre 2002, faisant apparaître la vulnérabilité de certaines grosses PME. Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 17 700 en mars, portant le taux de **CHÔMAGE À 9,1 %** de la population active.

## Pendant l'élection présidentielle, les plans sociaux continuent

Philips, Mitsubishi, Alcatel, Daewoo, Pechiney, Arcelor... dans de nombreuses régions, les suppressions d'emplois se multiplient et accroissent l'inquiétude des salariés. Ce qui n'est pas sans conséquence sur leur comportement électoral

**LA DÉFENSE** de l'emploi ne devrait pas être oubliée par les manifestations syndicales du 1<sup>er</sup> mai, rappelant les conséquences des plans sociaux en cours. La campagne présidentielle a en partie occulté ce débat, même si des délégations de salariés inquiets ont perturbé les meetings des candidats, notamment ceux du premier ministre, Lionel Jospin. « *Sur le front des licenciements, il n'y a pas de répit* », note Christiane Puthod, secrétaire de l'Union départementale du Rhône CGT. Au cours des derniers mois, les annonces de suppressions d'emplois ont accentué les tensions perceptibles après les conflits emblématiques des salariés de Moulinex, de Marks & Spencer et de Lu-Danone, à Calais et Evry.

L'impact de situations locales de « *désespérance* », surtout dans des zones marquées par la crise, s'est vérifié dans les urnes le 21 avril. « *Le lien politique est évident. Dans un geste de révolte, des collègues ont voté pour le Front national à cause de l'insécurité de l'emploi et de l'insécurité tout court* », relève Jean-Yves Kerhervé, secrétaire du comité d'entreprise de l'unité de Soissons (Aisne) d'Akerlund & Rausing Carton (AetR), une imprimerie d'emballages cartons d'un groupe scan-

dinave qui emploie 198 salariés, placée en liquidation judiciaire.

Sur la même zone industrielle, après la fermeture de Wolber-Michelin (451 salariés) en juillet 1999, la chaudronnerie BSL-Industrie a, elle aussi, été placée en liquidation judiciaire, vendredi 19 avril, avec ses 300 salariés et devrait entraîner la chute de sa filiale de 75 personnes.

### MAIRIE OCCUPÉE

Depuis le 26 avril, une partie des 450 employés de l'usine Sylea de Labastide-Saint-Pierre (Tarn) bloquent les accès de cette unité du groupe Valéo, dont l'arrêt est prévu en 2003. Le 11 janvier, l'équipementier automobile avait annoncé la suppression de 1 140 emplois dans ses autres usines de Dreux (Eure-et-Loire), Sissone (Aisne) et Bellegarde (Loiret).

Depuis un an, les salariés de l'unité Pechiney de Marignac (Haute-Garonne) tentent de retarder la décision de fermeture sur laquelle la justice devrait se prononcer le 3 mai. Ils ont récemment brûlé 300 kilos de magnésium et occupé la mairie. Dans cette vallée de montagne, l'arrêt de cette usine est ressentie comme un traumatisme. La réaction des 420 salariés de l'unité

Sollac de Biache-Saint-Vaast (Pas-de-Calais) a été tout aussi virulente après la décision de fermeture du groupe sidérurgique.

Justifiées par des impératifs de rentabilité ou de restructurations de groupes internationaux, ces décisions frappent de plein fouet des zones rurales dont l'usine reste un des seuls éléments de richesse et d'emploi. Elles touchent tout aussi durement les secteurs qui ont lourdement pâti de crises antérieures. A Amiens (Somme), le fabricant d'électroménager Whirlpool a annoncé, mardi 23 avril, les suppressions de 360 emplois sur un total de 860. En Lorraine, après les 560 licenciements de l'unité de chaussures Bata à Moussey (Meurthe et Moselle) et la fermeture de l'unité de sous

traitance électronique Flextronics de Lunéville (Meurthe-et-Moselle), qui employait 210 personnes, un conflit oppose les 260 salariés de Daewoo à Fameck (Moselle) à la direction du groupe sud-coréen.

Dans la chimie, les conséquences sur l'emploi de la catastrophe de l'usine AZF sont loin d'être évaluées. Outre l'arrêt du site toulousain - et celui de la SNPE toute proche -, le groupe Atofina (Totalfin-Elf) a annoncé des restructurations, comme celle du site de Pierre-Bénite (Rhône) où la direction a confirmé, le 25 avril, la suppression de 135 postes sur un effectif de 721 salariés.

Mais c'est dans le secteur de l'informatique et des télécommunications que les restructurations susci-

tent les plus vives réactions. Alors que Bull a prévu la suppression d'un millier d'emplois, Hewlett Packard, dans l'Isère, pourrait, selon les syndicats, réduire ses effectifs de 400 à 500 postes à Eybens, après un plan social en 2001. Les conséquences, en France, de la fusion avec Compaq devraient être évoquées le 14 mai. A Bordeaux, la liquidation de Kalisto, société de création de jeux vidéo, menace la pérennité de 220 emplois. Les déboires financiers de Gemplus à Marseille, leader mondial de la carte à puces, alimentent les craintes des syndicats sur l'emploi.

Dans le secteur des télécommunications et de la téléphonie mobile, les restructurations se succèdent, essentiellement dans l'ouest de la France. Après 1 142 suppressions d'emplois sur les 2 536 postes de l'usine Philips du Mans (Sarthe), Mitsubishi envisage de fermer son unité d'Etelles près de Rennes (750 salariés). A Brest et à Quimper (Finistère), plusieurs manifestations ont rassemblé les salariés d'Alcatel Business System (1 300 salariés), dont une partie de l'activité devrait être cédée à un sous-traitant, et ceux de l'unité Solotron de Pont-de-Buis, où le licenciement de 197 des 497 salariés est envisagé,

dans un vaste plan de réorganisation affectant les unités de Longuevesse (Aisne) et de Bordeaux, ainsi que celles de Bastide Electronique à Morlaix (200 salariés), en liquidation judiciaire. Dernière en date, la société Kaptech à Puteaux (Hauts-de-Seine), rachetée par la branche télécommunications du groupe Louis Dreyfus (LD Com) a confirmé, le 19 avril, la réduction de 462 postes sur un effectif de 1 000 salariés.

Tandis que le groupe suédois Ericsson n'a pas encore précisé les conséquences, en France, de son plan de 5 000 suppressions d'emplois dans le monde, Serge Tchuruk, PDG d'Alcatel, n'excluait pas, le 25 avril, « *de nouveaux plans d'actions complémentaires* », à savoir des cessions de filiales et des compressions d'effectifs. Les 250 salariés restants de l'unité d'Evreux (Eure) du groupe finlandais Aspocom, en redressement judiciaire, savent à quoi s'en tenir. Ils ont bloqué la ligne SNCF Paris-Caen, lundi 29 avril, dans un ultime sursaut pendant le sursis accordé jusqu'au 16 mai par le tribunal de commerce.

**Michel Delberghe**  
avec nos correspondants  
à Lyon, Lille et Marseille

### Les pilotes d'Air France renoncent à une grève

Le préavis de grève déposé par trois syndicats de pilotes d'Air France pour la période du 2 au 5 mai a été levé, dans la nuit du 29 au 30 avril, à l'issue d'une réunion de négociations avec la direction. L'accord devait toutefois intervenir dans la journée de mardi. Les trois organisations (SNPL, Alter et le SPAF) exigeaient la poursuite des discussions salariales et contestaient un accord signé fin décembre 2001 par les autres syndicats. Il prévoyait diverses mesures sur les éléments de rémunération se traduisant par une augmentation globale de 4 % de la masse salariale. Selon le syndicat Alter, cet accord « *très défavorable aux pilotes exerçant en court-courrier* » était surtout contesté à Orly. « *Une exploitation normale de tous les vols devrait reprendre à partir de mercredi* », a confirmé la direction d'Air France.

## Une quarantaine de grosses PME ont déposé leur bilan au premier trimestre

DEPUIS le printemps 2001, les faillites d'entreprises augmentent en France. Cette tendance se confirme et s'accroît au premier trimestre 2002, à en croire l'étude publiée lundi 29 avril par la société de renseignements commerciaux Dun & Bradstreet (D & B) : 10 731 procédures judiciaires ont été ouvertes, selon D & B, contre 9 020 un an plus tôt, soit une progression de 19 %. Mais ce dérapage très rapide est à relativiser, comme l'explique Thierry Millon, chargé d'études chez D & B : « *L'activité des tribunaux de commerce avait été perturbée en mars 2001 par des mouvements de grèves, ce qui avait eu un effet report sur avril d'un grand nombre de jugements* ». La société d'assurance-crédit Euler, qui se base sur la date de publication des jugements au Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales et non sur la date du jugement (que retient D & B), ce qui atténue l'effet grève, constate une progression de 7 %. « *En tendance annuelle, c'est-à-dire en prenant en compte les trois premiers mois de*

*2002 et les neuf premiers mois de 2001, nous observons une hausse de 2 % des défaillances* », explique Marie-Christine Schmitt, chargée d'études chez Euler.

### INSÉRÉES DANS LE TISSU LOCAL

La vulnérabilité des moyennes et grandes entreprises se confirme. Pour D & B, « *la quarantaine de sociétés de plus de 15 millions d'euros de chiffre d'affaires qui ont déposé le bilan ce trimestre, avaient en moyenne vingt ans, employaient plus de 7 000 salariés et représentaient plus de 2,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires cumulés* ». Au premier trimestre 2002, 63 sociétés de plus de 100 salariés ont déposé leur bilan, contre 34 sur la même période de 2001 et 36 au premier trimestre 2000. La défaillance de ces sociétés implantées de longue date, insérées dans le tissu économique local, est lourde de conséquences sur les sous-traitants et partenaires commerciaux. Les régions les plus touchées sont l'Ile de France, le Centre, l'Auvergne et la

Bourgogne, sleon D & B. Rare exception, les faillites baissent de 15 % en Poitou-Charentes.

Parmi les gros dépôts de bilan, M<sup>me</sup> Schmitt cite le groupe de transport Vialle (1 200 salariés), l'entreprise de textile Mossley (plus de 600 salariés), ou encore la société de négoce de matériel informatique Metrologie et le fabricant de composants électroniques Aspocom. Jeudi 2 mai, le tribunal de commerce du Havre devrait prononcer la liquidation des Pêcheries de Fécamp, qui emploie 380 salariés.

Les prévisions pour 2002-2003 ne sont pas très bonnes, selon une étude de BNP Paribas, qui table, mardi 30 avril, sur « *une hausse de la sinistralité à des rythmes annuels de respectivement 4 % et 6 % en 2002 et 2003* ». Même si les indicateurs économiques sont meilleurs pour le deuxième trimestre 2002, les défaillances d'entreprises, indicateur retardé, continueront à progresser.

Sophie Fay

## La difficile modernisation de l'économie roannaise

SAINT-ÉTIENNE  
de notre correspondant

La CGT et la CFDT ne manifesteront pas ensemble le 1<sup>er</sup> mai à Roanne. Entre les deux syndicats,

### REPORTAGE

### Les salariés affirment qu'ils ne veulent plus être des « variables d'ajustement »

L'unité d'action est rarement de mise dans ce bassin industriel. Alors que les deux organisations appellent à faire « *face à l'extrémisme* », la CGT tient à ancrer sa protestation dans le mouvement social. « *Pour que le peuple retrouve espoir et confiance, il faut de vraies avancées sociales, il faut combattre toutes les exclusions* », souligne le tract diffusé par la CGT à la veille de cette manifestation. Pour Yannick Sybelin, secrétaire général de l'union locale CGT, il s'agit de dénoncer « *les promesses non tenues, génératrices de frustrations et de mécontentements* » et la « *double responsabilité des dirigeants politiques et patronaux locaux dans la casse de l'économie roannaise* ».

Appuyé traditionnellement sur les deux piliers du textile et de la mécanique, liée à l'industrie d'armement, l'économie roannaise est confrontée depuis six mois à la multiplication des défaillances d'entreprises. Le spécialiste du prêt-à-porter féminin Devernois a annoncé la fermeture partielle de son atelier de coupe et la suppression de 31 emplois au Coteau, près de Roanne. Soixante personnes ont perdu leur place après la disparition de trois bonneteries, la production ayant été transférée en Tunisie et au Maroc. France Décors, spécialisé dans l'agencement de magasins, envisage un plan de restructuration qui touchera un peu plus du quart de ses 200 salariés à Thizy. Le groupe suédois SCA se séparera d'une trentaine des 150 salariés de son unité roannaise de production de papier hygiénique.

Les salariés de la Carrosserie industrielle roannaise, reprise par Merker Yshima, ont été payés avec trois semaines de retard en avril. Des entreprises mécaniques sont fragilisées par le départ d'ICBT et

par les difficultés de GIAT Industries. L'ex-Arsenal, qui faisait travailler plus de 2 000 personnes au début des années 1980, est menacé d'inactivité après la livraison des derniers chars Leclerc en 2003. Une note confidentielle du ministère de la défense, rendue publique par la CGT, préconise le détachement de cette usine de GIAT Industries et son rattachement à la direction centrale des matériels d'armement terrestres. Seules des activités de maintenance seraient dévolues à Roanne, où ne pourraient subsister que 300 personnes.

### « MARRE DE PAYER LA NOTE »

Ces restructurations mettent à mal le modèle social roannais. L'industrie textile et l'armement, lorsqu'ils tournaient à plein régime, assuraient deux emplois et deux salaires dans de nombreux couples. Les salariés de GIAT sont particulièrement déboussolés par des plans sociaux successifs qui ont réduit de moitié leurs effectifs en dix ans. Les salariés en ont « *marre de payer la note* », d'être les « *variables d'ajustement* » de politiques qui se sont traduites par plusieurs milliards de pertes cumulées. « *Comment voulez-vous qu'on fasse confiance à des patrons qui appellent à voter Chirac alors qu'ils vont s'installer ailleurs, en dehors de la France ? Peut-on comprendre des chefs d'entreprises qui font des millions d'euros de profit et qui licencient ?* », s'interroge un syndicaliste CGT tenté par le vote Le Pen.

Président du tribunal de commerce de Roanne, Jean-Paul Renard ne veut pas céder au « *défaitisme* ». « *Nous n'avons pas constaté de dégradation de la situation sur les quatre premiers mois de 2002* », affirme-t-il. Un seul indicateur est négatif, celui des faconiers du textile, qui représente le tiers des emplois du Roannais. « *Ils ne peuvent pas répercuter les hausses de salaires consécutives aux 35 heures aux donneurs d'ordres* », déplore M. Renard. « *Beaucoup d'entreprises, notamment du textile, ont su se moderniser, ont repris des parts de marché et ont fait un gros effort de formation. Le tissu industriel s'est renouvelé, comme le montre l'implantation réussie de Michelin, qui emploie 1 000 personnes à Roanne* », note l'ancien président de l'Union patronale du Roannais, peu enclin à déceler des fissures dans l'économie locale.

Vincent Charbonnier

## Nouvelle hausse importante du chômage en mars

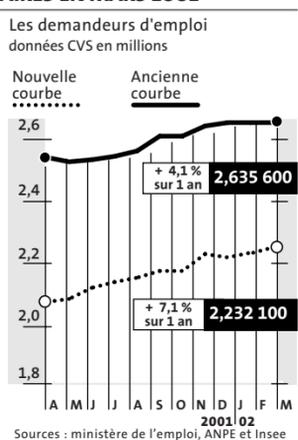
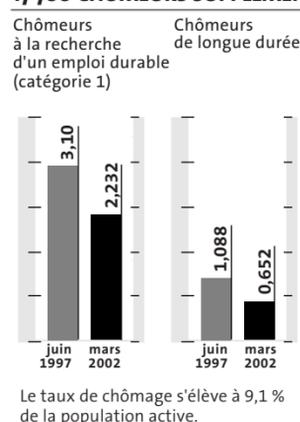
Après avoir baissé, les licenciements économiques progressent de 56,4 % en un an

**SUR LE DÉPART**, le gouvernement doit affronter une nouvelle déconvenue de taille. Au mois de mars, 17 700 chômeurs supplémentaires (+ 0,8 %) ont été comptabilisés, selon les données fournies par le ministère de l'emploi, mardi 30 avril. Ce chiffre, qui porte à 2 232 100 le nombre de demandeurs d'emploi, constitue une nouvelle poussée de fièvre inquiétante. Depuis près d'un an maintenant, hormis le mois de janvier, les inscriptions à l'ANPE progressent (+ 7,1 %). En douze mois, ce sont ainsi près de 148 000 personnes supplémentaires qui se sont inscrites à l'ANPE. Le taux de chômage, rapporté à la population active, évolue donc lui aussi à la hausse. Il s'élève désormais à 9,1 %.

En témoignage de cette nouvelle déception, les statistiques ont été rendues publiques, dans un premier temps, contrairement à l'usage, sans commentaire du ministère d'Elisabeth Guigou, où les préparatifs de départ, comme partout ailleurs, s'accroissent. Un peu plus tard, cependant, un communiqué relevait qu'« *en dépit des difficultés présentes, qui continuent de porter les effets négatifs du ralentissement économique mondial, le bilan de l'évolution du marché du travail sur les cinq dernières années est très largement positif* ».

La ministre devait également s'exprimer dans la matinée pour rappeler que, depuis la mi-1997, le nombre de chômeurs a diminué de 905 400 (- 28,9 %), tout comme

### 17 700 CHÔMEURS SUPPLÉMENTAIRES EN MARS 2002



celui des RMistes (- 12 000, depuis le début de l'année 2002). M<sup>me</sup> Guigou comptait également mettre en avant une situation « *contrastée* » en raison des variations importantes sur le travail saisonnier, « *signe que les entreprises procèdent à des ajustements de l'emploi à très court terme* ». « *La période électorale doit en rajouter un peu dans l'attentisme des entreprises* », dit-on dans son entourage.

### SIGNES INQUIÉTANTS

A la veille des défilés du 1<sup>er</sup> mai, consacrés au rejet de l'extrême-droite mais aussi aux revendications sociales portées par une majorité de syndicats qui accusent

les candidats à l'élection présidentielle de les avoir minorées, cette nouvelle ne pouvait pas tomber plus mal pour les socialistes. Le baromètre officiel n'est pas le seul, en effet, à donner des signes inquiétants. En incluant les chômeurs à la recherche d'un emploi qui ont exercé une activité occasionnelle de plus de 78 heures dans le mois, la tendance est également à la hausse : 5 400 personnes de plus en mars (+ 0,2 %), soit une augmentation de 4,1 % en un an. Le nombre global des demandeurs d'emploi s'élève ainsi à 2 625 600.

Toutes les catégories sont touchées par cette remontée, qu'il s'agisse des jeunes de moins de

Isabelle Mandraud

## Vivendi Universal affiche une « vraie-fausse » perte de 17 milliards d'euros au premier trimestre

En passant aux normes comptables américaines sur l'exercice 2002, le groupe de Jean-Marie Messier a dû inscrire à nouveau la dépréciation de ses actifs dans ses comptes

LES ACTIONNAIRES de Vivendi Universal volent décidément de surprise en surprise. Ils ont appris en fin de semaine dernière qu'ils allaient être convoqués en assemblée générale en juin, pour voter à nouveau l'ensemble des résolutions sur lesquelles ils s'étaient prononcés lors de l'AG annuelle du 24 avril, en raison d'une fraude supposée sur le vote électronique de deux résolutions, qui a entraîné le dépôt d'une plainte contre X... par le groupe. Nombre d'entre eux auront eu un autre choc en découvrant, lundi soir 29 avril, que leur groupe accusait une nouvelle perte record de 17,01 milliards d'euros au premier trimestre, après les 13,6 milliards d'euros de pertes enregistrés sur l'ensemble de l'exercice 2001.

Une opération purement comptable, explique Vivendi Universal dans un communiqué publié à New York lundi. Les comptes du groupe sont établis, à partir de cette année, selon les normes comptables améri-

caines « US GAAP », Vivendi Universal étant aussi coté à New York. Ce résultat inclut donc une charge exceptionnelle de 17 milliards d'euros liée à une nouvelle méthode de comptabilisation des écarts d'acquisition (goodwill) aux Etats-Unis. « Il n'y a aucune surprise. Tout le monde s'y attendait. Il s'agit des mêmes amortissements de survalues [de 15,7 milliards d'euros] que nous avons passés en normes européennes sur l'exercice 2001 et que nous sommes obligés de passer dans notre premier exercice aux normes américaines, à savoir 2002 », a précisé au Monde, mardi matin, un porte-parole du groupe. A cela près que l'amortissement, en « traversant l'Atlantique », s'est gonflé d'environ 3 milliards d'euros.

Selon les nouvelles règles américaines, une entreprise doit inscrire en une seule fois une charge exceptionnelle si la valeur comptable d'une acquisition ou d'un actif – en l'espèce, il s'agit de Canal +, des actifs d'Universal acquis en décem-

bre 2000 et de Vivendi Environnement – se déprécie fortement, au gré notamment des variations en Bourse.

### TITRE EN BAISSÉ

Une nouvelle maladresse de communication que la Bourse n'a guère apprécié : le titre Vivendi Universal ouvrait en baisse de 1,87 % mardi matin à Paris, à 37,72 euros. Et ce alors que, selon le communiqué de Jean-Marie Messier, « les résultats financiers consolidés du trimestre démontrent que Vivendi Universal suit la stratégie et les objectifs que nous avons présentés à nos actionnaires ». Le bénéfice opérationnel consolidé du groupe a en effet progressé de 11 %, à 781 millions d'euros, au cours des trois premiers mois, et le chiffre d'affaires a augmenté parallèlement de 16,5 %, à 13,18 milliards d'euros. Soit une croissance de 12 % à périmètre comparable, Vivendi ayant racheté dans l'intervalle l'éditeur américain Houghton Mifflin, le site de musi-

que américain MP3.com et 35 % de Maroc Télécom.

Mais les analystes et les opérateurs boursiers sont devenus méfiants quant aux annonces du groupe de M. Messier. Mardi, *La Tribune* révélait un nouvel engagement hors bilan du groupe « passé relativement inaperçu depuis la publication du rapport annuel, le 28 mars ». Selon « un tout petit paragraphe » déniché par le journal économique dans ledit rapport annuel, Vivendi Universal, « dans le cadre de la vente d'options de vente sur actions propres, s'est engagé à acheter, au 31 décembre 2001, 19,7 millions d'actions à des cours d'exercice s'échelonnant entre 60,40 et 80 euros en 2002, et 3,1 millions d'actions à un cours d'exercice de 50,50 euros en janvier 2003 ». Soit des montants de près de deux fois supérieurs au cours actuel de l'action et un risque de 700 millions d'euros pour le groupe.

Pascal Galinier

## L'euro s'apprécie à la faveur de doutes sur la croissance américaine

LE GOUVERNEMENT américain serait-il prêt à abandonner la politique menée depuis plusieurs années en faveur d'un dollar fort ? La communauté financière s'interroge alors que le cours du billet vert s'est affaibli sans bruit sur le marché des changes et, surtout, alors que se tient, mercredi 1<sup>er</sup> mai, une audition de multiples personnalités sur « l'économie internationale et la politique de change » devant la commission bancaire du Sénat.

Pas moins de sept représentants américains doivent être entendus par les sénateurs, dont le secrétaire d'Etat au Trésor, Paul O'Neill, en faveur d'une politique de dollar fort, Jerry Jasinowski, président de l'association de l'industrie manufacturière (NAM), qui se plaint d'une perte de compétitivité due à la force du billet vert, et Fred Bergsten, directeur de l'Institute of International Economics, artisan d'une politique de dollar faible lors de la première administration Clinton au début des années 1990.

Pour le moment, les doutes des investisseurs sur l'économie américaine ont suffi à faire reculer le billet vert, permettant à l'euro de retrouver son plus haut niveau depuis le 2 janvier, à 0,9035 dollar, mardi 30 avril. Ce mouvement, qui

### EURO CONTRE DOLLAR



s'est accéléré depuis deux semaines, s'explique davantage par les craintes d'une reprise économique américaine moins franche et nette qu'espéré que par l'amélioration de la conjoncture en Europe.

Les marchés sont saisis par le doute. La semaine dernière, la Bourse de New York a enregistré ses plus fortes baisses depuis la semaine ayant suivi la réouverture des marchés après les attentats du 11 septembre 2001. L'indice Standard & Poor's 500 a perdu 4,3 %, le Nasdaq 7,4 % et le Dow Jones 3,4 %, passant sous le seuil des 10 000 points. Ils ont tous trois continué à baisser lundi, respecti-

vement de 1,01 %, 0,42 % et 0,92 %.

« Les investisseurs parient sur une reprise faible, je pense qu'ils se trompent », explique Bruce Steinberg, économiste en chef de Merrill Lynch. Selon lui, le rebond de l'économie semble aujourd'hui « robuste ». La croissance a atteint au premier trimestre 5,8 % en rythme annuel, un niveau sans précédent depuis les premiers mois de 1999, alors en pleine euphorie autour de la nouvelle économie. Cette reprise s'explique par les multiples baisses du coût de l'argent par la Réserve fédérale (Fed), l'augmentation des dépenses du gouvernement, et surtout par l'appétit intact des Américains pour la consommation.

### INVESTISSEMENT EN PANNE

Les achats des ménages, qui représentent les deux tiers de l'activité, ont encore progressé de 3,5 % en rythme annuel de janvier à fin mars. Non seulement le consommateur a tenu l'économie à bout de bras en 2001, mais il continue à dépenser avec la même conviction cette année. Selon un chiffre publié lundi, les dépenses des consommateurs étaient encore en hausse de 0,4 % en mars. Mais cela n'est pas suffisant pour rassurer Wall Street. Les marchés craignent

deux choses : un essoufflement des dépenses des ménages, très endettés, et l'incapacité des entreprises à améliorer leur rentabilité et à recommencer à investir. Comme l'a souligné à plusieurs reprises Alan Greenspan, le président de la Fed, le potentiel d'amélioration de la consommation est limité par le fait même qu'elle a continué à progresser pendant la récession. Selon le dernier indice de l'université du Michigan, la confiance des consommateurs a baissé au mois d'avril.

Pour les entreprises, la situation reste difficile. Les résultats publiés jusqu'à présent pour le premier trimestre montrent une baisse moyenne de 12 % des bénéfices par rapport à la même période de 2001. La clé se trouve du côté de l'investissement. Son effondrement il y a deux ans, au moment de l'éclatement de la bulle spéculative autour d'Internet, est la cause principale de la récession. Depuis, l'investissement ne cesse de baisser tout comme les profits et le taux d'utilisation des capacités de production. Comme le reconnaît M. Greenspan, « il n'y aura pas de reprise assurée sans redémarrage de l'investissement ».

Eric Leser (à New York) et Cécile Prudhomme

## M. Agnelli assure ne pas vouloir vendre Fiat Auto

GIOVANNI AGNELLI, le président d'honneur de Fiat, a jugé, lundi 29 avril, dans un communiqué, « franchement exagérée la nervosité du marché boursier au sujet du titre Fiat ». Le président du groupe, Paolo Fresco, et le numéro deux, l'administrateur délégué Paolo Cantarella, « agissent avec toute [sa] confiance et avec celle des principaux actionnaires », a déclaré le « patriarche » (81 ans). Les deux holdings de la famille Agnelli, IFI et Ifil, qui contrôlent environ 30 % du capital de Fiat, proposeront le renouvellement pour trois ans des mandats de MM. Fresco et Cantarella lors de l'assemblée générale du groupe, le 13 mai.

« Je veux encore une fois insister sur le fait que nous croyons dans le développement de Fiat Auto, dont la restructuration se poursuit de manière incisive », a rappelé M. Agnelli, pour couper court aux rumeurs affirmant que le groupe italien pourrait céder sa branche automobile à son partenaire américain, General Motors. L'action Fiat est remontée après l'intervention de M. Agnelli, clôturant lundi à la Bourse de Milan à 13,44 euros, en hausse de 3,57 %.

### SIX MOIS DE BAISSÉ



Source : Bloomberg

## TPS lance son décodeur de nouvelle génération

« CANAL + en a rêvé, TPS l'a fait ! », a raillé un dirigeant du bouquet numérique. Prenant de vitesse la chaîne cryptée, qui repousse depuis des années le lancement de son nouveau décodeur, TPS a annoncé, lundi, le lancement, en exclusivité, de son terminal de nouvelle génération. Conçu par le fabricant d'électronique français Sagem, ce boîtier équipé d'un disque dur de grande capacité permettra aux abonnés de stocker jusqu'à 40 heures de programmes numériques. Avec ce décodeur, baptisé Platinum, l'utilisateur pourra aussi enregistrer une chaîne et en regarder une autre.

Sagem s'est engagé à livrer 5 000 premiers boîtiers aux abonnés fondateurs de TPS avant le démarrage de la Coupe du monde de football, fin mai. Avec ce nouveau terminal, TPS escompte doper ses programmes interactifs. Le bouquet numérique pourra télécharger les films en paiement à la séance dans le décodeur et les facturer à la consommation.

## France Télécom annonce une croissance de 5,6 %

ALORS QUE LES MARCHÉS s'interrogent sur les perspectives des opérateurs de téléphonie, à la suite des résultats décevants de l'américain Worldcom, France Télécom a annoncé, mardi 30 avril, une croissance de son chiffre d'affaires de 5,6 % au premier trimestre, pour un total de 10,6 milliards d'euros. Les performances de la téléphonie mobile ont fait mieux que compenser la baisse de régime observée dans le domaine de la téléphonie fixe, où le tassement du chiffre d'affaires atteint 4,5 %, à 4,8 milliards d'euros. Orange enregistre ainsi une progression de 16 %.

France Télécom affirme avoir gagné 2,1 millions de clients au premier trimestre, portant le total des clients du groupe à 90,5 millions. Le développement des activités internationales (en hausse de 9,6 %) explique aussi pour une large part la santé du groupe. L'opérateur a en outre confirmé ses « perspectives positives » pour 2002, avec une croissance de son chiffre d'affaires supérieure à 10 %.

### PROCHE DE SON PLUS BAS



Source : Bloomberg

### INDUSTRIE

■ **DUPONT** : la filiale textile du chimiste américain a annoncé lundi qu'elle allait supprimer 2 000 emplois, soit 10 % de ses effectifs, dont plus des deux tiers aux Etats-Unis. Quelque 350 emplois sont concernés en Europe, essentiellement en Allemagne, mais aussi en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas.

■ **SNET** : la Société nationale d'électricité et de thermie (SNET), filiale de Charbonnages de France (CDF), veut investir 1,569 milliard d'euros, notamment pour augmenter des deux tiers ses capacités installées à un peu plus de 4 000 mégawatts (MW), d'ici huit ans, à inclure lundi un porte-parole, confirmant des informations parues dans *Les Echos*. Près de 949 millions d'euros vont être investis dans la création de quatre nouvelles unités, 225 millions d'euros dans l'éolien, 131 millions d'euros dans des combustibles alternatifs.

### SERVICES

■ **EUROTUNNEL** : le tribunal arbitral de la chambre de commerce internationale a donné raison au concessionnaire Eurotunnel face à deux de ses clients, les réseaux ferroviaires SNCF et British Railways Board. Ces derniers vont devoir payer la totalité de leur contribution 2002 aux coûts d'exploitation du tunnel, comme prévu par la convention de 1987, alors qu'ils avaient unilatéralement décidé, fin janvier, de réduire cette contribution de 70 millions, à environ 50 millions d'euros.

■ **KIRCH** : le groupe allemand de médias Kirchmedia, en dépôt de bilan depuis le 8 avril, devra verser d'ici au 1<sup>er</sup> mai un solde de 80 millions d'euros à la ligue allemande de football, au titre des droits de retransmission des rencontres du championnat d'Allemagne de football. Le montant du contrat qui court jusqu'en 2004 conclu entre la Fédération allemande de football et le groupe bavarois s'élève à 1,5 milliard d'euros. Les rencontres du championnat sont diffusées en direct en Allemagne sur Premiere, la chaîne à péage, déficitaire, de Kirch.

■ **SUEZ** : le groupe français a décidé de sortir des télécommunications en cédant l'opérateur FirstMark au groupe Louis Dreyfus, selon *Le Figaro* de mardi. Quinze mois après que Suez a annoncé renoncer à l'UMTS, cette cession va raviver les interrogations sur l'avenir du pôle communication du groupe. Le pôle comprend des participations dans M6 (37,88 %), Paris Première (93,38 %), TPS (25 % en direct) et une participation de 50,01 % dans le câble-opérateur Noos.

### FINANCE

■ **PESO** : après la nomination d'un nouveau ministre de l'économie, la monnaie argentine s'est appréciée de 6 % lundi face au billet vert, en clôturant à 3,08 pesos pour 1 dollar sur le marché libre, contre 3,28 pesos à la clôture, vendredi 19 avril, dernier jour de cotation officielle. Le marché des changes était resté fermé toute la semaine dernière.

## L'allemand Consors passe dans le giron de BNP Paribas

Avec 566 000 comptes, le courtier en ligne occupe la deuxième position outre-Rhin

### FRANCFORT

de notre correspondant

La prise de contrôle de Consors par BNP Paribas, annoncée lundi 29 avril, marque un tournant dans le monde des courtiers en ligne. En rachetant immédiatement 66,4 % de l'opérateur et en lançant une OPA sur le reste placé en Bourse – soit au total une acquisition d'environ 485 millions d'euros –, BNP Paribas ne se renforce pas seulement sur le marché allemand, mais sur l'ensemble du continent, où sa filiale Cortal et Consors revendiquent ensemble 1,2 million de clients. « C'est pour l'instant le plus important mouvement de consolidation en Europe sur un marché à la peine », indique Thomas Rothausler, de la banque Sal. Oppenheim.

Après l'euphorie de la fin des années 1990, l'éclatement de la bulle Internet et les turbulences sur l'ensemble des places mondiales ont doué l'enthousiasme des petits porteurs : le nombre de transactions s'est fortement contracté.

Les grands noms du secteur ont dû multiplier les plans de restructuration. Même les projets d'expansion européenne ont été révisés à la baisse. Après avoir fermé son pôle italien, le numéro un européen, l'allemand Comdirect, filiale de la Commerzbank, a cédé sa filiale française en mars à la société de Bourse ProCapital. L'un de ses plus sérieux prétendants sur le marché allemand, DAB, contrôlé par la deuxième banque privée allemande, l'HypoVereinsbank, et propriétaire de Self Trade en France, a réduit lui aussi ses prétentions, en quittant l'Italie pour se concentrer sur des marchés plus porteurs, comme le Royaume-Uni.

### VASTE PLAN D'ÉCONOMIE

Après être devenue l'une des entreprises symbole de la Netéconomie version allemande, Consors a contribué au naufrage de sa maison mère, la banque familiale Schmidt, implantée depuis plus d'un siècle dans les environs de Nuremberg. Reprise en extremis en novembre

2001 par un consortium de banques privées et publiques, la Schmidt-Bank entendait se séparer de son poulain pour financer son redressement. Le courtier en ligne, qui pointe en deuxième position en Allemagne avec 566 000 comptes, a mis en œuvre un vaste plan d'économie. Essentiellement présent sur son marché domestique, Consors a affiché pour 2001 des pertes de 125 millions d'euros permettant d'apurer le passé pour séduire son nouveau propriétaire.

L'année 2002 sera-t-elle plus facile ? Tout dépendra de l'évolution des marchés boursiers. Son concurrent DAB n'attend « aucune amélioration significative de l'environnement sur les marchés ». Et les premiers mois de l'année ne donnent au courtier en ligne « aucune raison de se montrer optimiste ». Les restructurations devraient se poursuivre, au profit des plus gros opérateurs, surtout dans les pays, comme la France, où le secteur est peu consolidé.

Philippe Ricard

## Usine AZF : trois journalistes jugés pour « publication de fausse nouvelle »

### TOULOUSE

de notre correspondant régional

Trois journalistes du *Figaro* et de *Valeurs actuelles*, Marc Mennesier, Jean-Marc Leclerc et Franck Herriot, ainsi que les directeurs de publication de ces deux journaux, ont comparu, lundi 29 avril, devant le tribunal correctionnel de Toulouse, à la suite d'articles publiés en octobre 2001 sur les causes de l'explosion de l'usine AZF. Ils étaient poursuivis par le parquet pour « diffamation et publication de fausse nouvelle de nature à

troubler la paix publique ». Les articles en cause relevaient un certain nombre de faits et de rumeurs qui pouvaient accréditer la thèse d'un attentat islamiste, thèse que le procureur de la République avait formellement exclue. Les journalistes s'appuyaient sur un rapport des renseignements généraux faisant état des relations d'une des victimes avec les milieux islamistes ainsi que sur la découverte, sur le corps de cet ouvrier, de plusieurs couches de sous-vêtements et sur des témoignages évoquant un

« éclair » se dirigeant en direction du hangar de nitrate, avant l'explosion.

### « MÉTIER DE CONTRE-ENQUÊTE »

L'enquête de police a, par la suite, levé tous les soupçons qui ont pu un moment peser sur l'homme en question et a écarté définitivement l'hypothèse d'un attentat, sans pour autant avoir apporté, depuis, toute la lumière sur l'explication accidentelle.

Estimant qu'il y avait bien « falsification volontaire des faits dans l'in-

tervention de créer un trouble », le procureur de la République a requis la condamnation des journalistes, laissant le choix de la sanction à l'appréciation du tribunal. La défense, elle, a plaidé la relaxe, affirmant que les journalistes n'avaient rien fait que d'exercer « leur métier de contre-enquête » sans intention de nuire, et que leur rôle n'était pas de conforter la thèse du parquet. Le jugement sera rendu le 24 juin.

Jean-Paul Besset

# La presse d'extrême droite a du mal à sortir de sa confidentialité

Souvent en mauvaise santé financière, les très nombreux journaux de la « droite nationale » misent sur les résultats du premier tour du scrutin présidentiel pour séduire de nouveaux lecteurs. Le Front national subventionne directement deux publications

EN DÉPIT de sa variété et des diverses tendances qu'elle reflète, le gros de la presse d'extrême droite s'est rallié derrière Jean-Marie Le Pen. Avant même le premier tour de l'élection présidentielle, le 21 avril, pour certains titres, ou depuis, notamment pour le quotidien *Présent*. Le score de M. Le Pen et la place désormais accordée à ses idées dans les médias nationaux permettent à ces journaux militants d'espérer des jours « meilleurs ». La santé financière de ces publications est en effet souvent fragile. Quasiement dénuées de publicités, elles dépendent de donateurs, de ses lecteurs et de l'engagement de ses rédacteurs.

Le titre qui revendique la plus forte diffusion est *Français d'abord !*, la revue officielle du Front national (FN), qui la finance. Ses 50 000 exemplaires sont distribués deux fois par mois aux abonnés, et à des adhérents du parti. Recevant au « Paquebot », le siège du FN installé à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), Martial Bild, le rédacteur en chef de cette publication, ne fait pas de mystère de son caractère militant : « C'est une presse de parti, un journal de combat. » Ce conseiller régional et délégué général adjoint du FN a été chargé de reprendre en main ce titre depuis la scission de Bruno Mégret, en décembre 1998.

Tout le journal tourne autour du chef du FN, explique M. Bild. « Il est fait en cercles concentriques : nous partons de Jean-Marie Le Pen, puis nous élargissons à la campagne électorale du Front national, à l'actualité du parti, à l'actualité en général, pour terminer par la culture. »

Selon le même schéma, *Français d'abord !* diffuse aussi une lettre quotidienne sur Internet, qui revendique 14 000 abonnés. « Notre publication est assez soft et modérée, même si elle peut paraître dure de l'extérieur : on n'attaque personne ad hominem, nous essayons d'argumenter, en utilisant des arguments forts, mais sans recourir à la polémique », assure M. Bild.

## « UNE PORTE À FRANCHIR »

Toujours à l'intérieur du « Paquebot », à l'étage supérieur, se trouve la rédaction de *National Hebdo*, qui passe pour être le journal officiel du FN. Il faut sonner pour entrer. « Cela correspond bien à notre position vis-à-vis du FN : on est très proches, mais il y a une porte à franchir », avance Yves Daoudal, qui signe les éditoriaux politiques. Le FN est monté progressivement dans le capital de *National Hebdo* SA à 40 %, selon son PDG, Jean-Claude Varanne, un vieux compagnon de M. Le Pen et aussi conseiller régional FN. Chaque semaine, *National Hebdo* ouvre ses colonnes à son principal actionnaire, qui a carte blanche pour remplir la page qui lui est attribuée, « La vie du Front ». Cet hebdomadaire revendique une diffusion de plus de 40 000 exemplaires, dont 10 000 vendus au numéro.

M. Varanne, un ancien de *Valeurs actuelles*, a remplacé Roland Gaucher à la tête de l'hebdomadaire frontiste en 1992, quand l'existence du titre était menacée. En 1999, « nous avons subi une petite récession au moment de la scission au sein du FN », avoue M. Varanne. Ce qu'il ne dit pas, c'est que le redac-



teur en chef de l'hebdomadaire, Martin Peltier, ancien du *Quotidien de Paris*, est parti avec Bruno Mégret, et que le chroniqueur François Brigneau a pris ses distances en publiant le livre *Le Pen m'a tué*. Le nombre des abonnés aurait augmenté de 4 % depuis le début de la campagne présidentielle. « *National Hebdo* devrait avoir un avenir agréable », a ajouté son PDG.

Un grand drapeau américain, des photographies de John Wayne accrochées au mur, jouxtant des images pieuses... le bureau d'Alain Sanders, directeur de la publication de *Présent* détonne. « Contraire-

ment à Rivarol et à *National Hebdo*, je ne suis pas anti-américain », dit-il. Seul quotidien d'extrême droite, bien que M. Sanders récuse ce qualificatif pour lui préférer celui de « quotidien de toutes les droites nationales », *Présent* revendique 25 000 exemplaires de diffusion cinq jours par semaine. Vendu 1,52 euro en kiosque et par abonnement, ce titre a appelé à voter Jean-Marie Le Pen au second tour du scrutin présidentiel, après être resté neutre avant le premier, ne voulant pas prendre parti entre le chef du FN et M. Mégret. Fidèle à la devise « Dieu-famille-patrie », le journal

est lu par des proches de M. Le Pen, Mégret ou par des monarchistes...

*Présent* ne bénéficie plus, depuis 1997, du soutien de l'Etat et, plus précisément, de l'attribution du fonds destiné aux quotidiens d'information à faibles ressources publicitaires, une aide accordée à *L'Humanité* et à *La Croix*. La Direction du développement des médias, qui dépend de Matignon, affirme que le prix de vente de *Présent* est trop cher pour qu'il ait accès à ce fonds. Hormis quelques petites annonces, le quotidien, qui n'emploie plus que 16 salariés, ne vit que de ses ventes.

« En 1999, la fracture entre le FN et le MNR nous a fait perdre un millier d'abonnés. Nous laissons aussi bien la parole à Jean-Marie Le Pen, ou Bruno Mégret qu'à Philippe de Villiers, Christine Boutin, parce que nous apprécions sa position sur l'avortement, ou même à Charles Pasqua », précise-t-il. Depuis le 21 avril, M. Sanders constate « un frémissement dans les abonnements ». Son journal a souvent été condamné, notamment pour des propos racistes.

Camille-Marie Galic, directrice, rédactrice en chef de *Rivarol*, hebdomadaire qui annonce 10 000 exemplaires de diffusion (dont près de 3 400 en kiosques), affirme « avoir profité de la crise du FN. Nous avons donné la parole à M. Le Pen et Mégret, tout en exprimant des souhaits de réconciliation. Nous ne sommes pas inféodés au FN. » Même si *Rivarol* assume l'étiquette « d'extrême droite » et appelle, au second tour du scrutin comme au premier, à voter en faveur du

chef du FN, sa directrice estime : « Pour moi, M. Le Pen est très démocrate. »

« Nous nous autocensurons, nous sommes plus sages et nous avons désormais moins de procès », explique M<sup>me</sup> Galic. La répression a été la plus forte quand Jacques Toubon et Pierre Méhaignerie étaient gardes des sceaux, respectivement des gouvernements Juppé et Balladur. » Avec une toute petite équipe, le titre « atteint un équilibre financier », mais les « frais sont réduits au minimum ».

Diffusé deux fois par mois à 12 000 exemplaires en kiosques, par abonnement et à la criée, *L'Action française*, journal royaliste, s'était déclaré, au début de la campagne, plutôt intéressé par la démarche souverainiste de Jean-Pierre Chevènement. Pour Pierre Pujo, son PDG, « le principal danger, ce n'est pas le facisme, c'est Bruxelles ». Mais jugeant M. Chevènement trop peu engagé, le titre – qui habituellement ne donne pas de consigne de vote – a appelé à voter M. Le Pen au premier tour et maintiendra cette position pour le second. « Notre soutien ne dépassera pas le second tour, il est lié, strictement à la défense du souverainisme », dit M. Pujo.

Par ailleurs, l'hebdomadaire *Minute*, qui a survécu à des crises financières et changements de propriétaires depuis sa création en 1962, voit ses ventes réduites. Son heure de gloire, quand le titre culminait à 200 000 exemplaires au début des années 1980, est révolue. La direction n'a pas souhaité répondre aux questions du Monde.

Antoine Jacob et Nicole Vulser

## « Et du coup, le peuple sent mauvais »...

Voici quelques extraits de ce type de presse publiés récemment :

► **Minute du 24 avril 2002** : « Enfin ! Enfin le signe d'un réveil, l'amorce d'une réaction, le début du redressement des esprits ! Naguère, c'est-à-dire voilà seulement quatre mois, deux mois, un mois, alors que l'euro remplaçait le franc, que les banlieues chaudes étaient la Saint-Sylvestre à la lumière des véhicules incendiés ; que, plus tard, des militants du Hamas égarés en nos verts pâturages lançaient des voitures bélier contre les synagogues, ou que des manifestants juifs se battaient dans les rues d'un Paname que plus personne n'ose encore gratifier de ce surnom nostalgique et démodé comme une chanson de Piaf ou un film de Tati ; naguère donc, on avait pu craindre la France résignée à une inéluctable et double dissolution, au sein d'une Europe supranationale et d'une immigration pléthorique. La présence de Le Pen au deuxième tour (...) sonne comme un réveil : un réveil au canon tiré aux oreilles des manipulateurs d'opinion, politiciens consensuels, médiatistes consacrés, sondeurs d'opinion et autres virtuoses de la flûte à gogos. »

► **Présent du mardi 23 avril** : « Le premier accusait le second de "rouler" pour Chirac. Le second accusait le premier de "rouler" pour Jospin. Résultat des courses ? Le premier a banané Jospin, le contraignant même à retourner à ses

chers études. Le second appelle sans équivoque à voter contre Chirac.

Alors ? Maintenant, halte au feu ! La chienlit et les racailles qui dans la nuit de dimanche à lundi ont manifesté – parfois très violemment et toujours la haine en bouche – ne font pas le détail dans leur détestation. Ils ne sont pas plus ou pas moins pour le premier que pour le second. Ils sont globalement, idéologiquement, quasi militairement contre la France française. Il faut le savoir. Et en tirer des leçons. »

► **Rivarol du 26 avril** : « "Le Pen dehors", "Le Pen charogne", tels étaient les slogans les plus doux, sur les calicots déployés entre Bastille et République au milieu d'un déferlement de drapeaux rouges, et dans les gosiers éraillés par le shit et la Corona, ceux de la "deuxième génération/Français/Immigrés/tous unis contre le fascisme". Une atmosphère de 6 février 1934 régnait aussi place de la Concorde, à ceci près que les manifestants qui s'y heurtaient très durement aux CRS n'étaient pas cette fois des nationalistes mais au contraire des Français de papier, bien décidés à imposer leur loi au pays tout entier et profitant de cette baston citoyenne pour vandaliser Maxim's et faire leur marché rue Royale. »

► **L'Action française du 24 avril** : « L'enjeu réel du scrutin, c'est le maintien d'une France maîtresse de ses destinées face à l'engrenage

de la "Constitution européenne", c'est la récupération d'une souveraineté que nos gouvernants de droite ou de gauche ont larguée ces dernières années au fil des accords de Schengen, des traités de Maastricht, d'Amsterdam, de Nice. Ces étapes d'une abdication nationale ont été franchies sans provoquer les coups d'arrêt que d'autres peuples comme les Danois ou les Irlandais – jaloux de leur indépendance – ont imposés à leurs gouvernements européens. Chez nous, les grands médias ont conditionné les gens selon le credo officiel. Seule une petite minorité a protesté contre le refus de M. Chirac d'effectuer le référendum sur la monnaie unique qu'il avait promis en novembre 1994. »

► **National Hebdo du 25 avril au 3 mai** : « Il n'y a plus d'autre vote populaire que le vote Le Pen. Et du coup le peuple sent mauvais. On lit dans la presse, ces jours-ci, des commentaires qui révèlent le mépris du peuple digne des heures les plus sombres de notre histoire... de ce temps où la noblesse accablait les manants. »

► **Français d'abord ! de la 1<sup>re</sup> quinzaine d'avril** : « Jacques Chirac n'a qu'un ennemi : la droite nationale. Il est pour la gauche française et, au-delà, pour les officines mondialistes qui règnent à Bruxelles, le meilleur rempart à la victoire d'une droite nationale et populaire qu'il combat avec acharnement. »

## Radio Courtoisie ou l'art de frôler les limites de la loi

Son fondateur, Jean Ferré, évoque « l'aurore qui est en train de se lever »

« **DIVINE SURPRISE** ». A l'écoute du commentaire de Claude Giraud sur les résultats du premier tour de l'élection présidentielle dans l'émission « Libre Journal », diffusée jeudi 25 avril sur les ondes de Radio Courtoisie, le doute sur les sympathies affichées à l'égard du Front National n'est guère de mise. « Depuis le score de légende de Jean-Marie Le Pen, il n'y a plus de voiture qui brûlent dans les banlieues, ils se sont bien calmés, se réjouit un invité. Ils ont la trouille, il leur faut un papa comme M. Le Pen, qui veut rétablir la punition, et qui envisage également de rétablir la peine de mort. »

« La radio libre du pays réel et de la francophonie », comme se définit Radio Courtoisie, a son siège boulevard Murat, près de la Porte de Saint-Cloud, à Paris. Installés dans une ancienne pizzeria au décor néocolonialiste, les locaux de la radio sont exiguës. Entre les cartons d'archives, les stocks de cassettes d'émissions enregistrées et les piles de 33 tours, deux femmes installées derrière des bureaux ré-

pondent aux appels des auditeurs. Sur les murs, des affichettes rappellent le montant minimum de la cotisation, 40 euros, pour devenir membre de cette radio associative. Jean Ferré, son fondateur, revendique le financement exclusif de Radio Courtoisie par ce biais. « Nous avons près de 10 000 adhérents », affirme-t-il. L'association, qui compte une centaine de bénévoles, n'emploie que dix salariés. L'essentiel des ressources est consacré à l'extension du réseau de couverture. Peu à peu, cette radio, née en 1987, tisse sa toile. D'abord diffusée à Paris, elle a accru son rayon d'action grâce à la location de cinq émetteurs en province (Chartres, Caen, Cherbourg, Le Havre, Le Mans), et s'est installée sur le satellite TPS et sur Internet.

Pour ne pas risquer de perdre son autorisation, et ne pas compromettre son développement, Radio Courtoisie tente de ne pas dépasser les frontières fixées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui reconnaît que cette radio a su cultiver l'art de frôler les

limites sans vraiment les franchir. Pour éviter tout dérapage, l'antenne n'est jamais donnée directement aux auditeurs : leurs opinions sont livrées par le biais de fiches lues par un animateur. Elle a cependant été condamnée deux fois. La première pour injure de Serge de Beckett, qui anime le « Libre Journal » du mercredi soir, à l'encontre d'Olivier Biffaud, journaliste au Monde. La seconde, pour diffamation à l'encontre de Patrick Gaubert, conseiller de Charles Pasqua, par Pierre Sidos, dirigeant de l'Œuvre Française.

### PROPOS NÉGATIONNISTES

En 1997, le CSA a mis en demeure Radio Courtoisie pour la tenue de propos négationnistes à l'antenne. Pierre de Villemarest avait déclaré lors d'un « Libre Journal » : « Je ne dis pas qu'il n'y a pas des essais de chambre à gaz. Je connais deux ou trois cas d'essai et ce sont des témoignages allemands (...) J'ai les chiffres précis (...) qui démentent tous les chiffres qu'on a donnés. » M. Ferré qualifie cela de

« vieilles histoires ». Ancien journaliste au *Figaro Magazine*, le fondateur affiche ses convictions royalistes et considère que Radio Courtoisie exprime l'opinion de toutes les droites jusqu'aux extrêmes. A l'antenne, les invités évoquent tour à tour l'Algérie française, les exploits de la Légion étrangère, défendent les thèses des catholiques intégristes, fustigent le communisme, s'accordent à dénoncer le danger de l'immigration, sans manquer de flirter avec les allusions antisémites. M. Ferré prône dans son « Libre Journal » le rêve de Maurras, « l'alliance des droites », avec la droite « molle », représentée par Jacques Chirac, une alliance justifiée par « un système électoral majoritaire que je déteste ». M. Ferré évoque « l'aurore qui est en train de se lever sur notre combat pour la vraie France ». La radio dénonce les manifestations des jeunes, « manipulés par les réseaux d'extrême gauche » et qualifiés « de chair à canon idéologique ».

Laurence Girard

## Une kyrielle de petits journaux, bulletins et fanzines

ENTRE les revues semi-clandestines néonazies, les bulletins intégristes vendus dans près de 200 églises en France, les publications négationnistes, druidiques, celtiques, les journaux royalistes, les revues qui soutiennent plus ou moins ouvertement Jean-Marie Le Pen ou Bruno Mégret, l'éventail de la presse d'extrême droite en France est très important. Ces titres vendus par abonnement et tirés parfois à quelques milliers mais souvent à quelques centaines, voire dizaines, d'exemplaires n'attirent presque aucune recette publicitaire. Ils ne cachent ni leur anticommunisme, ni leur xénophobie, ni leur antisémitisme, leur haine des francs-maçons et des trotskistes.

En 1992, Jean-Yves Camus et René Monzat, coauteurs de *Les droites nationales et radicales en France*, paru aux Presses universitaires de Lyon (PUL), relevaient plus de 360 titres appartenant à cette famille. Depuis, affirme M. Monzat, beaucoup ont disparu et certains ne sortent plus que de façon irrégulière. « La plupart des titres ne sont pas liés directement au FN. Avec les élections, une série de publications pourrait réapparaître », dit-il. L'une des quatre ou cinq librairies spécialisées ayant pignon sur rue, la Société européenne de diffusion, à Paris, vend aujourd'hui une cinquantaine de titres. Sans compter les bulletins locaux qui rivalisent dans la radicalité, comme *Le Beaucentis* à Metz, *L'épervier catholique* à Chateauroux, *Lansquenets* à Aix-en-Provence, *Faïalla* à Tarbes, le *Fanal* ou *Vents d'Est* en Alsace.

Les skinheads publient des bulletins racistes souvent éphémères. Il faut aussi citer *Le Chêne*, proche du MNR de Bruno Mégret, ou *Éléments*, tenu à bout de bras par Alain de Benoist, qui cherche à moderniser le discours de l'extrême droite. Selon M. Monzat, ce titre a publié des notices nécrologiques qui révèlent « des rapports étonnants avec un héritage nazi ». A Nantes, *Résistance* l proposait en 1999 un circuit touristique en Bavière sur les traces des nazis. Par ailleurs, *Terre et Peuple* est un titre radical, proche de M. Mégret, tandis que *Le Rougeur masqué* ou *Nouvel ordre* se réclament du Groupe Union Défense (GUD). Parmi les publications intégristes figurent *Fidélité*, *Itinéraires*, *Le Sel de la terre* ou *Marchons droit*.

Dans les titres à plus fort tirage, *Présent* provient d'un mensuel éponyme. Le quotidien a été fondé en 1982 par Jean Madiran – ancien collaborateur de l'Action française et catholique traditionaliste qui a rompu avec Mgr Lefebvre en 1988 –, Bernard Antony, dit Romain Marie – ancien député FN européen et chargé de la culture au FN – et François Brigneau, parti en 1987.

*Rivarol* est né en 1951 pour réhabiliter des vichystes épurés et participer aux campagnes de réhabilitation du maréchal Pétain. Anti-gaulliste lors de la guerre d'Algérie, il s'est radicalisé en 1962 en publiant des thèses négationnistes.

*Journal royaliste*, l'Action française, interdite en 1944, avait racheté un titre en juin 1947, relancé par Georges Calzant, ex-secrétaire des

## Ces titres n'attirent presque aucune recette publicitaire

camelots du roi. A l'époque, le titre réclame la révision des procès Maurras et Pétain. Fruit de divisions successives de Restauration nationale, l'Action française est aujourd'hui sous-titrée : « Tout ce qui est national est nôtre. »

*Minute* se définit comme favorable à l'Algérie française et anti-gaulliste à sa création en 1962. M. Le Pen s'y est occupé de publicité. Passé entre les mains de plusieurs propriétaires, dont Yves Montenay, membre du Club de l'Horloge, puis Serge Martinez – à l'époque membre du comité central du FN – et Gérard Penciolelli, ex-dirigeant d'Ordre nouveau, le titre a suspendu sa parution en 1999, avant d'être repris par SE2M, société multimédia de Catherine Barnay, une proche de M. Penciolelli.

Si *Français d'abord !* est la lettre officielle de M. Le Pen, *National Hebdo*, contrôlé à 40 % par le FN, a été fondé par Roland Gaucher. Selon M. Camus, cet hebdomadaire incarne la tendance « national-populaire » du FN, « la plus hostile au compromis avec la droite parlementaire ».

A. J. et N. V.

## LA TENDANCE FINANCIÈRE

## Les marchés souffrent de la léthargie de l'économie

LES MARCHÉS boursiers américains ont poursuivi leur baisse, lundi 29 avril, dans une atmosphère alourdie par la publication de statistiques économiques décevantes aux Etats-Unis. Alors que le PIB affiche une hausse de 5,8 % au premier trimestre, les opérateurs ont été refroidis par un tassement de l'investissement et une dégradation de la confiance des ménages (*lire page 27*). A New York, l'indice Dow Jones des trente principales valeurs industrielles a abandonné 90,85 points (0,92 %), à 9 819,87 points. Sur le Nasdaq, l'indice Composite a perdu 6,96 points (0,42 %), à 1 656,93 points, tandis que le S & P 500 s'est inscrit en baisse de 1,01 %, à 1 065,4 points. C'est la sixième séance de baisse consécutive pour ce dernier indice, soit la

## INDICE NASDAQ

Depuis six mois



Source : Bloomberg

Marc Ferracci

série la plus longue depuis septembre 2000.

La plupart des marchés européens ont terminé en baisse, toujours inquiets des perspectives de résultats des entreprises en l'absence de rebond marqué aux Etats-Unis. L'indice Eurostoxx 50, limité aux valeurs de la zone euro, a perdu 0,63 %, à 3 538,74 points. La Bourse de Londres s'est tassée de 0,10 %, à 5 153,90 points ; celle d'Amsterdam a perdu 0,76 %, à 505,41 points. L'indice DAX, à Francfort, s'est légèrement apprécié, gagnant 0,15 %, à 5 008,04 points. A Paris, le CAC 40 a décroché de 0,51 %, à 4 430,38 points. Le titre Alcatel a perdu 2,2 %, à 14,07 euros, tandis que France Télécom, après être descendu à 27 euros au cours de la première heure de cotation, a terminé la séance sur un gain inespéré de 1,5 %, à 28,34 euros. L'incertitude sur les résultats à venir aidant, les valeurs défensives ont à nouveau été à l'honneur. Peugeot a bondi de 2,7 %, à 54,95 euros, et Air Liquide a gagné 1,1 % à 168,60 euros. Le trou d'air enregistré vendredi sur le Nasdaq (-2,9 %) a en outre eu des conséquences sur le Nouveau Marché, l'indice des valeurs technologiques françaises perdant 1,75 %, à 984,73 points. A Tokyo, l'indice Nikkei a cédé 49 points (0,42 %), à 11 492,54 points.

## Les banques européennes affichent des résultats trimestriels en baisse

LE BAL des résultats trimestriels se poursuit. Les banques européennes annoncent des résultats contrastés, marqués par la montée des risques et la baisse des plus-values latentes. La banque de détail permet d'atténuer le recul des profits, notamment pour les banques françaises. Les établissements bancaires ne se risquent guère à des prévisions, en raison de l'incertitude sur la conjoncture économique.

## UN TOURNANT POUR LA DEUTSCHE BANK

A trois semaines du passage de relais entre Rolf Breuer et Josef Ackermann, prévu le 22 mai, la Deutsche Bank se fixe comme priorité d'augmenter sa capitalisation boursière. Il s'agit de porter la valeur boursière du groupe au seuil des 100 milliards d'euros, contre 44 milliards actuellement, afin de décourager toute velléité de prise de contrôle, alors que l'action a perdu 30 % en un an. La première banque privée allemande met en œuvre un véritable tournant stratégique avec la réintégration de ses activités de banque de détail. Filialisé voici deux ans, sous l'enseigne Deutsche Bank 24, ce pôle a fait l'objet de différents projets, Rolf Breuer envisageant tour à tour de le céder ou de le piloter en partenariat. Il sera désormais associé aux activités de gestion d'actifs, ainsi qu'à la banque en ligne Maxblue. Cette réorientation va s'accompagner d'un nouveau plan d'économie destiné à réduire les coûts de 2 milliards d'euros d'ici à 2003. De nouvelles suppressions d'emplois sont envisagées en plus des 9 200 déjà annoncées ces derniers mois.

La banque a certes annoncé un bénéfice imposable en hausse de 39 %, à 1,27 milliard d'euros. Mais il est gonflé par un produit de 1 milliard d'euros sur des ventes de titres, notamment Allianz ou Munich Ré. La cession

## CHRONIQUE DES MARCHÉS

## L'ACTION DEUTSCHE BANK

en euros à Francfort



Source : Bloomberg

des participations détenues par la banque dans la finance et l'industrie allemande doit être accélérée. La Deutsche Bank va lancer une opération de rachat d'actions pour soutenir le titre.

## ABN AMRO ET SCH PRUDENTES

La première banque des Pays-Bas a annoncé, lundi 29 avril, un bénéfice net en repli de 41,9 % au premier trimestre, à 397 millions d'euros. Le recul est limité à 9,4 % par rapport au quatrième trimestre 2001. Le profit a été affecté par une charge de 205 millions d'euros pour sa restructuration aux Etats-Unis. L'établissement a mis un terme à ses activités sur titres aux Etats-Unis et réduit ses effectifs aux Pays-Bas. Les provisions sur créances douteuses, en hausse de 46 %, à 390 millions d'euros, ont également pesé sur le résultat.

L'établissement néerlandais reste prudent. « Bien que les conditions économiques se soient améliorées au cours de ce premier trimestre, la conjoncture stagne et reste imprévisible (...) les perspectives économiques restent incertaines, nous restons prudents sur la suite de cette

année », a déclaré lundi Rijkman Groenink, président d'ABN Amro. La banque vise un résultat au moins à l'équilibre, espérant que les mesures de réduction des coûts parviendront à compenser la baisse de ses recettes. Cette prudence a un peu déçu les analystes. Le titre a terminé la séance, lundi, en recul de 1,58 %, à 21,74 euros. Autre ténor à annoncer ses résultats, la première banque espagnole Santander Central Hispano (SCH) a affiché une faible progression, de 0,34 %, de son bénéfice net au premier trimestre, à 670,5 millions d'euros. Hors provisions sur l'Argentine, le bénéfice aurait progressé de 9,6 %. Le groupe réfléchit au maintien de sa présence en Argentine.

## RECOMPOSITION EN VUE

Les investisseurs tablent sur une recomposition du secteur. L'annonce, le 19 avril, du nouveau plan stratégique de la Société générale a d'abord fait bondir l'action, qui a flirté avec 80 euros, mais, depuis, « le cours a fortement reflué (en baisse de 1,12 %, à 74,95 euros lundi), les investisseurs prenant conscience de l'absence de novation du nouveau plan stratégique », observe Global Equities. Les analystes parient sur un mariage à plus ou moins long terme. Après avoir affiché une résistance en 2001, les banques françaises devraient encore se comparer très favorablement à leurs concurrentes cette année, dans un environnement qui reste, au moins en ce début d'année, difficile, indique Pascal Decque, analyste à la Caisse des dépôts, interrogé par Reuters. L'agence de notation Fitch anticipe quant à elle des résultats « convenables » pour 2002, proches de ceux de 2001.

Philippe Ricard (à Francfort) et Pascale Santi

## LES BOURSES DANS LE MONDE 30/4, 9h52

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER			
<b>UNION EUROPÉENNE</b>									
ALLEMAGNE	DAX Index	5008,05	30/4	0,00	5467,31	19/3	4706,01	20/2	24,70
	Euro Neu Markt Price IX	878,44	30/4	0,74	1212,43	4/1	881,76	25/4	
AUTRICHE	Austria traded	1339,77	30/4	0,05	1338,41	18/4	1109,88	9/1	14,40
BELGIQUE	Bel 20	2775,47	30/4	0,14	2906,75	24/4	2609,61	15/1	13,60
DANEMARK	Horsens Bnex	253,40	30/4	1,14	280,92	26/3	248,52	25/4	
ESPAGNE	Ibex 35	8161,30	30/4	0,18	8608,50	4/1	7628,00	22/2	18,90
FINLANDE	Hex General	6778,32	30/4	-0,32	9224,38	4/1	6580,85	25/4	16,90
FRANCE	CAC 40	4428,27	30/4	-0,05	4720,04	4/1	4210,29	20/2	20,50
	Mid CAC	2114,18	29/4	-0,42	2176,89	2/4	1929,16	2/1	15,00
	SBF 120	3092,59	30/4	-0,04	3263,90	28/3	2924,73	20/2	20,50
	SBF 250	2936,56	29/4	-0,52	3081,90	28/3	2782,54	20/2	20,50
	Indice second marché	2544,40	29/4	-0,21	2553,77	19/4	2287,72	2/1	15,10
	Indice nouveau marché	982,30	30/4	-0,25	1175,41	7/1	980,65	29/4	
GRÈCE	ASE General	2227,96	30/4	0,00	2655,07	3/1	2160,28	16/4	14,60
IRLANDE	Irish Overall	5162,78	30/4	0,29	6085,03	18/1	4611,80	20/3	12,50
ITALIE	Milan Mib 30	32154,00	30/4	0,00	33548,00	17/4	29542,20	2/2	20,80
LUXEMBOURG	Lux Index	1128,75	29/4	-0,08	1169,47	14/1	1103,43	6/3	
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	506,88	30/4	0,29	531,45	18/4	475,19	22/2	17,60
PORTUGAL	PSI 20	7594,03	30/4	0,21	7998,50	4/1	7161,67	25/2	18,00

## EUROPE Mardi 30 avril 9h52

INDICES	Indice	% var.
SECTEURS EURO STOXX		
AUTO STOX 50	3546,12	-0,21
AUTOMOBILE	228,50	-0,41
BANQUES	292,06	-0,09
PRODUIT DE BASE	200,67	-0,05
CHEMIE	354,97	-1,09
TÉLÉCOMMUNICATIONS	390,46	-0,27
CONSTRUCTION	239,19	-0,10
CONSOMMATION CYCLIQUE	133,41	-0,10
PHARMACIE	475,10	-1,41
ÉNERGIE	342,40	-0,33
SERVICES FINANCIERS	232,91	-0,36
ALIMENTATION ET BOISSON	251,04	-0,46
BIENS D'ÉQUIPEMENT	362,84	-0,08
ASSURANCES	314,40	-0,30
MÉDIAS	255,32	-1,05
BIENS DE CONSOMMATION	385,37	-0,06
COMMERCE ET DISTRIBUTION	268,45	-0,81
HAUTE TECHNOLOGIE	397,00	-0,03
SERVICES COLLECTIFS	294,42	-0,26

## LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX

Code pays	Cours	% var. /préc.
ABN AMRO HOLDING	21,81	-0,32
AEGON NV	25,76	-0,08
AIR LIQUIDE	168,60	0,00
ALCATEL A	14,18	-0,78
ALLIANZ N	263,50	-0,23
AVENTIS	78,60	2,54
AXA	23,20	-0,52
BASF AG	46,50	3,24
BAYER	35,94	-0,67
BAYR.HYP.U.VERBK	38,68	-0,44
BBVA	12,90	-1,18
BNP PARIBAS	57,35	-0,44
BSCH	10,15	-0,50
CARREFOUR	48,23	-1,07
DAIMLERCHRYSLER N	50,57	-0,24

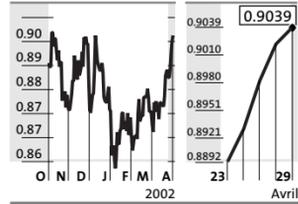
## MARCHÉ DES CHANGES 30/4, 9h52

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)		0,78120	0,90250	1,45660	0,61650
TOKYO (¥)	128,01000		115,48000	186,47215	78,92110
PARIS (€)	1,10800	0,86555		1,61395	0,68310
LONDRES (£)	0,68645	0,53625	0,61945		0,42325
ZURICH (FR. S.)	1,62200	1,26730	1,46365	2,36250	

## COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COURONNE DANOISE	7,4301	7,4387
COURONNE NORVÉGE	7,5810	7,5870
COURONNE SUÉDOISE	9,2210	9,2270
COURONNE TCHÉQUE	30,3895	30,8577
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6759	1,6784
DOLLAR CANADIEN	1,4138	1,4145
DOLLAR HONGKONG	7,0376	7,0395
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,0163	2,0206
FORINT HONGROIS	242,7909	243,6025
LEU ROUMAIN	30153,0000	30213,0000
ROUBLE	28,1870	28,2120

## EURO à 6 mois



Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER			
<b>ROYAUME UNI</b>									
	FTSE 100 index	5151,60	30/4	-0,04	5362,29	4/1	5015,50	20/2	17,50
	FTSE techMark 100 index	1054,18	30/4	-0,07	1569,62	4/1	1072,19	26/4	110,00
SUÈDE	OMX	709,29	30/4	-0,16	878,88	4/1	680,85	25/4	23,50
<b>EUROPE</b>									
HONGRIE	Bux	8670,68	29/4	-0,36	8917,20	22/4	7052,97	3/1	
ISLANDE	ICEX 15	1313,36	29/4	-0,08	1413,85	21/3	1142,61	7/1	
POLOGNE	WSE Wig index	15218,88	29/4	0,37	16423,34	25/1	13842,30	2/1	199,70
TCHÉQUIE	Exchange PX 50	450,00	30/4	-0,04	458,10	26/4	384,60	2/1	
RUSSIE	RTS	391,85	29/4	0,09	393,94	26/4	267,70	3/1	
SUISSE	Swiss market	6557,80	30/4	-0,14	6723,10	18/4	6059,10	6/2	18,60
TURQUIE	National 100	11682,01	30/4	0,21	15071,83	8/1	10443,80	18/3	10,70
<b>AMÉRIQUES</b>									
ARGENTINE	Merval	389,37	29/4		471,33	6/2	323,69	2/1	
BRESIL	Bovespa	13090,29	29/4	0,11	14495,28	18/3	12300,70	30/1	9,40
CANADA	TSE 300	7582,45	29/4	-0,64	7992,70	7/3	7402,70	20/2	20,30
CHILI	Ipsa	95,26	29/4	-0,26	102,37	4/1	94,80	20/2	
ÉTATS-UNIS	Dow Jones ind.	9819,87	29/4	-0,89	10673,09	19/3	9529,45	30/1	21,40
	Nasdaq composite	1656,93	29/4	-0,53	2098,87	9/1	1660,78	29/4	44,40
	Nasdaq 100	1246,75	29/4	-0,47	1712,82	9/1	1250,81	26/4	40,40
	Wilshire 5000	10119,99	29/4	-0,90	10983,40	19/3	10040,55	20/2	
	Standards & Poors 500	1065,45	29/4	-1,02	1176,96	7/1	1074,35	20/2	20,20
MEXIQUE	IPC	7434,19	29/4	-0,74	7611,12	11/4	6365,72	14/1	12,70

## FRANCFORT

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
<b>Meilleures performances</b>		
MANAGT DATA MEDIA	0,12	33,33
CONSOR DISC BRKER	12,35	30,00
CARRIER ONE	0,10	25,00
KNORR CAPITAL PART	1,84	21,85
BURGBAD VZ	3,10	21,09
NIBHON NETWORK	0,24	20,00
VI Z RT	0,89	15,58
<b>Plus mauvaises performances</b>		
LETSBUYIT.COM	0,01	-50,00
MUEHL PRODUCT&SERV	0,71	-29,70
HSB5 MEDIA	0,29	-27,50
TEAM COMM GRP	0,08	-27,27
BROKAT TECHNOLOGIE	0,03	-25,00
PULSION MEDIC SYST	2,12	-20,00
ADCON TELEMETRY	1,36	-20,00

## LONDRES

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
<b>Meilleures performances</b>		
TRAFFICMASTER	0,27	16,30
QXL RICARDO	0,01	16,16
MARCONI	0,09	14,77
BALTIMORE TECHNOL	0,08	6,67
AUTONOMY CORP	3,67	6,38
AMEC PLC	4,87	5,07
TELEVEST COMM	0,12	4,55
<b>Plus mauvaises performances</b>		
SCOOT.COM	0,01	-15,00
KINGSTON COMM	0,76	-6,75
AMERSHAM	6,37	-6,12
THUS	0,19	-5,13
CELLTEC GROUP	5,74	-5,12
CARPHONE WAREHOUSE	0,67	-4,98
AMVESCAP	7,35	-4,42

## TAUX

Taux	Taux	Taux	Taux	
J.le J.	3 mois	10 ans	30 ans	
FRANCE	3,30	3,39	5,25	5,45
ROYAUME-UNI	4,75	4,15	5,23	5,08
ITALIE	3,30			

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Mardi 30 avril 9h30

Table of French stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam.

Table of international stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam.

Table of international stock market data including columns for Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, and Code sicoam.

NOUVEAU MARCHÉ

29/4 : 22,04 millions d'euros échangés

Table of new market data including columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var.

Table of company performance data including columns for company name, value, and percentage change.

Advertisement for 'Le Pen et les droites extrêmes en Occident' featuring the 'MALAISE DANS LA CIVILISATION' logo and 'EN KIOSQUE CHAQUE JEUDI, 3 €'.

SECOND MARCHÉ

29/4 : 24,60 millions d'euros échangés

Table of second market data including columns for Valeur, Cours de clôture (€), and % var.

Table of company performance data including columns for company name, value, and percentage change.

SICAV ET FCP

SÉLECTION

Dernier cours connu le 30/4 à 9h

Table of SICAV and FCP data including columns for Valeur, Cours, date, and % var.

Table of company performance data including columns for company name, value, and percentage change.

Table of company performance data including columns for company name, value, and percentage change.

Table of company performance data including columns for company name, value, and percentage change.

Table of company performance data including columns for company name, value, and percentage change.

Table of company performance data including columns for company name, value, and percentage change.

# AUJOURD'HUI

## SPORTS

Dans un entretien au *Monde*, **ISSA HAYATOU**, candidat à la présidence de la Fédération internationale de football (FIFA), critique les méthodes employées par son unique adversaire, le Suisse **JOSEPH BLATTER**,

président sortant de la FIFA et candidat à une réélection. La désignation du président de la FIFA doit avoir lieu en assemblée générale, **LE 29 MAI À SÉOUL**, en préambule à la Coupe du monde. Issu d'une famille

aisée du nord du Cameroun, âgé de 56 ans, Issa Hayatou est **PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION AFRICAINE** de football (CAF) depuis 1988 et fait aujourd'hui figure de chef de file des opposants à Joseph

Blatter. Il accuse celui-ci de se servir de l'administration de la FIFA pour mener sa campagne, de refuser la transparence en matière de rémunérations et de tenter de déstabiliser ses partisans.

## Pour conquérir la FIFA, Issa Hayatou mise sur la transparence

**Football** • Le président camerounais de la Confédération africaine de football (CAF), candidat à la présidence de la Fédération internationale, critique l'attitude de Joseph Blatter, son adversaire et actuel président de la FIFA, qui « ne peut qu'entretenir la polémique et alimenter les rumeurs »

**En tant que candidat à la présidence de la Fédération internationale de football (FIFA), vous allez devoir convaincre la majorité des 204 présidents de fédérations nationales qui voteront à Séoul, le 29 mai. Comment allez-vous mener votre campagne ?**

Il faut être franc : je ne peux pas faire campagne seul. Il se passera environ 70 jours entre la date de ma déclaration à la candidature et le jour du vote : il m'est impossible de rencontrer personnellement tous les votants. Je me suis donc entouré d'amis qui sillonnent les différents continents. Malgré tout, je voyage beaucoup. Je me suis déjà rendu en Afrique du Sud, en Algérie, aux Etats-Unis, en Suède... Je serai aux îles Tonga le 21 mai. Ceci étant, la base de mon électorat sera constituée des fédérations du continent africain. Elles sont 51 : j'en veux 45 derrière moi.

**Etes-vous vraiment certain de faire le plein de voix en Afrique ? Récemment, M. Blatter s'est targué de compter sur le soutien d'une vingtaine de fédérations africaines.**

La vérité, c'est qu'il a organisé une réunion à Tripoli pour parler du développement du football en Afrique et, à la grande surprise des dix-sept participants, il a surtout été question de sa candidature à la FIFA. Cette opération s'est faite avec le soutien du fils du général Kadhafi. Blatter lui aurait promis la Coupe du monde 2010. Je m'étonne que les pays invités à cette réunion soient parmi les plus pauvres



d'Afrique. Curieusement, ni la Tunisie ni l'Égypte ni le Cameroun ni aucun autre pays qui se suffit à lui-même n'a été convié.

**Quel regard portez-vous sur la campagne de votre adversaire, l'actuel président Joseph Blatter ?**

Son réseau est très vaste et il a derrière lui toute une machine déjà en place, qui est l'administration de la FIFA. Quand ses conseillers passent des coups de téléphone aux présidents de fédérations nationales afin de les convaincre de voter pour M. Blatter, ils le font avec l'argent de la FIFA. Son conseiller le plus proche, Jérôme Champagne, joue un rôle prépondérant dans cette campagne : lorsqu'il sait que tel président de fédération nationale n'est pas du côté de M. Blatter, il essaie de le déstabiliser. Je sais qu'il a passé des coups de fil partout en Afrique. Par ailleurs, on voit actuellement M. Blatter inaugurer beaucoup de projets Goal [projets visant

à développer la pratique du football dans des pays en voie de développement]. On est légitimement en droit de se demander s'il ne fait pas cela pour la promotion de sa propre candidature. Il faut avoir du courage pour mener une campagne face à lui. Mais je ne suis pas complexé.

**Est-il vrai que Jean-Claude Darmon, le président du groupe de marketing Sportive, finance votre campagne ? Il lorgne en effet sur les droits télévisés de la Coupe du monde dans l'hypothèse où vous seriez élu.**

Non. M. Darmon n'est pas intervenu dans ma campagne. Mais s'il veut donner un petit quelque chose, je ne refuserai pas. Qu'il sache, cependant, que je ne lui ferai pas de cadeau en contrepartie. Il n'aura pas de régime de faveur et il devra

répondre, comme tous les autres concurrents, au cahier des charges pour les droits télévisés.

**En tant que président de la Confédération africaine de football (CAF), vous gagnez 64 024 euros par an. Qu'en sera-t-il si vous devenez président de la FIFA ?**

Il faudrait d'abord que je sache ce que gagne M. Blatter. Depuis un an, je lui ai posé au moins dix fois la question et il ne m'a jamais répondu. Il a prétendu, dans une interview à *L'Equipe*, toucher 1,2 million de francs suisses par an [820 000 euros]. Mais un journal suisse a révélé que son salaire était de 2 millions de francs suisses [1,37 million d'euros]. Il y a déjà une marge importante entre ces deux chiffres. Ne trouvez-vous pas incroyable que personne, au sein du comité exécutif de la FIFA, ne

sache combien est payé le président ? Même Michel Zen-Rufin, le secrétaire général, ne le sait pas. Nous avons créé une commission d'audit pour faire la lumière sur cette question, ainsi que sur d'autres, mais M. Blatter en a suspendu les travaux. Quels sont ses mobiles ? Cette attitude ne peut qu'entretenir la polémique et alimenter les rumeurs.

**Et en tant que membre du comité exécutif de la FIFA, combien touchez-vous ?**

Cinquante mille dollars [55 340 euros] par an. C'est M. Blatter qui a eu l'idée de cette indemnité. J'ai pris cet argent, comme tous les autres membres du comité exécutif. Mais même si on ne nous avait rien donné, j'aurais poursuivi ma mission au sein de la FIFA.

Propos recueillis par Frédéric Potet

### PROFIL ENTRÉ DANS LE FOOTBALL COMME ON ENTRE EN POLITIQUE

Issu d'une famille royale de Garoua, dans le nord du pays, Issa Hayatou est entré dans le football comme on entre en politique. Alors que ses frères ont occupé différents postes au sein du gouvernement camerounais – Sadou Hayatou fut premier ministre de 1991 à 1993, son frère Alim est actuellement secrétaire d'Etat à la santé publique –, il a préféré se consacrer à la gestion des affaires du football, un sport qu'il pratiqua étant jeune. Secrétaire général de la Fédération camerounaise à l'âge de vingt-huit ans, il en deviendra président onze ans plus tard, en 1985.

Dans un continent où le football est soumis à d'incessants soubresauts, il poursuivra son ascension de manière très linéaire. Il

accède ainsi à la présidence de la Confédération africaine de football (CAF) en 1988, puis à la vice-présidence de la Fédération internationale (FIFA) en 1992, avant d'être coopté au sein du Comité international olympique (CIO) en 2001. Parmi ses réalisations, Issa Hayatou a obtenu la participation d'une cinquième équipe africaine à la Coupe du monde. On lui doit également d'avoir incité des pays très pauvres, tels le Burkina Faso ou le Mali, à organiser la Coupe d'Afrique des nations, dans le but d'accélérer leur développement économique.

Si elle fut longue à se décider, sa candidature à la FIFA a été fortement encouragée par Lennart Johansson, le président suédois de

l'Union européenne de football (UEFA), qui avait échoué en 1998 face au Suisse Joseph Blatter, son plus cher ennemi. A 56 ans, Issa Hayatou a aujourd'hui pris la tête des contestataires qui reprochent au président de la FIFA de mener une politique opaque. Il promet la transparence s'il est élu. Il envisage également de redistribuer les places en Coupe du monde, en diminuant notamment le quota de cinq places attribué à l'Amérique du Sud. Il se dit favorable au système de coorganisation, seul moyen selon lui de voir la Coupe du monde se disputer dans des pays de taille moyenne.

F. P.

■ Dans l'affaire des faux passeports de Saint-Etienne, quatre années de prison ferme ont été requises, lundi 29 avril, contre l'agent brésilien Edinho Nazaret Filho ; deux ans de prison avec sursis, 75 000 euros d'amende et de trois à cinq ans d'interdiction d'exercer une profession d'encadrement dans le sport, contre Gérard Soler, l'ancien délégué général de l'AS Saint-Etienne ; huit mois de prison avec sursis et 50 000 euros d'amende à l'encontre des trois joueurs concernés, les Brésiliens Alex et Aloisio et le gardien ukrainien Maxim Levitski.

**Magnétisme** *Μαγνητισμός*. Mot d'origine grecque. Ce phénomène a été constaté et étudié ici pour la première fois. Des plages magnétiques. Une côte magnétique. Vous sentez sûrement cette attraction de l'endroit où vous êtes assis.

**GREECE**

La Grèce.  
Au-delà des mots.



Athènes 2004. Retour aux sources pour les Jeux Olympiques.

**OLYMPIC AIRWAYS**

OFFICE NATIONAL HELLENIQUE DU TOURISME: 3, AVENUE DE L'OPERA, 75001 PARIS, TEL.: (00331) 01 42 60 65 75, FAX: (00331) 01 42 60 10 28, E-MAIL: eot@club-internet.fr, WEBSITES: grece.infotourisme.com, www.gnto.gr

# Repas autour d'un plateau de fromages

Choisir un vin pour accompagner un brie, ou un chèvre, ou une autre production locale

**DANS LES PLUS** modestes métairies de l'ancienne France rurale, le cellier avec un simple pressoir à bras et sa cuve n'était pas loin de la laiterie, où la baratte donnait le beurre, le petit-lait pour le cochon, la crème pour les enfants et le fromage local, comme le précieux vin qui ne se gardait pas plus d'une année en barriques. Ces bienfaits de la nature allaient de pair avec la miche que l'on allait chercher chez le boulanger.

Aujourd'hui, comme un effet de mémoire collective, l'on ne s'étonnera pas du succès des dîners autour d'un plateau de fromages, accompagnés d'une bouteille préservée pour ce moment de l'amitié ou de la réunion de famille.

Mais quel vin avec quel fromage ? La France produit plus de trois cents fromages divers, dont les constituants – le gras, l'origine du lait, le degré d'affinage, la quantité de sel – et les méthodes de fabrication façonnent le goût. Premier principe, on évitera les vins boisés et l'on choisira de préférence un vin blanc ou bien un rouge peu tannique, car les fromages ne s'apprécient ni avec les arômes vanillés ni avec l'acidité des tannins.

Toute sélection impose un choix. Le jeu et l'invention familière de chacun proposeront des variantes. C'est ce que préconise Alain Senderens. Chacun usera donc sans modération de sa liberté, confortée bien sûr par un savant apprentissage. Effet de mode peut-être, chaque époque choisit son fromage. Il n'est que de relire *Le Ventre de Paris* d'Emile Zola. Pour la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le brie était le roi des fromages, qu'il

soit de Melun (AOC, 1978) ou bien de Meaux (AOC, 1980).

Fabriqué encore selon des techniques artisanales, et affinage en cave d'au moins quatre semaines, ce fromage est un survivant. On l'aime encore aujourd'hui avec un bourgogne rouge jeune – auxyduresse ou monthélie – ou bien avec un rosé des Riceys, magnifique vignoble des confins de l'Aube et de la Bourgogne.

Le véritable camembert (AOC, 1983) était la coqueluche de l'entre-deux-guerres et des années folles. L'accompagnement idéal est plus le cidre de ferme que les grands crus classés de Bordeaux. Si l'on a le goût de l'insolite, un côtes-du-jura à goût « jaune » issu de cépage savagnin nous mènera hors des sentiers battus.

L'engouement actuel pour le salers (AOC, 1961), fromage fermier, à la pâte pressée non cuite, originaire du Cantal, tient à la mise en pâture des vaches conjuguee avec l'influence de la flore particulière des terrains volcaniques. Son compagnon de fortune est un vin blanc moelleux de Jurançon.

Brillat-Savarin a tout bonnement baptisé l'époisses « roi des fromages ». Un vrai don de la nature, avec sa belle couleur d'or et sa saveur incomparable. La zone de production de ce fromage est située principalement dans l'ouest de la Côte-d'Or, et s'étend à quelques communes de l'Yonne et de la Haute-Marne. Ce fromage à croûte rouge, teinte due à la pigmentation naturelle de ses ferments, à l'odeur forte, réserve à cœur la finesse pour sa pâte, toute de subtilité et de douceur. L'odeur spécifique est pénétrante, expansi-



DESSIN DESCLIZEAUX

ve, franche et bouquetée. Une délicate sensation de crémeux enrobe ses arômes. Il aimera le vieux marc de Bourgogne, avec lequel sa croûte a été lavée pendant l'affinage.

## Le chèvre, un fromage manifeste. Indocile, entêtée, fougueuse, la chèvre donne à la fois richesse et bien des ennuis à Monsieur Seguin

Voir dans le roquefort un des fromages des origines de la civilisation méditerranéenne n'est pas

excessif. Le lait de l'Aveyron et les grottes du massif du Combalou où se développe le mieux le champignon de moisissure ont été les facteurs électifs et déterminants de la qualité du roquefort. Mais, à l'exception de quelques fabrications artisanales comme celles de la maison Carles, il est aujourd'hui devenu un produit industriel. Le pain de roquefort doit passer « trois mois minimum » à l'air frais et humide des caves. Ces délais – pourtant fixés par décret – ne sont guère respectés aujourd'hui. Un combat pour José Bové. Il n'empêche, ce fromage s'apprécie avec les vins doux naturels, le banyuls, les vins liquoreux de Sauternes ou de Tokay. Pour le porto, choisir sa gamme, du tawny au vintage.

Le chèvre, un fromage manifeste. Indocile, entêtée, fougueuse, la chèvre donne à la fois richesse et bien des ennuis à Monsieur Seguin. Ce fut, dit Ovide, le premier animal domestiqué. Amie des bergers, des poètes et des pauvres, peu de chose la nourrit. Les chèvres sont chez elles dans les pâtis abandonnés, les garrigues, les essarts, le long des fossés. Elles aiment les feuilles des buissons. Evoluer librement dans la nature, grimper, un sol pierreux pour leurs sabots, des plantes aromatiques, leur santé est assurée et leur lait parfumé. Les paysans bio, ceux qui ont fait un retour à la terre, aiment les chèvres. Et les amateurs adorent leurs fromages variés ; on n'en compte pas moins de 99.

Il se trouve que l'extrême soin que l'on prend à les faire en justifie la multiplicité, les prix, et la connaissance que l'on peut en avoir dans certaines boutiques parisiennes, Cantin, Alléosse, Quatrehomme, Henry Voy, pour n'en citer que quelques-unes. Bon nombre de fromagers qualifiés considèrent cette production comme le haut de gamme de la fromagerie : petites quantités produites, soins, qualité du lait, absence d'additifs, colorants, conservateurs, bichonnage de la confection artisanale. Avec le chèvre, pas de rouge, rien ne vaut un blanc du terroir d'à côté, sancerre, pouilly fumé, blanc des costières de Nîmes, du Languedoc, ou encore un xérès pour un exercice de haute école.

Fragile et courageuse petite chèvre éprise de liberté, son fromage tient une place de choix dans l'exception fromagère française. Mais l'on ne doit jamais oublier son funeste combat rapporté par Alphonse Daudet, une allégorie à méditer pour temps électoraux troublés : « Si jamais tu viens en Provence, nos ménagers te parleront souvent... de la cabro de mous-su Seguin, que se battégué tonto la neui erré lou loup, e piei lou matin lou loup la mangé [...] de la chèvre de Monsieur Seguin qui s'est battue toute la nuit contre le loup et puis, le matin, le loup l'a mangée ».

Jean-Claude Ribaut

- Maison Quatrehomme, 62, rue de Sèvres, 75007 Paris ; tél. : 01-47-34-33-45.
- Alléosse, 13, rue Poncelet, 75017 Paris ; tél. : 01-46-22-50-45.
- Marie-Anne Cantin, 12, rue du Champ-de-Mars, 75007 Paris ; tél. : 01-45-50-43-94.
- La Ferme Saint-Hubert (Henry Voy), 21, rue Vignon, 75008 Paris ; tél. : 01-47-42-79-20.

## TOQUES EN POINTE

### Bistrot

#### DIX-SEPT SUR VINS

► La petite cité médiévale de Meung-sur-Loire (Loiret) s'apprête à accueillir son premier festival de jazz du samedi 1<sup>er</sup> au samedi 8 juin. Un petit air de modernité, pour cette paisible retraite du commissaire Maigret. Depuis bientôt deux ans, le jeune cuisinier William Hallée et Emmanuel Amiot se sont installés au cœur du village et ont peu à peu constitué une clientèle d'habités. Pour les beaux jours, un patio arboré sera ouvert en arrière du bâtiment, et quelques nouveaux plats proposés à des prix toujours aussi raisonnables : la cassolette d'escargots à la tomate et à la badiane, le foie gras en terrine, la mousseline de sole au caramel d'échalotes. Et toujours la dorade en croûte de sel, le pavé de cabillaud rôti à la vinaigrette tiède, ou bien la quenelle de brochet à l'armoricaine. Une cuisine franche et classique qui s'exprime aussi avec le fameux rognon au vin rouge, souligné par quelque vin ligérien. Les desserts – poire pochée à la menthe, nougat glacé – sont préparés à la maison. La cave maintient le cap de la qualité, avec ses vins de Loire et de l'Yonne. Plats du jour et de saison sur l'ardoise quotidienne. Menus : 14 € (midi en semaine), 19 et 25 €.

► 17, rue du Général-de-Gaulle, 45130 Meung-sur-Loire ; tél. : 02-38-45-13-41. Fermé dimanche soir et lundi.

### Brasserie

#### LE ROUERQUE

► Le patron, affiné, aide la patronne en cuisine. Un natif d'Espalion, lorsqu'il s'agit de tirer l'aligot et de trancher la délicieuse charcuterie régionale, n'hésite pas à venir à la rescousse. Voici donc une brasserie à l'ancienne, une des dernières de Paris sans doute, vaste vaisseau rythmé par une charpente en bois, dernier cri de la mode des années 1950 lorsqu'on voulait faire rustique. Au-delà du désuet, déjà un lieu de mémoire ! Les spécialités de terrines (maison, il va sans dire) et les cochonnailles du pays sont incontournables. Mais on conservera l'estime du patron en dégustant l'andouillette parfaitement grillée, séchée après la cuisson et accompagnée de frites au couteau cuites en deux bains d'huile. Chaque jour, une dizaine de plats du marché augmentent le choix, relativement restreint de la carte. La cave permet de découvrir le maranges du Domaine Chevrot (1999) et quelques vins d'Auvergne méconnus – marcellin, estaing – pour se mettre au diapason. A la carte, compter 25 €.

► 1, place Etienne-Pernet, 75015 Paris ; tél. : 01-48-28-69-10.

Fermé samedi soir et dimanche.

### Table de caractère

#### RESTAURANT 1728

► Une date, c'est celle de la construction de cet hôtel du faubourg Saint-Honoré où vécut Lafayette, dont le rez-de-chaussée vient d'être aménagé en restaurant, salon de thé et de musique, dans un décor restitué et plutôt réussi. Yang Lining, la directrice, est chinoise et musicienne. Femme de goût, elle a conçu ce projet comme un hommage à l'architecture classique du bâtiment. Le premier salon, aux baies flanquées de colonnes décoratives, offre un premier espace d'accueil ; la salle à manger, plus vaste, permet d'admirer la collection d'un amateur de tableaux du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le couvert est dressé sur des tables anciennes, fauteuils assortis. Quelques sculptures de Jean-Jacques Argueyrolles animent les points sensibles. Pour l'assiette, petite ou grande selon son appétit, le choix s'opère entre un tartare de thon rouge, une salade de mesclun ou un sashimi de saumon et thon rouge émincé à la sauce raifort, ou bien un foie gras de canard confit au naturel. Pour un simple grignotage, on se contentera d'un club sandwich au saumon de Norvège ou au filet de bœuf émincé. Quelques poissons (sole, bar) trop cuits, un gravlax de bœuf, les fromages de Philippe Alléosse et les pâtisseries de Pierre Hermé. C'est peu, c'est assez bon, c'est mode surtout. Petite sélection de vins peu onéreux des caves Augé, grande carte de thés de Chine. A la carte, compter 45 €.

► 8, rue d'Anjou, 75008 Paris ; tél. : 01-40-17-04-77. Du lundi au vendredi, de 8 h 30 à 21 heures. Le samedi, de 12 h 30 à 21 heures.

### Gastronomie

#### JACQUES CAGNA

► Il existe des cuisines séduisantes, adaptées à l'air du temps, et d'autres qui s'imposent par leur classicisme et par leur inscription dans une sorte de longue durée culinaire. On peut aimer les unes et les autres alternativement, et retourner chez Jacques Cagna où l'on sera assuré de retrouver des produits sélectionnés avec rigueur et toujours le même équilibre des saveurs mis en œuvre par une équipe bien rodée. Pas de surprise, la cassolette de morilles fraîches se sera imprégnée de l'indispensable échalote, et le trait de vin de Xérès donnera une note à peine décelable. Il y aura un peu plus d'effet « à l'ancienne » avec les coquilles saint-jacques poêlées à la crème de truffes, annoncé par la présence de la crème. Mais la cuisson respecte les saveurs essentielles. Les mêmes principes sont appliqués à la poularde de Houdan, une volaille de qualité dont l'aile est pochée dans une sauce crémée aux truffes, et la cuisse, en second service, rôtie dans son jus avec des champignons sauvages. Une cuisine opulente mais de haut goût, et en parfaite harmonie avec le décor de boiserie de cet ancien hôtel du vieux Paris. Les desserts font une incursion dans l'univers des épices (framboises au poivre de Setchuan), mais c'est le menu du déjeuner qui est affaiblissement la bonne affaire de cette maison de tradition. Grande cave, millésimes anciens. Service très courtois et affiné. Menus : 40 € (déjeuner). Menu du marché : 80 €.

► 14, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris ; tél. : 01-43-26-49-39.

Fermé samedi midi, dimanche et lundi midi. Voiturier.

J.-C. Rt

**S. PELLEGRINO**  
Attention, cette eau défie les langues.

San Pellegrino. Vivre en Italien.

**GASTRONOMIE**  
Publicités

**PARIS 6<sup>e</sup>**  
**LE POLIDOR** depuis 1845  
Authentique bistrot parisien de rencontre artistique et littéraire  
Menu midi 9 €, midi et soir 18 €  
Carte 18/20 € - 41, rue Monsieur Le Prince  
☎ 01.43.26.95.34 - 0.T.L.J. jusqu'à 0h30

**PARIS 6<sup>e</sup>**  
**Le Saint-Gilles**  
Spécialités des Iles de la Réunion - Maurice - Seychelles  
Dîner aux chandelles  
Piste de danse  
Ambiance soleil de l'océan indien.  
15, rue Jules Chaplain - 01 43 25 12 84  
M<sup>me</sup> Vavin/Notre Dame des Champs  
Cartes DC et AE acceptées

**PARIS 1<sup>er</sup>**  
**LE LOUCHÈBEM**  
RESTAURATEUR - BOUCHER  
31, rue Berger 75001 - 01 42 33 12 99  
Tous les jours sauf le dimanche  
www.le-louchebem.fr

**PARIS 6<sup>e</sup>**  
**Vagenende** Maison classée, fondée en 1904  
Cuisine traditionnelle et du marché  
Service continu T.L.J. de midi à 1h du matin  
142, bd Saint-Germain - 01.43.26.68.18

**Renseig. Publicité :**  
☎ 01.42.17.39.63

## AUJOURD'HUI

## Très nuageux avec pluies ou averses

MERCREDI 1<sup>er</sup> MAI

Le lever du soleil à Paris : 6 h 32  
Coucher du soleil à Paris : 21 h 04

Une vaste dépression est située sur la mer du Nord, et une perturbation associée se décale vers l'est, avec des pluies parfois soutenues. A l'arrière, sur un grand quadrangle nord-ouest du pays, le ciel de train donnera de fréquentes averses, parfois orageuses.

**Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie.** Les nuages resteront nombreux avec des averses parfois orageuses. Le vent de sud-ouest soufflera assez fort près des côtes. Les températures maximales avoisineront 12 à 15 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Le ciel sera le plus souvent très nuageux, avec des averses, parfois orageuses sur le sud. Il fera 13 à 15 degrés l'après-midi.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** Sur la Champagne des courtes éclaircies reviendront avec des averses. Ailleurs, le ciel sera couvert avec des pluies parfois soutenues sur le relief. Les températures maximales avoisineront 12 à 15 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Du nord Aquitaine à Poitou-Charentes, le temps sera très nuageux, avec des averses plus marquées l'après-midi. Ailleurs, le ciel sera couvert avec des pluies, parfois orageuses. Il fera 13 à 16 degrés l'après-midi.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Sur le Limousin, le ciel sera très nuageux avec des averses. Ailleurs, le ciel sera couvert avec des pluies parfois soutenues et localement orageuses. Il fera 10 à 15 degrés l'après-midi.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** De la Côte d'Azur à la Corse, les nuages et les éclaircies alternent. Sur le Languedoc-Roussillon, le ciel sera couvert avec des pluies faibles. De la Provence aux Alpes du Sud, le ciel sera très nuageux avec des ondées éparses. Il fera 15 à 19 degrés l'après-midi.

## 01 MAI. 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

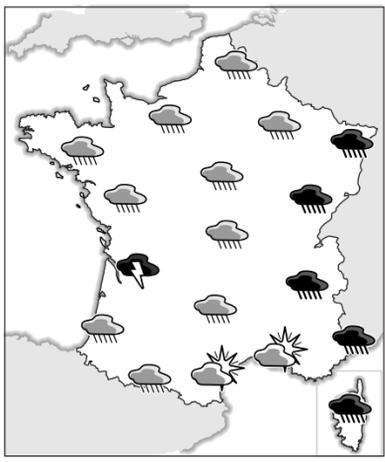
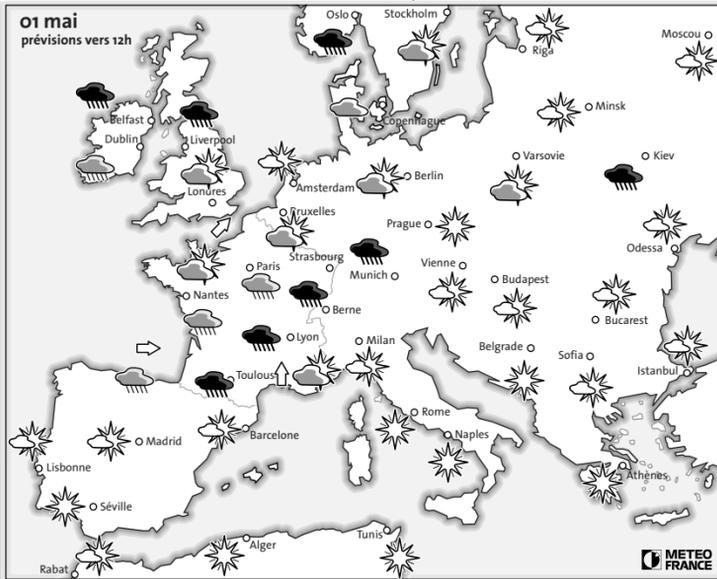
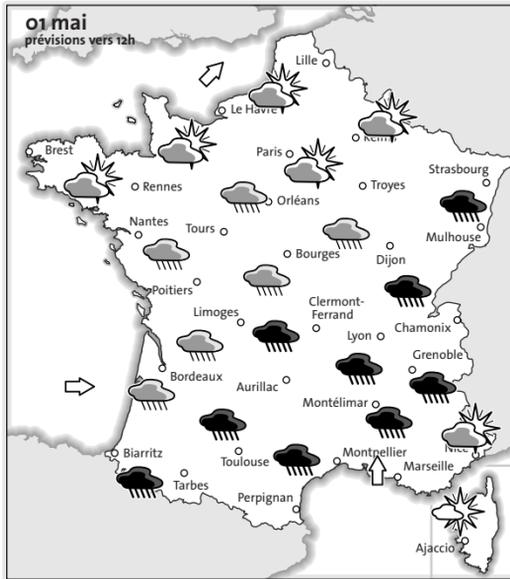
FRANCE MÉTROPOLE			
Madrid		8/19 S	
Ajaccio	8/23 S	Milan	13/22 S
Biarritz	10/14 P	Moscou	10/19 N
Bordeaux	9/14 P	Munich	8/21 S
Bourges	7/14 P	Naples	12/22 S
Brest	8/13 P	Oslo	5/8 P
Caen	8/12 N	Palma de M.	10/21 S
Cherbourg	8/13 P	Prague	8/20 S
Clermont-F.	8/14 P	Rome	10/20 S
Dijon	9/13 P	Séville	14/24 S
Grenoble	14/20 P	Sofia	8/20 S
Lille	8/14 N	St-Petersb.	10/15 S
Limoges	7/11 P	Stockholm	5/14 N
Lyon	12/16 P	Ténérife	16/22 P
Marseille	13/18 P	Varsovie	5/20 N
Nancy	9/14 N	Venise	12/19 S
Nantes	9/15 P	Vienne	11/22 S
Nice	11/18 N		
Paris	10/15 P		
Pau	9/15 P		
Perpignan	10/18 P		
Rennes	8/15 N		
St-Etienne	9/14 P		
Strasbourg	11/14 P		
Toulouse	10/13 P		
Tours	8/13 P		

AMÉRIQUES		
Brasilia		18/29 S
Buenos Aires		8/20 S
Caracas		26/30 P
Chicago		7/13 P
Lima		19/23 P
Los Angeles		11/17 S
Mexico		12/31 S
Montréal		3/10 P
New York		10/16 C
San Francisco		9/15 S
Santiago Ch.		3/20 S
Toronto		3/11 S
Washington DC		13/15 C

AFRIQUE		
Alger		11/25 S
Dakar		19/24 S
Kinshasa		21/29 P
Le Caire		15/27 S
Nairobi		15/24 P
Pretoria		14/22 P
Rabat		14/20 S
Tunis		14/28 S

ASIE-Océanie		
Bangkok		29/33 P
Beyrouth		16/22 S
Bombay		26/32 S
Djakarta		24/31 P
Dubaï		26/36 S
Hanoï		25/30 P
Hongkong		23/28 S
Jérusalem		8/21 S
New Delhi		27/41 S
Pékin		9/21 S
Séoul		12/24 S
Singapour		27/30 P
Sydney		14/20 P
Tokyo		16/20 P

EUROPE		
Amsterdam		8/12 S
Athènes		13/23 S
Barcelone		14/18 N
Belfast		5/10 P
Belgrade		9/24 S
Berlin		10/21 N
Berne		7/14 S
Bruxelles		6/15 S
Bucarest		8/21 S
Budapest		9/24 S
Copenhague		8/12 C
Dublin		5/11 P
Francfort		10/14 C
Genève		10/14 S
Helsinki		5/13 C
Istanbul		11/19 N
Kiev		9/18 P
Lisbonne		12/18 S
Liverpool		6/12 S
Londres		6/14 N
Luxembourg		10/14 N

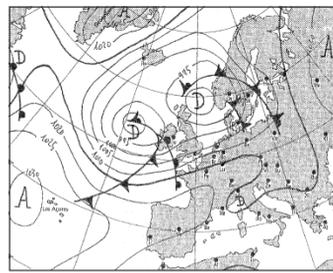


PRÉVISIONS POUR LE 2 MAI

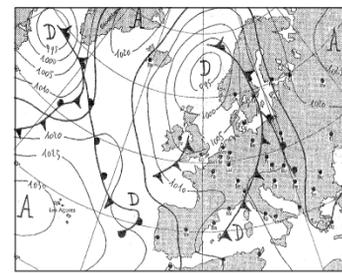
**41 €** ttc aller simple  
NICE TOULOUSE TOULON MARSEILLE PAU  
Famille, Couples, Jeunes et Seniors  
Au départ d'Orly, tarif soumis à conditions.

## Le 2 mai

De la Bretagne au Sud-Ouest, les nuages seront nombreux avec des averses orageuses. Du Nord-Est aux Alpes jusqu'au Sud-Est et en Corse, le temps sera couvert et pluvieux. Ailleurs, le ciel sera très nuageux, avec des averses locales. Les températures seront plus fraîches.



SITUATION LE 30 AVRIL 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 2 MAI À 0 HEURE TU

## Services d'écoute téléphonique : une aide pour affronter ses difficultés

**PRATIQUE**  
Tous les mardis datés mercredi, des conseils utiles

« J'AVAIS un interlocuteur au bout du fil. Enfin quelqu'un à qui parler », confie Martine. Ce n'est pas la première fois que la jeune femme se sentait ainsi « seule dans (sa) tête », mais elle n'avait jamais, jusqu'alors, eu l'idée de téléphoner à SOS-Amitié. Et puis ce jour-là, en fin d'après-midi, « je me suis dit : tout compte fait, pourquoi pas ? » A l'instar de Martine, quelque deux millions et demi de personnes – 6 % des douze ans et plus – ont eu, au moins une fois dans leur vie, le réflexe de contacter un service téléphonique d'écoute, de soutien ou d'information. Tel est l'un des enseignements d'une enquête du Crédoc réalisée en juin-juillet 2001 à la demande d'une quinzaine d'opérateurs de « téléphonie sociale ». Effectuée auprès d'un échantillon représentatif de 2 059 person-

nes, elle met aussi en évidence l'important besoin auquel ces lignes sont susceptibles de répondre : près des deux tiers des enquêtés se disent prêts à y recourir.

Reflétant la grande variété de l'offre d'écoute proposée, les utilisateurs sont très divers. Ils se recrutent dans toutes les couches de la population et habitent, seuls ou en famille, en ville comme en zone

rurale. Confrontés à des difficultés, la plupart d'entre eux ont également – et souvent au préalable – cherché réconfort et information auprès de proches ou de professionnels. Pourquoi, alors, contacter un service téléphonique ?

Auprès des services les plus généralistes sur lesquels ont porté les entretiens, conduits, en novembre 2001 par Elodie David et Marie-

Odile Simon, SOS-Amitié et Croix-Rouge Ecoute, les usagers cherchent avant tout un contact immédiat avec quelqu'un qui ne les connaît pas, ne les jugera pas, et leur prètera une attention bienveillante. Cette « écoute-écho » qui permet en quelque sorte de penser à haute voix, « comme si on se parlait à soi-même », selon la formule d'un des appelants, est large-

ment plébiscitée par les intéressés. Ses contraintes, néanmoins, font qu'elle en agace aussi certains, davantage en quête de conseils que d'occasion de mettre leur malaise en mots.

## ANONYMAT ASSURÉ

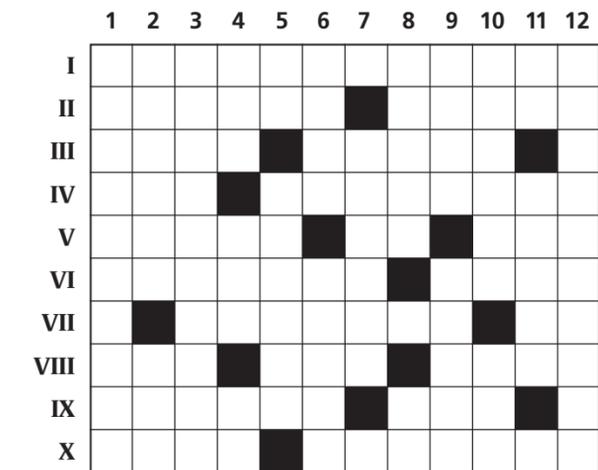
Dans les services consacrés à des problématiques spécifiques (principalement dans le champ de la santé et des conduites à risques), il ne s'agit pas non plus de se substituer à la réflexion de ses usagers, mais de contribuer à l'éclaircir par l'écoute et par des informations appropriées. A l'abri d'un anonymat permettant d'aborder les sujets les plus délicats, les appelants apprécient de pouvoir aussi facilement entrer en relation avec un spécialiste qui, sans chercher à en savoir ni en faire trop, est à même de répondre à leurs interrogations les plus pointues. Plusieurs usagers font observer qu'ils n'ont pas rencontré cette qualité d'échange dans les établissements de soins. C'est sur la compétence de leurs

interlocuteurs qu'insistent les personnes ayant appelé les lignes d'urgence dédiées à l'enfance maltraitée, aux femmes battues ou aux sans-abri. Celles qui n'ont pas téléphoné pour elles-mêmes mais pour venir en aide à autrui se disent soulagées d'avoir obtenu la marche à suivre pour intervenir efficacement ou passer le relais à qui de droit.

Cependant, la peur de s'immerger mal à propos dans la vie d'un tiers, avec les conséquences que cela peut avoir pour l'intéressé, mais aussi pour soi-même (quand on déclenche, par exemple, une procédure de signalement), constitue un frein à l'utilisation de ces portails d'aide. Ils souffrent, en outre, d'être insuffisamment connus du public. Un défaut d'information qui concerne toutes les lignes : spontanément, 16 % de la population est capable de citer au moins un service d'écoute, en en donnant le nom ou la thématique.

Caroline Helfter

## MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 02 - 104



## HORIZONTALEMENT

I. Toujours en avance sur notre temps. - II. Missive d'un autre temps. Dans le temps mais plus tard. - III. Passé au four. Sans aucune précision. - IV. Gardien d'images et de sons. Qui permet de récupérer. - V. Dangereuse si elle est chargée. Garde l'anonymat. Sans rien. - VI. Choix singulier. Occupe le haut de l'affiche. - VII. Attirée dans le piège. En

régie. - VIII. Essence pour le sculpteur. Planté sur le terrain. Porteurs d'informations. - IX. Met le disque en mouvement. Dame de cœur. - X. Unique en son genre. Enflammée.

## VERTICALEMENT

1. Manque de valeur. - 2. Lâche tout sous la pression. Assure le service en cuisine et à la chambre. - 3. Isolé dans le combat. - 4.

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

Saison chaude. Espace de temps. Terre ferme dans l'océan. - 5. En feuilles ou en barres, selon l'usage. Détourne l'attention. - 6. Voyage en solitaire. Souteneur de bar. - 7. Méfiance s'il est bon. - 8. Lac salé. Possessif. - 9. Numéro les bons morceaux. Niveau inférieur. - 10. Qui met les voiles. Réseau international. - 11. Au bout de la rue. Porteur d'eau. - 12. Impénétrable pour la plupart d'entre-nous.

Philippe Dupuis

## SOLUTION DU N° 02 - 103

## Horizontalement

I. Marteau-pilon. - II. Idéalise. Ire. - III. Ranidé. Piano. - IV. Ogino. Al. - V. Bée. Rend. CIO. - VI. Méat. Euh. - VII. Lieudits. Raï. - VIII. ADN. Oraisons. - IX. Nets. Ecran. - X. Testostérone.

## Verticalement

1. Mirobolant. - 2. Adage. Idée. - 3. Reniements. - 4. Tain. Eu. St. - 5. Eldorado. - 6. Aie. Etirés. - 7. US. On. Tact. - 8. Pep. Désire. - 9. II. Sar. - 10. Lia. Chrono. - 11. Ornai. An. - 12. Néologisme.

## SCRABBLE N° 275

## Les sanglots longs des violons

... De l'automne/ Blessent mon cœur/D'une langueur/ Monotone : un sizain (ou sixain) est construit sur deux ou trois rimes.

## 1. Tirage : A E I L F O R.

a) Dans la ligne K, trouvez un quadruple qui rapporte 40 points. Dans la ligne O, trouvez un triple qui rapporte 42 points.

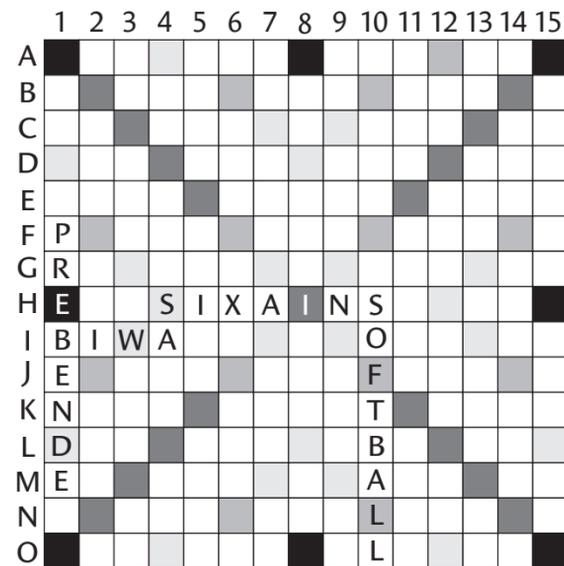
b) Avec ce même tirage, trouvez six mots de huit lettres en le complétant avec six lettres différentes appartenant à l'un ou à l'autre des mots placés sur la grille.

N.B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.

## 2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.

d) B E I L M S U : trouvez un sept-lettres. Ce tirage s'appuie, entre autres, sur un E, un O et un R. Trouvez les trois huit-lettres.

Solutions dans *Le Monde* du 8 mai.

Solutions du problème paru dans *Le Monde* du 24 avril.

Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; par un chiffre, le mot est vertical.

a) ENCLAVA, 3 B, 32 - VICEN-

NAL, qui dure vingt ans, 7 G, 71. b) FOB, free on board, G 3, 30, en collante au-dessus de AHURIS - OISIF, 8 K, 36. c) SOUAHELI, 3 E, 66. d) PREBENDE - PENDERIE - PONDEREE.

Michel Charlemagne

**Wesh Wesh**, de Rabah Ameur-Zaïmeche • A travers le portrait d'un jeune Algérien expulsé pour trafic de drogue et revenu clandestinement dans sa cité des Bosquets, en Seine-Saint-Denis, le réalisateur évoque sans angélisme la survie dans un de ces quartiers oubliés

# Les Misérables du XXI<sup>e</sup> siècle à Montfermeil



Rabah Ameur-Zaïmeche incarne ce « grand frère » qui revient dans la cité où il a grandi.

**VOICI** à point nommé, en cette semaine d'entre-deux-tours, un film qui parle mal, à l'encontre du discours lénifiant qui veut faire croire qu'il suffirait de peu de chose pour que tout s'arrange. Un film cruel, venu d'un de ces endroits oubliés, bouillonnants de culture sociale d'où émergent les mutations qui ont tant surpris le reste du pays. *Wesh Wesh* a été tourné à la cité des Bosquets, à Montfermeil (Seine-Saint-Denis), en bordure des vestiges de la forêt où Cosette rencontra Jean Valjean. Rabah Ameur-Zaïmeche y a grandi, l'a quittée, y est retourné pour faire un film, avec ses amis, sa famille.

*Wesh Wesh* (équivalent en arabe dialectal algérien du « Wassup » – « Quoi de neuf ? » – des ghettos nord-américains) est à la fois une chronique de la vie des jeunes gens de cette cité et un polar, une enquête sociologique et un tract politi-

que, une découverte du cinéma par son réalisateur et un film de télévision scolaire à l'usage des jeunes générations. C'est beaucoup pour un premier film réalisé en vidéo numérique et, à plusieurs reprises, *Wesh Wesh* cède sous les pressions des ambitions contradictoires de son réalisateur.

Le film commence par le retour de Kamel Karichi, fils prodigue (joué par Rabah Ameur-Zaïmeche), qui regagne tant bien que mal, en auto-stop, la cité où il a grandi. On apprend bientôt qu'il a été expulsé vers l'Algérie après une condamnation pour trafic de drogue. Il sonne à la porte de l'appartement et le contraste entre l'ameublement douillet de l'intérieur et le délabrement de la cage d'escalier en dit beaucoup. Les effusions de la mère, la retenue du père, la semi-claustrophobie que s'impose Kamel (il est rentré clandestinement en Fran-

ce) énoncent rapidement et précisément ce que la double peine change dans la condition d'un homme, d'une famille. Mais le scénario reviendra plusieurs fois, en longues tirades démonstratives, sur cette injustice, grevant ainsi le capital de sympathie que les moyens de la fiction lui avaient acquis.

Autre belle idée, efficace en plus : à leur première apparition à l'écran, les floteurs qui patrouillent aux Bosquets sont montrés le visage masqué par une mosaïque. Le retournement d'une technique généralement associée aux reportages sécuritaires des journaux télévisés est à la fois drôle et terrifiant. Ces hommes en bleu sans visage qui contrôlent l'identité de jeunes dont ils savent déjà tout – le nom, l'adresse, la généalogie et le casier judiciaire – sont désignés comme des êtres à la fois étrangers et familiers des occupants.

C'est ainsi, en tout cas, que les voient les jeunes hommes qui tentent de tuer le temps (mais celui-ci a la peau dure) au seuil des portes qui mènent aux cages d'escaliers. A peine sortis de l'adolescence, ils s'occupent à trafiquer du haschich, autant pour se donner le sentiment d'avoir une activité que par appât du gain.

#### UNE MISE EN SCÈNE HONNÊTE

C'est dans la peinture de ce groupe qu'on trouvera le meilleur de *Wesh Wesh*. Pour reprendre la généalogie établie au fil des tribulations de l'immigration en France, Rabah Ameur-Zaïmeche est un « grand frère », vétéran des premières luttes des années 1980, membre d'une génération décimée par l'héroïne. Les jeunes que l'on voit à l'écran ont grandi après ces défaites, ils n'ont d'autre souci que la satisfaction immédiate de leurs pul-

sions. On sent, à la manière dont ils sont filmés, à l'attention qui est portée à leurs paroles, qu'ils bénéficient de toute la sympathie du réalisateur. Mais la mise en scène de Rabah Ameur-Zaïmeche est assez honnête pour les montrer dans leurs contradictions, leur cruauté, leur bêtise. A la très jolie séquence qui voit la bande d'amis traverser une immense pelouse en jouant avec des clubs de golf récupérés au hasard d'un deal, répond l'irruption violente des mêmes jeunes chez une relation d'affaires qu'ils torturent au fer à repasser. Dans ces moments, le sens du cadre, l'usage de la palette offerte par la vidéo numérique se combinent en jolis moments de cinéma.

Cette relation de la survie aux Bosquets aurait pu, aurait sans doute dû, suffire à faire ce film. Mais *Wesh Wesh* est victime d'un syndrome qui frappe souvent les

œuvres issues des cinémas du tiers-monde : le scénario semble écrit comme s'il s'agissait d'une occasion unique dont il faut profiter pour tout dire d'un seul coup.

Autour du matériau principal, les séquences incidentelles s'amoncellent : une pour la condition de la femme, une pour montrer que l'immigration ne se réduit pas aux seuls pauvres (le temps de montrer un patron maghrébin), une autre encore pour évoquer la difficulté, voire l'impossibilité des amours intercommunautaires.

Cette compilation, d'une cohérence intellectuelle irréprochable, masque trop souvent le cœur du film.

Thomas Sotinel

Film français, avec Rabah Ameur-Zaïmeche, Ahmed Hammoudi, Serpentine Texier. (1 h 23.)

#### TROIS QUESTIONS À... RABAH AMEUR-ZAÏMECHE

##### 1 Quelle est la raison sociale de « Wesh Wesh » ?

Transmettre sans démagogie des connaissances qui nous semblent primordiales, figurer les phénomènes sociaux propres aux grandes diasporas, à l'intention aussi bien de ces communautés que de l'extérieur. La connaissance que l'on en a est liée à la stigmatisation policière. Nous voulons comprendre la violence des jeunes sans la justifier.

##### 2 Ces jeunes font peur. A-t-on raison de les craindre ?

Les lascars d'aujourd'hui sont les héritiers des apaches des années 1920. Jamais la France n'a eu affaire à des envahisseurs urbains comme nous. Notre culture s'est diffusée dans toute la jeunesse française. Elle est née de l'affinité qu'il y a toujours eu entre la culture noire américaine,

les Black Panthers, les Black Muslims et nous. Il y a dans mon film une chanson de Curtis Mayfield, en hommage à la blaxploitation. La fascination pour la musique et le gangstérisme existe. Il manque à cette culture un discours. En voyant le film, les gens des Bosquets se sont aperçus que la cité pouvait être belle. Il s'est mis en place une économie parallèle qui repose sur le business du shit. Mais ce système existe pour protéger du mépris de l'extérieur. Là, les lascars renversent les rapports de force. De dominés, ils deviennent dominants.

##### 3 Qu'est-ce que les résultats du premier tour de la présidentielle changent pour les jeunes d'une cité comme celle des Bosquets, à Montfermeil, où vous avez tourné votre film ?

Ça les fait marrer, dans les cages d'escalier. Le Pen est un épouvantail, on fait beaucoup de bruit pour rien autour de lui. C'est bien fait pour la gauche. Il y a trente ans qu'elle promet le droit de vote aux étrangers. Si elle l'avait accordé en 1981, les cités ne seraient pas dans un état de décomposition aussi avancé. Les grandes familles qui habitaient les Bosquets dans mon enfance sont toutes parties vers les zones pavillonnaires, seules sont restées celles qui se sont fait piéger par le mythe du retour au pays. Aujourd'hui, l'école devrait apprendre à un enfant issu de l'immigration d'où il vient, pourquoi il est là. Je suis arrivé en France à 2 ans, j'en ai 35 aujourd'hui. Même si je n'en ai pas les papiers, c'est mon pays.

Propos recueillis par T. S.

## A Montreuil, les acteurs amateurs du film racontent la « réalité »

**SUR** tous les murs, des visages et des slogans. Dans le local du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB), à Montreuil (Seine-Saint-Denis), les victimes des bavures policières comme celles de la double peine ne sont pas oubliées. C'est la raison pour laquelle Rabah Ameur-Zaïmeche a décidé de venir ici parler de son film *Wesh Wesh*, qu'est-ce qui se passe ?, qui aborde ces thèmes en peignant la vie d'un groupe de jeunes dans la cité des Bosquets, à Montfermeil (Seine-Saint-Denis).

Madjid « Madj » Benaroudj, scénariste du film et surtout ami de Rabah, se souvient avec émotion du point de départ de *Wesh Wesh*. « En 1994, Rabah est venu me voir et m'a proposé d'écrire un scénario. Huit ans après, les problèmes évoqués sont toujours d'actualité. » Devenu le responsable du premier label indépendant de hip-hop français, Assassin Productions, Madjid Benaroudj se sent extrêmement proche de ces questions : « La double peine, c'est une énorme injustice, on connaît tous quelqu'un dans cette situation. Je

pense que les gens des quartiers populaires se retrouveront dans le film. »

A commencer par les jeunes acteurs, pour la plupart des neveux ou des amis du réalisateur. « On ne s'est pas senti caricaturé, assure Samir. Et puis on a remanié le scénario à notre manière, il y a des dialogues qui viennent de nous. Bien sûr, ce n'est pas notre vie, mais je connais des gens comme ça. »

#### « C'EST COMME UN BERCEAU »

La cité, ils la connaissent et en parlent comme personne, sans angélisme mais sans colère. « C'est une mini-ville, là-bas, il y a tout : les écoles, les magasins, l'ANPE et la CAF, même le commissariat. Ils essayent de nous y enfermer. Mais ce n'est pas l'enfer. Il y a des jours où il fait bon vivre dans la cité. Pour nous, c'est comme un berceau. Dès qu'on en sort, c'est un manque. »

*Wesh Wesh* montre des jeunes qui renoncent peu à peu à quitter la cité pour chercher du travail. « Ça, c'est la réalité, explique Samir. Il y a des gens qui ne sortent plus du tout, puisque l'on ne veut

pas d'eux dehors. » Et Bastien d'ajouter : « On évite de sortir pour éviter les problèmes. »

Mais des problèmes, il y en a toujours. Dans *Wesh Wesh*, la police est omniprésente. Tantôt les floteurs, tantôt la police judiciaire. Sylvain joue un inspecteur un peu ripoux qui arrête régulièrement la petite bande. « Rabah m'a demandé d'être un gentil flic débonnaire. Dans la réalité, ils sont pires que ça. » L'interpellation, le contrôle d'identité et la fouille au corps, c'est la « routine » : « Ce n'est plus rien de se faire arrêter par les flics. Parfois, on est contrôlé sept fois dans la même journée ! », témoigne BB, l'un des acteurs.

Finalement, ce sont les filles qui s'en sortent le mieux. Elles restent chez elles, à faire leurs devoirs ou avec des copines, et quand elles sortent, c'est hors de la cité. L'idée d'une fille qui viendrait « tenir le mur » avec eux fait sourire Samir et ses copains, les choque peut-être. « La cage d'escalier, c'est un univers masculin. »

Marie-Pauline Mollaret

UN FILM DE RAJA AMARI

# Satin rouge

Un parfum envoiçant. \*\*\* PREMIERE

La liberté du film ne cesse d'étonner.

ZURBAN diaphana BEUR FM

www.diaphana.fr

Femme fatale, de Brian De Palma • En produisant et en réalisant son nouveau film en France, l'auteur de « Scarface » s'affranchit avec délices des contraintes commerciales hollywoodiennes

## Le film noir emmené en un joyeux exil dans les pas d'une voleuse délurée

PREMIÈRE séquence à l'usage des sceptiques qui ne croiraient pas le titre : sur un écran de télévision, Barbara Stanwyck décharge son revolver sur Fred Mac Murray. Assurance sur la mort, de Billy Wilder, aurait pu porter le sous-titre de *Gun Crazy : Deadly Is the Female* - la femelle en est mortelle. Sur l'écran du cinéma, hic et nunc, le noir et blanc de Wilder cède la place au visage de Rebecca Romijn-Stamos, blonde actrice, naguère mannequin qui n'a hélas pas tout oublié de son ancienne profession.

Le procédé est grossier qui désigne la méchante du film dès les premières secondes. Mais son exécution est d'un tel raffinement - le visage de l'anti-héroïne se précise lentement dans un reflet sur l'écran du téléviseur jusqu'à s'imposer sur l'écran de cinéma - que l'on se sent prêt à tout pardonner, sinon à la femme fatale, du moins au maître de ce film, Brian De Palma, qui réalise ici son premier film hors des Etats-Unis, en France où il vit depuis deux ans (*Le Monde* du 30 avril).

### INCOHÉRENCES ET COÏNCIDENCES

Rebecca Romijn-Stamos incarne Laure, voleuse de bijoux plus délurée que ne l'était Grace Kelly dans *La Main au collet* d'Alfred Hitchcock. Le gros coup qu'elle prépare en regardant *Assurance sur la mort* dépend en grande partie de la libido de sa victime, top model vêtue d'une parure d'or et de gemmes. L'idée est d'attirer la jeune femme dans les toilettes du Palais des festivals de Cannes, un soir de première, de la dévêtir le temps d'une rencontre et de la rha-



Antonio Banderas et Rebecca Romijn-Stamos.

billier d'une fausse parure. Cette idée saugrenue ne présente que des avantages : elle expose l'intention de Brian De Palma de n'accorder qu'un strapontin à la cohérence et à la construction dramatique afin de faire toute la place possible à sa virtuosité de cinéaste. La mise au format thriller de l'éternelle cérémonie des marches, l'usage savamment décalé des personnages secondaires (Gilles Jacob, Régis Wargnier, Sandrine Bonnaire) dans leur propre rôle maintiennent une attention amusée, tout en tenant à distance les émotions généralement associées au suspense : l'angoisse, l'énerverment, le désir.

Il serait hasardeux de poursuivre plus avant cette narration. Pas tellement parce qu'on risquerait de déflorer le scénario. Celui de *Femme fatale*, avec ses sosies, ses plon-

geons vers l'avant (« Huit ans plus tard », annonce un intertitre), ses incohérences et ses coïncidences joue ici le rôle des poutres qui soutiennent par l'arrière un décor de cinéma, afin que la façade ressemble à un vrai bâtiment. *Femme fatale* ressemble à un film américain de Brian De Palma, mais le réalisateur est cette fois affranchi des contraintes du cinéma américain commercial et profite de sa liberté avec un enthousiasme juvénile que seule tempère sa roublardise innée.

Le réalisateur américain réalise ici un film d'exil. On parlera beaucoup de Hitchcock à son sujet, mais on retrouve une sensation de bricolage européen qui évoque un peu certains films d'Orson Welles après que ce dernier fut chassé du jardin d'Eden par les patrons des studios. Le cinéaste jouit sans en-

trave du dépaysement et filme la France (Paris, mais aussi des décors naturels) comme si on avait reconstruit le pays tout exprès pour en faire un plateau à son usage exclusif. Il l'agrément au gré de sa fantaisie, en dépit du bon sens, de clichés familiers aux seuls Américains comme cette colonne de petites filles encadrées par des bonnes sœurs tout droit sorties des aventures de *Madeline* qui traverse le champ de temps à autre.

Dans ces décors naturels transformés en carton-pâte par la magie du cinéma, De Palma bouge ses silhouettes au gré de ses caprices, passant, comme un enfant, de la méchanceté la plus cruelle au sentimentalisme le plus aigu. Ce manque de sérieux donne à *Femme fatale* un charme qui n'appartient qu'à ce film. Ne serait-ce quelques situations scabreuses, quelques éclairs de violence, on aurait envie d'en conseiller la projection aux enfants, pour leur montrer qu'on peut faire du cinéma comme ça, pour le plaisir de faire joliment bouger les choses et les gens.

Cette légèreté confine parfois au vide. Le mauvais sort fait aux acteurs, privés de vrais personnages, la frustration que provoque l'absence de vraie tension dramatique empêchent *Femme fatale* d'être autre chose qu'une pause rafraîchissante sur le chemin d'un réalisateur qui retombera un jour ou l'autre vers le côté obscur du cinéma.

T. S.

Film franco-américain. Avec Rebecca Romijn-Stamos, Antonio Banderas, Peter Coyote. (1 h 55.)

Une affaire privée, de Guillaume Nicloux • Thierry Lhermitte peine à convaincre en détective écopé

## La dégringolade dans les règles de l'art d'un privé désenchanté

QUAND s'amorce l'action, Rachel Siprien a disparu depuis six mois. Le film part à sa recherche, en faisant mandater par la mère de la jeune fille un privé, François Manéri, interprété par Thierry Lhermitte. Réticent au départ, celui-ci va finalement s'entêter à élucider cette disparition en enquêtant auprès des proches de la jeune fille, tout en faisant face aux embarras que lui causent parallèlement sa vie sentimentale et la police. Après le traitement parodique du film de privé dans *Le Poulpe* (1998), Guillaume Nicloux poursuit donc, à côté de sa carrière d'écrivain, l'exploration d'un genre cinématographique particulièrement et brillamment fréquenté, en tentant cette fois-ci une approche plus respectueuse de ses règles et conventions.

Soit, au premier plan, une atmosphère et un personnage, au service d'une intrigue secondaire, mais suffisamment intrigante pour qu'on s'y attache. Notons, au chapitre de l'atmosphère, le format Scope, la couleur ambrée, une musique interprétée par un orchestre symphonique, quelques seconds rôles louches et sordides, une partie de poker, une boîte de strip-tease, un passage à tabac, des filatures et des fausses pistes à n'en plus finir, ainsi qu'une construction non linéaire qui finit de désorienter, en même temps que le spectateur, le principal protagoniste de cette aventure qui, par définition, se doit d'avancer dans les ténèbres.

Les choses se corsent, en revanche, avec ce dernier, qui se situe dans le registre le plus désenchanté et routinier du personnage, du genre écopé de la vie, solitaire laconique au cœur meurtri, dînant d'une boîte de conserve dans sa cuisine et répondant aux coups de l'existence par une sorte d'indifférence blasée. Rien que de relativement banal jusque-là, si ce n'est le choix de l'acteur - tout droit venu de la tribu des *Bronzés* - crânement affiché comme un contre-emploi. L'opération, qui équivaut toujours à une sorte de quittance ou double, est aussi dangereuse qu'audacieuse et prend ici une dimension d'autant plus cruciale que le film repose sur les épaules de ce personnage.

Or Thierry Lhermitte, charnellement associé à Marion Cotillard dans le rôle d'une amie de la disparue, ne forme pas à notre humble avis, et sans l'ombre d'une animosité pour ces deux acteurs, un couple gagnant dans ce registre-là. *Une affaire privée*, qui travaille non sans mérite la neutralité et le désenchantement, achoppe ainsi sur la question de la vibration et de l'opacité, en un mot sur le mystère de l'incarnation.

Jacques Mandelbaum

Film français de Guillaume Nicloux. Avec Thierry Lhermitte, Marion Cotillard, Samuel Le Bihan, Aurélien Recoing, Frédéric Diefenthal, Jeanne Balibar.

### NOUVEAUX FILMS

#### The Dish



Une équipe australienne doit relayer les images d'Apollo 11.

EN 1969, la fusée américaine Apollo 11 se dirige vers la Lune. Un radiotéléscope situé au fin fond de l'Australie, au milieu d'un champ de moutons, est choisi par la NASA pour relayer les images des astronautes qui fouleront, pour la première fois, le sol de la Lune. Cette production australienne a remporté un grand succès dans son pays d'origine à partir d'une histoire vraie. Le réalisateur Rob Sitch et

ses trois coscénaristes, Tom Gleisner, Jane Kennedy et Santo Cilauro donnent à cet épisode méconnu de la conquête spatiale une dimension tragi-comique et passionnante. Le technicien chargé de coordonner les opérations techniques (interprété par un Sam Neill flegmatique et impeccable) est confronté à toutes les difficultés imaginables : conflits humains, erreurs de débutants, arrivée imprévue d'un cyclone, panne d'électricité. Rob Sitch possède un talent incontestable pour reconstituer une époque (l'utilisation de chansons de la fin des années 1960 est à cet égard exemplaire) et diriger une distribution foisonnante dont la dimension loufoque est sans cesse mise en valeur. Le chaos savamment orchestré du film et son goût pour l'anarchie rappellent par instants le Preston Sturges de *Héros d'occasion*. L'étonnement et l'émotion avec lesquels les personnages regardent le premier homme sur la Lune sont restitués avec une grande sensibilité.

Samuel Blumenfeld  
Film australien de Rob Sitch. Avec Sam Neill, Kevin Harrington, Tom Long, Patrick Warburton. (1 h 36.)

#### Sam je suis Sam

IL Y A quelques années, Sean Penn annonçait sa retraite et préférait se consacrer à la réalisation plutôt que d'accepter de tourner les scénarios de plus en plus indigestes qu'on lui proposait. Pourquoi alors a-t-il tourné *Sam je suis Sam* ? L'interprétation de Sean Penn en retardé mental qui risque d'être privé de la garde de sa fille est proprement édifante. Ce film dégoulinant de bons sentiments ne recule devant aucune ficelle du mélodrame : père admirable dont le handicap pèse peu devant sa bonté infinie ; petite fille parfaite et adorable ; avocate engagée et solidaire ; société américaine soudée devant le malheur d'un des siens. Sean Penn a reçu une citation à l'Oscar du meilleur acteur pour son rôle. Il est vrai que l'Académie distingue souvent les comédiens pour des rôles d'estropiés, d'aveugles ou d'invalides.

S. Bd  
Film américain de Jessie Nelson. Avec Sean Penn, Michelle Pfeiffer, Dianne Wiest, Dakota Fanning. (2 h 07.)

#### Fleurs de sang

COMPAGNE de route d'Alain Tanner depuis *Jonas qui aura 25 ans en l'an 2000* (1976), l'actrice Myriam Mézières a écrit le scénario de ce film, dont elle tient l'un des deux rôles principaux, et l'a coréalisé avec le cinéaste. *Fleurs de sang* met en scène la relation de Lily, artiste de cabaret en quête d'accomplissement, et de sa fille Pam, neuf ans, qu'elle traîne avec elle sur les routes, d'hôtel en hôtel, de galère en galère, au risque de la déchéance et de la destruction. Non sans complaisance ni maladresse, le film déroulera ce fil de la grandeur et de la souffrance de la vocation artistique jusqu'au bout, sous la forme d'un drame final d'autant plus attendu qu'annoncé dès le début des opérations.

J. M.  
Film franco-suisse de Myriam Mézières. Avec Myriam Mézières, Bruno Todeschini, Louise Szpindel, Tess Barthes. (1 h 40.)

#### Samsara

QUELQUE PART dans l'Himalaya, au Ladakh, un très jeune moine d'une grande vigueur ascétique découvre l'existence du corps féminin au cours d'une mission de ravi-

taillement. L'ébranlement de sa vocation est tel qu'il se marie, puis goûte aux joies de l'adultère. En revanche, la méthode cinématographique de Pan Nalin ne connaît pas le doute. L'image doit être belle, faite de couleurs vives et simples ; dans les plans larges, les personnages ne seront là que pour animer les cartes postales composées avec soin dans le cadre. Si l'on s'approche des êtres qui peuplent cette fable, on découvrira des corps en grâce, des visages sereins malgré les tourments qui parfois les assombrissent. On peut imaginer que les spectateurs qui ont passé des vacances au Ladakh trouveront là une alternative aux soirées diapos. Les amateurs de cinéma seront plus frustrés. *Samsara* est l'équivalent cinématographique de la musique New Age, un objet fabriqué pour apaiser tout en donnant l'illusion de la profondeur philosophique et intellectuelle.

T. S.  
Film indien de Pan Nalin. Avec Shawn Ku, Christy Chung, Neelesha Bavara. (2 h 18.)

#### Le Roi scorpion

5 000 ANS avant Jésus-Christ. La cité de Gomorrhe est gouvernée par Memnon, un tyran redoutable aidé par les prophéties d'un sorcier qu'un valeureux guerrier est chargé de tuer. La cible se révèle être Cassandra, une très belle jeune femme que le despote tient prisonnière. *Le Roi scorpion* reprend un personnage secondaire du *Retour de la momie*, de Stephen Sommers, qu'il érige au rang de héros mythologique. Avec son scénario pour le moins épuré, le film de Chuck Russell renoue avec une tradition oubliée du cinéma d'aventures. Plus encore que l'*heroic fantasy* des années 1980, c'est le naïf péplum italien des années 1960, voire les aventures hollywoodiennes exotiques de la décennie précédente qu'évoque le film. Poursuites, duels, péripéties d'une cruauté parfois burlesque s'enchaînent pour produire une œuvre d'ambition modeste. La mise en scène n'échappe pas toutefois à cette confusion, typique des studios hollywoodiens aujourd'hui lorsqu'ils confondent vitesse et précipitation.

Jean-François Rauger  
Film américain de Chuck Russell. Avec The Rock, Kelly Hu, Michael Clarke Duncan. (1 h 30.)

## La Quinzaine des réalisateurs annonce sa sélection 2002

LA 34<sup>e</sup> ÉDITION de la Quinzaine des réalisateurs de Cannes a révélé sa sélection 2002. Celle-ci sera composée de *Sex is Comedy* de Catherine Breillat (France) en ouverture, *Une pure coïncidence* de Romain Goupil (France), *Bord de mer* de Julie Lopes-Curval (France), *Le Pays du chien qui chante* de Yann Dedet (France), *Deux de Werner Schroeter* (France), *Un Oso Rojo* (L'Ours rouge) d'Israel Adrian Caetano (Argentine), *Matir Moina* (L'Oiseau d'argile) de Tareque Masud (Bangladesh), *Nada* (Rien) de Juan Carlos Cremata (Cuba), *Apartment 5 C* de Rafaël Najari (Etats-Unis - France), *Only the Strong Survive* de D. A. Pennebaker et Chris Hegedus (Etats-Unis), *Welcome to Collinwood* de Joseph et Anthony Russo (Etats-Unis), *Laurel Canyon* de Lisa Cholodenko (Etats-Unis), *Morvern Callar* de Lynne Ramsay (Grande-Bretagne), *Once Upon a Time in the Midlands* de Shane Meadows (Grande-Bretagne), *Isvàn Bibó, fragments* de Péter Forgács (Hongrie), *L'Imbalsamatore* (L'Embaumeur) de Matteo Garrone (Italie), *Angela* de Roberta Torre (Italie), *Japón* de Carlos Reygadas (Mexique), *Occident* de Cristian Mungiu (Roumanie), *Blue Gate Crossing* de Yee Chih-yen (Taiwan), *Abouna* de Mahamat Saleh Haroun (Tchad), et *Mon-rak Transistor* de Pen-ek Ratanaruang (Thaïlande). Six courts métrages ainsi qu'une sélection de films expérimentaux réunis sous la bannière « En avant » complètent ce programme. Par ailleurs, le cinéaste américain Frederick Wiseman présentera, dans le cadre des séances spéciales de la Sélection officielle, sa première fiction produite en France, *La Dernière Lettre*.

### LES MEILLEURES ENTRÉES EN FRANCE

	Nombre de semaines d'exploitation	Nombre d'entrées (1)	Nombre d'écrans	Évolution par rapport à la semaine précédente	TOTAL depuis la sortie
1	3 zéros	405 493	618	↔	422 234
2	Panic Room	382 010	520	↔	382 010
3	Le Boulet	278 268	787	↔ - 54 %	2 405 717
4	Showtime	211 064	453	↔	211 064
5	Parle avec elle	191 027	366	↔ - 24 %	945 777
6	Monstres et Cie	156 455	649	↔ - 44 %	3 112 043
7	Le Voyage de Chihiro	135 852	299	↔ - 24 %	663 583
8	La Prophétie des ombres	69 085	281	↔ - 55 %	252 544
9	Resident Evil	50 725	275	↔ - 59 %	1 015 407
10	Astérix et Obélix : mission...	47 500	275	↔ - 13 %	14 191 089

AP : Avant-première

\* Estimation

Renouvellement en tête de classement, avec l'arrivée de grosses machines, française, 3 zéros, ou américaines, *Panic Room* et *Showtime*. La comédie footballeuse de Fabien Onteniente s'impose grâce à l'abondance d'écrans qui lui ont été alloués (618), mais avec une moyenne de fréquentation par salle relativement basse (656 spectateurs). Selon ce critère, c'est *Panic Room* le film à suspense de David Fincher, avec Jodie Foster, qui l'emporte cette semaine avec 735 spectateurs par écran, performance dont le duo de Nior-Eddie Murphy réuni pour *Showtime* reste bien éloigné. Dans les sorties plus modestes, *Satin rouge*, le premier film de la Tunisienne Raja Amari, s'en tire honorablement. Poussé par le vent mauvais, *Féroce*, le film de Gilles de Maistre, en prise directe avec l'actualité électorale progresse de 67 % cette semaine.

Source : Ecran total

(1) Période du 24 au 28 avril inclus

CHAILLOT DU 2 AU 7 MAI 2002

99 DUOS

JEAN-CLAUDE GALLOTTA

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT  
01 53 65 30 00 · www.theatre-chaillot.fr  
1 place du Trocadéro 75116 Paris · métro Trocadéro

**Bridget, d'Amos Kollek** • Un thriller aux frontières du fantastique, dans lequel Anna Thomson, une femme à qui l'on a retiré la garde de son enfant, réalise une incroyable performance

## Un film et son actrice au corps-à-corps

« *MA VIE a toujours ressemblé à des montagnes russes* », dit la voix off de Bridget sur les premières images. A en croire les séquences suivantes, il s'agit même des zones les plus accidentées, les plus fournies en gouffres insondables et les plus dépourvues de cartes fiables du fameux massif métaphorique.

Déchéance, accident, sang et malheur, licenciement même pas abusif, déprime minable et brutalité nue, l'univers de Bridget tel que le décrivent les premières séquences est un cauchemar. Pas le film, pour peu qu'on lui laisse le temps de prendre son élan. Paumée à la dérive dans sa vie quotidienne, dans sa vie sentimentale, dans sa vie sexuelle comme dans sa vie professionnelle, Bridget possède pourtant un repère au sein de ce chaos dont les rues froides de New York semblent le seul horizon.

Mais ce centre est vide : son fils,

unique objet de ses pensées, espoirs et sentiments, lui a été retiré après la mort de son compagnon, truand abattu par d'autres truands au cours d'un règlement de comptes. Parler à son gosse, voir son gosse, penser à son gosse, récupérer un jour la garde du petit Clarence sont le seul point fixe dans la dérive existentielle de Bridget. C'est comme ça, et ce « comme ça » justifie les péripéties les plus extrêmes et les plus improbables, de la Floride à la montagne du Chouf. Mais *Bridget* n'est pas un film réaliste.

### HÉROÏNE, MUSE ET MATRICE

Thriller sentimental irisé d'onirisme, il agence des ingrédients puisés dans le naturalisme le moins reluisant pour élaborer un univers aux frontières du fantastique. Tout cela se joue autour, avec et pour Anna Thomson, qui est ici bien davantage

que l'actrice principale. Interprète de *Sue perdue dans Manhattan*, qui avait révélé au public européen l'actrice et son réalisateur, puis du très beau et encore plus radical *Fiona*, et de *Fast Food, Fast Women*, la comédienne devient non seulement une héroïne mais la muse, et si on peut dire la matrice du film. Elle l'enfante littéralement, elle lui donne naissance en cherchant éperdument son enfant de fiction, d'humiliations en trafics, de coïncidences bizarres en coups de force scénaristiques.

Et, incroyablement, le film lui ressemble. Il lui ressemble physiquement, sa mise en scène possède ce même corps étrangement composite, fait d'artifice et de nature générale, d'effrayante maigreur et de séduction plantureuse, d'ingénuité perverse et de sincérité totale. Erotique, effrayant, hétérogène, ainsi est le corps de la comédienne,

ainsi est l'œuvre qui porte le nom de son personnage.

Chant d'amour sans retenue à une actrice, le film devient ode aux acteurs, au phénomène même de l'incarnation, poussant très loin – mais avec quelle émotion ! – l'étrange processus par lequel des corps donnent chair à une idée, à une histoire. Non, *Bridget* n'est pas un cauchemar, mais très exactement un film : là où l'imaginaire prend vie en cessant d'être immatériel pour être pris en charge par le réel, et surtout ce réel troublant, mystérieux, que sont les êtres de chair et de parole auxquels les artistes de cinéma confient leurs rêves.

Jean-Michel Frodon

Film américain, avec Anna Thomson, David Wike, Lance Reddick, Julie Haggerty. (1 h 30.)

Polémique sur la désignation dans l'urgence de Michel Orier à la place de Yolande Padilla

## A Grenoble, succession agitée au Cargo

### GRENOBLE

de notre correspondante

Les conditions de la désignation, vendredi 26 avril, de Michel Orier, conseiller pour le théâtre au cabinet de Catherine Tasca, à la tête de la Maison de la culture de Grenoble, le Cargo, où il succède à Yolande Padilla, nommée à la mission interministérielle sur les nouveaux territoires de l'art, ne mettent pas fin à la crise qui secoue depuis près de vingt ans l'établissement (*le Monde* du 22 janvier).

La manière cavalière dont le nom de l'ancien directeur de la Maison de la culture d'Amiens a été présenté et validé en catastrophe, sonne le glas du mode de gestion associatif. Les responsables invoquent l'urgence : « Si un nouveau directeur n'était pas désigné avant le 5 mai, nous prenions le risque d'une vacance susceptible de durer plusieurs mois », a déclaré au *Monde* Claude Bertrand, vice-président (PCF) du conseil général de l'Isère chargé de la culture. En réalité, le calendrier n'a pas été maîtrisé. Après les « très fortes réserves » émises le 7 février par les autorités de tutelle à propos du projet de Yolande Padilla, celle-ci, consciente de n'avoir pas démerité, a refusé de se soumettre et n'a finalement jeté l'éponge que le 24 avril, après avoir bataillé deux mois durant avec l'Etat, la Ville et le département.

La brutalité de l'éviction a choqué. La tentative de faire porter à la directrice la seule responsabilité de l'échec d'un projet de requalification de la Maison de la culture dont la facture s'élève à 37,5 millions d'euros, a provoqué une levée de boucliers. Le collectif « Nous parlerons » (300 artistes, universitaires et directeurs de structures) dénonce « un contexte préélectoral à géomé-

trie variable ». Le projet de Yolande Padilla ayant été approuvé par les tutelles le 13 septembre 2001, puis désavoué quelques mois plus tard, ils s'interrogent : « Doit-on comprendre que ceux qui ont pour mission d'inventer les lieux culturels de demain ne sont que des pions déplaçables, soumis aux éternelles conjonctures des batailles électorales et aux plans de carrière ? »

Pour l'adjoint (PS) à la culture de Grenoble, Jérôme Safar, « il n'est pas souhaitable de transformer la direction d'un tel établissement en *happening permanent* ». Mais il reconnaît qu'un débat public a « manqué ». Soupçonné d'avoir œuvré en coulisse contre le projet de fusion, afin de préserver l'autonomie du Centre chorégraphique national, Jean-Claude Gallotta assure n'avoir jamais pesé sur les décisions, mais s'être senti au contraire « hors les murs ». « On fait croire que les artistes ont eu une parole, mais c'est faux », a-t-il déclaré au *Monde*.

La fracture n'a pas épargné la majorité municipale. Jean Caune, élu de la Gauche citoyenne a refusé, avec l'adjoint (UDF) à la culture d'Alain Carignon, Bernard Betto, de participer au vote. « Faire croire à un directeur providentiel sans avoir au préalable redéfini un cahier des charges, c'est prendre le risque de courir à nouveau à l'échec », prédit-il. Jérôme Safar se veut rassurant : « Il n'est pas question de jeter le travail qui a été accompli aux oubliettes », promet-il. Reste une incertitude et de taille : le budget de fonctionnement de 2002 n'a toujours pas été bouclé, alors que la Ville et le département ont diminué leurs subventions.

Nicole Cabret

## Festivals

### PARIS Disco

*Du discours au Disco* est l'intitulé, approprié et prometteur, de la soirée consacrée par la Cinémathèque de la danse au Disco. Deux films seront projetés à cette occasion, *La Fièvre du samedi soir*, de John Badham, avec John Travolta, et *Les Derniers Jours du disco*, de Whit Stillman, sorti en 1999 en France, une relecture audacieuse de la période de la fin des années 1970 qui lie adroitement la fin d'un mouvement musical avec l'arrivée de Ronald Reagan au pouvoir.

*La Fièvre du samedi soir* fut l'un des plus gros succès de l'histoire du cinéma lors de sa sortie, en 1977. John Travolta qui n'avait alors tenu que des seconds rôles au cinéma devint une icône.

La musique du film, signée par les Bee Gees, contribua également au succès planétaire du film. La soirée sera précédée d'une conférence de Larry Powell et Jean Bodon. Cinémathèque Française, 7, avenue Albert-de-Mun, Paris-16<sup>e</sup>. Tél. : 01-56-26-01-01. Le samedi 4 mai, à partir de 18 h 30.

### Festival en lumière

Chacune des soirées organisée par le Cinéma des cinéastes

sera dédiée au couple directeur de la photographie et cinéaste. A l'issue de la projection d'un long métrage de leur filmographie commune, les directeurs de la photo et les cinéastes invités rencontreront le public, chaque soir, pour des leçons de cinéma autour de la lumière. Parmi les invités, Bertrand Tavernier et Alain Choquart pour *Capitaine Conan* ; Mathieu Kassovitz et Thierry Arbogast pour *Les Rivières pourpres* ; Andrej Zulawski et Patrick Blossier pour *Mes nuits sont plus belles que vos jours* ; Patrice Leconte et Eduardo Serra pour *La Veuve de Saint-Pierre*.

Cinéma des cinéastes, 7, avenue de Clichy, Paris-1<sup>er</sup>. Tél. : 01-53-42-40-20. Du 1<sup>er</sup> au 7 mai.

### La politique fait son cinéma

Les rituels de la politique et sa mise en scène au cinéma font l'objet d'une programmation opportune à la Cinémathèque française. Un cinéma français défiant vis-à-vis de l'univers politique (*Le Président*, d'Henri Verneuil, avec Jean Gabin ; *Y a-t-il un Français dans la salle ?* de Jean-Pierre Mocky), la rétrospective oppose un cinéma hollywoodien empreint par les grands principes démocratiques perpétuellement menacés d'être dévoyés (*Monsieur Smith au Sénat* et *L'Enjeu*, de Frank Capra ; *La Dernière Fanfare*, de John Ford).

Cinémathèque française, 42, boulevard de Bonne-Nouvelle, Paris-10<sup>e</sup>. Tél. : 01-56-26-01-01. Du 2 au 29 mai.

## DEUX JOURS DE STAR AU FESTIVAL DE CANNES ?

POUR GAGNER AVEC ALLOCINE DEUX SEJOURS POUR 2 PERSONNES AU FESTIVAL DE CANNES EN "VIP".

JOUEZ SUR LE  
**0 892 892 892\***

REPONDEZ AUX 6 QUESTIONS ET INSCRIVEZ-VOUS AU TIRAGE AU SORT FINAL QUI DETERMINERA LES HEUREUX GAGNANTS.



**ALLOCINE**  
LE PLUS COURT CHEMIN ENTRE LE CINEMA ET VOUS.



# Robert Guédiguian, en état d'urgence

Ancien militant du PCF, le cinéaste voit dans la présidentielle le signe d'un échec total de la mise en scène démocratique de la politique

**IL LUI EST** formellement interdit de s'énerver. Il a du mal. Robert Guédiguian sort de l'hôpital, où il a subi une opération grave à la gorge, il doit parler doucement. Dans le petit jardin de leur pavillon, à Montreuil, dans la banlieue Est de Paris, Ariane (Ariane Ascaride, sa compagne et actrice) passe en fantôme affectueux, le temps de lâcher un chandail sur les épaules de Robert, de vérifier discrètement que la voix ne s'emballa pas. Pour raison médicale ou autre, le cinéaste de *Rouge midi* et de *Dieu vomit les tièdes* se contient. Mais tout juste. A peine un petit signe de la tête, un éclair dans le regard lorsqu'on le félicite de la sélection de son nouveau film, *Marie-Jo et ses deux amours*, en compétition officielle à Cannes. Aujourd'hui, ce n'est pas le sujet. Pourtant, c'est bien de mise en scène que veut parler Guédiguian. De ce qu'il perçoit comme l'échec total d'une mise en forme de la société de manière démocratique.

« Il est "urgentissime" de se poser, aussi, des problèmes de forme. On en est arrivé à une situation de coupure absolue entre le haut et le bas de la société. La population est composée de gens qui ne parlent carrément pas la même langue : ce que disent les politiques, les médias, les décideurs économiques, est littéralement incompréhensible pour des millions d'habitants de ce pays. » Robert Guédiguian parle d'« acculturation au sens fort » ; il insiste sur les avancées et les réussites de la politique du gouvernement Jospin : « La couverture maladie universelle, c'est génial, le monde entier rêve d'avoir ça. Mais des franges devenues considérables de la population n'entendent rien quand on dit ça, alors même qu'elles en sont les premières bénéficiaires. »

Et de marteler que ceux-là ne sont pas des ennemis, qu'ils sont des exclus : « Ils sont à l'extérieur de toute idée de communauté nationale, et ne parlons pas de l'Europe ! Ils ne sont même pas dans le repli communautaire, ou dans des ghettos, comme on dit - les ghettos étaient aussi des lieux de cohésion, de transmission, de protection. Ils sont dans le vide ! » Que faire face à une telle rupture ? « Traverser la rue ! Tu vois, de l'autre côté, la cité HLM ? Il faut y retourner, il faut parler aux gens, surtout à ceux qui ont voté FN. Il faut être physiquement présent, se parler les yeux dans les yeux. »

Ancien militant du PCF, Robert Guédiguian insiste sur la puissance du contact personnel, du « corps-à-corps » comme il dit. « Quand quelqu'un t'avait fait asseoir dans sa cuisine pour discuter, il entendait ce qu'on disait. Je ne dis pas qu'il était d'accord, mais on parlait la même langue. » Et de se lancer

## BIOGRAPHIE

► **1953**  
Naissance à L'Estaque, près de Marseille.

► **1968**  
Adhésion au PCF, jusqu'en 1980.

► **1997**  
Se mobilise pour les sans-papiers. Succès de « Marius et Jeannette ».

► **2002**  
« Marie-Jo et ses deux amours », en compétition officielle à Cannes.

dans la liste de ce qu'il considère comme des erreurs « catastrophiques » : « Boycotter Toulon, quelle connerie ! C'est le contraire, c'est là qu'il fallait aller en premier ! Et en Autriche après l'élection de Haider ! Aujourd'hui, on appelle à voter Chirac, ce qui est évidemment indispensable, mais personne ne parle à ceux qui votent FN. Il faut aller discuter avec eux, et vite ! Le seul objectif un peu digne serait que Le Pen ait moins de voix au second tour qu'au premier. Pour ça, il faut parler avec ses électeurs, et non pas les exclure. »

## ÉNORME RESPONSABILITÉ DE LA TÉLÉVISION

Lorsqu'on lui fait remarquer que le résultat du premier tour est aussi le résultat de l'abstention massive des électeurs du PS et de la dispersion de leurs voix sur les « petits candidats », Robert Guédiguian rappelle son texte publié juste avant le scrutin, « Désenchantement » (Le Monde du 19 avril). « A la cassure tragique avec ce qu'on appelait autrefois le peuple, et qu'on ne sait plus nommer aujourd'hui, s'est ajoutée une deuxième impuissance : celle d'offrir à la classe moyenne, aujourd'hui numériquement la composante la plus massive de la société, un horizon plus ambitieux, une perspective plus ample et plus élevée. Le discours de la gauche ne prend en compte ni la réalité des pauvres

ni les rêves de ceux qui sont sortis de la pauvreté. »

Guédiguian tient à la main une liasse d'une dizaine de feuilles arrachées à un grand cahier, où il avait pris des notes en vue d'un autre texte : « Tiens, tu les liras plus tard... » On y lira, en conclusion d'un vibrant plaidoyer pour la reconstruction du lien social en réinventant le militantisme, et en faveur du « réenchantement du monde », qu'« il est vital d'allier l'analyse la plus acérée de notre monde avec la vision de tous les possibles qu'il nous offre. Mais il est tout aussi vital de réfléchir, dans tous les moyens d'expression, à la manière de raconter ces analyses et ces rêves. Et cela est une tâche beaucoup trop essentielle pour la confier aux crétiens qui officient dans les sociétés spécialisées dans la communication et la publicité ».

Contre les télévisions, qui ont « une énorme responsabilité », Guédiguian ne décolère pas. « A l'hôpital, faute de pouvoir faire autre chose, j'ai regardé tous les journaux télévisés. Qu'est-ce que j'ai vu ? J'ai vu d'abord Lescure contre Messier, une histoire où les personnages touchent des indemnités astronomiques, où des vedettes défendent leur patron - en se moquant au passage de Jospin et de Chirac. Ensuite, j'ai vu un vieux monsieur au visage très beau, complètement tuméfié, au milieu de la maison qu'il

avait construite et que des voyous ont brûlée, après l'avoir tabassé. Enfin, les interventions des candidats. Mais le plus débile des monteurs sait que, dans cette mise en forme-là, la troisième scène est tuée d'emblée ! »

Comment le cinéma peut-il, lui, « traverser la rue » ? « On n'a pas trouvé beaucoup de solutions. Faire d'un militant FN le personnage principal d'un film ? Ma réponse a toujours été non. Parce que filmer quelqu'un tend à l'humaniser. J'ai sans doute fait une erreur. Il y avait juste le personnage de Dédé, dans Marius et Jeannette, qui avait voté une fois FN et à qui sa femme ne pardonnait pas. C'est très insuffisant. » Le documentaire non plus n'a pas trouvé de réponses. Il y a eu beaucoup de films contre le FN, « j'ai participé à celui sur Vitrolles, c'était nul. Ça ne sert à rien de dire que les lepénistes sont méchants à des spectateurs qui en sont déjà convaincus. Les seuls qui aient trouvé une solution sont Comolli et Samson avec leur série de films sur la vie politique à Marseille. Mais ensuite il y a le problème de l'accès des films au public. Qui les a vus ? Autrefois, il y avait un réseau parallèle, militant, qui permettait une autre circulation que celle des canaux officiels. La disparition de cette forme de militantisme aussi est un grand manque. »

Jean-Michel Frodon



CAROLE BELLAÏCHE / CORBIS SYGMA

## MOTS D'ARTISTES AVANT LE 5 MAI

■ A l'initiative du rappeur Akhenaton, du comédien Djamel Debbouze et de la maison de disques Hostile (Virgin France), une trentaine de personnalités, parmi lesquelles Zinedine Zidane, Gérard Depardieu, Alain Chabat, Jean-Jacques Goldman, IAM, Koolhaas (de NTM), Noir Désir, Zazie, Robert Pirès, Agnès Jaoui, Mokobé (du 113), Romain Goupil, Eric et Ramzy, Jamel Bourras, Jean-Pierre Bacri, Karl Zéro, Edouard Baer, Pascal Obispo, Passi et Stomy Bugsy ont enregistré des messages pour une cassette vidéo VHS d'une dizaine de minutes. Tirée à environ 60 000 exemplaires, cette cassette intitulée NON sera offerte, jeudi 2 mai, dans vingt-cinq villes où le Front national a fait plus de 18 % lors du premier tour de l'élection présidentielle.

■ Dans une « Lettre à nos amis étrangers », Olivier Poivre d'Arvor, directeur de l'Association française d'action artistique, rappelle « une tradition dont nous sommes véritablement fiers : celle de l'accueil des artistes. Parce que le XX<sup>e</sup> siècle a été, en France, celui de Picasso, de Chagall, de Miro, de Dali, de Soutine, de Modigliani, de Ionesco, de Beckett, de Nouriev ou de Brook et de tant d'autres, nous ne savons plus très bien, et c'est tant mieux, ce que veut dire "artiste français". Le siècle qui commence est celui des frontières ouvertes. Les créateurs n'ont jamais fait bon ménage avec les douaniers, encore moins avec les douaniers de la pensée (...). Nous sommes très fiers de ce que vous avez appelé "l'exception française" : un prix attaché à la culture qui ne serait pas celui d'une marchandise (...). Nous sommes très nombreux, artistes et créateurs, femmes et hommes de culture, à refuser que ces lumières deviennent ténèbres, obscurantisme, haine et régression totale. Amis étrangers mais si familiers, nous voulons que vous sachiez que nos portes vous sont à jamais grandes ouvertes. »

■ Richard Peduzzi, directeur de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs, à Paris, publie, avec le collectif de soutien au droit à la culture et à la liberté d'expression, un texte intitulé « La liberté d'inventer » et déjà signé par de nombreuses personnalités. On y lit notamment : « (...) La liberté d'inventer se nourrit dans l'ouverture. La pensée est mobile. Nos idées n'ont pas de frontière. Nous ne pouvons tolérer que l'ombre de la dictature et du fascisme qu'on n'attendait plus aujourd'hui, soudain réapparaisse, obscurcisse et occulte l'avenir. Nous devons chasser ce cauchemar éveillé de nos esprits avec force et détermination. Nous devons tous nous unir, toutes tendances, tous sentiments confondus, pour conserver nos droits au rêve, à l'imagination, à la poursuite de nos recherches et de notre travail. »

## RADIO

### MERCREDI 1<sup>er</sup> MAI

#### ► Le rock citoyen

Oui FM  
Jusqu'au second tour de l'élection présidentielle, la chaîne diffusera chaque heure des messages d'appel au vote pour ses auditeurs. Interventions d'artistes et de personnalités des médias.

#### ► Alter ego : le lycée des métiers

10 h 00, France-Inter  
L'orientation vers les « LP » (lycées professionnels) est vécue comme une relégation, alors que ceux-ci offrent des formations adaptées et l'apprentissage d'un métier. En collaboration avec le ministère de l'éducation. Daniel Assouline, directeur de cabinet du ministre, répond en direct aux questions.

#### ► Le monde change

13 h 10, RFI  
L'utopie est-elle possible au travail ? Avec Albert Jacquard, généticien, Xavier Pascaud, spécialiste de l'utopie.

### JEUDI 2 MAI

#### ► Visite médicale

10 h 00, France-Culture  
De l'ecstasy aux plantes hallucinogènes, quels dangers ? Avec Alain Morel, responsable d'un réseau consacré à l'étude des nouvelles drogues.

## DOMINIQUE DHOMBRES

### Des Martiens

**MÊME** Zinedine Zidane et le Medef ! Les journaux télévisés offraient, lundi soir, ce rapprochement incongru. Le plus silencieux des footballeurs et l'organisation patronale censée ne pas faire de politique prenaient le même jour position contre Jean-Marie Le Pen. Les styles, évidemment, étaient différents. C'est en chuchotant que Zidane dénonçait « un parti qui ne correspond pas du tout aux valeurs de la France ». C'est par une déclaration solennelle, flanqué de ses lieutenants, qu'Ernest-Antoine Seillière mettait en garde contre les « effets désastreux » que provoquerait l'application du programme économique du Front national. Désormais, la liste des personnalités et des associations qui ont appelé les électeurs à ne surtout pas voter au second tour pour le candidat de ce parti ressemble un peu à un catalogue à la Prévert. Elle va alphabétiquement de l'abbé Pierre à Zidane, en passant par le CRIF, la FNSEA, les évêques, Jane Birkin et Roger Hanin.

Le geste de Zidane ? « Tout le monde y va de sa petite prise de position », commentait aigrement Bruno Gollnisch sur France 2. Le directeur de campagne de Jean-Marie Le Pen reste fidèle à sa

méthode qui consiste à contester d'emblée tout ce qui peut être dit dans les médias à propos de son parti. Olivier Mazerolle l'interrogeait précisément sur la déclaration du Medef. « Je vais vous répondre tout de suite, monsieur Mazerolle. Mais, auparavant, je voudrais élever une protestation contre la façon dont la règle de l'égalité, qui s'impose entre les deux tours, est violée systématiquement. » Avant de répondre à quoi que ce soit, Bruno Gollnisch a toujours une protestation à élever, un compte à régler, une querelle à vider.

Un peu plus tard sur France 2, dans l'émission d'Arlette Chabot « Mots croisés », Carl Lang, le secrétaire général du Front national était plus direct. La condamnation du Medef était selon lui « la meilleure nouvelle de la semaine ». Difficile de tirer grand-chose, à part cela, de cet étrange personnage qui semblait à peu près indifférent à ce qui se disait autour de lui, se contentant de regarder d'un oeil vide les autres invités de l'émission. La surprise du premier tour a brusquement mis sur le devant de la scène les seconds couteaux de Le Pen. Entre les éternelles chicanes de l'un et le mutisme boudeur de l'autre, on découvre en réalité de drôles de Martiens.

## TÉLÉVISION

### Généalogie d'une communauté

Les Algériens sont arrivés à Lyon par vagues, dès les années 1920, d'autres après la seconde guerre mondiale, et d'autres encore à la fin des années 1950, puis 1960, 1970, 1980... Ils venaient travailler, souvent avec l'idée de retourner au bout de six mois. Ils fuyaient la misère (paysans spoliés de leur terre par des colons), la France avait besoin de « main-d'œuvre serviable et corvéable à merci », ils n'avaient pas le choix. En revoyant les photos des bidonvilles où ils ont vécu, ils n'arrivent plus à imaginer comment ils ont pu accepter de telles conditions. « On était tellement dominés ! », explique l'un d'eux. Après, ils ont été logés dans des quartiers comme la Part-Dieu. Ils se retrouvaient - ils se retrouvent encore - place du Pont, pour échanger les nouvelles de Sétif d'où la plupart viennent. Leurs enfants sont nés à Lyon. Il a fallu peu à peu faire le deuil de là-bas. Mais les grands-mères veillent à la transmission. Après « Les Chinois de Paris » et « Les Arméniens de Marseille », ce troisième film de la collection « Français d'ici, peuples d'ailleurs » (coproduction Son et Lumière/France 5) s'attache à la communauté des Algériens de Lyon. Même approche. Reconstituer à travers des témoignages individuels comment des communautés étrangères se sont inscrites dans un territoire géographique, l'histoire d'une ville. Bouffées de souvenirs, de sentiments. Une intelligente série, réalisée de manière plus journalistique que cinématographique. - C. H.

« Les Algériens de Lyon », jeudi 2 mai, 15 h 30, France 5.

### MERCREDI 1<sup>er</sup> MAI

#### ► La Flûte enchantée

19 h 00, Arte et France-Musiques  
Opéra retransmis en direct de Schwetzingen, simultanément sur Arte et sur France-Musiques. Achim Freyer, qui aborde le chef-d'œuvre de Mozart pour la troisième fois, a traité les personnages avec une fantaisie rehaussée par des jeux sur les trois couleurs fondamentales des décors et des costumes. La suite (acte II), à 20 h 45.

#### ► Sur la terre des monstres disparus

20 h 55, France 3  
Il y a 49 millions d'années, les mammifères faisaient leur apparition. Après *Sur la terre des dinosaures*, Tim Haines et Jasper James poursuivent leur formidable saga animale, qui retrace l'histoire des différentes espèces de l'ère tertiaire à la fin de l'ère glaciaire. Un budget hors norme et des prouesses technologiques ont permis de ressusciter

ces « monstres » étranges, dont certains sont les ancêtres de nos amies les bêtes. Un travail époustouflant qui s'appuie sur des connaissances scientifiques pointues.

#### ► Radovan Karadzic, poète, médecin et criminel de guerre

21 h 00, Planète  
Portrait fouillé de l'ancien chef des Serbes de Bosnie, réclamé par le Tribunal pénal international de La Haye. Ivo Burum, le réalisateur, a retrouvé les anciens amis, les proches, ceux qui ont côtoyé l'étudiant, le psychiatre, et reconstitué l'itinéraire du petit paysan du Monténégro qui a organisé le siège de Sarajevo et planifié le massacre de Srebrenica. Deuxième volet de ce film écrit de manière très personnelle : jeudi 2 mai, 21 heures.

#### ► 300 jours de colère

22 h 40, France 2  
Des ouvriers d'une usine de filature de la banlieue de Lille se battent pour obtenir un plan social décent après la fermeture surprise de leur entreprise, Mossley. D'espoirs en déceptions, de coups d'éclat en occupation, Marcel Trillat raconte leur lutte pour la dignité. Un documentaire émouvant et secouant sur un monde ouvrier qui subit de plein fouet le déclin des industries de main-d'œuvre en France.

## DISPARITIONS

■ **RUTH HANDLER**, créatrice de la poupée Barbie et cofondatrice de Mattel, la plus grosse entreprise de jouets du monde, est morte à Los Angeles samedi 27 avril à l'âge de 85 ans. Ruth Handler avait révolutionné l'industrie du jouet en 1959 en créant la poupée Barbie – du nom de sa fille Barbara – dont la poitrine provocante, la taille fine et les longues jambes allaient totalement à l'encontre du style rond et asexué des poupées de l'époque. Depuis, un milliard de poupées Barbie ont été vendues dans 150 pays, devenant le jouet le plus vendu au monde, en même temps qu'un symbole culturel et une figure décriée des féministes. Les responsables de Mattel ont d'ailleurs, les années passant, tenté de déjouer ces critiques en créant des Barbie médecin, astronaute, policière et même candidate à la présidence. Pour sa créatrice, selon son autobiographie de 1994, Barbie n'était pas seulement une poupée mais une façon de conquérir le pouvoir : « *Pour moi, avec Barbie, la petite fille pouvait être tout ce qu'elle voulait être. Barbie a toujours représenté le fait qu'une femme a le choix* », écrivait-elle. Née Ruth Mosko le 4 novembre 1916, Ruth Handler était la plus jeune des dix enfants d'une famille d'origine juive polonaise installée à Denver (Colorado). Avec son époux, Elliot Handler et le designer Harold Mattson, elle avait créé Mattel en Californie en 1945, un nom formé du « Matt » de Mattson et du « El » d'Elliot. Mais Ruth Handler et son mari avaient été contraints de quitter Mattel en 1975.

■ **LISA « LEFT EYE » LOPES**, l'une des trois chanteuses du groupe américain TLC, est morte au Honduras jeudi 25 avril, dans un accident de voiture, à l'âge de 30 ans. Au sein de TLC, formé à Atlanta et apparu au début des années 1990, Lisa Lopes, née à Philadelphie le 27 mai 1971, était considérée comme la plus extravertie. Avec Tionne « T-Boz » Watkins et Rozanda « Chilli » Thomas, TLC était devenu l'un des nombreux « groupes de filles » du hip-hop et du R'n'B montés par l'industrie du disque et avait connu un immense succès aux Etats-Unis avec un premier album, *Oooooooh... On the TLC Tip*, paru en 1992. Lisa Lopes avait été condamnée en 1994 pour avoir mis le feu à la maison de son petit ami. Elle avait eu à cette période d'autres démêlés avec la justice. Toutefois elle s'était assagi après avoir adopté, en 2000, une petite fille originaire du Honduras, aujourd'hui âgée de 9 ans. En parallèle à TLC, qui avait enregistré deux autres albums vendus à plusieurs millions d'exemplaires, Lisa Lopes avait débuté une carrière en solo plus confidentielle. Un quatrième album du trio était en préparation ainsi qu'un second disque en solo. Les producteurs respectifs de ces enregistrements ont déclaré qu'ils allaient réfléchir à leurs sorties.

## A LIRE EN LIGNE

Retrouvez sur le site Internet du Monde ([www.lemonde.fr/carnet](http://www.lemonde.fr/carnet)) le détail des nominations, l'essentiel des lois, décrets et décorations parus au Journal officiel, ainsi que les adresses des sites publiant des documents significatifs.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

**Léopold et Denise ANNIBAL, Annie MARMION**, sont heureux d'annoncer la naissance de leur premier petit-fils,

**Arthur**,

le 25 avril 2002, chez

**Renaud et Hélène**,

à Six-Fours-les-Plages (Var).

– Villers-lès-Nancy. Roquemaure. Nantes. Levallois-Perret.

**Catherine et Guillaume FLACHAT-BERNE, Clément et Antonin**, sont heureux de faire part de la naissance de

**Léon, Victor**,

le 20 avril 2002, à Nancy.

**Dana CIOCARLIE**

et

**Bruno ORY-LAVOLLÉE** ont le bonheur d'annoncer la naissance de leur fils

**Constantin**,

le mercredi 24 avril 2002.

14, rue Drevet,

75018 Paris.

**Marie-Jeanne BUISSON**

et

**Patrick BLOCHE**

ont l'immense bonheur d'annoncer la naissance de leur seconde fille,

**Joséphine, Marie, Isis**,

le lundi 22 avril 2002, à 8 h 40, à Paris-14<sup>e</sup>.

Nicolas et Anne-Flore, qui a sept ans et demi ce 30 avril, sont fous de joie d'avoir une petite sœur. Au lendemain du 21 avril, l'arrivée de Joséphine a été d'un grand réconfort, tout particulièrement pour son papa.

**Francette et Pierre SELIGMANN,**

**Marianne ESCANEST,**

**Nadine et Pierre LYON-CAEN,**

**Michèle et Jacques RUMY**,

ont la joie de faire part de la naissance, le 18 avril 2002, de leur arrière-petite-fille et petite-fille,

**Myriam**,

au foyer de

**Fanny et Emmanuel RUMY**,

115, rue Brancas,

92310 Sèvres.

## Décès

– Mme Marcel Boisot, M. et Mme Rod Parker, Marina, Victoria et Lycia Parker. Ses amis et ses collaborateurs de l'Equipe interdisciplinaire de philosophie pénale, ont la très grande tristesse d'annoncer la mort accidentelle, survenue le 26 avril 2002, de leur époux, père et grand-père,

**M. Marcel H. BOISOT**,

ancien maître de conférence à l'Ecole polytechnique,

pilote de chasse

aux Forces aériennes françaises libres,

officier de la Légion d'honneur,

croix de guerre 1939-1945.

Une cérémonie religieuse sera célébrée, le jeudi 2 mai, à 14 h 30, en la chapelle de l'Ecole militaire, 13, place Joffre, Paris-7<sup>e</sup>, et le vendredi 3 mai, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Besançon (Doubs).

– Colette et Alain Terlier, Jean-François et Marie-Louise Auberger, Michel et Anne-Marie Auberger, Bernard et Christine Auberger, Philippe et Marie-Françoise Auberger, Chantal et François Perrard, Yves et Angélique Auberger, Frère Jean-Baptiste, o.f.m., ses enfants,

Ses vingt-quatre petits-enfants, Ses trente et un arrière-petits-enfants, Les familles Auberger et Geny, ont la tristesse de faire part du décès de

**Mme Paul AUBERGER,**

née **Jeanne Françoise GENY**,

rappelée à Dieu le 27 avril 2002, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 2 mai, à 14 heures, en la chapelle Notre-Dame-de-Compassion, 2, boulevard d'Aurelle-de-Paladines, Paris-17<sup>e</sup>.

Les Hespérides des Ternes,

14, rue Gustave-Charpentier,

75017 Paris.

– L'université Toulouse-Le Mirail et son pôle Amérique latine ont la tristesse de faire part du décès de

**Georges BAUDOT**,

professeur émérite,

premier directeur

de l'Institut pluridisciplinaire

pour les études sur l'Amérique latine

à Toulouse (Ipealt)

et ancien directeur

de la revue *Caravelle*.

Dès son doctorat magistral sur *Utopie et histoire au Mexique* (1975), il avait pris rang parmi les plus grands ethno-historiens du Mexique précolombien et colonial.

– Mme Annie Cohadon,

son épouse,

Anne-Elisabeth et Laurent,

Marie-Gabrielle et Bruno,

Pierre-François et Valérie,

ses enfants,

Rose-Anna, Lucie-Liane et

Angélique,

ses petites-filles,

Mme François Cohadon,

sa mère,

Mme Emilien Pétremant,

sa belle-mère,

Les familles Bernet, Genthial,

Pétremant,

Et tous ses amis,

ont le chagrin de faire part du décès de

**Jean-Claude COHADON**,

survenu le 29 avril 2002, dans sa soixante-septième année.

Une cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 2 mai, en l'église Sainte-Bathilde de Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), suivie de l'inhumation, dans le caveau familial, à Riom (Puy-de-Dôme).

150, rue Houdan,

92330 Sceaux.

**Marie-Hélène COLLINOT,**

née **DAGUIN**,

n'est plus parmi nous.

Elle nous a quittés à l'aube du 28 avril 2002.

Nous sommes, sa famille, ses amis, dans la tristesse.

Nous lui ferons un dernier adieu, le 2 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Laurent (Paris-10<sup>e</sup>), le 3 mai, à 16 heures, en l'église de Campestre (Gard).

Elle reposera désormais sur la cause de Campestre.

– Mme Renée Couchoud, Ses enfants, Les familles Donnat, Maurand et Taillard, ont la grande douleur de faire part du décès de

**M. Jean-Paul COUCHOUD**,

survenu le 27 avril 2002, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– L'Institut français d'études arabes de Damas a la douleur de faire part du décès de

**Gilbert DELANOUE**,

directeur de l'Institut français

de Damas de 1984 à 1990,

survenu, le 27 avril 2002, dans sa soixante-douzième année.

– Erik et Clothilde Egnell, Patrice et Françoise Egnell, Dominique et Anne Egnell, ses enfants,

Christine et Philippe Rozat, Thomas et Zoé Egnell, Edgar Egnell, Stéphane Egnell, Aymeric Egnell, Astrid et Thomas de Cagny et Elodie, Eve Egnell, ses petits-enfants et arrière-petite-fille,

Les familles Egnell, Philippon, Labory,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

**Mme Hjalmar EGNELL,**

née **Paulette PHILIPPON**,

survenu le 26 avril 2002, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 3 mai, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, rue de l'Annonciation, Paris-16<sup>e</sup>, et sera suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, où elle reposera auprès de son mari.

Qu'ils soient ensemble, pour toujours, dans la paix et la joie du Seigneur.

– M. et Mme Bernard Expert-Bezançon, Mme Daniel Expert-Bezançon, Mme Robert Expert-Bezançon, son frère et ses belles-sœurs, Ses neveux et nièces, ont la tristesse d'annoncer le décès de

**Mlle Hélène EXPERT-BEZANÇON**,

survenu le 24 avril 2002.

La cérémonie a été célébrée dans la plus stricte intimité, en l'église Saint-Séverin, à Paris-5<sup>e</sup>, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

22, avenue de Saint-Ouen,

75018 Paris.

– La famille de

**Louis FRANCESCHINI**

a la tristesse de faire part de sa disparition, le 28 avril 2002, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques auront lieu à Saint-Saturnin-lès-Apt (Vaucluse), le samedi 4 mai, à 14 heures.

199, rue Saint-Charles,

75015 Paris.

– Sa famille

a la douleur de faire part du décès de

**Jeannine GILLES-MURIQUE**,

artiste peintre,

survenu le 20 avril 2002.

– François Lombard, architecte, son époux, Ses enfants, Ses petits-enfants, Et sa famille, ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 21 avril 2002, de

**Monique LOMBARD**,

née **ODET**,

médecin dermatologue, au Vésinet.

Nous remercions tous ceux qui, par leur présence, pensée et témoignage, nous ont apporté leur soutien.

– Jacqueline Dufrené et Michel Racine, Leurs parents, Leurs enfants, Et leurs amis, ont la douleur de faire part du décès de

**Thomas RACINE**,

survenu le 22 avril 2002, aux Baux-de-Provence, dans sa vingt-cinquième année.

3, rue de la Roquette,

13200 Arles.

1, impasse Le Roi,

78000 Versailles.

– Francine Markovits et André Pessel, Martine Markovits, ses enfants, Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

**Alexandre MARKOVITS**,

survenu le 20 avril 2002, dans sa quatre-vingt-douzième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 24 avril, au cimetière de Pantin.

Il repose auprès de son épouse,

**Jeanne**,

décédée le 20 janvier 2002.

2, rue Charles-Marie-Widor,

75016 Paris.

99, avenue Ledru-Rollin,

75011 Paris.

82, rue Condorcet,

94800 Villejuif.

– Henri, Jean et Michel Muller, Annette Muller-Bessmann, ses enfants, Mélanie, Samuel, Serge, Philippe, ses petits-enfants, Curtis, son arrière-petit-fils, Les familles Muller, Bessmann, Marconnot, Deparis, Znaty, Szymczykowski, Palka, ont le chagrin de faire part du décès, le 27 avril 2002, de

**Manele MULLER**,

dans sa quatre-vingt-troisième année.

Nous associons à notre peine le souvenir de son épouse

**Rachel**,

née **Weiser**,

arrêtée le 16 juillet 1942, à l'âge de trente-trois ans, lors de la rafle du Vél' d'Hiv', et disparue à Auschwitz.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale, au cimetière de Blanc-Mesnil, le jeudi 2 mai, à 14h30.

51, avenue de Suffren,

93150 Blanc-Mesnil.

– Le Centre culturel Calouste Gulbenkian a la tristesse de faire part de la mort de son président,

**Victor de SÁ MACHADO**,

survenue à Lisbonne, le 27 avril 2002, dans sa soixante-neuvième année.

Une messe sera célébrée à son intention à Paris, le vendredi 3 mai, à 12 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, 31, avenue Marceau (16<sup>e</sup>).

Centre culturel Calouste Gulbenkian,

51, avenue d'Iéna,

75116 Paris.

– Nancy. Paris.

Le docteur Anne-Marie Worms,

son épouse,

François et Marianne,

Pierre et Adeline,

Olivier et Anne Worms,

Marianne et Jean-Claude Rac,

ses enfants,

Colette Worms,

sa sœur,

Jean-Pierre et Colette Diény,

ses beau-frère et belle-sœur,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Jean WORMS**,

survenu le 19 avril 2002, à l'âge de soixante-dix ans.

1, place des Erables,

54280 Seichamps.

## Avis de messe

– Une messe sera célébrée à l'intention de

**Françoise FOUGÈRE**,

le samedi 4 mai 2002, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île, Paris-4<sup>e</sup>.

## Anniversaires de décès

– Il y a dix ans,

**Armelle**

nous quittait...

Son souvenir est toujours présent, et son absence aussi lourde à porter.

Tu nous manques cruellement...

– A notre enfant chérie,

avec une peine infinie,

**Marion**,

deux ans d'absence immense

et d'amour désespéré.

## Projections-débats

– Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3<sup>e</sup>, jeudi 2 mai, à 20 h 30, téléfilm sur les « enfants cachés » de Vendée : *Les Enfants du secret* (FR3-Rennes), et débat avec D. Fuchs.

Réervations : 01-42-71-68-19.

## Communications diverses

– L'Association Sorbonne communication vous propose un petit déjeuner-débat : « **Tabac, alcool, médicaments : une communication sous contraintes. Quelles marges de manœuvre pour les publicitaires ?** », le jeudi 2 mai 2002, à 8 h 30, salle des Autorités de la Sorbonne, 17, rue de la Sorbonne, Paris-5<sup>e</sup>.  
Réservation : 01-44-07-24-27.

Abonnez-vous au Monde pour **26,35 €** (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :

LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

**Oui**, je souhaite recevoir *Le Monde* pour **26,35 €** (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

M.  Mme Prénom : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] Localité : \_\_\_\_\_

Offre valable jusqu'au 30/06/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal.

## RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 1<sup>er</sup> MAI

## TF1

**15.45** La Princesse des voleurs Téléfilm. Pete Hewitt. Avec Keira Knightley (GB, 2001). **17.10** Barcelona (Esp.). 20.45 Coup d'envoi au stade Santiago-Bernabeu. 5140994 **18.55** Le Bigdil **19.55** Météo, Journal, Météo.



**20.35** FOOTBALL Ligue des champions (demi-finale retour) : Real Madrid (Esp.) - FC Barcelone (Esp.). 20.45 Coup d'envoi au stade Santiago-Bernabeu. 5140994 **21.10** Distances en championnat par Valence, favori pour le titre, les Madrilènes, emmenés par Zidane, retrouvent une équipe de Barcelone qu'ils ont battue en Catalogne (2-0).

**22.45** ALERTE IMMINENTE Téléfilm. Chuck Bowman. Avec Harry Hamlin, Nastassja Kinski, Brittney Irvin, Annie Marie Loder, Teryl Rothery (EU, 1999) **O.** 4551604 **0.30** Vol de nuit Magazine.

**1.40** Reportages Gascon, Tourangeau, Poitevin... **2.05** Très pêche Documentaire **2.55** Histoires naturelles **3.45** Aventures africaines, française, asiatique Aventure asiatique au Vietnam **4.40** Musique (25 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**13.30** The Navajo Trail ■ Howard Bretherton. Avec Johnny Mack Brown, Raymond Hatton (Etats-Unis, 1945, N., 60 min) **O** **CineClassics** **15.55** La Légende de la tombe perdue ■ Jonathan Winfrey (Etats-Unis, 1997, 95 min) **O** **CineCinemas 2** **17.10** Le shérif est en prison ■ Mel Brooks (Etats-Unis, 1973, 100 min). **TCM** **17.55** D.O.A. ■ Rudolph Maté (Etats-Unis, 1950, N., 90 min) **O** **Cinéfraz** **18.10** Si Versailles m'était conté ■ Sacha Guitry (France, 1953, 170 min) **O** **Cinétoile** **20.45** La Machine à explorer le temps ■ George Pal (Etats-Unis, 1960, v.m., 100 min) **O** **CineCinemas 3** **20.45** Le Port de l'angoisse ■ Howard Hawks (Etats-Unis, 1944, N., 105 min). **TCM** **21.20** City Hall ■ Harold Becker (Etats-Unis, 1995, 115 min). **RTBF 1** **22.30** Chantons sous la pluie ■ Stanley Donen et Gene Kelly (Etats-Unis, 1952, v.m., 115 min). **TCM** **22.35** Mortelle randonnée ■ Claude Miller (France, 1983, 95 min) **O** **CineCinemas 1** **0.25** Une nuit à l'opéra ■ Sam Wood (Etats-Unis, 1935, N., 90 min). **TCM** **1.30** Les Cadets de l'Océan ■ Jean Dréville (France, 1942, N., 85 min) **O** **CineClassics**

## FRANCE 2

**15.25** Famille de cœur Téléfilm. Gérard Vergez (Fr., 1997) **O** **16.55** Un livre **17.00** Soleil rouge ■ Film. Terence Young. Western (Fr.-It., 1957) **O** **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Série **20.00** Journal, Météo.



**20.55** LE VOYAGE ORGANISÉ Téléfilm. Alain Nahum. Avec Gaëlle Le Devehat, Marco Bonini, Nadine Marcovici, Chantal Neuwirth, Hubert Saint-Macary (France, 2001). 7978062 **Timide et réservée, une secrétaire va découvrir sa réelle personnalité lors d'un voyage organisé. Une confusion malencontreuse va lui permettre de rencontrer le grand amour...**

**22.40** SPÉCIAL CONTRE-COURANT - TROIS CENTS JOURS DE COLÈRE Documentaire. Marcel Trillat et Maurice Failevic. 1749284 **0.45** Journal de la nuit, Météo.

**1.05** Des mots de minuit Magazine 4896531 **2.35** Emissions religieuses **3.25** Galapagos, les amis de Georges le solitaire **3.40** 24 heures d'info **3.55** Pyramide **4.30** Vagabond du pôle Nord Documentaire (50 min).

## FRANCE 3

**16.25** Ace Ventura, détective pour chiens et chats ■ Film. T. Shadyac (EU, 1993) **17.50** C'est pas sorcier **18.20** Questions pour un champion **18.50** 19-20 de l'information **20.10** Tout le sport **20.20** C'est mon choix... ce soir.



**20.55** SUR LA TERRE DES MONSTRES DISPARUS Documentaire. Tim Haines et Jasper James. 246913 **Ce documentaire nous permet d'être les témoins privilégiés d'un safari pré-historique qui retrace les quarante-neuf derniers millions d'années.**

**22.25** Météo **22.30** Soir 3.

**23.00** CULTURE ET DÉPENDANCES Toute la misère du monde. Invités : le Père Pierre Ceyrac, Jean-François Deniau, Radhika Jha, Pascal Lamy, Jean-Marie Laclavetine, René Frégni. 3765771

**0.40** Ombre et lumière Magazine. Invité : Louis Chédid **1.10** Les Dossiers de l'Histoire Un siècle à la une **2.00** Soir 3 **2.25** C'est mon choix **4.50** Tous égaux (30 min).

## CANAL+

**17.10** Eddy Time ► En clair jusqu'à 21.00 **18.45** Grolandsat **19.05** Journal **19.25** + de sport **19.30** Le Zapping **19.40** Le Vrai Journal des présidentielles **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz **20.45** Encore + de cinéma.



**21.00** BREAD AND ROSES Film. Ken Loach. Avec Pilar Padilla, Adrien Brody, Elpidia Carrillo, Jack McGee, Monica Rivis. **Drame** (GB, 2000). 2578555 **Le cinéaste anglais Ken Loach dénonce la condition des employés de nettoyage dans les entreprises américaines. Sympathique mais démonstratif.**

**22.50** GAMER Film. Zak Fishman. Avec Saïd Taghmaoui, Camille De Pazzis, Arielle Dombasle, Alexis Lore, Bruno Salomone. **Comédie** (Fr., 2001) **O.** 2269197 **0.25** Midnight + Les arts magiques : Sai Baba.

**1.15** Destination finale ■ Film. James Wong. Avec Ali Larter. **Fantastique** (EU, 2000, v.o.) **O** 2914802 **2.50** Surprises **3.00** La Ville des prodiges Film. Mario Camus. Avec Olivier Martinez. **Drame** (Esp. - Fr., 1999, 125 min) **O.**

## FRANCE 5 / ARTE

**16.30** Après la sortie **17.30** 100 % Question **18.00** C dans l'air **18.45** Emission de la campagne officielle **19.00** Musica **La Flûte enchantée**. Acte I. Opéra de Mozart. En direct du Festival de Schwetzingen **20.15** Arte info, Météo.



**20.45** MUSICA - LA FLÛTE ENCHANTEE, ACTE II Opéra de Mozart. Par l'ensemble vocal de la SWR et l'ensemble Balthasar-Neumann, dir. Thomas Hengelbrock. Mise en scène Achim Freyer. Avec Ron Li-Paz (Sarastro), Ekaterina Morozova (la Reine de la nuit), Henrike Jacob (Papagena). 394468 **L'ultime chef-d'œuvre lyrique de Mozart.**

**22.20** LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE Ceausescu : Les fastes d'un dictateur. Documentaire. Ben Lewis (GB - Dan). 2318449 **23.15** Sunday ■ Film. J. Nossiter. **Comédie dramatique** (EU, 1997, v.o.) **O** 8959913.

**0.45** L'Ami africain Film. Stewart Raffill. Avec Jennifer McComb, Ashley Hamilton. **Aventures** (EU, 1994) 9582666 **2.20** Elizabeth, une vie d'éléphant Documentaire (1998, 30 min) 978598.

## M6

**16.40** ET 19.50 Caméra Café Série **17.05** Terreur sur le Britannic ■ Film. Richard Lester. Avec Ian Holt. **Suspense** (GB, 1974) **O** **19.00** ET 20.40 Loft Story **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Série.



**20.50** PETITE SŒUR Téléfilm. Patrick Poubel. Avec Réda Mohammadi, Hippolyte Girardot, Jérémie Julien, Christine Citti, Jean-Paul Bordes (France, 2000) **O** 483352 **Après la mort accidentelle de sa mère, un enfant se voit obligé de vivre auprès de son père. Eloigné de sa demi-sœur, il sombre dans le mutisme et ne souhaite qu'une chose : la revoir.**

**22.25** UNITÉ SPÉCIALE : UNE FEMME D'ACTION Téléfilm. Dean Parisot. Avec Kathy Baker, Amy Brenneman, Phyllis Applegate, Rob Nagle, Harry Hutchinson (Etats-Unis, 1999) **O.** 9429081

**0.00** Loft Story Divertissement 72024 **0.44** Météo **0.45** Drôle de scène Divertissement 5154043 **1.10** M6 Music Emission musicale (350 min) 93025005.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

**20.30** Fiction 30. **21.00** Mesures, démesures. **22.00** Journal. **22.10** Multipistes. **22.30** Surpris par la nuit. Roman de la gare.

## FRANCE-MUSIQUES

**19.00** La Flûte enchantée. Opéra de Mozart. En simultané sur Arte, par l'Ensemble vocal de la radio SWR Balthasar Neumann Ensemble, dir. Thomas Hengelbrock, Ron Li-Paz (Sarastro), Matthias Klink (Tamino). **22.00** En attendant la nuit. **23.00** Jazz, suivez le thème. Avalon.

## RADIO CLASSIQUE

**20.00** Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Schubert, Weber, Liszt. 20.40 **Márouf, savetier du Caire**. Opéra de Rabaud. Par le Chœur de l'Opéra de Nantes et l'Orchestre philharmonique des Pays de Loire, dir. Jésus Etcheverry, Michel Lecoq (Márouf). **22.50** La Morte del cor penitente. Opéra de Legrenzi. Par le Chœur des Tourments et la Sonatori de la Giolosa Marca.

## DÉBATS

**18.30** Studio ouvert. Internet et militantisme. **Public Sénat** **22.10** Forum public. e-citoyenneté : quels enjeux pour la démocratie ? **Public Sénat**

## MAGAZINES

**14.15** Campus, le magazine de l'écrit. Où va la France ? L'Égyptomanie. Invités : Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde* ; Bernard-Henri Lévy ; Alain Soral ; Christiane Desroches-Noblecourt ; Christian Jacq ; Virginie Despentes ; Marie Darrieusecq. **TV 5** **15.15** Recto Verso. Jean-Paul Gaultier. **Paris Première** **15.40** Open club. Brian De Palma. **CineClassics** **16.10** ET 0.10 i comme idées. Invité : Joseph Mace-Scaron. **i télévision** **17.00** Carnets de jour. Luis Fernandez ; Karl Zéro. **Match TV** **19.00** Explorer. Cohabitation avec les babouins. L'empire perdu du Tiwanaku. Quand frappe la foudre. **National Geographic** **0.25** Pendant la pub. Marcel Desailly. **TMC** **0.30** Courts particuliers. Bertrand Tavernier. **Paris Première**

## DOCUMENTAIRES

**17.30** Science tous risques. Crocodiles. **National Geographic** **17.35** La Dernière Éclipse totale. **Odyssee** **18.20** Carnets de prison. [1/2]. **Planète**

**18.50** Une vallée contre un empire. **Histoire** **19.30** Hep taxi ! Lisbonne. **Odyssee** **19.45** A l'ombre des arènes. [1/4]. **Planète** **20.00** Les Marcheurs du ciel. **National Geographic** **20.05** Les Combattants de l'insolence. **Histoire** **20.15** Des premières nations. [10/13]. Pow wow. **Planète** **20.50** Ligne de fer. Austerlitz. **La Chaîne Histoire** **20.55** La Corée de rêve. **Odyssee** **21.00** Photographes en action. **National Geographic** **21.00** Radovan Karadzic, poète, médecin et criminel de guerre. [1/2]. **Histoire** **21.50** Pimpidou, l'école du pouvoir. **La Chaîne Histoire** **22.45** Kaboul, au bout du monde. **Histoire** **23.00** Bari, le chef-d'œuvre des dieux. **National Geographic** **23.40** La Prise du pouvoir par Pétain. **La Chaîne Histoire** **23.40** A la mémoire de Massoud, un homme de paix dans la guerre. [1 et 2/5]. **Histoire** **23.40** Yann Tiersen, sur le fil. **Odyssee** **0.35** Des premières nations. [5/13]. Plume d'espoir. **Planète** **1.00** Tribulations. L'Amérique de Stéphane. **Voyage**

## SPORTS EN DIRECT

**15.30** Cyclisme. Tour de Romandie (1<sup>re</sup> étape) : Genève - Malleray. **TSR** **17.15** Football. Championnat d'Europe des moins de 17 ans (groupe A) : Danemark - Angleterre. **Eurosport**

## JEUDI 2 MAI

## TF1

**12.05** Attention à la marche ! **12.50** A vrai dire **13.00** Journal, Météo **13.55** Les Feux de l'Amour Feuilleté **14.45** Si j'avais su Téléfilm. David Sneedker. Avec Johnathon Schaech, Alison Eastwood (EU, 1999) **O** **16.30** Exklusif Magazine **17.05** Melrose Place Sydney se déchaine. Série **17.55** 7 à la maison Liberté, égalité, fraternité. Série **18.55** Le Bigdil **19.55** Météo, Journal, Météo.



**20.55** JULIE LESCAUT Une jeune fille en danger. Série. Avec Véronique Genest, Mouss Diouf, Renaud Marx, Jennifer Laurent, Joséphine Serre. 1210314 **Le prétendu suicide d'un comptable fait douter le commissaire Lescaut, qui voit ses incertitudes disparaître à l'annonce de la mort par balle du patron dudit suicidé.**

**22.50** COLUMBO Attention, le meurtre peut nuire à votre santé. Série. Avec Peter Falk, George Hamilton, Peter Haskell, Penny Johnson, Rick Najera. 2211550 **La mort d'un producteur de télévision fait porter les soupçons de l'inspecteur à « l'imperméable rapé » sur un animateur vedette au passé sulfureux.**

**0.30** Les Couilles de l'économie Magazine 9025048 **1.20** Exklusif Magazine.

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**13.10** Robin des Bois d'Eldorado ■ William A. Wellman (Etats-Unis, 1936, N., 90 min). **TCM** **14.20** Zanzibar ■ Christine Pascal (France - Suisse, 1988, 95 min) **O** **Cinéfraz** **15.15** Les Milles, le train de la liberté ■ Sébastien Grall (France, 1995, 105 min) **O** **Cinéstar 1** **17.10** Camille Claudel ■ Bruno Nuytten (France, 1988, 170 min) **O** **CineCinemas 3** **18.10** Cookie's Fortune ■ Robert Altman (Etats-Unis, 1999, v.m., 120 min) **O** **CineCinemas 1** **18.20** La Horde sauvage ■ Sam Peckinpah (Etats-Unis, 1969, v.m., 145 min) **O** **TCM** **19.00** Ailleurs, l'herbe est plus verte ■ Stanley Donen (Etats-Unis, 1960, 105 min) **O** **CineClassics** **20.45** Irma la douce ■ Billy Wilder (Etats-Unis, 1963, 140 min) **O** **Canal Jimmy** **20.55** La Vieille Fille ■ Jean-Pierre Blanc (France, 1971, 90 min). **TMC** **21.00** L'Homme tranquille ■ John Ford (Etats-Unis, 1952, 125 min). **Paris Première** **22.20** Jane B par Agnès V ■ Agnès Varda (France, 1987, 95 min) **O** **Cinéfraz** **23.40** Baby Face ■ Alfred E. Green (Etats-Unis, 1933, N., 75 min) **O** **CineClassics** **23.50** Fous d'Irène ■ Bobby et Peter Farrelly (Etats-Unis, 2000, v.m., 115 min) **O** **Canal + Vert** **0.15** Mata-Hari ■ George Fitzmaurice (Etats-Unis, 1931, N., 90 min). **TCM**

## FRANCE 2

**13.00** Journal, Météo **13.50** Inspecteur Derrick Folie. Série **14.55** Un cas pour deux Sang pour sang. Série **16.00** En quête de preuves Le dernier verre. Série **16.45** Un livre **16.55** Des chiffres et des lettres **17.25** Qui est qui ? **18.05** JAG Menace sur New York. Série **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Série **20.00** Journal **20.30** Elections 2002 Magazine **20.50** Météo.



**21.00** ENVOYÉ SPÉCIAL Magazine présenté par Françoise Joly. Au sommaire : Enfermés malgré eux ; Perrier, opération benzène. 9019227 **Depuis dix ans, le nombre d'internements de force en clinique psychiatrique a augmenté de soixante pour cent, mettant la France en tête des pays européens.**

**23.10** CAMPUS, LE MAGAZINE DE L'ÉCRIT Où va l'homme ? Magazine présenté par Guillaume Durand. 1507531

**0.40** Journal de la nuit, Météo **1.05** Nikita Le temps de l'inconscience. Série 6807970 **1.45** Fallait y penser ! Magazine 5592512.

**3.45** 24 heures d'info **4.00** Météo **4.05** Bhoutan, à la croisée des chemins Documentaire 2799116 **4.15** La Pieuvre Enquête sur la mort du commissaire Cattani. Série (50 min) 9400390.

## MAGAZINES

**16.55** Les Lumières du music-hall. André Claveau. Jacques Brel. **Paris Première** **18.55** J'y étais. David Charvat. **Match TV** **19.00** Explorer. Visions des profondeurs. Sous-marins nazis, terreur sur les côtes US. Duff Severe, seller des rodéos. **National Geographic** **20.05** Temps présent. Ces aînés qui veulent en finir. **TSR** **22.30** Boléro. Marina Picasso. **TMC** **22.40** Open club. Brian De Palma. **CineClassics**

## DOCUMENTAIRES

**17.00** Bali, le chef-d'œuvre des dieux. **National Geographic** **18.30** Massoud, portrait d'un chef afghan. **Histoire** **19.00** Biographie. Les années Arruza. **La Chaîne Histoire** **19.00** Pilot Guides. Irlande. **Voyage** **19.05** Yann Tiersen, sur le fil. **Odyssee** **19.15** Le Tintoret. **Mezzo** **19.30** Les Damnés de l'URSS. **Histoire** **20.00** Marrakech, Médina côté cour. **Voyage** **20.00** Soldats perdus. **Histoire** **20.10** Les Champions de la vague. **National Geographic** **20.15** Des premières nations. Nation métisse. **Planète** **20.45** Carnets de prison. [2/2]. **Planète** **21.00** Radovan Karadzic, poète, médecin et criminel de guerre. [2/2]. **Histoire** **21.00** Route 66, sur les traces d'un mythe. [3/3]. De Grants à Santa Monica. **Voyage**

## FRANCE 3

**13.55** C'est mon choix Magazine **15.00** Un secret trop lourd Téléfilm. Gilbert Cates. Avec Lindsay Wagner (EU, 1985) **16.35** To3 Cédric ; Titeuf ; Sister, Sister **17.35** A toi l'actu@ **17.50** C'est pas sorcier L'ascension du Mont-Blanc **18.20** Questions pour un champion **18.45** La Santé d'abord **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.15** Tout le sport **20.25** C'est mon choix... ce soir.



**20.55** L'IDÉALISTE ■ Film. Francis Ford Coppola. Avec Matt Damon, Danny DeVito, Claire Danes, Jon Voight, Mary Kay Place. **Drame** (EU, 1997). 5521753 **Un jeune avocat découvre les réalités du système judiciaire. Une mise en scène d'une limpidité lumineuse.**

**23.10** Météo **23.15** Soir 3.

**23.50** SUJET TABOU La Ferme des morts. Documentaire. Sophie Rolfa. 116314 **Un Tennessee, dans le secret le plus total, des scientifiques ont implanté un centre d'étude du processus de décomposition des corps.**

**0.40** La Loi de Los Angeles Illicites. Série 4577951 **1.25** Espace francophone La presse malgache francophone 6972715.

**1.50** Ombre et lumière Invité : Pierre Arditi 7051883 **2.20** C'est mon choix... ce soir Magazine **2.45** Soir 3 **3.10** Sur la terre des monstres disparus Documentaire **4.35** Un jour en France Magazine (45 min).

## CANAL+

**14.10** Les Fantômes de Louba Film. M. Dugowson. Avec Elsa Zylberstein. **Drame** (Fr., 2000) **O** **15.55** Surprises **16.00** En aparté Magazine **16.45** Fous d'Irène ■ Film. B. et P. Farrelly. Avec Jim Carrey. **Comédie** (EU, 2000, DD) **O** ► En clair jusqu'à 20.45 **18.45** Futurama Série **19.05** Journal **19.25** + de sport **19.30** Le Zapping **19.40** Le Vrai Journal des présidentielles **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz.



**20.45** CIRCUS ■ Film. Rob Walker. Avec John Hannah, Famke Janssen, Peter Stormare, Eddie Izzard, Fred Ward. **Suspense** (GB, 2000) **O.** 527531 **Dans la station balnéaire de Brighton, deux escrocs tentent un dernier coup. Un polar au scénario astucieux, très bien interprété.**

**22.20** LE ROMAN DE LULU Film. Pierre-Olivier Scotto. Avec Thierry Lhermitte, Claire Keim, Patrick Bouchitey, Pierre-Olivier Scotto, Cyrielle Claire. **Comédie sentimentale** (France, 2000) **O.** 1509598 **Un cinquantenaire aime une jeune fille de 25 ans qu'il veut quitter à cause de leur différence d'âge.**

**23.45** H Une histoire de purgatoire. Série 6737043.

## CANAL+

**0.20** If Only Film. M. Ripoll. Avec L. Headey. **Comédie** (EU, 1998, v.o.) **O** 1693951 **1.50** Hockey NHL **3.50** Le vieux qui lisait des romans d'amour ■ Film. R. de Heer. Avec R. Dreyfuss. **Aventures** (Fr. - Austr., 2000, 100 min) **O.**

**14.10** Les Fantômes de Louba Film. M. Dugowson. Avec Elsa Zylberstein. **Drame** (Fr., 2000) **O** **15.55** Surprises **16.00** En aparté Magazine **16.45** Fous d'Irène ■ Film. B. et P. Farrelly. Avec Jim Carrey. **Comédie** (EU, 2000, DD) **O** ► En clair jusqu'à 20.45 **18.45** Futurama Série **19.05** Journal **19.25** + de sport **19.30** Le Zapping **19.40** Le Vrai Journal des présidentielles **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz.

**21.00** BREAD AND ROSES Film. Ken Loach. Avec Pilar Padilla, Adrien Brody, Elpidia Carrillo, Jack McGee, Monica Rivis. **Drame** (GB, 2000). 2578555 **Le cinéaste anglais Ken Loach dénonce la condition des employés de nettoyage dans les entreprises américaines. Sympathique mais démonstratif.**

## FRANCE 5 / ARTE

**13.45** Le Journal de la santé Magazine **14.05** Fenêtre sur l'Océan Pacifique **14.35** Au cœur de la navette spatiale **15.35** Les Algériens de Lyon **16.35** Planète insolite Le Portugal et les Açores **17.30** 100 % Question **18.00** C dans l'air **18.45** Emission de la campagne officielle **19**

PIERRE GEORGES

## Arlette et Zizou

POUR ALLER jusqu'au bout du ridicule pathétique que fut aussi cette campagne à la mode de chez nous, tenons pour essentielle cette tardive prise de conscience de M<sup>me</sup> Geneviève de Fontenay. La présidente du comité Miss France s'était, comme beaucoup, entichée, chacun le sait, d'Arlette Lutte ouvrière, star du mérite et de la persévérance.

C'était un peu le mariage de la paillette et du grand soir. Des tréteaux belles gambettes et du chapiteau Travailleurs-travailleuses. Mais enfin, cela avait fait, au rayon des frivolités électives, un fameux bruit dans le landerneau médiatique. La dame au chapeau noir soutenait l'humble héroïne trotskiste. Y compris de ses deniers, 762,25 euros pris sur sa cassette, avec remise du chèque immortalisée par les photographes en un parfait cliché.

Hélas ! Même les plus suaves opérètes ont une fin. Et voici que M<sup>me</sup> de Fontenay, après avoir donné son cœur, ses sous et, en bonne logique, sa voix à Arlette Laguiller, découvre que son placement affectif et républicain était peut-être une erreur. Et voici que la rupture se fait, aussi publique que fut l'opération-soutien. Au motif que la candidate de Lutte ouvrière, désormais loin de toutes ces futilités et sacrifices à la cause d'avant premier tour, réapparaît telle qu'elle est : minérale.

Arlette Laguiller fait désormais savoir, en cognant chaque jour un peu plus, qu'elle ne choisira pas. « A bas Le Pen, le pire ennemi des travailleurs ! A bas Chirac l'homme du patronat. » Et pour faire bonne mesure à bas « la gauche bourgeoise (qui) achève sa déroute électorale en rampant aux pieds de Chirac ». Ni peste, ni choléra, ni « ralliement lamenta-

ble ». Et advienne que pourra, que devra ! Electricité, électeurs on vous trompe ! Manifester contre Le Pen soit. Voter ? Non ! Abstention ou vote blanc révolutionnaire !

Ce discours, parfaitement dans la logique de Lutte ouvrière a quelque peu ouvert les yeux de M<sup>me</sup> de Fontenay, qui, elle, estime que ne pas voter contre Le Pen ou voter blanc, c'est faire son jeu. Fin donc d'une belle quoique récente amitié élective.

Jouer avec le feu, ou la flamme du FN, ce qui revient au même, Zinedine Zidane ne veut pas en entendre parler. A tel point que l'homme le plus célèbre de France, en son sprint avec l'abbé Pierre, est sorti de sa réserve madrilène pour parler. Et sans doute cela a-t-il dû lui coûter énormément, tant il n'a pas vocation, par tempérament, à se mêler des choses et débats de la cité.

Il y a quatre ans, au soir d'une victoire et d'une illusion mémorable, une photo géante était projetée sur l'Arc de triomphe à Paris. Celle de l'homme au numéro 10 avec au-dessus ces mots : « Zidane, président ! ». C'était le triomphe d'une idée ou d'une chimère black-blanc-beur, véhiculée sur les ailes de la victoire. Quatre ans après, et à la veille d'une autre tentative de conquête, la France est retombée sur le plancher des mauvais génies.

Alors Zidane a parlé. Timidement, mais fermement. Au nom des siens. Au nom « des valeurs de la France ». Pour dire que cette partie-là n'était pas « jouable ». Pour dire que ce n'était pas « possible ». Pour dire, lui Zizou, qui n'a probablement pas voté, qu'il fallait le faire désormais. Et choisir « entre Jacques Chirac et... l'autre ». L'autre, le pas même nommé, quel dribble définitif !

## « Le vote Le Pen, c'est l'électrochoc dont la France avait besoin »

VILLEURBANNE

de notre envoyée spéciale

« De déception en déception, ceux qui avaient le cœur à gauche ont préféré ne pas voter. Ou bien ils ont voté ailleurs, pour l'extrême gauche ou pour les Verts. D'autres ont franchi la ligne : ils ont voté Chirac », résume Wafa Dahman, cofondatrice de Radio Salam, station FM créée à Lyon en 1991. La jeune journaliste, Française d'ascendance tunisienne, sait de quoi elle parle. L'émission d'actualité « Dossier spécial », qu'elle anime chaque vendredi soir, s'est plusieurs fois intéressée au vote maghrébin. L'une de ces émissions, réunissant l'ancienne députée européenne Djida Tazdaït, l'adjoint au maire de Vénissieux Baykhem Braïki et le magistrat Olivier Abdou Taoumi, tournait autour de la question : pourquoi les Maghrébins ne votent-ils pas pour des candidats maghrébins ? Un autre « Dossier spécial » a été consacré à l'évolution du vote maghrébin « de la gauche vers la droite ». Pour Wafa Dahman, ces données sont des évidences.

« J'avais 16 ans, quand la gauche est arrivée au pouvoir, en 1981 », explique la jeune femme, qui vit avec sa mère, dans la banlieue de Vaulx-en-Velin, depuis bientôt trente ans. Une banlieue comme une autre, avec ses tours HLM et son racisme au quotidien : gauche ou pas, Wafa et sa famille ont vécu, au jour le jour, « la discrimination » à l'école, dans la recherche d'un logement, d'un emploi. Gauche ou pas, être d'origine maghrébine, « c'est un boulet », dit-elle. Son constat est sévère : « Tout le monde, dans les quartiers, dénonce depuis des années les carences de la politique de la gauche. Mais celle-ci n'a rien entendu. Elle considère que les Maghrébins sont, par principe, acquis à sa cause. Tellement acquis qu'ils en sont devenus transparents, on ne les voit plus ! Le raisonnement de la gauche ? Nous représentons le social ; or, le social, c'est pour les défavorisés ; comme les Maghrébins sont parmi les premiers défavorisés, il n'est même pas besoin de s'adresser à eux, et encore moins de les séduire : c'est dans la poche ! » Erreur et damnation !



Wafa Dahman (à droite), cofondatrice de Radio Salam (Lyon) : « Nous n'avons pas de tabou. »

En 1995, Wafa Dahman avoue avoir voté Chirac. « Plus exactement, je n'ai pas voulu voter pour Jospin, héritier de Mitterrand. J'ai voulu changer », explique-t-elle. Sans doute, parmi les jeunes issus de l'immigration, ceux « de la deuxième génération », n'a-t-elle pas été la seule à s'exprimer ainsi par un vote-dépit.

Le succès de Jean-Marie Le Pen, le 21 avril, ne l'a, jure-t-elle, qu'à moitié surprise. « Celui qui vote Le Pen, c'est mon voisin de palier : un Français d'origine européenne, Italien, Espagnol, Portugais, remarque la jeune Vaudoise. Depuis le 11 septembre, nous, les Arabes et les musulmans, on est



tous devenus des terroristes en puissance, on est tous soupçonnés d'alliance affective avec les extrémistes. Cela a joué sur la campagne électorale. En ajoutant les grondements du Proche-Orient, le fait qu'il n'y a pas eu de vrai débat, la surenchère sécuritaire et le beau temps, on arrive à un drôle de cocktail ! » En revanche, l'idée que des électeurs d'origine maghrébine puissent voter Front national la « choque ». « Je ne vois pas l'intérêt. A moins d'être totalement masochiste ? », s'interroge-t-elle.

Radio Salam, qui s'affiche « sans couleur partisane », n'avait cependant pas hésité à inviter, en 1991, à l'occasion d'un débat avec des responsables socialistes, des représentants locaux du Front national. « Ils étaient venus avec leurs gardes du corps », sourit Wafa. Et ne craignant pas d'apparaître comme provocatrice, la radio maghrébine lyonnaise a organisé, à la veille du premier tour, un débat sur l'antisémitisme « vrai ou supposé » des populations d'origine arabe. « Nous n'avons pas de tabou », déclare simplement la journaliste.

Durant la campagne présidentielle, Radio Salam a invité des personnalités de tous bords. Du maire PCF de Vénissieux, André Gerin, à la présidente du conseil régional, l'UDF Anne-Marie Camparini, en passant par le RPR Emmanuel Hamelin, tous connaissent le chemin des studios de la station maghrébine, installée dans le centre de Villeurbanne. Si Chirac n'avait pas décliné l'idée d'un débat avec Le Pen, Radio Salam aurait d'ailleurs volontiers organisé une joute radiophonique entre des représentants locaux du RPR et du FN. La performance de l'extrême droite n'inquiète pas Wafa et ses amis. « Je ne pense pas que la France soit foncièrement raciste », remarque la journaliste. Puis, avec un demi-sourire : « Le vote Le Pen, c'est l'électrochoc dont la France avait besoin. Au fond, c'est hyperpositif : la gauche et la droite se sont ramassés une sacrée raclée, ça va les obliger à réfléchir, qui sait ? »

Catherine Simon

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

## L'optimisme est revenu

UN CURIEUX SENTIMENT de sécurité s'est emparé peu à peu, au cours de ces derniers mois, de la population française. Il ne doit rien à l'expérience Pinay, à laquelle il est d'ailleurs antérieur. Il provient de ce que le citoyen moyen, après avoir eu pendant trois ou quatre étés très peur de la guerre, a cessé d'y penser comme à une éventualité prochaine. Pour un peu, il croirait la paix assurée pour longtemps. Il ne serait pas difficile d'éta-

blir la courbe des craintes publiques. Après un lent crescendo, trois périodes de pointe : le coup de Prague, le début du blocus de Berlin, et surtout le déclenchement de l'affaire de Corée. C'est alors la ruée des ménagères chez l'épicier et le marchand de tissu. Beaucoup de touristes décommandent leurs projets de vacances. L'atmosphère n'est pas loin de ressembler à celle de juillet ou d'août 1939. Puis le temps passe. Un jour vient où l'on

cesse de parler de la Corée en première page des journaux. Plus personne, aujourd'hui, ne s'en soucie. Depuis des mois, l'actualité internationale a retrouvé un calme longtemps oublié, et si M. Pinay peut envisager de recourir à l'emprunt, c'est bien parce que l'on ne vit plus dans l'insécurité, ou du moins qu'on ne croit plus y vivre.

André Fontaine  
(2 mai 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



■ La difficile naissance de la Géorgie. Un dossier complet en exclusivité pour les abonnés du monde.fr.

■ Le Front national depuis 1995. Une sélection d'articles tirés des archives du Monde disponible dans notre édition abonnés.

■ Elysée 2002. Les analyses, enquêtes, reportages, dossiers et clés pour la présidentielle sur <http://elections.lemonde.fr>

■ Le journal permanent. L'actualité en continu, sept jours sur sept, sur [lemonde.fr](http://lemonde.fr).

CONTACTS

► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-42-17-32-90  
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>  
Par courrier : bulletin p. 38  
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET  
Site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)  
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>  
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>Marché de l'emploi : <http://emploi.lemonde.fr>Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>Marché de l'immobilier : <http://immobilier.lemonde.fr>

► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

► DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-88-46-60

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

► LE MONDE 2

Abonnements : 01-42-17-32-90

■ Tirage du Monde daté mardi 30 avril 2002 : 580 953 exemplaires.

1 - 3 Nos abonnés Paris - Ile-de-France trouveront avec ce numéro le supplément « aden ».

Le Monde

Chaque week-end  
avec Le Monde,  
le meilleur du  
New York Times.

la sélection en V.O. du New York Times,  
le nouveau supplément du Monde  
chaque samedi avec Le Monde, daté dimanche - lundi

